Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE – N° 14859 – 7 F

JEUDI 5 NOVEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

M. Bill Clinton est élu président des Etats-Unis

- *Avec 43 % des voix, il devance nettement M. Bush (38 %) et M. Perot (19 %)*
- *Le Parti démocrate conserve la majorité au Congrès*

M. Bill Clinton prendra ses fonctions le 20 janvier en tant que quarante-deuxième président des Etats-Unis. Après dépouillement de 93 % des suffrages, le candidat démocrate avait obtenu, mardi 3 novembre, 43 % des voix contre 38 % au président sortant, M. George Bush, et 19 % à l'indépendant Ross Perot. M. Clinton veut redonner la priorité aux questions intérieures américaines, en particulier économiques et sociales. Le Congrès reste, d'autre part, majoritairement démocrate. Les marchés financiers ont peu réagi, ayant généralement anticipé l'élection de M. Clinton. Sur le marché des changes, le dollar a enregistré un léger repli.

Apprentissage

QUELLE politique étrangère pour les Etats-Unis de l'après guerre froide ? Au lendemain de la victoire du démocrate Bill Clinton, la question n'a toujours pas reçu de réponse. Et ce n'est guère étonnant puisqu'elle n'a jamais été au centre d'une campagne électorale en forme d'introspection collective, axée sur les plaies, les insuffisances et les illusions perdues, et sur la définition de ces « valeurs » sans lesquelles une société encore fondamentalement puritaine ne peut fonctionner.

La myopie de la plupart des grandes capitales – à commencer par Paris – longtemps persuadées de l'inéluctable réélection de George Bush, n'a pas contribué à ouvrir un débat pourtant capital. Les silences de Bill Clinton ou plutôt les généralités sur la « continuité » de la diplomatie américaine auxquelles il s'est borné, non plus. Nombreux sont pourtant les indices qui laissent prévoir de sérieuses inflexions de la politique étrangère américaine.

Qu'on le veuille ou non, et malgré les assurances des missi dominici de M. Clinton concernant l'« internationalisme » de l'équipe démocrate qui va s'installer le 20 janvier à la Maison Blanche, force est de constater que nous aurons affaire à un pouvoir américain plus protectionniste et plus isolationniste que le précédent.

A moins qu'il ne renie tous ses engagements électoraux, le nouveau président va se consacrer en priorité aux problèmes intérieurs. Cela suppose d'importantes nouvelles dépenses, ce qui n'est pas mauvais pour une relance de l'économie mondiale, mais laisse mal augurer d'une réduction d'un déficit budgétaire qui frise les 300 milliards de dollars.

Il est peu probable, d'autre part, que des efforts supplémentaires soient demandés aux contribuables américains sans que leur soit donnée quelque satisfaction particulière. Or l'électorat de M. Clinton est beaucoup plus protectionniste que le nouveau président. Ce phénomène va vite se refléter dans les deux Chambres du Congrès, à majorité démocrate. Un Congrès avec lequel tout président américain doit composer.

FACE à cette perspective, que valent quelques bonnes paroles de M. Clinton sur la construction européenne, la nécessité pour les dirigeants chinois et serbes de respecter enfin les droits de l'homme ? Nous sommes loin, en tout cas, d'une réflexion sur la mise en place d'un nouvel ordre mondial et d'un partenariat euro-américain. Ayant conquis le pouvoir, M. Clinton et ses collaborateurs ont théoriquement trois mois pour s'y consacrer. Rien ne prouve, cependant, qu'ils ont clairement conscience, à ce stade, que les maux de la planète sont tout aussi graves que ceux de leur pays. Leur vrai apprentissage ne fait commencer.

L'Amérique d'abord

WASHINGTON

de nos envoyés spéciaux

C'est un pari sur le changement et le rejet du *statu quo*. Les Américains abordent l'après-guerre froide avec un nouveau président, le quarante-deuxième, M. Bill Clinton, âgé de quarante-six ans, jusqu'alors gouverneur d'un des plus petits Etats de l'Union, l'Arkansas. Ils ont chassé de la Maison Blanche *« le vainqueur de la guerre du Golfe »*, le républicain George Bush (soixante-huit ans), après plus d'un quart de siècle de vie publique.

Les électeurs ont choisi, en M. Bill Clinton, l'homme qui leur a promis de s'occuper prioritairement de l'Amérique et ils ont désavoué, en la personne du président sortant, un des derniers soldats de la guerre froide. Comme si des temps nouveaux réclamaient des hommes nouveaux. Une raison principale, sinon unique, à cette alternance à la présidence : l'économie. Le changement d'occupant à la Maison Blanche reflète l'inquiétude croissante d'une majorité d'Américains – particulièrement dans la classe moyenne – devant des perspectives économiques incertaines, l'insécurité de l'emploi, le tassement du pouvoir d'achat, une compétition commerciale accrue, etc. Les Américains avaient l'occasion d'en faire porter la responsabilité à un président sortant, ils l'ont saisie. M. Clinton l'emporte avec 43 % des suffrages, contre 38 % à M. Bush et 19 % à l'indépendant Ross Perot (après dépouillement de 84 % des circonscriptions). Mais cela se traduit par un triomphe au sein du collège des grands électeurs formellement chargé de désigner le président. Il fallait empocher 270 mandats, le gouverneur de l'Arkansas en recueille plus de 300.

L'étonnant M. Perot réalise le meilleur score jamais obtenu par un candidat indépendant depuis la guerre. Il aura forcé MM. Bush et Clinton à aborder la question du déficit budgétaire, pris des voix à l'un comme à l'autre et exprimé la lassitude d'une partie de l'électorat face aux élites traditionnelles. Dernier résultat, et non des moindres, de ce scrutin : le Congrès reste largement dominé par les démocrates (Chambre des représentants et Sénat).

ALAIN FRACHON
et JEAN-PIERRE LANGELLIER

Lire la suite page 4

Roosevelt ou Carter ?

par Dominique Dhombres

M. Bill Clinton ne peut se permettre de décevoir tous ceux qui ont beaucoup misé sur le jeune gouverneur, quasiment inconnu il y a un an, de l'Etat le plus pauvre et, par bien des aspects, le plus rétrograde du pays. En se lançant ainsi dans l'aventure, les Américains ont fait un pari certes risqué, mais qui est à la mesure de leur désarroi actuel.

Il incombe au quarante-deuxième président des Etats-Unis de démontrer qu'il est à la hauteur des espoirs qu'il a suscités, et du mandat qu'il vient de recevoir. Un mandat qui aurait été encore plus net si l'excentrique Ross Perot n'était venu brouiller les cartes. Les voix « gâchées » par le milliardaire texan, qui représentent 19 % du total, ont été « arrachées », apparemment de façon égale, aux deux seuls candidats sérieux.

Si M. Clinton ne recueille que 44 % des suffrages populaires, la faute en revient à la mégalomanie de M. Perot, qui s'est davantage soucié de son ego, contrairement à tous ses beaux discours, que des intérêts supérieurs de la démocratie américaine. On peut estimer qu'en l'absence de ce dernier M. Clinton aurait franchi la barre des 50 %.

Lire la suite page 5

Le GATT paralysé

Les discussions euro-américaines de Chicago sur l'agriculture ont échoué.

Lire l'article de PHILIPPE LEMAITRE page 20

M 0147 - 1105 0 - 7,00 F

Budget allemand

M. Kohl, ayant renoncé à toute augmentation des impôts avant 1995, va creuser le déficit budgétaire en 1993.

page 20

Les tensions à Belgrade

Le premier ministre Milan Panic a résisté à l'offensive politique de M. Slobodan Milosevic.

page 12

L'entente des écologistes

Aux législatives, les Verts et le mouvement de M. Lalonde présenteront un candidat commun dans chaque circonscription.

page 28

ÉDUCATION ◆ CAMPUS

La fièvre des MBA gagne les grandes écoles

Les programmes de formation supérieure au management se multiplient en France, alors que les Anglo-Saxons s'inquiètent de l'expansion trop rapide de ce marché.

pages 17 et 18

Le sommaire complet se trouve page 28

Les suites de l'affaire du sang contaminé

Le drame des collectes en prison

Un rapport demandé par le gouvernement montre que des centaines de cas de contamination par le virus du sida sont consécutifs, en 1985, à des collectes de sang effectuées parmi les détenus des prisons françaises.

Lire page 14 l'article de JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

Une réforme du système de transfusion

Un projet de loi présenté au conseil des ministres par M. Bernard Kouchner vise à renforcer le contrôle de l'Etat sur le système transfusionnel français et à accroître la sécurité.

Lire nos informations page 15

M. Lang dénonce « le climat de lynchage »

Au cours du conseil des ministres, mercredi 4 novembre, M. Jack Lang a mis en garde contre le *« climat de lynchage »* qui, selon lui, s'exerce contre *« certaines personnalités »*. Il est inhabituel que le commentaire d'un ministre n'ayant pas la charge du dossier incriminé soit rendu public.

Lire nos informations page 28

M. François Léotard et la justice

Dans l'affaire de Port-Fréjus, l'enquête de police judiciaire laisse ouvertes, pour l'ancien maire de Fréjus, deux hypothèses : le *non-lieu* ou le *renvoi* en correctionnelle.

Lire page 13 l'article de ROBERT MARMOZ et ALAIN ROLLAT

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

Débat

L'espoir de la classe moyenne

par Ezra Suleiman

GEORGE BUSH se comparait récemment à Harry Truman. Il ne cherchait pas ainsi à mesurer sa présidence à celle du légendaire démocrate. Mais, en ces derniers jours de campagne électorale, il rêvait désespérément de partager le sort qui fut celui de Truman à l'élection présidentielle de 1948. Truman était alors avec certitude donné perdant face à son rival républicain Thomas Dewey. Mais, à la surprise générale – et notamment des journalistes, qui avaient anticipé les résultats et annoncé dans leurs titres la défaite démocrate, – Truman l'emporta. Faute de « nous faire le coup de Truman », George Bush restera, comme Jimmy Carter, un président à mandat unique.

Les Etats-Unis, sous George Bush, ont été un pays sans vision d'avenir. *L'économie* a connu une grave récession. La politique étrangère a manqué d'un projet. Les villes sont confrontées aux troubles et au délabrement. Les infrastructures se trouvent dans un état de dégradation avancée. Les institutions politiques sont paralysées. 80 % des électeurs estiment que *« la situation est très mal engagée »* et plus des deux tiers des républicains partagent ce point de vue. La révolution reaganienne n'a pas tenu ses promesses et les sondages montrent qu'il est temps de passer les rênes à une nouvelle génération de dirigeants.

Le passé de George Bush, aussi bien social que professionnel, ne l'a pas vraiment préparé à diriger l'*Amérique en ces temps difficiles.* Il s'est identifié à l'extrême droite de son parti, ce qui est plus qu'une *grave erreur politique. Un signe de* son inadaptation à l'Amérique d'aujourd'hui. Quand, durant la campagne *présidentielle de 1988,* on lui a reproché de manquer d'une vision d'avenir, il a répondu que les visions, ce n'était pas son fort. A bien des égards, cette réponse naïve en dit long sur George Bush et explique assez bien que les électeurs voient aujourd'hui en lui un homme du passé.

La quintessence du politicien professionnel

L'homme qui l'a emporté sur *George Bush le 3 novembre est* celui qui a transformé le Parti démocrate et défait la coalition *républicaine – une coalition réunie* par Ronald Reagan en 1980 et qui tenait encore bon quand George Bush fut élu président en 1988. Cet homme, c'est Bill Clinton, gouverneur de l'Arkansas.

Qui est Bill Clinton ? Comment a-t-il modifié l'image et le destin de « perpétuel perdant » du Parti démocrate ? Quels changements est-il à même d'apporter en politique intérieure et sur la scène internationale ?

On comprend parfaitement que les gouvernements, à l'étranger, sans pour autant apprécier la poli*tique de M. Bush ou le traitement* que leur a infligé son ancien secrétaire d'Etat James Baker – et il y a *des raisons pour que le tandem* Bush-Baker n'ait pas fait l'unanimité chez les dirigeants *européens, – se sentent néanmoins* plus rassurés par un président qu'ils connaissent que par un chal*lenger dont ils savent peu de* choses. Un nouveau venu est toujours perçu comme imprévisible, *surtout s'il est démocrate, car un* démocrate est systématiquement considéré comme étant moins à même d'assurer *la défense des* intérêts alliés.

Le scepticisme que les politiques français – à droite comme à gauche – montrent à l'égard de Bill Clinton se comprend donc aisément. Mais il n'est pas fondé car, contrairement aux idées reçues, Bill Clinton n'est ni oublieux ni ignorant du monde extérieur. Pas plus qu'il n'est un « nouveau Jimmy Carter » – la plus accablante des critiques, semble-t-il, qu'on puisse porter à un candidat à la *présidence.*

Bill Clinton a en commun deux traits avec Jimmy Carter : il est démocrate et gouverneur d'un petit Etat de 2 millions d'habitants. La ressemblance s'arrête là.

Clinton est un homme qui vit de la politique et pour la politique. Il *est la quintessence du politicien* professionnel qui très tôt s'est fixé comme but de devenir un jour pré*sident des Etats-Unis. Peu de gens* qui ont eu affaire à lui depuis vingt-cinq ans ont douté qu'il *serait candidat à son heure. Quand* je le rencontrai pour la première fois voici quelques années, moins d'un quart d'heure suffit pour que j'essaye d'imaginer quand il serait le mieux à même de se présenter. En 1984, j'organisai à Washington la rencontre d'un petit groupe de la nomenklatura française avec Bill Clinton. Bien que totalement inconnu à l'époque, son intelligence, ses dons d'analyse et un certain charisme marquèrent son auditoire. Aucun de ceux qui l'écoutèrent parler ce matin-là ne l'ont oublié et des années durant, j'ai dû répondre à la question de *mes collègues français : « Qu'est-ce qu'il est devenu ce type, Clinton ? »*

Bill Clinton dit de lui qu'il est *« obsédé par la politique ».* Il est aussi un politicien complet. Il connaît à fond les questions de politique intérieure, pose toujours clairement les problèmes (qu'il lui arrive de résoudre aussi), cherche toujours un consensus. Clinton s'est préparé et formé, parfois dans de rudes épreuves, au rôle de président. Bien qu'on le compare souvent à Kennedy, leurs expériences personnelles et professionnelles ne pouvaient être plus différentes. Clinton n'a pas connu son père, tué avant sa naissance dans un accident de la route. Son beau-père, marchand de voitures, était alcoolique. A la mort de ce dernier, sa mère, qui avait divorcé, se remaria. Bill n'en fut pas moins un étudiant brillant qui, une fois diplômé de l'université de Georgetown, obtint une bourse pour Oxford. Deux années à Oxford, puis ce fut l'école de droit de Yale où il rencontra celle qui devait devenir sa femme, aujourd'hui reconnue parmi les plus grands juristes, spécialiste de l'éducation et de toutes les questions touchant aux enfants dans le pays.

Un extraverti qui apprend vite

Clinton n'est pas un politicien du genre lointain et taciturne. Il est *extraverti et aime le contact que la* politique requiert. On dit de lui qu'il n'a jamais croisé un dos dans *lequel il n'ait voulu taper ! Depuis* vingt-cinq ans, il cultive ses liens d'amitié, et l'on a vu dans sa campagne combien cela avait porté ses fruits. Ainsi a-t-il pendant un quart de siècle tout naturellement établi un réseau à travers le pays – de politiciens, d'hommes d'affaires et de loi, d'universitaires, de producteurs à Hollywood.

Sur le plan professionnel, Clinton est quelqu'un qui apprend vite. Candidat malheureux au Congrès en 1974, il devint le plus jeune gouverneur de l'Arkansas en 1978. Mais il ne parvint pas deux ans plus tard à se faire réélire. Ainsi *a-t-il passé les années suivantes* à analyser son échec et à préparer son retour. Réélu gouverneur en *1982, il est resté en place depuis.* Clinton a appris de sa « traversée du désert » la nécessité qu'il y avait à construire un consensus autour de ses projets, à consulter, à montrer moins d'impudence et d'arrogance. Il a travaillé à devenir fin politique, comme il a travaillé à maîtriser ses sujets. Il est probable que son grand désir de plaire, de trouver des soutiens, d'éviter les conflits est né de sa défaite de 1980.

Ce qui différenciait notamment Bill Clinton de ses rivaux dans les primaires et qui le distingue aujourd'hui du président Bush et *de Dan Quayle est sa remarquable* maîtrise des questions intérieures. Aucun politicien depuis Lyndon *Johnson n'a eu pareille prise sur* les programmes de santé, d'aide sociale, de sécurité sociale, de for*mation, de taxation. En vérité, il* est si versé dans la complexité de ces sujets qu'il n'a jamais très clairement exposé quelles étaient ses propres positions. Il analyse les questions, de façon parfois technocratique à l'excès, sans laisser beaucoup de place à son point de vue personnel. On a aussi dit de Bill Clinton qu'il n'a jamais croisé une statistique qu'il n'ait aimée. Il dévore les ouvrages traitant des affaires publiques et rien ne lui échappe des questions politiques. Il sait, par exemple, tout ce qu'il y a à savoir du système de santé allemand et du programme d'aide à l'enfance en France, et il cite statistiques sur statistiques pour démontrer que l'Amérique n'occupe pas la place qu'elle doit occuper.

Un programme non idéologique

Analysant la défaite du Parti *démocrate en 1980, 1984 et 1988,* Bill Clinton a compris que la base traditionnelle du parti ne pouvait *assurer à ce dernier qu'une posi*tion minoritaire. Trop d'électeurs séduits par Ronald Reagan étaient *passés du côté républicain. Pour* que les démocrates reviennent au pouvoir, il fallait briser la coalition *rassemblée par Reagan. Et,* pour cela, convaincre les électeurs que les démocrates n'allaient plus se contenter d'augmenter les impôts pour distribuer l'argent, comme il le dit lui-même, *« aux fonctionnaires ou aux nécessiteux qui sauront mal le dépenser ».*

Clinton n'exagère pas vraiment quand il soutient avoir mis au pied du mur et chamboulé le Parti démocrate. Il l'a fait passer d'une action de redistribution et d'aide sociale à des programmes non teintés *d'idéologie – programmes de* formation, d'éducation et d'investissement dans les infrastructures et la production. En soutenant que le gouvernement a un vrai rôle à jouer dans l'économie, Clinton reste fidèle aux valeurs traditionnelles du Parti démocrate. Cela, tout en mettant l'accent sur la nécessité de l'investissement, de la croissance et de la responsabilité (un mot-clé chez Clinton).

Le gouvernement a le devoir d'améliorer les conditions de vie dans nos villes qui se délabrent, d'assurer la formation des travailleurs qu'affectent les égarements d'une économie devenue globale, d'améliorer la qualité de l'éducation, d'exercer un contrôle des dépenses médicales et de rendre accessible à tous l'assurance santé. Mais le programme de Bill Clinton ne met nulle part l'accent sur la redistribution des richesses. Il pro*pose simplement de relever les* impôts de ceux dont les revenus excèdent 200 000 dollars par an *(soit 1 million de francs).*

Avec ce programme non idéologique (au sens traditionnel du terme), auquel beaucoup de républicains ou d'anciens démocrates apostats peuvent adhérer, Clinton s'est montré nettement plus au diapason des mentalités et des valeurs qui prévalent en Amérique. Son opposition au racisme, son soutien aux droits des femmes et des homosexuels, sa position fortement en faveur de l'avortement, tout le situe beaucoup plus près du fonds de la culture américaine qu'un George Bush, qui a laissé les idéologues religieux extrémistes s'emparer à Houston de la convention du Parti républicain et a montré, durant sa campagne, un déplaisant penchant pour certaines de ces valeurs extrémistes.

Nulle part le ratage de sa campagne n'est *aussi* évident que dans l'adhésion de George Bush à la rhétorique et aux valeurs de la droite. Cela a ni plus ni moins dégoûté certains parmi ces groupes-clés que sont les démocrates séduits par Reagan, les jeunes et la classe moyenne. Le message économique de Clinton et son rejet des valeurs extrémistes ont contribué à défaire la coalition que Reagan avait rassemblée, de là la transformation du Parti démocrate.

Clinton a vu dans la classe *moyenne l'instrument de la renaissance* de son parti. Il la sait porter le poids de l'impôt, coincée qu'elle *est entre les riches, qui s'occupent* d'eux-mêmes et ont été ménagés par Reagan et par Bush, et les pauvres, qui *ont le plus bénéficié* des programmes sociaux. Les couches moyennes ont ainsi financé les dépenses croissantes et non productives du gouvernement tandis que leur propre budget de dépenses – impôts, éducation de leurs enfants, santé, logement – continuait d'augmenter. Sa volonté de favoriser ceux qui vivent de leur travail (autrement dit, les classes laborieuses) et de limiter l'aide sociale aux sans-emploi a été essentielle dans le retour au Parti démocrate à la fois des démocrates pro-reaganiens et des républicains des couches moyennes. Peu d'attention a *été apportée au cours de la campagne* aux pauvres, aux déshérités et aux Noirs.

Bill Clinton a ainsi su trouver un langage qui évite soigneusement l'idéologie et qui s'adresse aux jeunes, aux travailleurs (ou du moins aux secteurs saisissables de cette catégorie) ainsi qu'à de larges pans de la classe moyenne. C'est un langage qui rejette le libéralisme à outrance de Reagan, reconnaît le besoin d'une intervention de l'Etat dans l'économie, refuse la dépendance à l'égard du gouvernement et n'a pas de mission de redistribution. Tout comme Reagan annonçait l'ère de l'anti-étatisme qui a touché toutes les sociétés développées et beaucoup de celles en voie de développement, Clinton pourrait amener l'Amérique à une économie qui laisse jouer l'initiative privée de toujours mais en donnant un rôle à l'Etat, celui d'améliorer les conditions dans lesquelles plus de citoyens pourront donner libre cours à leur imagination et à leur talent.

Un remarquable négociateur

Dans le système américain de gouvernement, la présidence n'est qu'une institution politique parmi d'autres au pouvoir. Ainsi un président ne peut-il à lui seul décider des politiques économique et sociale qui vont être suivies. Dans ce contexte, une présidence Clinton pourrait avoir un effet salutaire sur l'efficacité du gouvernement américain pour des raisons qui dépassent l'élection de Bill Clinton lui-même. Car ce qui va vraisemblablement *se produire en janvier 1993,* c'est que l'Amérique, pour la première fois en douze ans, va voir s'achever la cohabitation.

Un démocrate à la Maison Blanche aidé d'un Congrès démocrate mettront fin à ce véritable blocage du gouvernement que nous avons connu ces dernières années. La cohabitation en France se concrétise simplement par le transfert des pouvoirs du président au gouvernement, qui laisse à ce dernier le contrôle du calendrier politique et les moyens de l'appliquer. Aux Etats-Unis, la cohabitation signifie purement et simplement le partage du pouvoir entre deux partis. Bien entendu, un président partage toujours le pouvoir avec le Congrès, mais quelle différence quand l'un et l'autre ont la même couleur politique, et qu'ils sont en accord idéologique !

De plus, contrairement à George *Bush, qui n'a jamais porté* d'intérêt aux questions intérieures *ni* su traiter avec les forces politiques, Clin*ton est un fin politique qui aime et* sait remarquablement négocier, débattre, réaliser un consensus. *Cela le servira dans ses rapports* avec le Congrès.

Bush fait porter au Congrès démocrate la responsabilité de son échec à renverser la tendance économique. Ses propositions n'étaient pas acceptables par ce Congrès, et ce que le Congrès votait, il y opposait son veto le plus souvent – une situation qui ne se reproduira pas sous la présidence Clinton. Reste que cet impératif de changement prôné par Clinton, cette nécessité de renver*ser la tendance,* d'aller de l'avant en rejetant les politiques économique et sociale du passé, tous ces *thèmes ont porté dans la situation* de marasme où se trouve aujourd'hui l'économie. Cette année *aurait-elle été celle des démocrates* sans la récession ? C'est une question que l'on peut se poser. Ce qui est sûr, c'est que la crise économique aux Etats-Unis a donné à Bill Clinton l'occasion de lancer son défi. Lui seul de tous les autres candidats démocrates était capable d'imaginer la stratégie pour gagner.

« Nouvel internationalisme »

Pour la première fois depuis la *fin de la seconde guerre mondiale,* la politique étrangère a joué un rôle presque inexistant dans une campagne présidentielle. *La fin de* la guerre froide et l'état dépressif de l'économie ont contraint les candidats à se replier sur les questions nationales. Clinton a cependant insisté sur un point, à savoir qu'il n'est plus possible aujourd'hui de séparer la politique intérieure de l'international. Si le mot globalisme a un sens, c'est bien parce qu'une nouvelle puissance économique peut prendre des emplois à d'autres pays et peser du même coup sur la politique économique de ces pays. Pareillement, les vieux concepts de « faucons » et de « colombes » sont dépassés. Les *ennemis d'hier sont aujourd'hui* des amis. La menace cependant surgira d'où on ne l'attend pas, aussi *l'Amérique doit-elle rester* militairement forte, mais non pas nécessairement de la même façon que par le passé.

Clinton parle d'un « nouvel internationalisme » dans lequel économique et politique ne peuvent plus être tout à fait séparés. Dans ce domaine aussi, il a « transformé » le Parti démocrate et l'a « mis au défi », car il croit en une défense puissante (bien *qu'il mette l'accent sur des forces* plus mobiles), n'a pas d'objection idéologique à l'usage de la force *militaire dans des circonstances* appropriées, reste attaché au maintien des troupes américaines en Europe (encore que *leur nombre* puisse être réduit à 75 000 environ). Là où Clinton s'éloigne de la vieille ligne démocrate, c'est en ne cherchant pas la solution aux maux sociaux dont souffre l'Amérique dans une importante réduction des dépenses de défense.

Cette conviction de Clinton qu'économique et politique sont inséparablement liés sera lourde à *porter à l'étranger, car son programme* cherche à protéger le travailleur américain. Les accords *commerciaux avec ses rivaux et* alliés n'en seront pas facilités. Même sous un partisan convaincu de la *libre entreprise comme le* président Bush, les négociations du GATT sont devenues difficiles. Reste à voir si Clinton se montrera plus souple. Il a déjà clairement indiqué qu'il ferait en sorte que les sociétés étrangères soient davantage imposées.

Si Bill Clinton a déclaré avoir l'intention de renouer avec l'Amérique engagée des droits de l'*homme* (en Chine, en particulier), il n'est pas Jimmy Carter pour autant, car ce n'est là qu'un aspect *de sa politique étrangère. Clinton* part du principe que l'Amérique doit aider la démocratie à progresser, car c'est ce qui contribuera le plus à la paix mondiale et par là même à la prospérité. Avec Kant, il observe que les démocraties ne se font pas la guerre. Ainsi l'intérêt de l'Amérique est-il d'accroître le nombre des régimes démocratiques par tous les moyens à sa disposition.

Mais là est le problème auquel Clinton est confronté : quels sont *les moyens dont dispose l'Amérique, et que lui permettent-ils d'espérer ? Un récent sondage a montré que plus de 50 % des* Américains estimaient les Etats-Unis en déclin. Comment arrêter la chute ? L'Amérique doit-elle chercher à rester une superpuissance ? Les déficits du budget et du commerce extérieur ont augmenté, il va falloir rapidement opérer des choix difficiles que l'on a évités par le passé. Clinton n'a pas indiqué ce qu'ils seraient. Sa campagne a souligné l'impératif du changement, la nécessité d'inverser la tendance ; ainsi a-t-il privilégié l'optimisme pour lequel inclinent les Américains.

Les temps sont durs mais ne sont pas propices à l'élection d'un président qui parle de décisions difficiles et d'impôts. Pour la majorité des Américains, George Bush n'a même pas pris conscience des problèmes. Ils ont élu Bill Clinton, non parce qu'ils croient qu'il détient des recettes miracles, mais parce qu'il a *montré une extraordinaire* vitalité et autant de persévérance sous les attaques répétées *visant sa personnalité et son intégrité.* Parce qu'enfin il a au moins une véritable compréhension des problèmes auxquels l'Amérique est confrontée.

Traduit de l'américain par
SYLVETTE GLEIZE

▶ *Ezra Suleiman est professeur de sciences politiques et directeur du Centre d'études européennes à l'université de Princeton.*

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*

Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guiu, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Ferenczi, Philippe Herreman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

M. BILL CLINTON

L'analyse du scrutin

La poussée populaire en faveur du candidat démocrate a touché pratiquement toutes les grandes régions du pays

WASHINGTON

de nos envoyés spéciaux

Une partie de la classe moyenne américaine, affectée par le marasme économique, a changé de camp, mardi 3 novembre. Elle a déserté la vaste coalition républicaine ébauchée en 1968 par Richard Nixon, élargie en 1980 et 1984 par Ronald Reagan, et dont avait hérité George Bush en 1988 : tel est l'enseignement majeur de l'écrasante victoire remportée par M. Bill Clinton.

Qu'il s'agisse d'un raz-de-marée (dans le Nord-Est) ou d'une forte vague (sur la côte ouest et dans certains Etats du Sud), la poussée populaire en faveur du candidat démocrate n'épargne pratiquement aucune grande région du pays. Elle a ouvert une brèche fatale dans la large alliance qui avait servi de socle aux précédents succès républicains.

M. Reagan puis M. Bush avaient en effet puisé leurs électeurs dans un large vivier où se mêlaient notamment des «cols bleus» (ouvriers) et des «cols blancs» (employés et cadres) des régions industrielles traditionnellement attachés au Parti démocrate mais irrités par la politique de M. Jimmy Carter, qu'ils jugeaient trop «libérale» – dans le sens américain de progressiste, – et une majorité des jeunes conquis par le charisme de l'ancien acteur de Hollywood (60 % des Américains de moins de vingt-cinq ans avaient voté pour lui en 1980 et 1984).

Difficultés quotidiennes

La nouvelle carte politique des Etats-Unis montre de manière éclatante que la première catégorie de ces républicains d'adoption, – appelés communément «Reagan-Bush Democrats» – a largement rejoint le giron du parti de l'âne, dans une proportion estimée à environ 70 %. Ce retour est particulièrement sensible dans les Etats du Nord-Est et de la région des Grands Lacs qui forment la «ceinture de la rouille» («Rust Belt») (référence aux industries lourdes qu'ils abritent de longue date) : Pennsylvanie, New-Jersey, Illinois, Michigan, Missouri, Ohio, Wisconsin. Les deux candidats avaient, en fin de campagne, concentré leurs efforts sur ces Etats industriels et fortement peuplés qui étaient censés «faire la différence» au cas où le score eût été serré dans le reste du pays.

Mais on sut très tôt dans la soirée de mardi qu'une large victoire attendait M. Clinton, dès qu'on connut les résultats du New-Jersey et du New-Hampshire. Le New-Jersey, qu'on appelle l'«Etat-jardin» – parce qu'il abrite de nombreuses banlieues résidentielles, – votait républicain depuis 1964. Le New-Hampshire était infidèle aux démocrates depuis 1968. Or ces deux Etats venaient de tomber dans l'escarcelle de M. Clinton. C'était le signe que beaucoup d'autres, moins solidement attachés au camp républicain, feraient de même. Ce qui se confirma rapidement.

Ainsi la classe moyenne, en majorité blanche, infligeait-elle un désaveu à M. George Bush, pour n'avoir pas su – ou pu – relancer la croissance ; et surtout pour n'avoir proposé pendant sa campagne aucune solution crédible à ses difficultés quotidiennes : endettement familial, chômage, déclin des systèmes d'éducation et de santé.

C'est le même réflexe de rejet qui a fait basculer la Californie dans le camp démocrate. Cet Etat, le plus peuplé du pays, traverse une crise sérieuse. Ayant fondé sa prospérité sur les industries de haut niveau liées à la défense, la Californie, loin d'empocher les «dividendes de la paix», est touchée de plein fouet par la réduction des dépenses militaires. Environ 200 000 emplois y ont déjà été supprimés. D'où un taux de chômage de 10 %, l'un des plus forts du pays.

L'équipe démocrate a également «déverrouillé» le Sud, d'où le parti de l'âne avait été totalement chassé par Ronald Reagan. Elle conquiert non seulement l'Arkansas – où M. Clinton a accompli six mandats de gouverneur – et le Tennessee – dont le nouveau vice-président, M. Albert Gore, était le sénateur, mais aussi la Louisiane et la Géorgie. Elle a failli de justesse arracher le Texas, Etat d'adoption de M. Bush.

Le tandem «sudiste» et de confession baptiste Clinton-Gore était évidemment bien armé pour ramener dans le camp démocrate les chrétiens fondamentalistes du Sud qui avaient été séduits par l'exaltation des «valeurs» traditionnelles chères à un Parti républicain subissant l'influence grandissante de ses dirigeants les plus conservateurs, emmenés par MM. Pat Buchanan et Pat Robertson. Tout porte à croire qu'ils y sont en partie parvenus.

Dans toutes les catégories ethniques et sociales

L'équipe Clinton-Gore l'emporte dans toutes les catégories ethniques et sociales, hormis chez les plus fortunés. Elle élargit nettement l'audience du Parti démocrate parmi la population blanche tout en conservant son influence traditionnelle au sein des minorités noire et hispanique. Près de neuf Noirs sur dix ont voté démocrate, malgré le fait que M. Clinton soit considéré au sein du parti comme un homme de «centre droit», qu'il ait pris délibérément ses distances envers le pasteur Jesse Jackson.

L'élément le plus atypique de ce scrutin restera sans doute la performance de M. Henry Ross Perot, arrivé troisième avec environ 19 % des suffrages. Le milliardaire a fait beaucoup mieux que les deux plus récents candidats indépendants, George Wallace en 1968 (13 %) et M. John Anderson en 1980 (7 %). Selon le scénario classique des élections triangulaires, les électeurs un moment séduits par le «troisième homme» se résignent le plus souvent, dans l'isoloir, à «voter utile». Cette fois, le candidat indépendant a su conserver la fidélité de près d'un électeur sur cinq. L'opération de séduction menée auprès d'eux par MM. Bush et Clinton, qui avaient pris soin de ne pas critiquer M. Perot, a donc largement échoué.

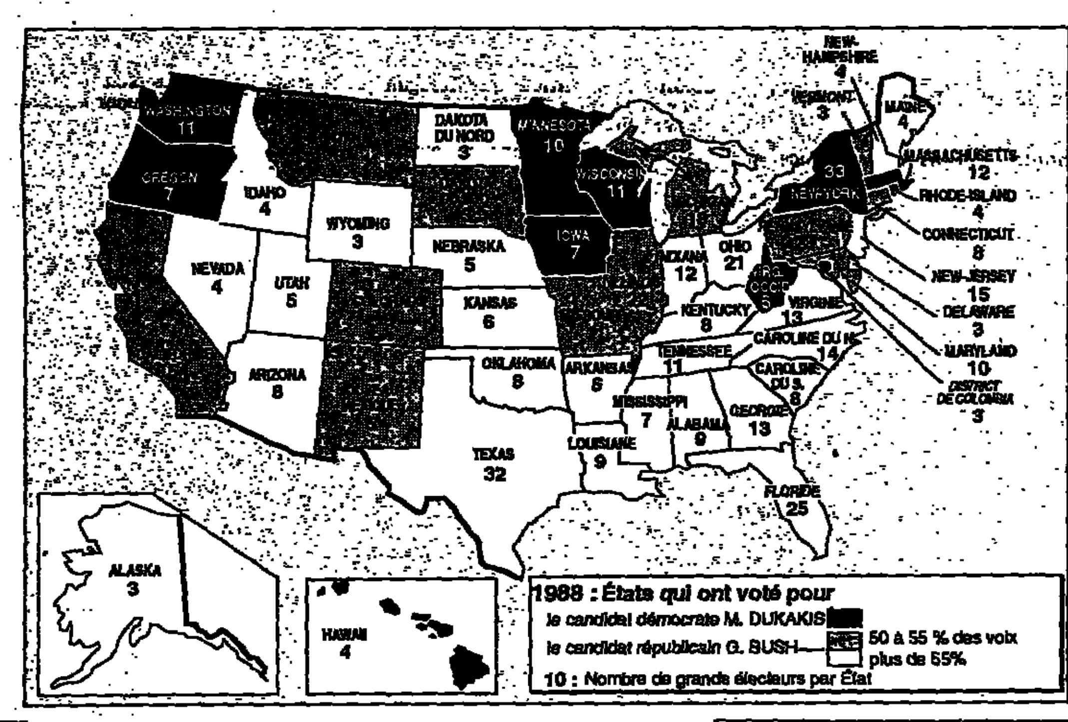
La présence dans cette élection de M. Perot n'a – semble-t-il – pas modifié fondamentalement le rapport de forces entre M. Bush et M. Clinton, le candidat indépendant ayant pris des voix à ses deux adversaires. Mais sans doute a-t-il empêché le gouverneur démocrate d'emporter la majorité absolue du vote populaire. M. Perot semblant s'être pris au jeu politique, et, ayant les moyens de le poursuivre, il est probable que les Américains entendront de nouveau parler de lui.

M. Bush est le neuvième président américain que les électeurs privent d'un second mandat. Obtiendra-t-il, une fois tous les suffrages décomptés, un aussi piètre score qu'Abraham Lincoln en 1860 (39,8 %) ? Grâce au système du collège des grands électeurs, le premier président républicain des Etats-Unis avait, quant à lui, été élu, face à trois rivaux qui s'étaient partagé une forte majorité des voix populaires.

Nul n'étant prophète dans son pays, M. Bush a été battu dans le Massachusetts, où il est né, dans le Connecticut, où il a grandi, et dans le Maine, où il passe ses vacances...

A. Fr. et J.-P. L.

1992 : États qui ont voté pour
le candidat démocrate B. CLINTON
le candidat républicain G. BUSH
10 : Nombre de grands électeurs par État
? dépouillement non terminé



Pour la première fois depuis 1964 la Californie n'a pas voté républicain

LOS ANGELES

correspondance

En votant pour M. Bill Clinton (crédité d'une avance d'environ 6 points dans les pourcentages de vote), l'Etat le plus peuplé des Etats-Unis (31 millions d'habitants) a fait mentir sa réputation de «terre conservatrice». Ce changement est à la mesure de la mutation démographique d'un Etat devenu en dix ans une mosaïque ethnique avec 8 millions d'Hispaniques, 3 millions d'Asiatiques et 2 millions de Noirs. Les démocrates n'avaient pas remporté «l'Etat doré» (*the Golden State*) depuis l'élection de Lyndon Johnson en 1964. En 1960, les Californiens avaient même préféré l'enfant du pays, Richard Nixon, au démocrate John F. Kennedy. Mais cette année, la Californie, symbole du rêve américain, s'est enlisée dans la crise. Ses industries de pointe comme l'aérospatiale ou l'informatique ne sont plus aussi prospères. Les promoteurs immobiliers, pour la première fois depuis trente ans, sont moroses.

Bill Clinton, inconnu à l'Ouest, a dû attendre le mois de septembre avant d'être à peu près sûr d'emporter le bloc des 54 grands électeurs de Californie, soit un cinquième du total nécessaire à sa victoire. Avant même les primaires du début de l'année, il était venu convaincre les chefs d'entreprise de Los Angeles et de San-Francisco qu'il n'était pas un démocrate trop «libéral» (trop à gauche) et qu'un changement de président serait bon pour les affaires. Le soutien de quelques personnalités-clés comme John Young, directeur de Hewlett Packard, dans la Silicon Valley, lui a permis de séduire progressivement une grande partie des jeunes entrepreneurs et des classes moyennes, qui commençaient à douter de George Bush.

Ce doute s'est accru lorsqu'ont explosé, le 29 avril à Los Angeles, après le verdict dans l'affaire Rodney King (l'automobiliste noir violemment molesté par des policiers blancs), les pires émeutes raciales de toute l'histoire des Etats-Unis. En trois jours, le soulèvement des ghettos noirs et hispaniques a fait 53 morts, 2 000 blessés et 1 milliard de dollars de dégâts. L'Amérique découvrait l'ampleur du problème des centres-villes dégradés. La Californie, qui en dix ans à elle seule avait accueilli plus du tiers des immigrants, ne pouvait plus, en cette période de récession, jouer son rôle de grande machine à intégrer.

D'abord divisé, Hollywood prit parti également pour M. Clinton. Le candidat démocrate n'avait peut-être pas l'envergure d'un Kennedy. Mais il avait au moins, sur une terre où la jeunesse, la beauté et l'optimisme sont des obsessions, le sourire d'une star.

RÉGIS NAVARRE

Pas de doublé à New-York

NEW-YORK

de notre correspondant

Les trombes d'eau qui, durant des heures, se sont abattues mardi sur la côte est des Etats-Unis n'ont pas découragé les électeurs démocrates, à en juger par la victoire sans appel (plus de dix points d'avance) remportée par M. Bill Clinton dans le deuxième Etat de l'Union. L'Etat de New-York a apporté les votes de 33 grands électeurs au nouveau président des Etats-Unis, comme il l'avait fait en 1988 en votant majoritairement en faveur du candidat démocrate de l'époque, M. Michael Dukakis.

Le sénateur républicain réélu

Durant sa campagne, M. Clinton a régulièrement martelé le thème de la crise économique, et ce message a été particulièrement compris à New-York, un fief démocrate qui affiche un taux de chômage de près de 12 %, supérieur de plus de cinq points à la moyenne nationale. Mais le gouverneur de l'Arkansas doit surtout sa victoire aux nouveaux inscrits sur les listes électorales, parmi lesquels beaucoup de jeunes et de femmes qui, votant pour la première fois, ont opté pour lui. Sur les 13,5 millions d'habitants de l'Etat de New-York en âge de voter, le nombre d'inscrits a atteint 9,19 millions de personnes cette année, le chiffre le plus important depuis vingt ans et qui constitue une augmentation de plus de 7 % par rapport aux inscrits de 1988.

Mais M. Clinton n'a pas pu rééditer à New-York l'exploit de Lyndon B. Johnson, qui, il y a trente ans, avait entraîné dans son sillage présidentiel les candidats de son parti au Congrès. A l'issue d'une campagne où le débat politique est souvent tombé au degré zéro, le sénateur républicain sortant, M. Alfonse d'Amato, a réussi à se faire réélire pour un troisième mandat, après plusieurs heures d'incertitude, alors que son concurrent, le démocrate Robert Abrams, secrétaire à la justice de l'Etat de New-York, était donné gagnant dans les sondages.

Les deux candidats étant restés longtemps au coude à coude, M. Abrams a essayé d'obtenir des tribunaux que soit reportée l'heure de clôture du scrutin, mais il a été débouté. M. d'Amato, qui a investi 10 millions de dollars dans sa campagne, dont 2 millions pour les seuls messages publicitaires, s'était nettement démarqué du programme républicain à l'approche du scrutin et avait fini par rallier plusieurs démocrates à sa cause.

S. M.

L'analyse

L'Amérique d'abord

Suite de la première page

Mais c'est un Congrès tout aussi largement renouvelé par un nombre sans précédent depuis 1945 de nouveaux arrivants (notamment des femmes, des Noirs et des Hispaniques).

Le changement n'est pas seulement électoral ou politique. C'est aussi un changement culturel et de génération. Plus jeune président des Etats-Unis depuis Kennedy (qui, lui, avait quarante-trois ans), M. Bill Clinton arrive à Washington entouré d'une équipe de quadragénaires, à commencer par son vice-président, M. Albert Gore. Ils remplacent des hommes qui, tous, ou presque, avaient connu la deuxième guerre mondiale. Ils incarnent l'arrivée au pouvoir des «baby boomers», une génération souvent venue à la politique avec les manifestations contre la guerre du Vietnam.

Voix enrouée, visage marqué par la bataille de près d'un an qu'il vient de livrer, M. Bill Clinton, devant des milliers de sympathisants réunis à Little Rock, capitale de l'Arkansas, a salué ce *«vote pour un nouveau départ»* de l'Amérique. (*voir encadré*). Il a appelé les Etats-Unis à faire face *«aux défis de l'après-guerre froide»* et à ceux des *«années 90»*, énumérant, en priorité, la nécessité de *«restaurer la croissance»* puis celle d'affronter des *«problèmes trop longtemps négligés : sida, environnement, conversion des industries de la défense»* (dans cet ordre et sans mentionner une seule question de politique étrangère). Dans un pays qui connaît une recrudescence des antagonismes raciaux, le nouveau président a encore appelé les Américains à *«se rassembler»*.

Certains évoquent la *«véritable fin du reaganisme»*. Rien n'est moins évident. A sa façon, M. Bill Clinton a largement retenu, et assimilé, les leçons de la révolution conservatrice. Il se présente comme un démocrate nouvelle manière. Sa victoire reflète le coup de barre au centre, certains disent à droite, qu'il a donné à sa formation. C'est celle d'un homme qui se veut résolument centriste ou modéré, plus convaincu de la nécessité de relancer la croissance que d'assurer la redistribution de la richesse, conscient des limites de l'Etat-Providence, définitivement libre-échangiste (dans un parti plutôt protectionniste), partisan sans réserve de la peine de mort, s'affirmant *«autant pro-business que pro-syndicats»*, et dont l'annonce de la victoire ne semble avoir perturbé ni la Bourse ni les industriels. L'Amérique change, mais à la façon de M. Clinton : prudemment.

M. Bush élégant dans la défaite

Très sportivement, M. Bush a reconnu sa défaite, félicité le nouveau président, assuré qu'il *travaillerait étroitement avec lui* pour assurer une *«transition douce»* d'une administration à l'autre. Il a salué son *«vieil ami Jim Baker»* et annoncé qu'il allait essentiellement s'occuper de ses douze petits-enfants. Un peu plus tôt, M. Bush, qui n'avait pas l'air particulièrement ébranlé, était allé faire renouveler sa licence de chasseur, s'acheter un nouveau moulinet de canne à pêche et des disques de *country music*. Il avait confié qu'il se sentait *«un peu fatigué, à la fin d'un long voyage»* en politique, entamé ici même, à Houston, au Texas, il y a trente ans avec le *«vieil ami»* Baker. M. Bush cède le pouvoir, avec une élégance toute patricienne, à l'issue d'un scrutin qui, au moins autant qu'un appel au changement, est un vote-sanction massif.

Les électeurs ont sévèrement jugé son bilan intérieur. La principale raison de sa défaite est inscrite dans une courbe de croissance molle : les années Bush ont enregistré la plus faible activité économique depuis la guerre (1,6 % de progression annuelle du PNB en moyenne). En 1988, M. Bush avait promis de créer trente millions d'emplois en huit ans.

Le président sortant et le «truc» de la vision

Quatre ans plus tard, l'économie américaine compte moins d'emplois dans le secteur privé *qu'il n'y en avait au début du* mandat du président sortant. Ces deux dernières années, les «dégraissages» dans les services et l'industrie ont mis des centaines de *milliers d'ouvriers*, d'employés et de cadres au chômage. Le pouvoir d'achat s'est tassé; les possibilités de mobilité sociale se sont émoussées. *Le président républicain* peut faire valoir que ce coup de déprime de l'activité est moins fort que la récession de 1981-1982 et que nombre d'indicateurs *témoignent, sinon d'une* possible reprise, du moins d'une incontestable santé de l'économie sur le front de la monnaie (inflation contrôlée), des taux d'intérêt (au plus bas), des gains en productivité ou des succès à l'exportation.

Rien n'y a fait. Pour une raison ou une autre, George Bush a été incapable de renverser la perception négative que ses compatriotes ont de la situation économique des Etats-Unis. Les deux tiers des Américains pensent que leur pays est *«sur le mauvais chemin»* et doutent de ses capacités à affronter la concurrence avec l'Europe et l'Asie. Les indices de confiance des consommateurs et des entrepreneurs sont tous à la baisse. Plus qu'ils ne consomment ou n'investissent, les uns et les autres règlent le formidable endettement hérité des années Reagan. Alors que le déficit budgétaire tourne autour des 300 milliards de dollars, les Américains voient, paradoxalement, l'état des services publics – santé, éducation, infrastructure – se dégrader continuellement.



Cependant, l'hôte de la Maison Blanche paraissait *«déconnecté»*, *«indifférent»*, *«déphasé»*, *«peu intéressé»*, pour reprendre quelques-uns des adjectifs couramment employés à propos du comportement de M. Bush sur le front intérieur. Dans le *Wall Street Journal*, un ancien collaborateur des présidents Nixon et Ford, Stephen Hess, explique : *«Bush aura été un président de transition, un intérimaire (...), quelqu'un qui a maintenu les choses en l'état»*. Il aura laissé l'intérieur à des John Sununu, Samuel Skinner, ou Dick Brady, des «seconds couteaux»; il aura gardé les plus brillants pour la diplomatie et la stratégie, les James Baker, Brent Scowcroft, Richard Cheney, Colin Powell.

Il ne verra pas venir la crise de doute de l'opinion, la grogne contre les élites, la peine de la classe moyenne, le formidable désir de changement intérieur qu'accompagne la fin de la guerre froide. Il ne percevra pas qu'en ces temps de transition, d'incertitude, de paysage intérieur et international bouleversé, les Américains ne veulent pas moins d'Etat – comme il ne cesse de le proposer – mais un peu plus d'Etat. A ses compatriotes qui réclament quelques lignes directrices, une esquisse de dessein pour l'Amérique des années 90, celle de l'après-guerre froide, George Bush, plus gestionnaire de crise à chaud qu'homme de conviction à la Reagan, Kennedy ou Johnson, *répondra avec mépris : «Ah oui, ce truc de la vision»*. Il n'a pas compris que les électeurs lui demandaient *«un plan de route»*, dit le politologue Michael Barone.

Le peu de poids de la politique étrangère

Autant de carences qui ont brouillé le bilan de sa présidence en politique étrangère et qui font, sans doute, que celui-ci, à l'heure *du choix, n'a pas pesé bien lourd.* La plupart des Américains donnent un grand coup de chapeau à M. Bush pour la manière dont il a fait face à la crise du Golfe – *l'assemblage de la coalition anti-*Saddam Hussein et les opérations militaires proprement dites.

Mais, dans le même souffle, la plupart d'entre eux posent la question suivante : *«Que n'a-t-il fait preuve d'autant de leadership et d'énergie sur le front intérieur?»*. M. Bush répond en rejetant la responsabilité de l'immobilisme intérieur sur un Congrès à majorité démocrate. Réplique de l'opinion et de la presse : au lendemain de la victoire de *Desert Storm*, le président avait le Congrès «à ses pieds» et personne pour lui barrer la route s'il avait, alors, *proposé un ambitieux programme intérieur.*

De même, la plupart des Américains se félicitent que le président républicain ait eu la main sûre, prudente, pour accompagner le démantèlement de l'empire soviétique. S'ils ne le créditent pas personnellement, comme *il aime abusivement à le laisser* croire, de la «victoire» dans la guerre froide, ils lui savent gré d'avoir su négocier en douceur cet énorme virage politique et stratégique. *Mais, là encore, juste* ou injuste, tout est affaire de perception : la fin de la guerre froide a créé une impression de vide, de déstabilisation, cependant qu'elle se traduisait sur les écrans de télévision par des images de guerres en Europe et en Asie centrale.

Bref, rien de vraiment rassurant. M. Bush avait beau en «faire des tonnes», multiplier les déclarations euphoriques et passablement surréalistes sur *«le nouvel ordre international»*, le miracle que représentait *«la conversion de la Russie à la libre entreprise»* ou *«la fin de la menace nucléaire soviétique»*, les Américains, eux, *étaient plus* sceptiques. A aucun moment, l'effondrement de l'URSS n'a suscité la moindre manifestation de triomphalisme ou de joie dans l'opinion publique américaine. Là encore, M. Bush paraissait *«déphasé»* ou *«déconnecté»* avec une rhétorique angélique que les faits – et notamment la soldatesque serbe – paraissaient démentir tous les jours.

Sans doute aurait-il pu redresser la barre en menant une campagne positive. De l'avis général, M. Bush a mené une campagne *«exécrable»*. Là où les électeurs attendaient *«un plan de route»* pour l'économie, un peu de *«vision»* pour l'avenir, les républicains ont choisi de tenter de démolir la crédibilité du candidat démocrate et de se présenter comme les seuls détenteurs des *«vraies valeurs, celles de la famille et de la religion»*.

Menée par l'extrême droite républicaine, par un groupe de chrétiens fondamentalistes, la convention de Houston, à la mi-août, fut perçue dans l'opinion comme la manifestation d'une secte extrémiste assez peu représentative de l'opinion américaine. M. Bush, terrorisé à l'idée d'être perçu comme un modéré, cédait aux ayatollahs du parti. Toujours le déphasage, pendant que les démocrates cultivaient le centre, le pays profond...

ALAIN FRACHON et JEAN-PIERRE LANGELLIER

Les scrutins présidentiels depuis Franklin Roosevelt

Année	Candidat vainqueur	% des voix	Candidat vaincu	% des voix
1932	Franklin Delano Roosevelt (D)	57,4	Herbert C. Hoover (R)	39,6
1936	Franklin Delano Roosevelt (D)	60,8	Alfred M. London (R)	36,5
1940	Franklin Delano Roosevelt (D)	54,7	Wendell L. Willkie (R)	44,8
1944	Franklin Delano Roosevelt (D)	53,4	Thomas E. Dewey (R)	45,9
1948	Harry S. Truman (D)	49,5	Thomas E. Dewey (R)	45,1
1952	Dwight D. Eisenhower (R)	55,1	Adlai F. Stevenson (D)	44,4
1956	Dwight D. Eisenhower (R)	57,4	Adlai F. Stevenson (D)	42
1960	John F. Kennedy (D)	49,7	Richard M. Nixon (R)	49,5
1964	Lyndon B. Johnson (D)	61,1	Harry Goldwater (R)	38,5
1968	Richard M. Nixon (R)	43,4	Hubert H. Humphrey (D)	42,7
1972	Richard M. Nixon (R)	60,7	George McGovern (D)	37,5
1976	Jimmy Carter (D)	50,1	Gerald R. Ford (R)	48
1980	Ronald Reagan (R)	50,7	Jimmy Carter (D)	41
1984	Ronald Reagan (R)	58,8	Walter Mondale (D)	40,6
1988	George Bush (R)	53,4	Michael S. Dukakis (D)	45,6

Légende : D : démocrate; R : républicain.

Ross Perot, le trouble-fête

Ross Perot n'avait pas tout pour plaire. Mégalomane, autoritaire, vaniteux, têtu, irritable, méprisant, soupçonneux, intolérant, a-t-on dit. A soixante-deux *ans, le milliardaire à l'accent* nasillard du Texas eut certes le pouvoir de son argent mais pas l'atout de la séduction, même s'il sut rire et faire rire de ses oreilles décollées. Impossible, enfin, pour lui de passer pour un politicien chevronné, vu son manque d'expérience dans ce domaine.

Alors, comment expliquer qu'aux premiers appels du pied de cet homme d'affaires rusé 3,6 millions d'Américains ont donné leur signature pour appuyer sa candidature? Comment justifier les 33 % d'intentions de vote qu'il eut un jour de mai dans les sondages? Com*ment comprendre que certains de* ses partisans – terriblement déçus de son retrait de la course en juillet – allèrent jusqu'à lancer une action en justice pour le contraindre à se présenter, ce qu'il fit en octobre? Comment expliquer surtout les 19 % de suffrages obtenus le 3 novembre?

Les milliers de bénévoles qui se mirent à son service n'attendaient pas de lui l'énoncé de grands principes philosophiques. *Ils souhaitaient qu'il continuât à* se faire le porte-parole, avec des formules bien triviales, de leurs grands sentiments du moment. Il s'agissait d'abord de refléter le désenchantement ambiant vis-à-vis de l'*establishment*. *«Il faut nettoyer la grange, se débarrasser d'une bureaucratie géante et inefficace, obliger les élus à servir le peuple et à tenir leurs promesses au lieu de songer à s'enrichir à bon compte»* : ces remarques caricaturales confortaient la traditionnelle méfiance que les Américains nourrissent envers Washington. En temps de crise surtout, cette capitale est vue comme une Babylone du gaspillage et du désordre, où le président est rarement d'accord avec le Congrès, et *vice versa*.

Il s'agissait ensuite d'exprimer de vives inquiétudes quant à l'avenir du pays, voire l'angoisse ressentie devant tant de licenciements et de fermetures d'usines. Lorsque Ross Perot, fils d'un marchand de coton de la petite *ville de Texarkan, disait prosaï*quement qu'il fallait que *«quelqu'un lève le capot de la voiture, plonge les mains dans la graisse et répare le moteur au lieu de laisser l'embrayage patiner»*, tout le monde comprenait et opinait.

«Elever des poulets»

Avides de croire qu'il existait des solutions simples à des pro*blèmes compliqués* et *qu'un self-made man* dans le business de l'informatique pouvait bien les trouver, les partisans de Ross Perot ont déchanté lorsque ce démagogue trop présomptueux



jeta l'éponge en juillet, parce que la presse s'intéressait de trop près aux aspects les moins reluisants de sa personnalité et le conviait à exposer le remède miracles qu'il n'avait pas. De retour dans la course en octobre, Ross Perot n'a pas tout à fait rassuré, avec ses promesses *d'augmenter substantiellement* taxes ou impôts et de sabrer dans les dépenses publiques pour venir à bout d'un déficit de 300 milliards de dollars, identifié comme *«la plaie du pays»*, dont ses deux concurrents ne voulaient pas parler. Il a d'ailleurs évité d'aller exposer ce programme sur le terrain. Il a préféré se complaire dans un rôle de diva, que MM. Bush et Clinton ont dû courtiser, ou dans celui d'amuseur public empêchant les débats télévisés de ronronner. Les grandes chaînes y ont gagné de nombreux téléspectateurs.

Par narcissisme, disent ses détracteurs, le petit Texan a essentiellement investi son argent (près de 50 millions de dollars sur une fortune évaluée à 3,5 milliards de dollars) dans des spots ou des *émissions télévisées* qui lui servaient de faire-valoir. Tel le PDG s'adressant à ses subordonnés après avoir été nommé à la tête d'une entreprise au bord de la faillite, Ross Perot s'est offert des exposés, baguette à la main et graphiques à l'appui, pour expliquer qu'avec *une dette extérieure américaine* de 4 000 milliards de dollars, *«la fête était terminée»*. Cette dette, seul un homme ne comprenant rien aux affaires (George Bush) a pu continuer de la creuser, a clamé M. Perot, tout en prédisant aux Américains qu'avec Bill Clinton pour président ils en seront *réduits à «élever des poulets»*.

Le trouble-fête de la campagne 1992 aura au moins rendu ce fier service à l'élu Bill Clinton : préparer *psychologiquement le* terrain pour faire avaler les douloureuses pilules des inévitables augmentations d'impôts à venir.

M. J.

Les trois précédentes «triangulaires»

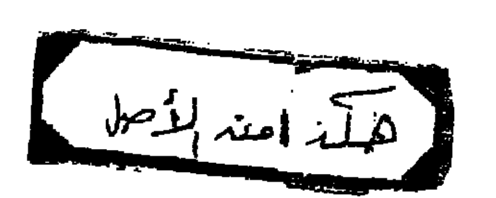
Rituellement, une nuée de «petits candidats» (vingt-trois cette année) se présentent à l'élection présidentielle. Ce sont généralement des extrémistes (le Parti communiste américain a toujours son candidat), des originaux, ou les deux à la fois. Mais pour que le jeu du bipartisme (républicain/démocrate) ait quelques chances d'être un tant soit peu brouillé, il faut qu'un candidat indépendant ait beaucoup d'argent et soit populaire, au moins dans une grande région.

On peut alors parler d'une élection «triangulaire», voire «quadrangulaire», cas de figure relativement rares dans l'histoire américaine puisqu'ils ne se sont produits que trois fois en douze élections (en comptant 1992) depuis la fin de la seconde guerre mondiale. En 1948, deux dissidents démocrates se présentèrent contre le président sortant, le démocrate Harry Truman, et *contre le candidat républicain* Thomas Dewey. Le libéral et ancien ministre Henry Wallace n'obtint que 2,4 % des suffrages; le sénateur Strom Thurmond – *dixiecrate* (démocrate du Sud profond) et ségrégationniste convaincu – réalisa exactement le même score.

Beaucoup plus sérieuse fut, vingt ans plus tard, la menace d'un autre *dixiecrate*, le gouverneur de l'Alabama George Wallace, farouche opposant à l'intégration des Noirs. En 1968, ce populiste invétéré eut 13,5 % des voix au niveau national et obtint la majorité dans cinq Etats du Sud. Sa candidature contribua à diviser le vote démocrate : le candidat de ce parti Hubert Humphrey n'eut que 42,7 % des voix, contre 43,4 % pour le républicain Richard Nixon (499 704 voix de plus que M. Humphrey). M. Nixon l'emporta donc sans la majorité absolue des suffrages, mais avec 302 *mandats de grands électeurs* (contre 191 pour M. Humphrey) sur 538.

En 1980, la candidature de l'*indépendant John Anderson*, dissident du Parti républicain, eut moins d'impact. Contre M. Reagan (élu avec 50,7 % des voix) et contre le président sortant Jimmy Carter, elle ne rallia que 6,6 % des suffrages. M. Anderson réussit toutefois à passer la barre fatidique des 5 %, en-dessous de laquelle un candidat ne peut se faire rembourser ses dépenses électorales.

M. J



M. BILL CLINTON

du scrutin

Un Congrès plus féminin

M. Bill Clinton devrait trouver un soutien précieux dans le nouveau Congrès des Etats-Unis : partiellement renouvelé, il apparaissait, mercredi matin, *plus féminin*, plus noir, et toujours démocrate – malgré *un léger recul à la Chambre* des représentants. Déjà nettement *majoritaires à la Chambre*, où ils détenaient précédemment *268 sièges* contre 166 aux républicains, les démocrates conservaient mercredi matin leur avantage, puisque les premiers résultats leur accordaient 203 sièges contre 150 aux républicains.

Le Sénat, partagé de manière moins marquée jusqu'ici entre les deux partis (57 démocrates, 43 républicains), paraissait lui aussi glisser vers le parti de l'âne : sur les 35 sièges de sénateur à renouveler cette *année, 19 étaient* déjà emportés par des candidats *démocrates, contre* 8 *qui allaient* à des républicains. Plus significatif, *sur les 9* nouveaux sénateurs élus mardi, 7 sont démocrates.

Les femmes ont fait une percée remarquée au *Sénat, où elles seront* six à siéger, un nombre record pour ce forum traditionnellement conservateur. Une démocrate de l'Illinois, Mme Carol Moseley Braun, est la première femme noire à entrer au Sénat (*lire l'article de Martine Jacot*), *tandis que la* Californie élisait pour la première fois deux femmes – toutes deux démocrates – aux deux postes de sénateur de l'Etat, Mmes Dianne Feinstein et Barbara Boxer. Les femmes seront également plus nombreuses *à la Chambre des représentants.*

Les Noirs seront également plus influents *:* leur représentation atteint *un niveau record* avec au moins 31 élus à la Chambre, dont *15 nouveaux venus. Ils* sont tous démocrates, à l'exception du représentant du Connecticut, M. Gary Franks, réélu. Cinq Etats se sont donné des représentants noirs pour *la première fois. M. Ben Nighthorse* Campbell, élu au Colorado, *devient* d'autre part le premier sénateur indien du pays.

Première femme noire au Sénat

Carol Moseley Braun ou « l'effet Anita Hill »

L'affaire Clarence Thomas-Anita Hill a eu au moins un effet positif sur le scrutin de mardi : elle a indirectement contribué à l'élection au Sénat de la première femme noire (et démocrate) de *l'histoire des Etats-Unis*, Mme Carol Moseley Braun, candidate de l'Illinois (un Etat qui a aussi voté démocrate à la présidence, ce qui ne s'était jamais *vu depuis 1964).*

N'eût été le témoignage de sa collègue avocate Anita Hill contre le juge Clarence Thomas, accusé de *«harcèlement sexuel»* devant la commission sénatoriale *chargée de confirmer sa nomination* à la Cour suprême, la «féministe» Carol Moseley Braun (opposée personnellement à l'avortement mais en faveur du *libre choix) ne se serait* sans doute pas présentée comme candidate au Sénat, qui ne comptait aucun Noir en son sein.

Le fait que le sénateur sortant de l'Etat, le démocrate Alan *Dixon*, avait voté en faveur de la confirmation de M. Thomas avait suscité l'ire de nombre de femmes et de Noirs, furieux de voir le juge très conservateur *(opposé aux mesures anti-discrimination* contre les minorités) accéder au plus haut tribunal du pays. Mme Moseley Braun, âgée de quarante-quatre ans, catholi*que pratiquante, qui fut député* pendant dix ans au Parlement de l'Illinois, a su profiter de cette vague de mécontentement et remporter, avec très peu de *moyens, les primaires sénatoriales* de l'Etat, en mars. Elle survécut ensuite à une campagne difficile contre son adversaire *républicain Rich Williamson*, où les coups bas – sur les irrégularités qu'auraient commises sa vieille mère notamment – n'ont pas manqué.

Le facteur Anita Hill a indubitablement incité d'autres candidates à se présenter, et un nombre plus important de femmes à s'inscrire sur les registres électoraux. Résultat : cinq autres *femmes l'ont emporté au Sénat*, qui ne comptait que deux femmes parmi ses cent membres. Parmi les nouvelles élues figurent notamment les démo*crates Diane Feinstein (ancien* maire de San-Francisco) et Barbara Boxer, qui raflent ainsi les deux sièges de la Californie – une première historique – exceptionnellement *renouvelés* en même temps cette année. Les femmes seront également plus *nombreuses* à la Chambre des représentants : sur les 39 femmes élues mardi, 18 le sont pour la première fois.

Les minorités seront également mieux représentées au Congrès. La représentation des Noirs atteindra un niveau record avec au moins 36 *élus* à la Chambre (tous démocrates sauf un). Pour la première fois depuis 1929, un *Amérindien* – le démocrate Ben Nighthorse Campbell, *éleveur* dans le Colorado – a été élu au Sénat, et la Chambre des représentants aura son premier *Américain d'origine coréenne en* la personne du républicain Jay Kim en Californie.

MARTINE JACOT

Les machines à voter

NEW-YORK

de notre correspondant

Voter, aux Etats-Unis, est un acte de civisme qui peut se transformer en véritable casse-tête, aux formes différentes suivant les Etats. A New-York, il n'y a pas de bulletins portant le nom des candidats à glisser dans l'urne, mais une «machine à voter» faisant office à la fois d'isoloir, de panneau d'affichage des listes électorales et d'urne.

L'accès à l'installation est commandé manuellement par un employé du bureau de vote, qui est là autant pour contrôler la régula*rité des opérations que pour* fournir d'indispensables explications à *l'électeur désemparé. L'isoloir, une* fois ouvert, dévoile le tableau des candidats, et l'électeur doit faire son choix parmi plusieurs combinaisons possibles.

Horizontalement figurent les noms des partis en lice (outre le Parti républicain et le Parti démocrate, *il y a quantité de «petits»* partis inscrits). Verticalement figurent les noms des différents candidats, en fonction de la nature du scrutin : élections présidentielle, sénatoriales, des juges à la cour de l'Etat de New-York et dans les tribunaux civils des comtés, enfin candidats au Sénat et à l'Assemblée de l'Etat. Dans la pratique, l'électeur voulant accomplir son devoir dans son *intégralité* devra effectuer au *total seize* opérations de vote différentes, en tournant une clé métallique face au nom de chaque *candidat.* Si le «ticket» président/vice-président est indissociable, en revanche rien n'interdit de «panacher» les listes et les noms des autres candidats. Une technique *très utilisée par l'électeur* new-yorkais, volontiers frondeur.

Si aucun nom ne lui convient, il *peut inscrire son propre patronyme* ou celui d'une quelconque autre personne dans un espace réservé, en face de chaque candidat. Son exercice électoral n'est pas terminé *pour autant.* Dans la plupart des Etats, les électeurs étaient appelés à se prononcer *sur* diverses questions.

A New-York, ils devaient accepter ou refuser *la proposition du* gouverneur Cuomo d'émettre 800 millions de dollars d'obliga*tions pour financer* divers projets d'infrastructures et créer des emplois. Au *total*, un électeur entraîné met deux à trois minutes pour voter. A condition de savoir lire et bien compter.

S. M.

Roosevelt ou Carter ?

Suite de la première page

L'élection du président des Etats-Unis le 14 décembre pro*chain, par un collège de grands* électeurs, délégués par leurs Etats respectifs et tenus de voter en *bloc, est la seule qui compte au* regard de la Constitution. Ce procédé, datant du dix-huitième siècle, *et de l'époque où il fallait* plusieurs semaines pour atteindre, à cheval, la capitale fédérale, est d'un archaïsme déroutant. Il a cependant du bon, comme on vient de le voir une fois de plus.

Un marasme patent

En amplifiant presque démesu*rément le* vote populaire, *il* donne un résultat qui ne souffre aucune ambiguïté. Il permet à M. Bush de *gagner, en lot de consolation* en quelque sorte, un grand Etat, le Texas, où il a commencé sa carrière *politique* et passé une grande partie de sa vie. Il remet à sa juste place M. Perot, qui n'en a *obtenu aucun, grand ou petit.*

Le président, ainsi «bien élu» grâce à la sagesse des Pères fondateurs de la République américaine, n'a pas beaucoup de temps pour imposer ce changement dont il a *fait* le mot d'ordre de sa campagne et de l'impérieuse nécessité duquel il a convaincu ses concitoyens. Franklin Roosevelt a réussi, grâce à l'adoption en mars *1933* par le Congrès de son programme *quasiment* révolutionnaire des cent jours, à «vaincre la peur» et à redresser un pays qui allait à la dérive. Il a tenu son pari.

Roosevelt n'aurait rien pu faire *s'il n'avait pas obtenu le vote du* Congrès sur des textes décisifs qui ont mis fin au libéralisme sauvage aux Etats-Unis et permis l'intervention du gouvernement fédéral dans la gestion du capitalisme. Les mesures alors prises dans l'économie réelle (lutte contre la surproduction agricole, lancement de grands travaux) et dans la sphère financière (moratoire sur la dette, abandon de l'étalon-or) étaient considérées avec d'autant plus de méfiance par les conservateurs que Roosevelt, à peu près au même moment, reconnaissait le régime soviétique...

En cent jours, selon la légende, un peu davantage en réalité, Franklin Roosevelt a réussi à *faire reculer le spectre d'un écroulement* total de l'économie américaine. La situation dont hérite M. Clinton n'est pas aussi catastrophique et la crise actuelle n'est pas aussi aiguë que celle déclenchée par le krach de 1929. Mais le marasme, depuis des années, est patent, *et* la comparaison avec la Grande Dépression s'est imposée, à tort ou à raison, dans une *bonne partie de la population, en* particulier au sein de la classe moyenne, atteinte, pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale aussi longtemps et dans une telle proportion, par le chômage.

« C'est l'économie, idiot ! »

Les Etats-Unis souffrent d'une maladie de langueur d'autant plus inquiétante qu'elle paraît intermi*nable. M. Bush a perdu l'élection* de 1992 parce qu'il n'a pas pris garde, lors de son premier et unique *mandat*, à cette angoisse très réelle de ses concitoyens. *« C'est l'économie, idiot ! »*, proclamait un immense panneau près du quartier général de M. Clinton à Little-Rock.

Il s'agissait à la fois de montrer du doigt l'«idiot» en question et de rappeler le sujet principal de préoccupation des Américains. M. Clinton a eu raison d'en faire *le cheval de bataille de sa campagne.* Le président élu est-il en mesure d'imposer au Congrès le *programme, relativement précis et* détaillé, qu'il n'a cessé d'exposer depuis un an ? Celui-ci consiste *essentiellement à injecter de l'argent* fédéral dans trois secteurs, l'éducation, la santé et les infra*structures (ponts, réseau autoroutier*, aéroports, etc.), qui en ont bien besoin.

Cela coûtera certainement beaucoup plus cher que ce qu'affirmait le candidat. Le président *sera-t-il capable de le faire passer* ? Il faudra à l'évidence augmenter les impôts, et pas seulement pour les plus riches (au-dessus de 200 000 dollars de revenus), comme M. Clinton l'a affirmé, non sans démagogie.

S'il *échoue*, et se contente d'escarmouches avec le Congrès, non suivies d'effet, bref de vœux *pieux, il risque de subir le sort* d'un autre baptiste du Sud, le Georgien Jimmy Carter, dont on avait espéré beaucoup, et qui s'est révélé décevant. S'il réussit à s'entendre avec le Congrès, où les *démocrates sont majoritaires* mais où la discipline de parti, c'est le moins qu'on puisse dire, est faible, il *pourra* espérer peut-être passer à l'Histoire comme le sucesseur de l'architecte du New Deal. Dans le cas contraire, il ne sera qu'un nouveau Carter.

DOMINIQUE DHOMBRES

Un animal politique complexe

WASHINGTON

de notre correspondant

Le candidat Bill Clinton s'est révélé être un animal politique très complexe : encaissant tous les coups, brillant dans la répartie, inlassable avocat du changement, rhéteur rusé aussi, parfois fuyant. Le président Bill Clinton sera sans doute un peu tout cela à la fois. Les premières comparaisons avec ses prédécesseurs démocrates à la Maison Blanche ne dévoilent qu'une petite partie du personnage. « Le nouveau Kennedy », disent certains, « un deuxième Carter », avancent d'autres, qui évoquent encore un politicien aussi rusé que Lyndon Johnson.

A vrai dire, M. Clinton, hormis l'âge (quarante-six ans) et l'appel au changement, ne ressemble en rien au mythique J.F.K. Entre le gouverneur de l'Arkansas – un des plus petits et des plus pauvres parmi les Etats de l'Union – et le riche sénateur du Massachusetts qui s'empara de la Maison Blanche au début des années 60, les différences ne sont pas seulement économiques, sociales ou familiales. Elles sont culturelles, aussi vastes que le territoire séparant la très provinciale Little, Rock de l'élitiste Boston – un monde.

Avec Jimmy Carter, Bill Clinton a en commun l'origine sudiste, le fait d'avoir été un gouverneur totalement inconnu du public avant de se lancer dans la course à la présidence et, plus encore, l'appartenance à l'Eglise baptiste. Croyant et pratiquant (et pas seulement depuis sa campagne présidentielle), Bill Clinton a volontiers des accents « cartériens » : *« Je prie pratiquement tous les jours, en général la nuit*, confie-t-il, *et je lis la Bible au moins une fois par semaine. »*

Mais Jimmy Carter avait un côté rigoriste, prêcheur, étranger au « baby-boomer » Bill Clinton, venu à la politique à l'époque de Woodstock. Le premier incarnait un besoin d'ordre moral après la tourmente du Watergate ; le second a encore un peu l'air de sortir d'un concert rock. De Lyndon Johnson, autre sudiste, il a le physique, costaud, imposant, et la réputation d'avoir été, localement, un politicien accompli.

Plus d'amis hommes d'affaires que syndicalistes

Ces touches comparatives sont loin, très loin de cerner le mélange curieux qui fait le charme et le mystère de ce quarante-deuxième président des Etats-Unis. La plupart de ses compatriotes ignoraient son nom il y a un an. La campagne a révélé un hybride : un technocrate qui peut être populiste, un idéaliste qui sait être pragmatique, un homme chez qui alternent élans de sincérité et propos prudents de politicien roublard. Le visage est tout en rondeurs, l'œil est volontiers rigolard, bon vivant, mais le port de tête est un tantinet autoritaire, décidé. Sur l'échiquier politique, il occupe définitivement le centre, et même le centre-droit par rapport à ses prédécesseurs démocrates ou à ses « amis » au Congrès.

Bill Clinton vient d'une famille démocrate ; son grand-père était un inconditionnel de Franklin Roosevelt. Mais si l'étudiant Clinton a pu avoir des sympathies pour la gauche du parti (quand il faisait campagne avec George McGovern, en 1972), le gouverneur Clinton a gouverné au centre à Little-Rock. Et le candidat Clinton a bâti sa carrière « nationale » en cultivant l'aile la plus modérée de sa formation. Il a plus d'amis hommes d'affaires que syndicalistes. Il vient sur la scène nationale au milieu des années 80 en fondant, avec d'autres sudistes, le Conseil pour une direction démocratique, un groupe de pression bien décidé à bousculer et l'appareil et l'orthodoxie démocrates.

L'échec de Jimmy Carter, battu par Ronald Reagan en 1980, et la force de la révolution « conservatrice » sont passés par là. Bill Clinton et ses amis ont perçu les limites de l'Etat-providence ancienne manière, celui que prônaient traditionnellement les démocrates, des transferts de richesses par l'impôt aux programmes sociaux pour les minorités ; celui, aussi, des machines politiques municipales et des groupes d'intérêts washingtoniens. Ils veulent recentrer un parti vieilli, devenu une coalition de minoritaires (syndiqués, Noirs, Hispaniques, pauvres) ; ils veulent redevenir le parti de la classe moyenne blanche, celle qui fait les majorités présidentielles.

Comme toujours, l'aggiornamento passe par l'économie. Avec Bill Clinton, le ton anti-business n'est plus de mise. Il est l'élu de la classe moyenne. Et la préoccupation principale de la classe moyenne des années 90 n'est plus, plus du tout la redistribution des richesses par l'impôt ou les transferts de richesses, comme on disait au début des années 60 ; c'est, d'abord et avant tout, l'emploi et la croissance.

Economiquement, Bill Clinton ne se définit pas comme un social-démocrate européen : il fait davantage confiance au marché. Il dit, simplement, *« je suis pour la croissance »* et ajoute : *« J'ai toujours été partisan de défier l'orthodoxie démocrate* (celle du parti). *J'ai toujours pensé que nous n'existerions plus en tant que parti national tant que nous ne deviendrions pas un parti perçu comme pro-croissance et pro-environnement, pour les droits civiques mais durs dans la lutte contre la criminalité, pro-business autant que pro-syndicats. »*



Bill Clinton a reçu le soutien d'une bonne partie du monde de l'industrie et de la finance. En approuvant le traité ALENA, sur la création d'une zone de libre-échange avec le Canada et le Mexique, il a heurté de front la centrale syndicale AFL-CIO. Le recentrage est aussi sensible au chapitre « société ».

S'il entend lutter contre les discriminations dont sont victimes les minorités (ethniques et sexuelles, notamment), il n'a jamais cultivé leurs représentants au sein de la gauche du parti. Il a toujours pris ses distances à l'égard du pasteur noir Jesse Jackson, dont il soupçonne, sans doute avec raison, qu'il n'est pas aussi représentatif qu'il veut bien le dire d'une communauté qui appartient largement à la classe moyenne.

M. Clinton est pour la liberté de choix en matière d'avortement et résolument pour la peine de mort. M. Clinton veut amputer le gouvernement fédéral de cent mille fonctionnaires mais mettre cent mille policiers de plus dans les rues des grandes villes. Ce démocrate dit qu'il y a des limites à ce que peut accomplir le gouvernement : *« Beaucoup plus qu'il y a vingt ans, je crois dans l'individu, dans la famille, dans la communauté ; il y a des choses que le gouvernement ne peut résoudre, il n'y a pas un programme pour chaque problème. »* C'est un langage que peu de démocrates auraient tenu dans les années 70.

Un « bûcheur » toujours premier de classe

Dans le même temps, Bill Clinton et ses amis se font les contempteurs du reaganisme et du laisser-faire républicain. Face à la récession, ou plus exactement à une croissance molle, ils ne voient que l'Etat pour donner l'élan de la reprise. Douze années de républicanisme ont mis au jour de façon éclatante l'échec du laisser-faire en matière de santé et se sont traduites par la paupérisation de l'école publique. Dans ces deux secteurs, Bill Clinton est un partisan résolu de l'intervention de l'Etat fédéral. Il en parle avec conviction, passion et un savoir technocratique qui suscite l'admiration des experts.

L'homme a la formation qui serait celle, en France, d'un haut fonctionnaire : université de Georgetown (à Washington) pour les questions internationales, économie politique à Oxford, en Grande-Bretagne, puis la prestigieuse faculté de droit de Yale. C'est un « bûcheur », toujours premier de la classe, avant tout passionné de la « chose publique ». *« Il a attentivement lu et étudié toutes les monographies sur presque toutes les questions d'administration publique »*, écrit *Newsweek*. Même au plus fort du reaganisme, au milieu des années 80, Bill Clinton n'a jamais cédé à la mode anti-gouvernement. Il n'a jamais sacralisé la vie publique mais il ne l'a pas non plus diabolisée, comme l'ont fait les républicains.

Avec J.F.K., il a en commun de s'être entouré des premiers de la classe de son époque. Il a réuni une équipe d'universitaires et de spécialistes de l'économie et des questions sociales, souvent rencontrés alors qu'ils étaient boursiers à Oxford. Ils forment autour de lui l'équivalent du cercle (*« les meilleurs et les plus brillants »*) des jeunes têtes d'œuf qui entourait Kennedy. Pour autant, Bill Clinton n'a rien du technocrate washingtonien. Depuis douze ans gouverneur de l'Arkansas (cinq fois réélu, avec une petite interruption à la fin du premier mandat), il a, dans cet Etat pauvre et peu peuplé (deux millions d'habitants), mesuré la relativité des choses apprises dans les livres et les meilleures universités.

Bill Clinton sait que le changement ne se décrète pas, qu'il faut, pour « guider », savoir humer le fond de l'air, prendre son temps, consulter, cajoler, charmer et pratiquer, sans remords, l'art du compromis. Comme il a été, à trente-deux ans, le plus jeune gouverneur de l'Union, pratiquement au sortir de l'université, la politique est le seul métier qu'il ait jamais exercé.

Il le pratique non comme un sacerdoce mais avec jubilation. Infatigable serreur de mains, Bill Clinton, toujours éminemment courtois comme il sied à un gentilhomme du Sud, ne se lasse apparemment jamais d'écouter ses administrés. Bill Clinton en campagne fait immanquablement penser à Jacques Chirac : il aime le « contact », le préau d'école, les discussions avec les élus locaux.

« Un caméléon sur un plaid écossais »

Trop, disent ses ennemis et certains de ses amis. Clinton serait enclin à *« dire tout et son contraire »*, à changer de discours en fonction de l'auditoire, à aménager les faits en fonction de ses besoins politiques du moment, à être plus un homme de compromis que de conviction, etc. Il a fumé de la marijuana (clin d'œil à sa génération) mais il *« n'a pas inhalé »* (clin d'œil aux conservateurs) ; *« un caméléon sur un plaid écossais »*, dit *Newsweek*. Pendant la campagne, il n'a cessé de donner des versions différentes – et parfois contradictoires – de son passé de sursitaire durant la guerre du Vietnam, de ce qu'il pensait du traité ALENA, de ce qu'il aurait fait pendant le conflit du Golfe s'il avait eu alors à prendre une décision, de la charge fiscale supportable pour la classe moyenne, par exemple. *« La question de la confiance, voilà le grand problème de Clinton »*, titrait le *New York Times*.

Il répond parfois que cette obsession du compromis, de l'accommodement pourrait être l'héritage d'une situation familiale compliquée. D'un milieu modeste mais pas pauvre, Bill Clinton, né William Jefferson Blythe en mai 1946 à Hope (une bourgade de l'Arkansas), n'a jamais connu son père, décédé dans un accident de voiture trois mois avant sa naissance.

Sa mère se remarie avec Roger Clinton, alcoolique, quelquefois violent : *« A la maison*, dit Bill Clinton, *j'étais la seule personne qui recollait les morceaux. » « Ce qui émerge, c'est le portrait d'un homme qui, en tant que président, pourrait parler audacieusement et agir prudemment*, observe le *Wall Street Journal* ; *un homme qui* [dans tous les domaines sauf l'éducation, sa passion] *recherchera la conciliation, à la fois comme tactique politique et comme philosophie de gouvernement. »*

Premier de la classe, technocrate mâtiné d'élu local, marié à Hillary, vedette de leur promotion à Yale et juriste de grand talent (plus « à gauche » que lui), père d'un fille de douze ans, dévoreur de livres, golfeur occasionnel (médiocre), jogger régulier (très lent), homme d'humeur stable, cultivant depuis des années un formidable réseau d'amis et de connaissances dans tout le pays... l'ensemble suffirait à dessiner un profil complexe. Il faut encore y ajouter quelques facettes. Deux influences, plutôt. D'abord, il y a le Sud ; ce Sud inséparable de la religion et qui fait dire à Bill Clinton des choses qu'on n'entendrait pas facilement dans l'establishment de la côte Est, des mots de baptiste, des mots de pasteur quelque part dans un coin désolé du delta du Mississippi : *« Je crois en des choses très vieux jeu, très conservatrices*, dit-il ; *je crois en la permanence du péché, dans la possibilité du pardon et dans la réalité de la rédemption. »*

L'autre influence est celle de la fin des années 60, influence multiforme qui donne à Bill Clinton ce côté « génération Vietnam » et qui fait que le quarante-deuxième président américain chantonne du Presley (Elvis) et, lunettes noires design, costume cintré croisé, joue du saxophone ténor chez « Arsenio », un des plus populaires des animateurs de télévision hollywoodiens. Assurément, un animal politique complexe.

ALAIN FRACHON

Hillary Clinton : le parcours d'une combattante

Hillary Clinton a accompli deux campagnes aux côtés de son mari. Pendant la première, jusqu'en avril, elle fut fidèle à ce que ceux qui la connaissaient savaient d'elle. Brillante avocate (classée parmi les cent meilleurs praticiens du droit des Etats-Unis par le *National Law Journal*), elle défendit, comme à l'accoutumée, des positions un peu plus à gauche que celles de son mari, avec un sens du compromis un peu moins aiguisé que le sien.

Elle usa de ses talents d'organisatrice hors pair qui avaient déjà fait sa réputation chez les « guides » (jeunes filles scoutes) de la banlieue de Chicago où elle est née (en 1948), au collège de Wellesley (Massachusetts), où elle a étudié, et à l'université Yale où elle a notamment rencontré Bill Clinton. Elle fut en somme très fidèle à son rôle de *« plus proche conseiller »* que son mari lui a depuis longtemps assigné, tout en préservant autant que faire se peut l'idée qu'ils se font de leur intimité.

Il fallut certes répondre aux accusations de relations extra-conjugales que Bill Clinton auraient eues avec une demi-mondaine, Jennifer Flowers : elle réussit à mettre un point final à la polémique en assumant, sans démentir, les hauts et les bas de toute relation de couple. *« Que ceux à qui cela ne suffit pas ne votent pas pour mon mari »*, avait-elle dit avec fermeté, au cours d'un entretien télévisé du couple – main dans la main – en janvier.

On en était là lorsque Hillary Clinton prononça une phrase de trop. Elle répondit aux virulentes attaques de Jerry Brown, ex-concurrent de son mari pour l'investiture démocrate – sur de prétendus conflits d'intérêt dans lesquels elle aurait été prise en tant qu'avocate dans la capitale de l'Arkansas, dont son mari était le gouverneur – en ces termes : *« J'aurais pu rester à la maison, faire des gâteaux et boire du thé mais j'ai choisi d'exercer mon métier. »* Ce fut un déluge de protestations de mères au foyer qui envoyèrent aux Clinton, par la poste, quantité de sablés..., une avalanche de critiques républicaines l'assimilant à « Lady Macbeth » ou à une dangereuse féministe trop sûre d'elle, péremptoire, une ambitieuse qui allait assurer une coprésidence avec son mari, si ce dernier était élu.



Hillary Clinton déclara, pour calmer le jeu, qu'elle *« respectait le choix de toutes les femmes et qu'elle admirait Barbara Bush »*, son antithèse. A partir d'avril, Hillary Clinton a entamé sa deuxième campagne, où elle s'est efforcée d'être vue *« non seulement comme une femme de carrière mais aussi comme une mère attentive »* – le couple Clinton a une fille de douze ans, Chelsea.

L'épouse du 42e président des Etats-Unis a répété des centaines de fois qu'elle ne *« dominait »* pas son mari, qu'elle n'accepterait pas un poste à haute responsabilité, comme Bill Clinton avait eu l'imprudence de l'envisager, et qu'elle n'assisterait pas, comme le fit parfois Rosalynn Carter, aux réunions de cabinet.

M. J.

Les cercles des

WASHINGTON

de notre correspondant

Un peu comme François Mitterrand au début des années 80, Bill Clinton a des cercles d'amis et conseillers bien distincts, d'opinions souvent différentes, d'occupations très diverses, et dont l'unique lien, quand ils se connaissent, est d'être proches du gouverneur de l'Arkansas. En général, M. Clinton les écoute tous, attentivement, et tranche seul – ou ne tranche pas.

Signe d'une ambition et d'une obstination précoces, il a depuis longtemps tissé un formidable réseau d'amitiés et de connaissances. Comme il a commencé à l'université (Georgetown, Oxford puis Yale), il y a tout de même une dominante dans cette nombreuse société communément appelée la *« FOB »* (*Friends of Bill*, les amis de Bill) : elle représente la méritocratie universitaire issue de la génération née après la guerre (les « babyboomers »), par opposition aux hommes d'affaires sexagénaires entourant George Bush. Cela veut dire qu'il y a beaucoup de quadragénaires, hommes et femmes, bourrés de diplômes, dans l'entourage de Bill Clinton. C'est un peu la république des universitaires. Il y a, en revanche, peu de Noirs (à l'exception du président du parti, M. Ron Brown, qui pourrait occuper une haute fonction dans l'administration) et peu d'Hispaniques. Enfin, comme Bill Clinton – le centriste par excellence – n'est pas un dogmatique, les opinions politiques sont des plus variables. Quelques noms pourraient faire partie du *Who's Who* d'une administration Clinton :

– **Le cercle des économistes.** Dans une campagne dominée par l'économie, qui est aussi la préoccupation principale de Bill Clinton, ils furent parmi les conseillers les plus actifs. Les spécialistes de la « FOB » distinguent une « strate » de gauche, avec le professeur Robert Reich (quarante-cinq ans) de Harvard, et le Californien Derek Shearer, également professeur, à la réputation de gauchiste. Il y a une aile modérée, celle qu'incarne un homme comme Robert Shapiro, directeur d'un centre d'études washingtonien (le *Progressive Policy Institute*), le banquier Robert Altman ou le consultant, et millionnaire, Ira Magaziner. La somme de leurs concours donne ce programme qui insiste plus sur l'investissement, public et privé, sur la libéralisation du commerce et sur la formation professionnelle, que sur les traditionnels « dadas » démocrates (dépenses sociales en tous genres). Féru d'économie politique, grand lecteur de traités et de compilations statistiques, Bill Clinton discute à égalité avec cette équipe-là.

– **Le cercle des « politiques ».** Omniprésente, dans les bons comme dans les mauvais moments, à la fois conseillère, chef de cabinet, protectrice, la Texane Betsey Wright (quarante-neuf ans) travaille depuis plus de douze ans avec Bill Clinton. Ils se sont connus pendant la campagne de George McGovern (c'est un des « réseaux » du gouverneur) à laquelle Bill et sa femme Hillary participèrent activement. Elle fut son chef de cabinet durant la plupart de ses mandats de gouverneur. Cultivée, libérale, bardée de diplômes, Betsey Wright est une « pro » de la politique et de l'administration.

Nouveau venu dans l'entourage de M. Clinton, le « cajun » James Carville, ancien marine, avocat Baton-Rouge (Lousiane), a dirigé la campagne du gouverneur après avoir assuré, en novembre dernier, la formidable victoire d'Harris Wofford sur l'ancien attorney général Richard Thornburgh, un proche de George Bush, lors d'une sénatoriale partielle en Pennsylvanie. James Carville, malin, roublard, populiste, iconoclaste, possède une qualité éminemment politique : il a le sens de l'humeur du pays. Il a aussi la particularité d'être le compagnon de Mme Mary Matalin, qui exerce les mêmes fonctions que lui – directeur de campagne – mais dans l'autre équipe, celle de M. Bush. James Carville n'est pas sectaire...

Fils d'un dignitaire de l'Église orthodoxe, George Stephanopoulos (trente et un ans) est, comme Bill Clinton et de nombreux autres membres de la « FOB », un ancien d'Oxford. Apparatchik polyvalent, principal porte-parole de Bill Clinton, il vient de la campagne Dukakis et a travaillé avec le chef de la majorité démocrate à la Chambre, M. Richard Gephardt.

– **Le cercle des spécialistes de**

M. BILL CLINTON

son équipe

M. Albert Gore : un écologiste bien tempéré à la vice-présidence

WASHINGTON

correspondance

Sacha Guitry, lui-même fils d'un acteur célèbre, disait : « ... *Il est difficile de se faire un prénom !* » Albert Gore, fils d'un homme politique fort connu, a eu les mêmes difficultés. Plus grandes, peut-être, parce qu'il portait le même prénom que son père, sénateur démocrate du Tennessee, qui domina la scène politique de cet Etat pendant plus de trente ans. Mais, élu en 1976, à la même fonction, il cesse d'être appelé *« Albert Gore Junior »*, en se dégageant de l'image de son père, démocrate *libéral (de gauche)*, et disciple de Franklin Roosevelt.

Pendant ses jeunes années, le jeune Al Gore vit avec ses parents dans un hôtel réputé de Washington, fréquenté par de nombreux politiciens. A l'école épiscopale Saint-Albans, il est premier de la classe, brillant dans toutes les disciplines. Mais il prend soin, chaque été, de revenir à la ferme familiale de la bourgade de Carthage, à environ cinquante kilomètres de Nashville (Tennessee), pour travailler dans les champs avec les ouvriers agricoles.

Une double personnalité

A l'université de Harvard, de 1965 à 1969, il fait preuve de prudence et de modération. Certes, il participe aux manifestations contre la guerre du Vietnam et aide le libéral Eugène McCarthy, candidat malheureux à l'élection présidentielle de 1968. Mais les violences du Mouvement de la paix le détournent d'une action plus vigoureuse. En 1969, malgré ses convictions politiques, il s'engage dans l'armée pour aller au Vietnam. Il voulait sans doute ne pas gêner son père, alors soumis à réélection, qui menait une bataille difficile contre un adversaire qui mettait en cause son patriotisme.

Il passe six mois au Vietnam, comme journaliste, mais Al Gore senior perd tout de même son siège. Ce qui renforça chez son fils une tendance à récuser les extrêmes pour tenir *« le milieu de la route »*. Néanmoins, il surprend ses amis politiques lorsque, avec une poignée de sénateurs démocrates, il approuve l'intervention militaire dans le Golfe. *« Ce geste fut pour moi une décision atroce »*, déclara-t-il.

Mais cette attitude est un atout pour le « ticket » démocrate. Il compensait en cela les positions ambiguës de M. Bill Clinton. D'autre part, la rectitude de sa vie privée le sert auprès de certains secteurs de l'électorat, rassurés par ce jeune quadragénaire (quarante-quatre ans) studieux et sérieux, menant une vie rangée de père de famille, détendu et cependant facétieux.



« Un livre vous donne une chance de montrer au public ce qu'on est vraiment... », mais ce commentaire d'Al Gore sur son ouvrage, *Earth on balance*, est peu révélateur. La bataille électorale l'a obligé à sortir de lui-même, à se laisser aller à exprimer ses émotions. Al Gore a admis qu'il s'intéressait essentiellement à des problèmes tels que celui de la défense de l'environnement. Cet introverti a écrit : *« J'ai dû regarder en moi et faire face à des questions difficiles, par exemple sur ce que je cherche vraiment dans ma vie, et pourquoi... »* Quelle que soit cette introspection, la campagne a mis en évidence sa double personnalité.

L'intransigeant, croisé de l'écologie, a dû composer avec les réalités politiques. Ainsi on pouvait un jour le voir gesticuler sur l'estrade, crier de sa voix forte des slogans parfois démagogiques mais nécessaires au succès de sa candidature. Le lendemain, il renonçait à l'éloquence du tribun et prenait ses distances, bref, paraissait manquer de conviction. Ce détachement apparent a contribué à son échec en 1988 à l'élection « primaire » de New-York. Il se retira alors de la course à la présidence...

Un manifeste véhément

En 1989, son jeune fils, renversé par une automobile, échappa d'extrême justesse à la mort. *« Ce fut*, déclara-t-il, *une expérience qui me changea pour toujours... J'ai dû modifier mes priorités... »* Il s'enferma, à ce moment, dans l'appartement de ses parents pour se consacrer à la rédaction de son livre, manifeste véhément mettant en garde contre une menaçante catastrophe écologique, plus dangereuse à son avis pour l'humanité qu'Hitler et Staline. Il englobait dans une même réprobation la révolution scientifique, le rationalisme, l'automobile, la libre entreprise, l'accroissement de la population, etc.

Pendant la campagne, il a dû atténuer certaines de ses idées plus hardies, comme celle de supprimer le moteur à explosion au cours du prochain quart de siècle. Ses adversaires républicains s'efforcèrent de ridiculiser cet ennemi de l'automobile et le dénoncèrent comme un *« extrémiste écologique ayant une vision hystérique du monde... »*.

Au Sénat, Al Gore impressionne et déroute ses collègues par l'étendue et la variété de ses connaissances techniques et scientifiques. Il se dit croyant et reste convaincu que la science et la religion ne sont pas antagonistes, affirmant : *« Serait-il concevable que le Créateur ait voulu nous pousser, pêle-mêle, vers la destruction de nos foyers... »*

HENRI PIERRE

conseillers

politique étrangère. On retrouvera, ici, des sources et influences multiples, des gens venus aussi bien de l'entourage de feu le sénateur Henry *Scoop* Jackson, qui furent des « faucons » dans la lutte contre l'URSS, que de celui du sénateur McGovern ou de l'ancien président Jimmy Carter. Quelques noms parmi les plus souvent cités : David Aaron, qui fut le numéro deux du Conseil national de sécurité du temps de Jimmy Carter, Anthony Lake, ancien directeur de la planification politique au département d'Etat pendant la même période, l'avocat Warren Christopher (ancien numéro deux du département d'Etat, sous Carter lui aussi), Samuel Berger (même curriculum), Michael Mandelbaum (professeur).

– **Le cercle des gouverneurs ou anciens gouverneurs.** Parmi les proches, figurent, entre autres, M. Zell Miller, gouverneur de Géorgie, et Bruce Babbitt, ancien gouverneur de l'Arizona, souvent présenté comme futur secrétaire général de la Maison Blanche.

Pour concocter la campagne 92, spéculer sur le destin de Bill Clinton dont dépend souvent leur avenir, les membres des cercles se retrouvaient dans la cuisine de la maison du gouverneur, à Little-Rock. A ce « cabinet de cuisine », il faut ajouter un titulaire à part entière, conseillère écoutée, compétente et très décidée : son épouse Hillary, une des cent premières avocates des Etats-Unis.

A. Fr.

Le programme économique

« Remettre l'Amérique au travail »

NEW-YORK

de notre correspondant

M. Bill Clinton n'a pas de « potion magique » pour remédier du jour au lendemain aux maux dont continue à souffrir l'économie américaine. Il se propose néanmoins de stimuler la croissance par un important programme d'investissements publics, tout en gardant un réel souci de justice sociale. C'est ce qu'affirme M. Robert Shapiro, l'un des principaux artisans de la plate-forme économique du candidat démocrate à la Maison Blanche. Avec M. Robert Reich, professeur d'économie à Harvard, et M. Paul Krugman, professeur au Massachusetts Institute of Technology, ce consultant d'un centre d'études de Washington (le Progressive Policy Institute) a jeté les bases d'un compromis entre les incontournables priorités sociales du parti démocrate et les réalités économiques du moment. Le déficit budgétaire, qui vient d'atteindre le chiffre record de 290 milliards de dollars au 30 septembre dernier, limitera la marge de manœuvre du futur président.

Le plan de relance élaboré par ces architectes des « Clintonomics », aux yeux desquels l'investissement est plus important que le déficit budgétaire, doit permettre d'injecter 220 milliards de dollars, sur une période de quatre ans, dans l'économie américaine. Dont la moitié environ sous forme de « grands travaux » *(voir encadré)*, avec l'espoir de créer huit millions d'emplois durant ce mandat, grâce à une croissance réactivée.

Reprenant un par un les principaux sujets de préoccupation des Américains (l'emploi, la santé, l'éducation, la sécurité), M. Clinton énonce un éventail de mesures, tout en insistant sur la responsabilité de chacun. Ainsi, les écoles publiques, où la qualité de l'enseignement est tellement décriée, recevront davantage de crédits, mais elles devront respecter des normes nationales et mesurer leurs progrès vers les objectifs fixés. Dans le même esprit, l'aide sociale (*Welfare*) doit devenir « une seconde chance, pas un mode de vie », grâce aux efforts qui seront consentis en matière d'éducation et de formation.

« Comment réduire le déficit en quatre ans »

Bien décidé à éviter l'étiquette de « dépensier des deniers de l'Etat » – une accusation que son adversaire républicain a martelée à chaque discours électoral, – M. Clinton s'estime en mesure de réduire le déficit budgétaire fédéral de près de moitié durant son mandat. Il serait alors ramené de 320 milliards en 1993 à 140 milliards en 1996. Pour réaliser ce qui apparaîtrait alors comme une véritable prouesse économique, le candidat démocrate, qui prévoit d'alléger les impôts de la classe moyenne, compte d'abord sur une compression importante du budget de la défense. Alliée à d'autres réductions de dépenses fédérales (suppression de 100 000 postes « bureaucratiques », réduction de 25 % du personnel de la Maison Blanche ...), elle rapporterait 140 milliards de dollars à l'Etat, toujours sur quatre ans.

M. Clinton promet aussi de relever les taux d'imposition des ménages gagnant plus de 200 000 dollars (environ 1 million de francs) par an et d'y ajouter une surtaxe de 10 % applicable aux revenus de plus de 1 million de dollars annuels. Le tout devrait faire entrer 95 milliards dans les caisses de l'Etat. Enfin, et le projet fait frémir plus d'un investisseur étranger, M. Clinton a en tête diverses mesures d'« équité fiscale », telle une imposition accrue des entreprises étrangères (accusées de payer trop peu d'impôts aux *Etats-Unis*), qui pourraient lui fournir 58 milliards de dollars de recettes nouvelles.

Ce scénario repose sur le postulat d'une croissance *« modérée »*, selon les termes du programme, sans que l'on sache quelles sont les hypothèses d'augmentation du produit intérieur brut qui ont été retenues pour les années futures et qui correspondent à ce terme. Une seconde série de projections encore plus « roses » prévoit que le déficit fédéral de 1993, évalué à environ 280 milliards de dollars, soit ramené à 75 milliards en 1996. Mais il suffirait, par exemple, que *l'explosion des dépenses de santé* ne puisse être contenue comme le souhaitent les auteurs du programme pour que tout dérape.

Le mandat de M. George Bush avait été marqué, sur la question de la réduction du déficit, par d'épuisantes batailles entre le Capitole et la présidence. L'accession de M. Clinton à la Maison Blanche permettrait d'engager un dialogue beaucoup plus constructif avec le Congrès, qui devrait rester à majorité démocrate. A condition que le nouveau président puisse calmer les surenchères de ses amis politiques, grisés par la victoire.

SERGE MARTI

Les « grands travaux » des démocrates

NEW-YORK

de notre correspondant

La « stratégie économique pour l'Amérique » de M. Clinton comporte un important volet consacré à l'investissement public. A travers un fonds créé à cet effet et doté de 20 milliards de dollars par an pendant quatre ans, d'importants travaux d'équipement pourront être entrepris dans quatre secteurs jugés critiques : les infrastructures et les transports création d'un réseau de trains à grande vitesse, étude d'un modèle d'avion à courte portée) ; l'information (création d'un réseau national qui relierait le domicile au bureau, à l'école ou au laboratoire) et l'environnement (système de recyclage des déchets toxiques, de dépollution de l'air et de l'eau, etc.).

M. Clinton accorde ensuite la priorité à l'éducation et, fait nouveau, à la formation professionnelle. Un programme national d'apprentissage sera mis en place, et chaque employeur devra consacrer 1,5 % de la masse salariale à la formation permanente.

M. Clinton veut également « investir dans les communautés » en mettant en place des programmes de développement *urbain, un réseau national de* banques « communautaires » et des zones d'entreprises qui doivent permettre de revitaliser les centres-villes, là où la présence supplémentaire de cent mille nouveaux policiers devrait permettre de réduire la criminalité. Au même chapitre, des avantages fiscaux seront accordés aux entreprises qui s'installent dans ces centres-villes, à la condition qu'elles y développent l'emploi. De leur côté, les petites entreprises qui accepteront d'investir à long terme dans de nouvelles activités bénéficieront d'une exonération fiscale de 50 % sur l'imposition de leurs revenus.

M. Clinton, qui se dit partisan du libre-échange (il a approuvé, avec quelques réserves, l'accord conclu entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada), veut aussi accroître les exportations américaines et renforcer la procédure, qui permet d'appliquer des représailles commerciales aux « mauvais » partenaires des Etats-Unis. Il entend également réformer ministère du commerce extérieur : il le suspecte d'abriter trop de lobbyistes au service de firmes étrangères.

S. M.

Le premier discours du président élu

« Un nouveau départ »

Voici les principaux extraits du premier discours prononcé par le président élu, Bill Clinton, dans la nuit de mardi 3 à mercredi 4 novembre, à Little-Rock :

« Mes chers compatriotes,

En ce jour, le peuple américain a voté, avec de grandes espérances, généreusement et massivement, pour un nouveau départ.

Cette élection est un vigoureux appel à notre pays pour qu'il affronte les défis de la fin de la guerre froide et le début d'un siècle nouveau, (...) pour rétablir la croissance de notre pays et les chances de la population, pour donner aux gens la capacité d'être pleinement responsables de leur vie, pour faire face à des problèmes si longtemps négligés – depuis le sida jusqu'à l'environnement et à la conversion de notre économie de géant militaire (...).

« Nous avons besoin de votre aide »

» Le plus important, peut-être, est de rassembler notre peuple comme jamais auparavant, afin que notre diversité puisse être une source de force dans un monde chaque jour plus petit, où chaque personne compte et où chacun fait partie de la famille américaine. (...) J'accepte ce soir la responsabilité que vous m'avez confiée d'être le dirigeant du plus grand pays de l'histoire de l'humanité. »

S'adressant aux électeurs de MM. Bush et Perot, M. Clinton a ajouté : *« Je vous demande de vous joindre à nous pour construire les Etats ré-unis. Nous avons besoin de votre aide. Et nous ferons de notre mieux pour la mériter. »*

Les réactions internationales

Selon Bonn, « M. Clinton est tout sauf un isolationniste »

Comme il est de coutume, une avalanche de félicitations a salué, mercredi 4 novembre, la victoire de M. Bill Clinton.

Parmi les premiers à réagir, le président russe Boris Eltsine a congratulé le futur président américain par un message dans lequel il prône la continuité dans les relations entre les deux pays et dit s'attendre que « *la compréhension mutuelle entre la Russie et les Etats-Unis continue de connaître l'évolution qui l'a caractérisée au cours des derniers mois* ».

Réaction encore plus matinale à Bonn où le président Richard von Weizsacker, le chancelier Kohl et le ministre des affaires étrangères Klaus Kinkel ont insisté sur les responsabilités mondiales des Etats-Unis. « *Bill Clinton est tout sauf un isolationniste* », a estimé M. Kinkel, en se disant convaincu que les Etats-Unis allaient « *continuer à assurer leurs responsabilités en matière de sécurité* ». Le chancelier, remerciant M. Bush pour son action, a souhaité le renforcement de « *l'étroite amitié transatlantique* ». « *Après la fin de la guerre froide, nous sommes confrontés ensemble à de nouveaux défis mondiaux. La communauté internationale ne les surmontera que par le dialogue et le travail en commun* », a écrit pour sa part M. von Weizsacker dans son message de félicitations.

Ce sont également des vœux de succès dans les efforts qu'ils déploieront en vue de « *la paix mondiale, le progrès économique et la stabilité* », que le président sud-africain Frederik De Klerk a formulés pour MM. Clinton et Gore.

A Mexico, le president Carlos Salinas, qu'avaient pu un moment inquiéter les réserves exprimées par M. Clinton à propos de la création de la zone de libre-échange nord-américaine (ALENA), s'est dit convaincu dans son message que le futur président partageait désormais avec lui les mêmes opinions sur le commerce, la coopération frontalière et la lutte anti-drogue.

C'est sur l'espoir d'un redressement économique aux Etats-Unis qu'on mettait l'accent mercredi à Bangkok, en se félicitant que M. Clinton soit un ferme partisan de la liberté des échanges, ce qui signifie qu'on redoute vaguement le contraire.

A Taipei, où l'on entretient traditionnellement de meilleures relations avec les républicains, le premier ministre a félicité chaleureusement en M. Clinton un homme « *qui a rendu visite quatre fois à Taiwan et est un véritable ami* ».

Enfin le dirigeant libyen, le colonel Mouammar Kadhafi, a salué mercredi le camp du parti démocrate comme un « *allié naturel et historique des peuples (...) persécutés parce qu'ils sont attachés à leur indépendance* ». Il a estimé que M. Bush, tout en « *contribuant* » à une « *politique de terreur comparable à celle de Genghis Khan* », n'en était pas « *responsable* » et n'est pas à blamer autant que M. Ronald Reagan. Le parti démocrate de M. Clinton est « *une coalition des pauvres, des opprimés, des minorités – Amérindiens, juifs, noirs et arabes – et de l'ensemble du camp des esclaves* », a-t-il encore déclaré. – *(AFP, Reuter.)*

Pékin : réserve et appréhension

PÉKIN

de notre correspondant

La presse de Pékin a salué avec réserve, mercredi 4 novembre, l'élection de M. Bill Clinton, présenté comme « *le premier président du baby-boom* » américain. Elle avait rapporté très rapidement, sans commentaire, les premières projections annonçant le retour d'une administration démocrate et la déclaration de M. Bush concédant sa défaite.

Même si elle s'était faite à cette idée ces dernières semaines, la *Chine gouvernementale va regretter* amèrement le départ de M. Bush, en dépit des désaccords qui l'avaient amenée à se montrer particulièrement critique, par moments, à son endroit. Elle aborde avec appréhension l'ère Clinton, inquiète du poids qu'exercera sur la Maison Blanche un milieu démocrate qui, depuis la crise de Tiananmen, lui est très hostile, après lui avoir été totalement acquis.

Mais la Chine va tenter de ramener rapidement M. Clinton, qui avait commencé sa campagne en tonnant contre « *les dictateurs de Pékin* », sur la voie d'une coexistence tenant compte de l'imbrication des économies des deux pays. L'exercice lui rappellera d'une certaine façon l'époque où elle avait réussi, après son idylle avec M. Jimmy Carter, à « *retourner* » M. Ronald Reagan, ce proche de Taïwan devenu chaud partisan du rapprochement avec Pékin une fois élu président.

L'époque, cependant, est différente. La Chine ne représente plus pour les États-Unis une carte stratégique dans la guerre froide. Elle se doute que les nuages vont s'assombrir encore sur quantité de différends – commerciaux, diplomatiques – avec les États-Unis à propos desquels M. Bush avait été, face aux démocrates, un allié utile. Peut-être Pékin en viendra-t-il à *regretter de ne pas avoir assez aidé* son prédécesseur par des concessions, notamment en matière de droits de l'homme, qui lui auraient permis de mieux faire face au Congrès.

On n'avait pas revu la statue de la Liberté en public dans la capitale chinoise depuis la nuit du 3 au 4 juin 1989, lorsque les blindés avaient abattu ce symbole de démocratie en chassant de la place *Tiananmen* les étudiants du Printemps de Pékin. Son effigie trônait, illuminée, dans la salle d'un grand hôtel louée par l'ambassade des États-Unis pour sa réception électorale. S'y pressaient des centaines de jeunes Chinois, invités pour voir les programmes télévisés des résultats retransmis par satellite dans une ambiance de kermesse, et *avec cette extraordinaire fascination* qu'exerce ici l'Amérique sur la jeunesse.

Il y avait des étudiants, les amis de l'ambassade, sages et excités à la fois, chacun y allant de son commentaire comme il apparaissait que M. Clinton s'approchait de la victoire. « *Très bon pour nous* », dit l'un sans hésitation. Un autre souhaitait que le nouveau président « *comprenne bien la Chine* ». Au passage d'un clip où M. Perot lançait : « *Ecoutez la voix du peuple !* », des rires et quelques applaudissements. On ne pensait pas seulement au peuple américain.

FRANCIS DERON

Jérusalem : la défaite de « l'ami des Arabes »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

S'ils avaient pu participer aux élections américaines, une forte majorité d'Israéliens auraient voté *contre M. George Bush*. En ce sens, et parce qu'elle signifie d'abord la défaite de celui qui était considéré comme « *l'ami des Arabes* », la victoire de M. Bill Clinton est très bien accueillie par l'homme de la rue. Pour les mêmes *raisons, mais aussi parce que la* politique a horreur du vide et que l'on ignore ce que sera celle du nouvel élu dans la région, les Palestiniens des territoires occupés se retrouvent plutôt moroses et même légèrement inquiets.

Le premier ministre, M. Itzhak Rabin, a envoyé dès l'aube de mercredi 4 novembre ses « *chaleureuses félicitations* » au gouverneur de l'Arkansas pour son « *écrasante victoire* ». Se déclarant « *persuadé que les relations spéciales* » entre les deux peuples « *seront plus fortes que jamais* », il s'est dit convaincu que le « *nouvel essor* » donné à ces relations sera bénéfique « *à la paix, au monde libre* » et à « *la sécurité d'Israël* ». Le ministre des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, a exprimé sa certitude que la nouvelle administration apprendrait que « *la paix* [au Proche-Orient] *ne peut être imposée* » et qu'il fallait plutôt essayer de rapprocher les parties en conflit « *comme a su le faire M. Bush* ».

Personne ne doute que le processus de négociation israélo-arabe va se poursuivre. Mais, mercredi matin, tandis que les radios faisaient l'inventaire des nouveaux sénateurs juifs qui siégeront au Capitole, on s'interrogeait, dans la partie arabe de Jérusalem, sur l'identité de ceux qui reprendront le dossier proche-oriental.

M. Rabin, républicain de cœur

Prudent, M. Fayçal Husseini, chef virtuel des modérés de l'intérieur, s'est rendu à Amman pour mettre au point une réaction commune avec la direction extérieure de l'OLP.

Du côté des opposants au processus de paix, le professeur Ryad Malki, proche du FPLP de M. Georges Habache, ne mâchait pas ses mots : « *La nouvelle administration favorisera sans aucun doute Israël et lui permettra de manœuvrer à sa guise.* » C'est toute l'ironie et la complexité du puzzle régional que de constater à quel point la consultation américaine a mis au jour toutes sortes d'alliances apparemment contre nature.

Ainsi voit-on la droite nationaliste israélienne, et d'abord M. Itzhak Shamir, applaudir avec M. Saddam Hussein à la défaite du vainqueur de la guerre du Golfe. « *Par bonheur*, a dit l'ancien premier ministre, *M. Bush n'a pas été réélu.* » La gauche palestinienne, naguère admirative de l'aventure irakienne au Koweït, regrette la chute d'un homme qui avait obligé Israël à s'assoir à la table des négociations avec ses ennemis arabes.

Au-delà des déclarations de circonstance, ce n'est un secret pour personne que M. Rabin, républicain de cœur et connaisseur averti de la politique américaine – il fut six ans ambassadeur à Washington – souhaitait la réélection de celui sans qui lui-même ne serait peut-être pas au pouvoir. En refusant à M. Shamir les facilités d'emprunt qu'il réclamait, l'administration Bush avait « fait » l'élection de son challenger travailliste.

Principal bénéficiaire de l'aide américaine, aucun pays au monde n'est plus sensible à la politique américaine que l'Etat juif. La victoire d'une équipe démocrate qui a fait campagne sur le thème sous-jacent de « l'Amérique et les Américains d'abord » rassure à la fois l'*opposition de droite*, qui espère que la pression de Washington pour la restitution des territoires arabes occupés va diminuer, et préoccupe le pouvoir. Une administration plus « isolationniste » qu'« internationaliste » risque d'être tentée de réduire son aide à Jérusalem. Mardi, le ministre des finances avait cru devoir prévenir les milieux économiques que le soutien de l'Oncle Sam n'était pas assuré pour les années à venir.

PATRICE CLAUDE

Tokyo : entre l'espoir de la relance et la crainte du protectionnisme

TOKYO

de notre correspondant

Les Japonais affectionnent la continuité. C'est pourquoi la victoire de M. Clinton introduit une inconnue dans l'équation de leurs relations avec les Etats-Unis à un moment où celles-ci connaissent une détérioration : selon un récent sondage du quotidien *Yomiuri* et de Gallup, le nombre de ceux qui pensent qu'elles sont bonnes n'a *pas été si bas depuis quinze ans*. De part et d'autre du Pacifique, on estime que l'antagonisme ira en s'aggravant. Selon le même sondage, le majorité des Japonais pensaient que M. Bush aurait été plus soucieux que son adversaire de remédier à cette situation.

L'arrivée au pouvoir de M. Clinton *suscite par conséquent* à Tokyo une certaine appréhension. Les liens avec les démocrates se sont *considérablement distendus* au cours des douze dernières années. Ce qu'on a appelé la « diplomatie des lobbies » est devenu l'un des grands axes de la gestion quotidienne des relations entre les deux pays, et les Japonais craignent que le nouveau président s'appuie davantage sur les experts et les hauts fonctionnaires. Dans un pays qui préfère les relations informelles aux canaux officiels, le *spoils system* américain est quelque peu *déroutant*.

Comme le souligne ironiquement le quotidien *Asahi*, dans un climat économique morose la seule véritable demande est celle des personnes *qui ont des liens* avec les démocrates. Profitant de cette soudaine appétence, des hommes d'affaires *américains approchent* les entreprises nippones en faisant état de leurs bons contacts avec les démocrates. Les ministères, pour leur part, cherchent à réactiver les vieux réseaux du temps de la présidence de M. Carter.

Beaucoup de commentateurs soulignent néanmoins que l'administration démocrate devrait être plus à même que les républicains de conduire les Etats-Unis sur la voie de la reprise économique. Ce qui serait globalement positif pour les Japonais, qui espèrent que leurs partenaires américains, plus confiants en eux-mêmes, seront moins agressifs contre la « menace nippone ». *Dans leur message de* félicitations au nouveau président, tant le premier ministre, M. Kiichi Miyazawa, *que* le chef de la diplomatie, M. Watanabe, ont d'ailleurs souligné combien est « *importante une relance de l'économie américaine, non seulement pour le Japon mais pour le reste du monde* ».

Au *cours* de sa campagne, M. Clinton n'a guère clarifié sa position à l'égard du Japon. Bien que le risque existe de voir les États-Unis devenir plus protectionnistes, en jouant de dispositions du Trade Act sur les restrictions des importations, voire de mesures de rétorsion contre les pratiques commerciales jugées déloyales, le MITI (ministère de l'industrie et du commerce international) ne s'attend pas à un changement drastique de la politique américaine envers le Japon.

Des inconnues n'en existent pas moins : éventuelle taxation des entreprises étrangères, pression pour une nouvelle revalorisation du yen, comme l'ont laissé entendre certains conseillers de M. Clinton. Les Japonais craignent en outre que Washington ne leur demande d'assumer une plus grande part de l'entretien des troupes américaines sur l'archipel ou de participer davantage à des opérations internationales sous l'égide des Nations unies.

PHILIPPE PONS

La longue nuit des Américains de Paris

Ce garçon-là est un rebelle. Tout prêt à s'embraser, prompt à se révolter, acharné à convaincre, désireux d'agiter. « *Agiter* », « *secouer* », « *bousculer* », « *réveiller* », « *protester* »... Avec sa mèche volage, son rire de garnement ravi de ses audaces, et ses longs bras qui jouent les tourniquets et moulinent l'atmosphère, il *est un provocateur*. Il a voté Perot. Et, à l'American University de Paris où il étudie cette année, il entend que cela se sache. Que l'on comprenne enfin que « *le carcan étroit du bipartisme dans lequel on emprisonne les citoyens américains n'est plus acceptable* » ; que l'on dénonce encore « *la fatuité, l'hypocrisie, la démagogie des politiciens professionnels qui récitent ce que les gens aiment entendre* » quand il faudrait avoir le courage de « *les choquer, les suprendre, les déranger* » par des vérités crues qu'« *ils sont à même d'entendre !* » Et que Ross Perot, « *dont la voix d'extra-terrestre, les grandes oreilles et la fortune de milliardaire* » ne peuvent faire le héros dont il rêve, est quand même bien le seul à avoir joué la franchise dans une bataille « *désespérément académique et pipée.* ».

Comme il s'anime, le jeune Bob Nagel ! A la cafétéria, où une urne a recueilli mardi après-midi les votes des étudiants et du personnel de l'école, donnant à Bill Clinton une avance confortable sur George Bush. Et puis à la tribune d'un forum arbitré très rigoureusement par un professeur et lors duquel chaque clan dispose de trois fois quatre minutes pour *défendre* les positions de son champion. Les défenseurs de Clinton ont adopté un ton d'austérité, *ceux de Bush le discours idéologique*. L'équipe Perot, elle, claironne, ironise et efficace. « *Non non*, lance Bob Nagel, le sourire insolent. *Le vote Perot n'aura pas été gaspillé !* »

Vers 21 heures au Harry's Bar, le plus fameux – et le plus vieux – rendez-vous des Américains à Paris, la bousculade s'intensifie de minute en minute. Le vieil Harry n'est plus là pour superviser les folles nuits d'élections, mais son petit-fils officie à sa place, fier de la tradition, une oreille sur le téléphone – « *non madame, pas de réservation ce soir ; vous attendrez un peu avec plusieurs centaines de visiteurs ; mais n'oubliez pas d'apporter votre passeport américain : cela vous aidera à entrer...* ».

Joe Makholm est arrivé suffisamment tôt pour éviter le filtrage tatillon du portier, que beaucoup *rêvent de corrompre*. Joe Makholm est musicien, compositeur et pianiste de jazz. Il est allé *tout droit dans la salle du sous-sol*, et s'est placé à *égale distance* entre CNN et le pianiste. Joe Makholm, ce soir, se sent très excité. C'est la première fois qu'il pense avoir une chance d'« *avoir voté pour le gagnant* ». La consultation organisée par le Harry's Bar depuis le 17 octobre ne donne-t-elle pas Clinton largement gagnant ? Mac Govern fut son « *premier perdant* », Reagan « *une honte très cruelle* »... La tête pleine de musique – il accompagne machinalement les mains rapides du pianiste, – l'œil de plus en plus brillant, il rêve d'une vraie victoire et souhaite, ce soir, se sentir très américain.

« Cet homme-là aime les gens »

C'est une nuit trop spéciale, et la photo d'un Clinton saxophoniste publié par le *Herald Tribune* l'a ému au-delà du raisonnable. « *Dukakis était trompettiste, Clinton est saxophoniste, son instrument a même compensé, hier, la défaillance de sa voix... J'y vois comme un signe amical ; et une invitation à composer une pièce pour saxo ténor.* » Les musiciens sont romantiques. N'allez donc pas rappeler que Nixon était un peu pianiste...

Le Ritz vers 23 heures est presque silencieux. Un écran carré *expose CNN dans l'ambience feutrée du Bar Vendôme*. Un *monsieur* lit le *Herald*, un couple âgé boit du champagne. Bill et Hillary Clinton, sur une image d'archives, viennent de s'enlacer. La dame, l'air froissé, hausse les yeux au ciel. Le Crillon, qui ne voit pas très bien l'intérêt d'offrir un salon de télévision, précise que ses hôtes américains sont « *certainement* » à *l'ambassade... A deux pas de là*, leurs enfants, neveux ou cousins semblent en tout cas trouver les *sculptures de Botero à leur goût* pour quelques escalades hardies. Le Hilton, lui, fourmille de débats. CNN règne en maîtresse, posée sur le piano protégé d'une bannière étoilée. Un barbu pleure déjà la défaite annoncée de George Bush, une table d'étudiants agite des petits drapeaux portant le nom de Clinton, leur héros, trois *jeunes gens se réjouissent du rôle* d'Hillary. « *Finie l'apathie ! Clinton comme Kennedy, va redonner aux jeunes le goût de l'engagement social et de la politique.* »

Rendez-vous officiel des Américains *à Paris en cette nuit d'élection*, l'Hotel Concorde-La Fayette, à 2 heures, est sens dessus-dessous. Ils *arrivent de partout, mordent* à tous les buffets, jettent un œil sur de larges écrans, fument d'énormes cigares, s'affublent de canotiers, surveillent les projecteurs de caméras qui traquent quelques visages connus et se *balancent mollement en écoutant* des airs de jazz. Quelques marines en uniforme d'apparat se taillent *un beau succès auprès des photographes*. L'un d'entre eux ne peut croire que son président vénéré *risque d'être battu par un* « *menteur* » de l'Arkansas. Une banquière crie à la folie de « *changer de cheval au milieu du gué* », une dame noire, âgée, implore doucement « *la miséricorde de Jésus* » *pour le gouverneur Clinton*.

Les premiers résultats suscitent des hourrahs. Le public se déchaîne, boit un peu plus encore, monte sur quelques chaises et envahit la piste de danse. Jeffery Smith, le chanteur qui s'est beaucoup dépensé toute la soirée, peut se retirer. Il rit, roule des yeux, embrasse, enlace. « *J'étais sûr que Clinton gagnerait. Cet homme-là aime les gens. Il nous représentera. Ma mère disait toujours que les yeux sont la vitrine de l'âme. Avez-vous vu ceux de Clinton ? Cet homme-là ne peut pas être cynique* ». Pour un peu, Jeffery Smith remonterait sur scène et entonnerait *The Wind Beneath my Wings* »... « *Oh, Seigneur, j'en suis sûr, cet homme-là, Clinton, sera le vent qui nous permettra, à nouveau, de voler.* »

ANNICK COJEAN

L'Irak célèbre la chute du « criminel Bush »

Se bornant à annoncer, dans son premier bulletin, la défaite du « *criminel Bush* » – sans autre commentaire –, la radio officielle n'en a pas moins enchaîné sur une chanson commençant par les mots « *Contente, je suis contente* »...

Dans les embouteillages, avant l'ouverture des bureaux, certains conducteurs, manifestement à l'écoute, actionnaient leur klaxon en signe de joie. Un vieil homme en turban a sorti spontanément de sa poche une pièce de 1 dinar pour l'offrir à la journaliste qui lui apprenait la nouvelle : « *Je suis très, très heureux* », répétait-il.

Au ministère irakien de l'*information, les fonctionnaires* échangeaient des congratulations avec de larges sourires. Pour eux, l'évènement donnait raison au président Saddam Hussein : après la fin de la guerre du Golfe, ce dernier, défiant une fois de plus le chef d'Etat américain qui ne cachait pas son espoir d'un changement de régime à Bagdad, *n'avait-il pas prédit qu'il serait*, lui, toujours au pouvoir quand M. Bush n'y serait plus ?... – *(AFP.)*

M. BILL CLINTON

Le bilan de M. George Bush

Un rendez-vous manqué avec le peuple américain

par Dominique Dhombres

L'Histoire est impitoyable envers les vaincus. On comparera peut-être le quarante et unième président des Etats-Unis, qui n'a accompli qu'un seul mandat et doit céder la place à *un démocrate* alors que le pays vit une grave crise intérieure, à un autre républicain qui a subi la même mésaventure, Herbert Hoover (1928-1932), le prédécesseur bien oublié de Franklin Roosevelt. C'est un peu injuste pour Herbert Hoover, qui avait une forte personnalité. Le président sortant a été un locataire de la Maison Blanche fort peu charismatique, *plutôt terne*, souvent hésitant, parfois mesquin. *Il* a manqué, en tout cas, son second rendez-vous avec le peuple américain.

Pourquoi réformer ce qui existe déjà et a fait ses preuves? Pourquoi agir (au nom du gouvernement fédéral), ou légiférer, quand on n'a pas de raison impérieuse de le faire? Pourquoi bousculer les avantages acquis au risque d'indisposer, au nom d'un bien public hypothétique, les personnes de votre propre camp? Tels sont les impératifs non *écrits de tout homme politique* conservateur américain, même s'il est éclairé. Ils n'ont cessé de constituer la règle de conduite de George Herbert Walker Bush, patricien de la Nouvelle-Angleterre *«né avec une petite cuillère en argent dans la bouche»* et reconverti en pétrolier texan *peu convaincant. «Il a un beau chapeau de cow-boy, mais où est le bétail?»*, s'interroge-t-on depuis le premier jour dans son Etat d'adoption, où on ne l'aime guère.

Le président sortant a eu le tort de penser que son rôle consistait avant tout à faire régner la *Pax Americana* sur le vaste monde et que l'intendance suivrait. *La* politique politicienne en réalité l'ennuyait. Il avait un peu de mépris *pour tous ces gens qui*, au Congrès et dans les législatures des Etats, représentent le pays réel. Il estimait qu'il suffisait de lourdes flatteries (dont il avait personnellement horreur) *et de prébendes adroitement* distribuées, pour s'acquérir la *«loyauté»*, comme on dit là-bas, des acteurs de la vie publique. Il ne lui est pas venu à l'esprit, jusqu'à *ce que l'humiliante défaite se pro*file, en juillet dernier, avec la montée en puissance de M. Bill Clinton, qu'il lui incombait au premier chef d'exercer son *leadership* dans la *conduite des affaires intérieures*, surtout économiques, de son propre pays, qui en avait bien besoin.

Il *s'est passionné seulement* pour la politique étrangère. Il a été le remarquable organisateur de la coalition contre l'Irak, qu'il a menée de main de maître à la vic*toire. L'ironie* veut *qu'il doive s'en* aller alors que M. Saddam Hussein est toujours au pouvoir à Bagdad. M. Bush criait encore haut et fort, le 1er novembre, que son ennemi de la *guerre de cent heures* de février 1991 devrait renoncer au dernier moment à la grande fête prévue à Bagdad, pour laquelle on attend près de cinq cent mille personnes...

Face à l'Irak, la machine de guerre américaine a fait ce que les stratèges appellent, d'une expression à la fois imagée et terrible, de *l'overkill*. Est-ce la colère d'avoir été berné par un dictateur *arabe que* M. Bush avait cru incapable de passer à l'acte et qu'il avait tenté d'apaiser jusqu'aux derniers jours en lui envoyant, sous les traits aimables de Mme April *Glaspie*, ambassadeur des Etats-Unis à Bagdad, des messages extrêmement conciliants?

Le «commandant en chef» contre l'Irak

La détermination soudaine du président «commandant en chef», même si elle a peut-être été un peu «aidée» par une conversation avec Mme Thatcher, en tournée de conférences dans le Colorado début août 1990, n'en est que plus éclatante. A l'instar de la «Dame de fer» faisant appareiller la flotte vers les Malouines, M. Bush, ce 2 *août* de l'invasion du Koweït décide l'envoi d'un corps expéditionnaire impressionnant en Arabie saoudite. Aussitôt, l'appareil diplomatique *américain se met en branle*, aux Nations unies et dans toutes les capitales concernées. On connaît la suite.

M. Bush a aussi, et surtout, *admirablement «géré» la chute de* l'URSS. Il a compris qu'il fallait avant tout maintenir le contact avec M. Mikhaïl Gorbatchev, le rassurer sur les bonnes intentions de Washington et... *laisser faire le des*tin. Il avait raison. Le communisme s'est effondré de l'intérieur, même si cet écroulement a été un peu aidé par la pression exercée sur «l'Empire du mal» par la course aux armements sophistiqués lancée par M. Ronald Reagan (la «guerre des étoiles») que son successeur a dans l'ensemble poursuivie.

M. Bush, au nom de la défense du statu quo, qui est le fil directeur de sa carrière *dans* tous les domaines, préférait s'entendre avec M. Gorbatchev plutôt qu'avec M. Eltsine. Mais il a effectué, avec plus d'habileté et d'élégance que *M. Mitterrand, le retournement qui* s'imposait à partir du putsch manqué d'août 1991 à Moscou, tout en gardant lui aussi une sorte de tendresse pour le dernier président de *l'URSS. Le spectacle était parfois* curieux, lors des crises qui ont marqué l'agonie du régime soviétique au cours de l'année 1991, des deux adversaires, M. Gorbatchev et *M. Eltsine, se bousculant pour obte*nir la liaison téléphonique avec la Maison Blanche.



En accord parfait avec M. James Baker, son ami et partenaire de tennis *de toujours*, un vrai Texan *lui*, qu'il avait mis au département d'Etat, M. Bush avait saisi l'essentiel. *«Il importait surtout de ne rien faire»* face à l'effondrement du pouvoir soviétique, à l'émergence des nouvelles républiques, et de la plus grande d'entre elles, la Russie *de M. Eltsine. Tout geste un peu vif* aurait été contreproductif. Cette passivité d'ensemble a été payante. Elle convenait parfaitement à la philosophie de M. Bush.

*Il est cruel d'accabler un gentle*man. Mais celui-ci a-t-il agi comme son père, *le sénateur Prescott Bush*, un banquier républicain du Connecticut, lorsqu'il s'est agi des choses *essentielles, la parole donnée, le ser*vice public (c'était le maître mot que George Bush empruntait à son père lorsqu'on lui demandait pourquoi il était entré en politique) et *enfin les obligations que les plus* riches ont, dans une tradition à la fois patricienne et chrétienne, à l'égard des plus défavorisés? On peut en douter.

Lors de sa prestation de serment, en janvier 1989, George Bush affirme qu'il veut une Amérique *«plus douce, plus gentille»*. Il avait aussi proclamé inlassablement, avant d'être élu, qu'il n'accroîtrait jamais la pression fiscale et invitait ceux qui pouvaient en douter à lire sur ses lèvres cette proclamation solennelle : *«Pas d'augmentation d'impôts!»*. Il *ne fera rien en réalité* pour adoucir le sort de tous les naufragés de la crise la plus dure qu'aient connue les Etats-Unis depuis celle de 1929 et augmentera sensiblement en 1990 les impôts de la classe moyenne.

George Herbert Walker Bush est *né le 12 juin 1924 à Milton (Mas*sachusetts) d'un père dont on a déjà parlé, le sénateur Prescott Bush, administrateur de la banque de Wall Street Brown, Harriman et *Cie, et d'une mère dont il est rare*ment fait mention, fille d'un éditeur new-yorkais. Il grandit, avec sa sœur et ses trois frères, à Greenwich (Connecticut), dans le domaine *familial*, avant d'être mis en pension, comme il se doit, dans une des meilleures écoles privées du pays, copiées sur les *public school* anglaises, à Andover, dans le Massachusetts.

A dix-huit ans, il s'engage dans l'aéronavale, et combat les Japo*nais*. Il est donc, selon toute probabilité, le dernier président des Etats-Unis à s'être *battu pendant* la seconde guerre mondiale. Son appareil est abattu par l'ennemi. Il doit la *vie* à l'équipage d'un sous-marin américain qui le recueille quatre heures plus tard en plein Pacifique. Il est décoré et renvoyé dans ses foyers.

Il entre à *Yale, brille* dans les études et au base-ball, est admis dans la fraternité d'étudiants *Skull and Bones* de cette université, à laquelle appartenait déjà son père et *qui lui servira de* vivier, tout au long de sa carrière, pour le choix de ses collaborateurs. *Les règles de* cette organisation «secrète» sont strictes. Il est donc impossible de *citer ici tous ceux*, dans l'entourage de M. Bush, qui y appartiennent...

A sa sortie de Yale, George Bush *accomplit* l'acte le plus important de sa vie. Il quitte la Nouvelle-Angleterre (et son père...) *pour partir*, dans une vieille Studebaker rouge, vers le Sud, en l'occurrence Odessa (Texas). Le «vieil argent» familial lui sert à créer une société d'explo*ration et d'exploitation pétrolière*, baptisée Zapata, qui lui apportera du «nouvel argent», bref un supplément de fortune. Il gagne, assez vite, plus de 2 millions de dollars. *Il s'installe à Houston en 1959. Il* rencontre, au *country club* de la métropole texane, un joueur de tennis remarquable doublé d'un excellent fusil, l'avocat d'affaires James *Baker, qui est lui aussi un aristo*crate, mais du Sud, puisque sa famille a quasiment fondé Houston au siècle précédent.

Un Yankee fréquentable

Les activités de la firme Zapata sont orientées, comme son nom *l'indique, vers l'Amérique du Sud*. Mais c'est surtout dans l'île anglophone de Trinidad que celle-ci réalise ses plus gros bénéfices. Des banquiers de Houston se souvien*nent encore du jeune George Bush*, des déjeuners du dimanche au country club, de l'ironie de Barbara Bush, sa jeune épouse. Ce Yankee était décidément parfaitement fréquentable.

Argent gagné et famille faite, il se tourne, comme son père, vers la politique, au sein du Parti républicain, bien sûr, alors pratiquement *inexistant dans le Sud*. Après un premier échec, il tente sa chance une seconde fois en 1966 à la Chambre des représentants dans une circonscription cossue de Houston. *Il est élu, réélu en 1968* et convainc son ami Baker, qui vient de traverser une grave crise personnelle et votait démocrate comme tous les Blancs du Sud à l'époque, de passer dans le camp républicain. James Baker se révèle un formidable organisateur de campagne lorsque M. Bush cherche à entrer au Sénat en 1970. C'est l'échec, mais aussi le début d'une amitié politique comme il en existe peu. M. Bush ne sera jamais élu au *Sénat, mais la bataille a soudé* à jamais la complicité entre ces deux sportifs.

Elle donne en même temps à M. Bush sa plus grande leçon poli*tique. Il a perdu parce qu'il n'a pas* assez tenu compte de l'extrême-droite locale, des ultra-conservateurs religieux et sociaux de tout poil. Ceux-ci se sont rabattus, face à *ce Yankee un peu trop «libéral»* à leurs yeux, sur le candidat démocrate Lloyd Bentsen, qui ne disait rien qui puisse les choquer, et au moins était du pays. M. Bush n'ou*bliera jamais qu'il doit sans cesse* apaiser la droite idéologue et réactionnaire de son parti, qui n'a pas confiance en lui, parce qu'il n'a pas les mêmes réflexes viscéraux qu'elle.

Il sera donc, et pour toujours, un «modéré» honteux, toujours prêt à donner des gages aux ayatollahs du *Parti républicain que sont* le télévangéliste Pat Robertson, le polémiste catholique Pat Buchanan (qui lui contestera un moment l'investiture républicaine lors des primaires de 1992), *ou le collecteur de fonds* Richard Viguerie. Il a des convictions personnelles différentes, disent ses plus vieux amis, mais publiquement il se sent obligé de se procla*mer un adversaire résolu du droit* à l'avortement et un partisan acharné de la peine de mort.

En attendant, il n'a plus aucune fonction élective. C'est M. Richard Nixon qui le tire d'affaire. M. Bush s'est trouvé, lors de cette année *charnière 1970, à la fois un allié* et confident politique en la personne de M. Baker, et un protecteur, avec M. Nixon, président depuis deux ans. Ce dernier le «consolera» de son échec *au Sénat en le nommant* aux plus hauts postes de l'Etat.

M. Bush est ainsi successivement, à un *rythme qui donne le tournis*, représentant permanent auprès des Nations unies (*1971-1973*), ambassadeur à Pékin (1974-1975), directeur de la CIA (1976-1977). Partout, il sait se taire et observer à la lettre les traditions des institutions *qu'il parcourt au pas de charge*, sans les diriger vraiment. Il n'innove en rien. Il ne fait pas de vagues. Il se conduit, *mutatis mutandis*, comme un énarque fran*çais qui effectuerait une extraordi*naire montée en puissance dans l'appareil d'Etat.

Avec cette carrière exceptionnelle qui plaide pour lui, sa fortune per*sonnelle acquise au Texas, et ses* origines patriciennes de Nouvelle Angleterre, il peut prétendre à la magistrature suprême. Il se présente donc aux primaires républicaines de *1980 face à M. Ronald Reagan*. Il considère ce dernier comme un vieil acteur réactionnaire et un peu vulgaire, qui a une conception dangereuse et quasiment magique de *l'économie, que M. Bush assimile* au «vaudou» dans une formule qui fera date.

Huit années pénibles

L'ami Baker intervient juste à temps pour lui indiquer que *M. Reagan, tout absurde qu'il* paraisse, est populaire, lui, et va remporter l'investiture du parti. Aussitôt, M. Bush se rallie au «grand communicateur». Pas ran*cunier, ce dernier en fait son colis*tier. M. Bush sera donc vice-président pendant les huit années suivantes.

Ce sont des années difficiles et même pénibles. *Il faut sans cesse* dissimuler ses véritables sentiments, face à un Reagan, certes sympathi*que, mais décidément étrange*, et à son épouse franchement désagréable. *L'éditorialiste conservateur* William Safire remarquait à la mi-octobre dans le *New York Times* à quel point M. Bush avait dû se maîtriser, pendant toute cette période, *pour ne pas dire ce qu'il* pensait réellement, et du «patron» et de sa «doctrine», au nom de l'unique objectif, espoir suprême et suprême pensée : la Maison Blanche. *«George a les yeux fixés sur une seule chose : hériter de ce sceptre»*, affirme un initié qui a longtemps étudié les rapports sans chaleur entre M. Reagan et son vice-président.

Il faut donc, encore et toujours, faire semblant de croire à toutes les *absurdités des idéologues* de la droite réactionnaire... au point, probablement, de s'en imprégner, au grand dam de Mme Barbara Bush, qui, elle, ne s'en laisse pas conter. *Lorsque le moral baisse*, M. Baker est là pour remonter les bretelles de son ami en lui rappelant quelques saines maximes de la chasse à la dinde sauvage, sa spécialité. Il faut *attendre longtemps son heure, mais* le résultat en vaut la peine. Le *8 novembre 1988, George* Herbert Walker Bush était élu président des Etats-Unis d'Amérique.

Les présidents d'un seul mandat

Hoover, Ford et Carter

Depuis le début du début du siècle, quatre présidents sortants qui avaient sollicité un second mandat ont été remer*ciés, et leur carrière politique* s'est généralement abruptement terminée sur ce rejet sans *appel. Parmi eux, le républicain* Herbert Hoover, brillamment élu en 1928 avec 58,2 % des voix, *a été celui qui* enregistra, quatre ans plus tard, la défaite la plus cuisante.

*Pétri de libéralisme économi*que, Hoover se laissa surprendre par le krach d'octobre *1929. S'accrochant à la théorie* du «laisser faire» avec l'énergie du désespoir, il ne sut ni comprendre, *ni endiguer* le profonde crise économique qui découla de ce vendredi noir. Hoover n'obtint que 39,6 % des voix à l'élection de 1932, tandis que le *démocrate Franklin Delano Roo*sevelt, qui avait promis un *new deal* à ses concitoyens, rafla 57,4 % *des suffrages*.

Promu à la Maison Blanche en 1974 après la démission du président Nixon et celle du vice-président Spiro Agnew à l'issue de la crise du *Watergate*, Gerald Ford fut *le premier président* non élu de l'histoire américaine. Sans doute bien injustement, on *a surtout retenu de son passage* à la Maison Blanche ses multiples gaffes, ses maladresses et *son amateurisme*. Il fut battu en 1976 par le démocrate Jimmy Carter.

Nouveau venu (comme Bill Clinton) sur la scène nationale, le gouverneur baptiste de la Géorgie fut décrit comme un *«anti-Machiavel perdu dans la jungle de la Realpolitik»*. Certes, Jimmy Carter se préoccupa beaucoup du respect des droits de l'homme dans le monde, et signa les accords de Camp David.

Mais l'idéaliste qui croyait en la bonne foi des chefs d'Etat assista, désarmé, à l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques et s'embourba lamentablement dans la crise des otages américains en Iran. Ronald Reagan remporta *l'élection en 1980* (avec 50,7 % des suffrages).

M. J.

L'ÉLECTION DE M. BILL CLINTON

Le bilan de M. George Bush

Une économie convalescente

par Erik Izraelewicz

Victime pour l'essentiel de son mauvais bilan économique, M. George Bush laisse à son successeur à la Maison Blanche une économie malade, mais déjà engagée dans la voie de la convalescence. Pour les Américains, les années Bush resteront, sur le plan intérieur, comme un mauvais souvenir. Le chômage, la pauvreté et les inégalités se sont accrus. Humiliée par l'invasion japonaise de capitaux et de marchandises, l'Amérique a espéré pendant près de trois ans la reprise. En vain.

Il y a pourtant une certaine injustice à imputer ce triste bilan au seul George Bush. Le président sortant a en fait payé pour les folies de son prédécesseur, M. Reagan : la croissance à crédit et les excès de la déréglementation financière des années 80. Il n'est pas certain que son successeur, le démocrate Bill Clinton, puisse sortir rapidement le pays de la léthargie dans laquelle la première puissance économique mondiale est plongée depuis 1990.

Le bilan économique des années 1989-1992 est en effet bien sombre. Arrivé à la Maison Blanche alors que le pays vivait la plus longue période de reprise de son histoire, M. Bush affichera, en termes de croissance et à la fin de son mandat, la plus mauvaise performance de tous ses prédécesseurs depuis la crise de 1929. Pendant les «années Bush», le PNB des Etats-Unis aura en effet progressé en moyenne annuelle d'à peine 1 %. A l'exception du démocrate Harry Truman (une croissance annuelle de 1,9 % au cours de la période 1945-1953), les présidents américains avaient toujours pu se prévaloir d'une croissance moyenne d'au moins 2 % l'an. Elle avait été de 2,7 % sous le règne de M. Reagan (1981-1989).

Depuis l'été 1990, l'Amérique semble engluée dans une récession molle dont la population supporte de plus en plus mal les conséquences. Le chômage, en baisse régulière au cours des «années Reagan» a, au contraire, constamment progressé pendant les «années Bush». Il affecte un nombre croissant de cols blancs, de personnels qualifiés. Il retrouve à la fin de 1992 les niveaux atteints huit ans auparavant. Plus de 7,5 % de la population active est alors touchée. La pauvreté s'étend et ne se limite plus aux minorités ethniques. Le mouvement d'accroissement des inégalités sociales enfin, amorcé dans les années 80, se poursuit sous le règne de M. Bush. La progression du pouvoir d'achat et de la consommation connaît un net coup de frein

Les ravages de la dette

Les «années Bush» s'achèvent en fait sur une économie américaine toujours malade. Certes, l'inflation, éradiquée sous l'ère Reagan grâce au président de la Réserve fédérale d'alors, M. Paul Volcker, beaucoup plus qu'au titulaire de la Maison Blanche, n'est pas repartie. A l'automne 1992, elle reste «sous contrôle». Mais tous les autres indicateurs sont au rouge. S'il continue à se contracter, le déficit de la balance commerciale – d'un record de 152 milliards de dollars en 1987, il est revenu à 66 milliards en 1991 – reste élevé. Celui de l'Etat continue à croître allègrement, menaçant de dépasser les 330 milliards de dollars au cours de l'exercice 1992-1993 ! La dette publique, de 4 000 milliards, gonfle encore. L'industrie américaine perd de sa compétitivité. Les infrastructures sont souvent dans un état catastrophique. De nombreux fleurons – immobiliers ou industriels – sont passés sous la coupe de capitaux étrangers, japonais notamment. Le dollar enfin est en complète déprime : il a atteint en septembre 1992 ses plus bas niveaux historiques vis-à-vis du deutschemark.

Le président sortant n'est pas le seul responsable de ce bilan. Certes, il s'est davantage investi, au cours de ses quatre années de règne, dans la grande politique internationale – avec la fin de la guerre froide et le conflit du Golfe – que dans l'économie. Mais pouvait-il disposer, en ce domaine, des armes indispensables pour organiser un redressement rapide de la puissance américaine ? Nombre d'experts en doutent aujourd'hui. Il avait à gérer un lourd héritage : une économie rongée par la dette et une opinion réticente à toute hausse d'impôts.

Les munitions de l'arme budgétaire ayant été épuisées, il n'a pu finalement s'approvisionner que dans son arsenal monétaire. Sur le budget, M. Bush aura dû finalement procéder à des augmentations d'impôts – malgré sa fameuse promesse électorale : «Lisez sur mes lèvres : pas d'impôts nouveaux.» Il a aussi engagé des efforts importants de réduction des dépenses publiques : l'Etat fédéral commence, sous son règne, à encaisser les dividendes de la paix. Mais la forte baisse des dépenses du Pentagone plonge tout un pan de l'industrie américaine, le complexe militaro-industriel dans la crise. La montée en puissance de certains programmes sociaux pèse sur les comptes publics. M. Bush n'arrivera finalement pas à regler le problème du déficit budgétaire. Il laisse là un lourd héritage à son successeur.

En matière monétaire, l'assouplissement par la Réserve fédérale à partir de 1990 de sa politique des taux d'intérêt n'a pas provoqué la reprise tant attendue. Elle a, en revanche, favorisé l'amorce d'un assainissement général de l'économie américaine. Tous les agents – les ménages, les entreprises et les institutions financières – ont travaillé à leur désendettement. Le processus est engagé. Il ne peut être précipité. Il est encore partiel : l'Etat américain n'a pas encore vraiment commencé à se désendetter. Les grandes banques commerciales, en revanche, ont profité des taux d'intérêt faibles pour se refaire une santé. Le règlement de la faillite des caisses d'épargne (les savings and loans) n'est pas encore achevé. Tout en travaillant à leur propre désendettement, les entreprises industrielles américaines ont en outre profité de la période pour améliorer leur compétitivité. En termes de productivité (la production par salarié), les Etats-Unis restent, d'après les études les plus récentes, celles du cabinet de consultant Mac Kinsey International notamment, au premier rang mondial pour l'industrie comme dans les activités de service. Mais les entreprises y souffrent d'un environnement socio-économique défavorable, comme en témoigne l'état des infrastructures et du système de formation.

Après M. Reagan, M. Bush s'est refusé à mener une quelconque politique industrielle. Tout au plus l'Etat fédéral a-t-il cherché à défendre les intérêts des entreprises américaines et des agriculteurs dans le cadre des négociations commerciales internationales. Le successeur de M. Bush poursuivra et achèvera les discussions en cours – pour la conclusion des accords du GATT comme pour la ratification de l'accord de libre-échange d'Amérique du Nord (Alena). Mais il prolongera certainement cette politique par une action plus volontaire en matière technologique et industrielle.

Ayant sous-estimé la gravité de la maladie – le surendettement généralisé – dont l'économie américaine était atteinte après huit ans de «reaganisme», M. Bush a accordé aux difficultés économiques de ses concitoyens une attention insuffisante. Il en a payé le prix. Le traitement qu'il a prescrit à l'Amérique a permis d'éviter une aggravation de la crise. Malade, l'économie américaine est cependant sur la voie de la convalescence. Malgré le volontarisme qu'il affiche, M. Clinton devra patienter avant de pouvoir afficher des résultats favorables. La guérison sera longue.

James Baker : un destin inachevé

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Assis, solitaire, dans le train présidentiel, pendant que le candidat républicain tient meeting près d'une petite gare du Wisconsin, un personnage semblait perdu dans de lointaines pensées. A quoi songeait James Addison Baker III, en ces derniers jours d'une campagne éprouvante et morose ? A sa vieille amitié avec George Bush – son aîné de six ans – qui luttait contre la défaite avec l'énergie du désespoir ? Aux longues parties de chasse qui, sans doute, l'attendent, demain, dans son ranch du Wyoming ? Ou, plus sûrement, à son propre destin inachevé, à cette ambition suprême, jamais avouée, ni jamais démentie : être lui-même le maître de la Maison Blanche ?

L'image, en tout cas, résumait bien le lien – à la fois solide et complexe-qui unit les deux hommes depuis trente-cinq ans : à l'avant-scène, un patricien de la Nouvelle-Angleterre-quoique Texan d'adoption-volubile et agité, goûtant la chose publique et la vie sociale ; à l'arrière-plan, un grand bourgeois du Sud, secret et manipulateur, une éminence grise prisant l'influence et l'intrigue, un brillant avocat d'affaires qui n'a jamais tout à fait oublié le conseil de son grand-père : «Etudie, travaille dur, et ne te mêle pas de politique.» Comme le note justement Marjorie Williams, dans un long article de la revue Vanity Fair, «l'un veut être aimé, l'autre respecté (1)».

Depuis qu'ils commencèrent à jouer en double au tennis, à la fin des années 50, au Country Club de Houston, les deux hommes se complètent à merveille. L'un n'a jamais gagné sans l'autre. Mais leur amitié est bien plus subtile qu'il n'y paraît. Elle s'est nourrie d'estime mutuelle et de services rendus, mais aussi d'intérêts bien compris et d'une sorte de rivalité de bon aloi.

Cette compétition fraternelle connut bien des péripéties. Au début des années 70, les deux amis mènent carrière loin de l'autre. En 1975, George Bush met le pied à l'étrier de James Baker en le faisant nommer sous-secrétaire d'Etat au commerce. Ayant participé en 1976 à sa première campagne présidentielle, pour le compte de Gerald Ford, battu par Jimmy Carter, l'énergique Texan juge déplacé de se mettre, en 1980, au service de George Bush, qui brigue la vice-présidence au côté de Ronald Reagan.

Secrétaire général de la Maison Blanche de 1981 à 1985, puis secrétaire au Trésor, il est, pendant huit ans, l'un des hommes-clés de l'administration Reagan, nettement plus influent que George Bush. Chose étrange, les liens entre les deux vieux complices semblent alors se relâcher. Le vice-président en aurait ressenti, dit-on, quelque amertume, partagée en retour par James Baker, déçu du faible soutien que lui apporte George Bush lors des prises de décision au sommet.

Pendant l'été de 1988, leur amitié est au rendez-vous. George Bush fait appel à James Baker, qui assurera la victoire du candidat républicain au moyen de quelques coups bas contre son rival démocrate Michael Dukakis. Ensemble à la Maison Blanche, le nouveau président et son secrétaire d'Etat formeront pendant quatre ans un duo intime, comme ce fut rarement le cas au faîte du pouvoir, ayant certains jours jusqu'à six ou sept entretiens en tête à tête.

Cette année, le contexte était bien différent. Ni George Bush ni James Baker ne souhaitaient en leur for intérieur renouveler l'expérience de 1988. Le président aurait préféré ne pas devoir cette dernière dette à son vieux compère puisque c'était, terrible aveu de faiblesse, reconnaître son incapacité à éviter, seul, le naufrage. Il dut pourtant s'y résoudre le 13 août.

Quand on est dans le même bateau, et qu'il prend l'eau, mieux vaut être deux pour écoper. Alors, James Baker, passé maître dans un art, la diplomatie, dont il ignorait encore presque tout en 1989, se résolut à quitter à contrecœur le département d'Etat, emmenant avec lui ses proches collaborateurs et obtenant de laisser à sa place un intérimaire, Lawrence Eagleburger, comme pour mieux exprimer son déplaisir et bien marquer que le fauteuil devrait lui revenir le jour venu...

Ce fut la plus difficile de ses missions. Sans doute pouvait-il mettre un peu d'ordre et de cohérence dans la stratégie de George Bush, ce qu'il fit, en confectionnant par exemple – mais trop lentement – un «Agenda pour le renouveau de l'Amérique», programme économique des républicains. Mais il a commis aussi des erreurs, notamment dans la préparation des débats télévisés entre les deux candidats. Son sang-froid, son sens de l'organisation, son habileté de négociateur n'ont pas suffi à redorer le blason terni du président sortant, à produire ce qui eût été le plus grand miracle électoral depuis la «résurrection» de Harry Truman en 1948.

La discrétion de James Baker, au cours des dernières semaines de la campagne, a beaucoup fait jaser à Washington. Où était le secrétaire d'Etat ? Avait-il sombré corps et biens ? Devait-on le porter manquant, le déclarer MIA («missing in action») comme les pilotes naguère disparus au Vietnam ? Une plaisanterie d'éditorialiste suggérait même qu'on envoie à sa recherche le candidat indépendant Ross Perot (qui se rendit en Indochine pour enquêter sur les soldats américains perdus au combat).

Un stratège pas un visionnaire

James Baker, il est vrai, s'est peu montré en public, réapparaissant seulement très récemment aux côtés de George Bush. On a ressorti contre lui un vieux reproche, celui d'être invisible quand souffle la tempête, et de ne jamais, le beau temps revenu, se considérer comme coresponsable des dégâts commis.

C'est un fait que James Baker a toujours su, dans un réflexe aigu d'autoprotection, ôter prise aux critiques, quitte à faire porter à d'autres quelques chapeaux, depuis le scandale des caisses d'épargne jusqu'à l'aggravation du déficit budgétaire, en passant par l'intervention militaire au Panama et la promesse non tenue de George Bush de ne pas augmenter les impôts. Son habileté à flatter les élus du Congrès ou à distiller des confidences à quelques journalistes influents, mais le plus souvent contraints au silence, ont permis à James Baker de neutraliser ses ennemis. Toutes les critiques semblaient glisser sur lui, d'où son surnom de «Teflon Jim», en référence à la célèbre marque d'une poêle «qui n'attache jamais».

A sa décharge, James Baker se trouvait, cette fois, dans une situation intenable. En lui confiant la responsabilité de la campagne et en lui promettant un rôle de «coordonnateur des affaires économiques», George Bush attirait sur lui tous les projecteurs. Mais, du même coup, il se portait tort à lui-même. N'est-ce pas après tout au président de jouer le premier rôle et de porter le gros du fardeau ? En se montrant trop souvent, James Baker aurait donné raison à tous ceux qui dénonçaient en lui un «président de l'économie», voire un «président adjoint». Il a préféré courir le risque qu'on tienne sa discrétion pour une lâcheté.

Et puis, James Baker, homme d'officines, n'a jamais eu le moindre goût pour les tréteaux. Il garde un souvenir amer de sa seule expérience de candidat, lorsqu'il tenta vainement en 1978 de se faire élire attorney général dans l'Etat du Texas. Il est devenu l'un des hommes les plus puissants des Etats-Unis sans avoir été une seule fois élu. Il veut rester dans l'Histoire comme un homme d'Etat, et pas comme un organisateur, fût-il hors pair.

Mais si James Baker a perdu à la fois sa dernière campagne et son emploi, c'est bien sûr d'abord à cause des insuffisances du président. Ni James Baker ni personne ne pouvait convaincre l'Amérique à la place de George Bush. L'Amérique attendait du président qu'il manifeste une force de conviction et lui propose une vision de l'avenir. James Baker est un stratège, pas un visionnaire. Là est sans doute la faille dans la vieille alliance scellée naguère sur les courts de tennis de Houston. Elle explique pourquoi les deux amis auront manqué leur dernier grand rendez-vous.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

(1) Octobre 1992.

Les grandes dates d'un mandat

1989

– 20 janvier : George Bush, élu président le 8 novembre 1988, prend ses fonctions, avec son vice-président, Dan Quayle.

– 9 février : George Bush présente au Congrès son projet de budget, qui déçoit les milieux financiers, en raison de la portée modeste de ses propositions pour réduire le déficit.

– 11 mai : Mikhaïl Gorbatchev annonce à James Baker, en visite à Moscou, le retrait unilatéral de 500 ogives nucléaires tactiques et lui présente de nouvelles propositions de réduction des forces conventionnelles en Europe. Le 12, George Bush expose sa «vision d'ensemble» des relations américano-soviétiques et demande à Moscou de prouver sa bonne volonté en «déchirant le rideau de fer».

– 31 mai : en visite à Mayence (RFA), George Bush affirme que «la guerre froide ne peut se terminer qu'avec la fin de la division de l'Europe».

– 26 juin : la Cour suprême autorise l'exécution de condamnés à mort âgés de seize à dix-huit ans au moment de leur crime et de handicapés mentaux.

– 4 août : le Congrès vote le plan de sauvetage des caisses d'épargne américaines d'un montant initial de 159 milliards de dollars.

– 5 septembre : George Bush présente un vaste plan de lutte contre la drogue d'un montant de 7,9 milliards de dollars, dont 70 % consacrés à la répression. Une aide accrue, y compris militaire, est prévue pour les pays producteurs d'Amérique latine.

– 22-26 septembre : à l'issue de l'entrevue entre James Baker et Edouard Chevardnadze dans le Wyoming, Moscou renonce à lier la conclusion d'un accord sur la limitation des armements stratégiques (START) à l'abandon par Washington du projet de «guerre des étoiles» (IDS). Le 25, devant l'Assemblée générale de l'ONU, George Bush propose une réduction radicale des stocks des armes chimiques des deux Grands. Le 26, Edouard Chevardnadze accepte des négociations bilatérales sur ce sujet en réclamant l'élimination totale de ces stocks.

– 9 novembre : les autorités de RDA permettent la chute du «mur de Berlin» (érigé le 13 août 1961).

– 2-3 décembre : pour leur premier sommet, les présidents George Bush et Mikhaïl Gorbatchev se rencontrent à Malte. Ils annoncent une ère nouvelle dans les relations internationales et décident d'accélérer les négociations sur le désarmement.

– 20 décembre : dans la nuit du 19 au 20, les Etats-Unis lancent l'opération «Juste cause» contre le Panama, pour restaurer la démocratie et capturer le général Manuel Noriega.

1990

– 29 janvier : le président George Bush présente le projet de budget pour 1991, qui prévoit une réduction du déficit de 63,1 milliards de dollars.

– 26 juin : revenant sur ses engagements électoraux, George Bush reconnaît que le déficit budgétaire ne pourra être réduit sans une augmentation d'impôts.

– 2 août : le président Bush annonce une réduction de 25 % en cinq ans des forces américaines.

– Les troupes irakiennes envahissent le Koweït. Les Américains et leurs alliés réagissent en envoyant des troupes dans le Golfe.

– 3 octobre : réunification de la RFA et de la RDA.

– 6 novembre : aux élections «à mi-mandat», les démocrates conservent la majorité au Sénat, avec 56 sièges (+ 1) sur 100, et à la Chambre des représentants, avec 267 sièges (+ 9) sur 435.

1991

– 17 janvier : les forces alliées commencent leurs opérations militaires contre l'Irak. Le 28 février, l'Irak ayant accepté les résolutions de l'ONU, les armées alliées cessent les hostilités.

– 4 février : le projet de budget pour 1992 prévoit un déficit record de 281 milliards de dollars.

– 6 mars : tirant les conclusions de la guerre du Golfe, le président George Bush déclare qu'«il est temps de mettre un terme au conflit israélo-arabe». Dès le 8, son secrétaire d'Etat, James Baker, entreprend la première de ses tournées au Proche-Orient.

– 4 mai : au cours d'un jogging, le président Bush est victime d'un malaise cardiaque qui l'oblige à passer deux jours à l'hôpital.

– 1er juillet : après la démission du juge noir et libéral Thurgood Marshall, George Bush désigne à la tête de la Cour suprême un autre juge noir, mais conservateur, Clarence Thomas. Le 15 octobre, le Sénat confirme cette nomination, après qu'une des anciennes collaboratrices du juge ai témoigné contre lui, dans une affaire de «harcèlement sexuel».

– 31 juillet : a l'issue du «premier sommet de l'après-guerre froide» qui s'est tenu à Moscou, George Bush et Mikhaïl Gorbatchev signent le traité START, en négociation depuis neuf ans, qui prévoit une réduction de 25 % à 30 % de leurs armements nucléaires stratégiques. M. Bush octroie à l'URSS la clause de la nation la plus favorisée.

– 19 août : coup d'Etat contre Mikhaïl Gorbatchev, en vacances en Crimée ; il échoue le 21.

– 27 septembre : le président Bush annonce d'importantes réductions de l'armement nucléaire américain. Dès le 28, les Etats-Unis commencent à appliquer certaines mesures de désarmement stratégique.

– 30 octobre : après plusieurs tournées de James Baker au Proche-Orient, la conférence de Madrid s'ouvre en présence des présidents George Bush et Mikhaïl Gorbatchev.

– 21 décembre : les présidents des Républiques soviétiques (sauf les trois pays baltes et la Géorgie) entérinent à Alma-Ata (Kazakhstan) la création de la CEI (Communauté des Etats indépendants) qui succède à l'URSS. Le 25, Mikhaïl Gorbatchev présente sa démission.

1992

– 3 janvier : Washington établit des relations diplomatiques avec la Russie de Boris Eltsine.

– 8 janvier : en visite à Tokyo, le président George Bush est victime d'un malaise, dû à une grippe intestinale, lors d'un banquet officiel donné en son honneur.

– 28 janvier : dans son discours sur l'état de l'Union, George Bush annonce des réductions de l'arsenal nucléaire américain et des mesures pour relancer l'économie.

– 21 avril : l'exécution de Robert Alton Harris, la première en Californie depuis 1967, relance le débat sur la peine de mort.

– 29 avril-3 mai : a la suite de l'acquittement par des jurés blancs de quatre policiers blancs qui avaient frappé en mars 1991 un automobiliste noir, Rodney King, de violentes émeutes éclatent à Los Angeles. Le 30 avril et le 1er mai, les violences s'étendent à Atlanta, Las Vegas et San-Francisco. Le bilan des émeutes s'élève à une cinquantaine de morts, plus de 2 000 blessés et près de 785 millions de dollars de dégâts. Le 5 mai, le couvre-feu est levé.

– 15 juin : violant les règles du droit international, la Cour suprême décrète que le gouvernement américain a le droit d'enlever dans un autre pays un ressortissant étranger accusé de crimes aux Etats-Unis.

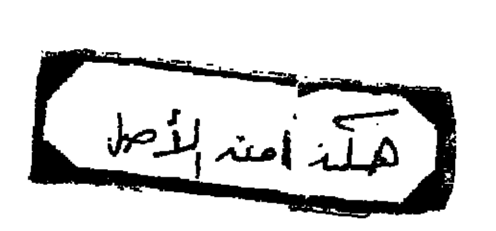
– 10 juillet : l'ancien dictateur du Panama, le général Manuel Noriega, reconnu coupable de trafic de drogue, est condamné à quarante ans de prison par un tribunal fédéral de Floride.

– 11 août : après quatorze mois de négociations, les Etats-Unis, le Canada et le Mexique s'entendent pour créer une zone de libre-échange. Une fois ratifié, l'accord consacrera l'abolition des barrières douanières entre ces trois pays, qui comptent 363 millions d'habitants. L'accord est signé le 7 octobre à San Diego (Californie).

– 13 août : George Bush nomme James Baker au secrétariat général de la Maison Blanche, pour donner un nouvel élan à sa campagne électorale. Lawrence Eagleburger assure l'intérim au Département d'Etat.

– 1er septembre : en dépit d'une intervention de la Réserve fédérale américaine sur le marché des changes de Francfort, le dollar atteint son plus bas niveau historique de l'après-guerre sur l'ensemble des places financières.

– 1er octobre : échec des négociations de Bruxelles CEE-Etats-Unis dans le cadre du GATT.



AFRIQUE

ANGOLA : après trois jours de violents combats

Luanda a retrouvé un calme relatif

Le cessez-le-feu entré en vigueur dans la nuit de dimanche à lundi a finalement été ***suivi d'effet***, **mardi 3 novembre, à Luanda, mais des** ***tirs sporadiques*** **y ont encore été entendus. Toutefois, les troupes gouvernementales du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) semblent contrôler maintenant la capitale.**

JOHANNESBURG

de notre correspondant en Afrique australe

Le couvre-feu décrété deux jours auparavant a largement contribué au retour à un calme relatif. Les Luandais ont pu sortir dans les rues, mardi, pour la première fois, et constater l'ampleur des dégâts. De nombreux bâtiments ont souffert des tirs de roquettes, des carcasses de voitures criblées de balles ou calcinées gisent dans les rues, et beaucoup de magasins ont été pillés.

Le bilan des affrontements s'est alourdi. Selon la radio angolaise, au moins mille deux cents personnes auraient été tuées au cours des derniers jours. La télévision a montré les corps de deux proches collaborateurs du chef de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), M. Jonas Savimbi : celui de son neveu, M. Elias Salupeto Pena, qui dirigeait la délégation de l'UNITA au sein de la commission conjointe politico-militaire, et celui du vice-président du mouvement, M. Jeremias Chitunda. L'un de ses chefs de guerre, le général Huambo, désormais prisonnier du MPLA, affirmant avoir été en contact avec M. Savimbi, a transmis sur les ondes la proposition de ce dernier de venir à Luanda s'entretenir avec le président José Eduardo Dos Santos.

Depuis sa défaite aux élections des 29 et 30 septembre, M. Savimbi a évité toute discussion directe. A deux reprises, il a refusé de rencontrer le chef de l'Etat. Le président Dos Santos a estimé, de son côté, que l'UNITA avait tenté de prendre le pouvoir par la force. Son gouvernement a annoncé qu'il ne relâcherait pas les prisonniers de l'UNITA tant que M. Savimbi ne respecterait pas les accords de paix signés le 31 mai 1991, à Lisbonne.

L'arrêt des combats à Luanda reste précaire au regard des responsables des communautés étrangères, qui mettent ce répit à profit pour organiser le départ de leurs ressortissants. Quatre cent quatre-vingts Français devaient quitter Luanda, mercredi matin, à bord d'avions C-130 Hercules de l'armée française, en direction de Brazzaville, la capitale du Congo voisin. Les Nations unies ont également commencé mardi l'évacuation de leur personnel, vers Windhoek, en Namibie.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

MAROC : la visite du premier ministre français

M. Bérégovoy juge « positive » une évolution devant permettre « d'asseoir la démocratie »

Au cours d'un voyage à Rabat, mardi 2 et mercredi 3 novembre, M. Pierre Bérégovoy a jugé ***« positive »*** **la récente évolution politique du Maroc. Tous les dossiers en souffrance** ***entre la France et le Maroc n'ont cependant pas été réglés*** **au cours de cette visite du premier ministre français.**

RABAT

de notre envoyé spécial

« La mauvaise grippe » que le roi Hassan II avait diagnostiquée, au début de l'année, dans les relations franco-marocaines, est guérie. La qualité de l'accueil réservé à Rabat au premier ministre français l'a montré : plus d'une heure et demie d'entretiens accordés par le souverain marocain à M. Bérégovoy, dès sa descente d'avion, et un dîner offert à Mme Bérégovoy par la fille du roi sont des gestes qui ont, au Maroc, une signification plus que protocolaire.

Le chef du gouvernement français était venu concrétiser un rapprochement commencé avec la visite de M. Roland Dumas en février dernier, puis celle de M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'industrie, et de Mme Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires européennes. M. Bérégovoy a confirmé au souverain marocain que M. Mitterrand l'invitait à Paris, mais surtout lui a dit que la France juge *« positive »* la récente évolution politique du pays en soulignant, au cours d'une conférence de presse, que *« la réforme de la Constitution et le processus électoral qui est engagé doivent permettre d'asseoir la démocratie marocaine sur des bases solides et stables, dans la promotion et le respect des libertés individuelles et collectives »*.

Le chef du gouvernement français a pu recueillir les premières impressions rapportées par le roi Hassan II de sa récente tournée au Proche-Orient, impressions auxquelles, a dit M. Bérégovoy, le président de la République attache *« de l'importance »*, à la veille de son propre voyage en Israël et en Jordanie. Il a noté sur ce dossier *« une large identité de vues »* entre les deux pays.

Les aspects bilatéraux des rapports entre la France et le Maroc ont été examinés au cours d'entretiens particuliers avec M. Mohammed Karim Lamrani, premier ministre marocain, et d'une réunion de travail avec des membres de son gouvernement. M. Bérégovoy a expliqué que la possibilité de fourniture d'électricité française au Maroc, via l'Espagne, était étudiée, comme l'aide à l'industrie du phosphate et la possibilité de trouver des financements publics, privés et internationaux au développement du réseau de télécommunications. Mais le Maroc attend surtout de la France qu'elle l'aide à obtenir de la Communauté économique européenne la création d'une zone de libre-échange. M. Bérégovoy lui a promis cet appui. Mais il n'a pas non plus caché qu'il faudrait *« des dispositions transitoires pour certains produits comme les fruits »* ; le poids des producteurs français est trop important pour les contrarier trop brutalement.

Les autorités marocaines sont aussi fort soucieuses, comme l'a dit M. Karim Lamrani, *« de la dignité et du respect des droits de [leurs] concitoyens »*, même si elles condamnent *« l'immigration sauvage »*. Si le chef du gouvernement français a assuré que les Marocains installés légalement en France *« ont des droits »* qui doivent être respectés, il s'est montré plus réticent devant un assouplissement de l'octroi de visas.

THIERRY BRÉHIER

□ **ALGERIE : deux civils armés tués par la police.** – Deux personnes, recherchées pour plusieurs *assassinats, notamment celui de* deux officiers de l'armée et de la gendarmerie, ont été tuées, mardi 3 novembre, par les forces de l'ordre à Larbaa, dans le département *de Blida, a indiqué la police. La* mort de ces deux personnes porte à 29 le nombre des civils armés tués par les services de sécurité depuis la promulgation, le 30 septembre, de nouvelles dispositions sur la lutte contre *« le terrorisme et la subversion »*. Seize policiers et gendarmes ont été tués au cours de la même période. – *(AFP.)*

□ **Le directeur d'un journal condamné à trois mois de prison avec sursis.** – Pour avoir publié de *« fausses informations »*, le directeur du quotidien indépendant *le Matin*, M. Mohamed Benchicou, a été condamné, mardi 3 novembre, à trois mois de prison avec sursis, par le tribunal d'Alger. *Le Matin avait annoncé en juillet dernier* l'arrestation du chef du Mouvement islamique armé (MIA), M. Abdelkader Chebouti, ce qui avait été démenti par la gendarmerie nationale. Celle-ci avait porté *plainte et le quotidien avait été* suspendu pendant plus de deux mois. – *(AFP.)*

□ **CAMEROUN : le président Biya promet un *« large débat national »*.** – M. Paul Biya, réélu pour cinq ans, le 11 octobre dernier, à la présidence de la République, a prêté serment devant les députés, *mardi 3 novembre à Yaoundé. Il a* annoncé qu'une *« importante révision constitutionnelle »* serait entreprise *« dans un avenir proche »*. *« Ce sera l'occasion d'un large débat national »*, a-t-il précisé. Cette promesse est destinée à apaiser l'opposition, qui, après avoir dénoncé des fraudes massives lors de l'élection, assure que le véritable vainqueur est le dirigeant du Social Democratic Front (SDF), *M. John Fru Ndi. – (AFP, Reuter.)*

□ **GUINÉE-BISSAU : les élections présidentielle et législatives reportées au mois de mars.** – Le chef de l'Etat de Guinée-Bissau, le général Joao Bernardo Vieira, a annoncé, mardi 3 novembre, à son *arrivée à Conakry pour une brève* visite de travail, que les élections législatives et présidentielle, initialement prévues pour novembre et décembre, se dérouleront en mars *prochain. Il a expliqué ce report* par sa volonté de débloquer le processus démocratique en cours dans le pays. – *(AFP.)*

□ **KENYA : les élections sont fixées au 7 décembre.** – Les premières élections générales pluralistes depuis vingt-six ans auront lieu le 7 décembre, a annoncé, mardi 3 novembre, la télévision d'État (*le Monde* daté 1er-2 novembre). *Lors d'une brève visite à Nairobi,* le ministre français de l'équipement, du logement et des transports, M. Jean-Louis Bianco, a souligné, après avoir été reçu par le président, *M. Daniel Arap Moi,* que la France tenait à ce que ces élections présidentielle et législatives soient *« justes et honnêtes »*. – *(AFP, Reuter.)*

PROCHE-ORIENT

ÉGYPTE : malgré quelques candidatures d'opposants

Faible participation aux élections municipales

LE CAIRE

de notre correspondant

Les élections municipales qui *ont eu lieu mardi* 3 novembre ont été marquées par une faible participation des dix-sept millions d'électeurs appelés aux urnes et par quelques violences qui ont fait un mort et neuf blessés. Dans certains bureaux de vote du Caire, le taux de participation n'a pas dépassé les 5 %.

Pourtant, ces élections rassemblaient pour la première fois six partis dont cinq d'opposition. A côté du Parti national démocrate (PND, au pouvoir) se trouvaient le parti libéral WAFD, le Parti socialiste du travail (PST, dominé par les islamistes), le minuscule Parti libéral, le parti des Verts et, pour la gauche, le Parti nassérien, la plus récente formation politique. Mais les électeurs, à quelques exceptions près, étaient peu motivés, car dans l'écrasante majorité des *municipalités* les dés étaient déjà jetés. Le PND a en effet virtuellement remporté plus de 80 % des municipalités avant le scrutin, nul autre candidat ne s'étant présenté face aux siens.

En fait, l'opposition a concentré ses efforts au Caire, et notamment dans certains quartiers comme Helouan, Sayeda-Zeinab et Boulaq, qui ont été fortement *touchés* par le séisme du 12 octobre. C'est là que les islamistes ont mené leur plus virulente campagne avec pour slogan *« l'Islam est la solution »*.

Si aucune surprise n'est à attendre de cette consultation, il n'en sera pas moins intéressant de connaître, lorsque les résultats seront publiés, le score de l'opposition, notamment islamiste, là où elle était présente. Ces élections ont déjà été qualifiées, mercredi, d'*« enterrement de la démocratie »* par le quotidien d'opposition *Al Wafd*.

ALEXANDRE BUCCIANTI

EUROPE

RUSSIE : en désaccord avec la politique économique

Le bloc centriste de l'Union civile soumet à M. Eltsine les conditions de son soutien

MM. Arkadi Volski et Alexandre Routskoï, dirigeants de l'Union civile, bloc centriste regroupant plusieurs partis et l'Union des patrons russes, ont présenté, mardi 3 novembre, au président Boris Eltsine leur programme de réforme économique « régulée » et la liste des responsables de l'équipe présidentielle à limoger, conditions de leur soutien.

Selon le député Igor Mouraviev, *la liste présentée par le chef du* « parti industriel » Arkadi Volski et le vice-président russe Alexandre Routskoï *« ne comprend pas le nom du premier ministre en exercice Egor Gaïdar ».* Cette liste de *« huit ou neuf noms »* de la direction russe, dont l'Union civile réclame le départ, comprend en revanche celui du secrétaire d'Etat Guennadi Bourboulis, considéré comme « l'éminence grise » du président Eltsine, ainsi que ceux du chef de la diplomatie Andreï Kozyrev et du ministre de l'information Mikhaïl Poltoranine.

Elle concerne aussi les principaux titulaires libéraux des portefeuilles économiques. Le président russe a dit à ses interlocuteurs qu'il donnerait sa réponse aux demandes de l'Union civile vers le 20 novembre.

Selon la version de l'agence Tass, lors de cette rencontre au Kremlin, *« les dirigeants de l'Union civile ont affirmé qu'il fallait apporter des corrections tactiques sérieuses à la politique du gouvernement. Dans ce contexte, l'Union civile a proposé plusieurs variantes de compromis sur la composition du gouvernement ».* – *(AFP, Itar-Tass.)*

Le conflit du Caucase du Nord

Les troupes de Moscou accentuent leur pression contre les Ingouches

« Nazran (chef-lieu de l'Ingouchie) *est bombardée. Nous sommes tous au front, les femmes et les enfants ont été laissés dans les abris des maisons »* : ce télégramme d'un responsable ingouche, M. Issa Kostoev, a été lu, mardi 3 novembre, lors d'une conférence de presse organisée à Moscou par des responsables de cette république du Caucase du Nord. Ils ont assuré que les troupes russes, envoyées samedi dernier en Ossétie du Nord théoriquement pour faire cesser des affrontements entre Ossètes et Ingouches, s'en prennent en réalité aux seuls Ingouches. *« Les troupes russes aident la garde nationale ossète à chasser les Ingouches de leurs maisons »*, a déclaré un dirigeant de la Confédération des peuples du Caucase (indépendantistes) M. Hadjimourad Beyli. Ce que le commandant des troupes russes sur place ne dément plus, en précisant, selon *Itar-Tass*, que ses forces et celles de la police ossète *« se regroupent dans la zone de conflit* (celle revendiquée par les Ingouches, entre Vladikavkaz, capitale de l'Ossétie du Nord et l'Ingouchie) *pour nettoyer le terrain des poches de résistance »*. Selon les responsables ingouches, le nombre des victimes augmente : 38 morts et 218 blessés ont été enregistrés dans le seul hôpital de Nazran.

Cette clarification dans le rôle de l'armée russe est aussi attestée par un vote du Parlement d'Ossétie du Nord qui, après avoir estimé lundi que le décret de M. Boris Eltsine sur l'état d'urgence violait la souveraineté ossète, a fini par l'approuver, mardi, à une écrasante majorité. Le président Eltsine lui-même a reconnu, dans une déclaration diffusée mardi par *Itar-Tass*, avoir signé son décret pour empêcher *« les nationalistes militants »* d'entraîner *« les républiques voisines du Caucase du Nord, tout le sud de la Russie, dans une aventure gigantesque »*, en promettant de mettre fin à l'effusion de sang *« sur la terre russe »*. Propos qui visent les mouvements indépendantistes locaux, soutenus par le président de la république autoproclamée de Tchétchénie, Djohar Doudaev. Ce dernier a ordonné mardi, selon *Itar-Tass*, *« d'organiser des exercices d'état-major pour vérifier la capacité de la République à se défendre »*. – *(AFP, Reuter.)*

YOUGOSLAVIE : le premier ministre confirmé à son poste

M. Panic a résisté à l'offensive de M. Milosevic

L'homme fort de la Serbie, M. Slobodan Milosevic, a échoué, mardi 3 novembre, dans sa tentative de renverser le gouvernement fédéral yougoslave de M. Milan Panic. La motion de censure adoptée la veille par la Chambre des députés, dominée par les ultranationalistes alliés au président serbe, a été rejetée par la Chambre des Républiques, où la Serbie et le Monténégro disposent chacun de vingt représentants.

BELGRADE

de notre correspondante

Maintenu à la tête du gouvernement fédéral jusqu'aux élections législatives anticipées du 20 décembre prochain, M. Panic entend poursuivre sa politique d'ouverture et de conciliation dans le règlement du conflit avec les ex-Républiques yougoslaves. Mais il devra continuer à faire face à l'opposition de plus en plus déterminée de M. Milosevic, qui ne lésinera pas sur les moyens afin d'évincer un homme susceptible de l'empêcher de parachever son *« programme national serbe »*.

Ce n'est qu'une maigre victoire qu'a remportée, mardi, M. Panic, après l'échec de la motion de censure déposée contre son gouvernement par les députés socialistes (ex-communistes) et radicaux (extrême droite) regroupés autour de M. Milosevic. En septembre dernier, lorsque les ultranationalistes avaient mis une première fois en cause la politique du gouvernement devant le Parlement fédéral, les socialistes de M. Milosevic, restés divisés, avaient finalement retiré leur motion de censure en l'échange d'une promesse du premier ministre de tenir compte de leurs critiques. Depuis, les dissensions se sont accentuées et le fossé s'est creusé entre les partisans de la politique d'ouverture de M. Panic et les extrémistes de M. Milosevic.

Le rôle-clé du Monténégro

Lundi, à la Chambre des citoyens, socialistes et radicaux avaient fait bloc pour tenter de renverser celui qu'ils accusent de brader les intérêts de la Serbie et d'être un agent des Etats-Unis (*le Monde* du 4 novembre). Ils ont échoué, mais cette alliance, qui dispose d'une majorité écrasante au Parlement fédéral, réduit plus que jamais la marge de manœuvre du gouvernement de M. Panic.

A la veille de la session parlementaire, M. Milosevic avait rencontré les leaders monténégrins dans l'espoir d'obtenir leur soutien, mais la motion de censure, qui devait obtenir au moins vingt et une voix à la Chambre des Républiques, n'en a obtenu que dix-sept.

Le vote de mardi témoigne du soutien des Monténégrins à la politique de paix et de compromis du gouvernement yougoslave. Autrefois alliés inconditionnels de M. Milosevic, les dirigeants du Monténégro lui ont, petit à petit, tourné le dos. L'accusant de freiner la démocratisation du pays et le règlement pacifique de la crise yougoslave, ils avaient à plusieurs reprises menacé de quitter la toute nouvelle Yougoslavie. La nouvelle offensive des ultranationalistes contre le pouvoir yougoslave risque d'accroître les tensions entre les deux Républiques fédérées. A Belgrade comme à Podgorica (ex-Titograd), on accuse M. Milosevic de forcer le départ du Monténégro pour se défaire ainsi des autorités fédérales. Le leader de l'opposition serbe, M. Vuk Draskovic, a d'ailleurs déclaré mardi que *« le Monténégro était devenu la nouvelle Slovénie de M. Milosevic »*, rappelant que ce dernier avait soutenu la sécession de la Slovénie pour accélérer le démantèlement de l'ex-Yougoslavie.

FLORENCE HARTMANN

BOSNIE-HERZÉGOVINE

La lente agonie des milliers de réfugiés sur la route de l'exode

TRAVNIK

de notre envoyé spécial

Elle serpente à travers ces montagnes des Balkans comme une déchirure dans un paysage de carte postale. Elle n'a pas encore de nom mais pourrait s'appeler la route de l'exode. La piste caillouteuse et poussiéreuse qui conduit de Dreznica à Mostar reste l'un des seuls cordons ombilicaux reliant la Bosnie-Herzégovine à la Croatie.

Depuis le 30 octobre et la prise de la ville bosniaque de Jajce par les troupes serbes qui s'enfoncent de plus en plus profondément en territoire musulman, les réfugiés y sont par milliers. Ils ont fui parfois à travers champs en espérant trouver asile dans des camps d'hébergement hâtivement montés par des associations humanitaires. Le regard vide, des femmes, des enfants, des vieillards, des adolescents en treillis ressemblent à des somnambules cachés dans des charrettes de fortune. Sommairement bâchées, elles sont tirées par des tracteurs qui s'étouffent sous le poids. Ces images d'exode se répètent à l'infini en Bosnie-Herzégovine.

Ces réfugiés connaissent la lente agonie de l'exil. Certaines familles ont réussi à sauver quelques couvertures et des ballots de vêtements, rien de plus. Elles ont dû, bien souvent, abandonner leurs maisons détruites par les bombardements.

Violée par les Serbes

Parfois, les plus chanceux ont pu sauver une chèvre ou un meuble avant de former ces colonnes interminables d'une population entièrement déboussolée par la guerre. Lundi 2 novembre, les membres de la sécurité civile de Travnik (à 80 km au nord-ouest de Sarajevo), aidés par des organisations humanitaires, ont évacué 20 000 des 40 000 réfugiés croates et musulmans chassés de Jajce vers les camps de Zenica, Salokovac et Takankj, où ils sont désormais entassés dans des conditions de survie parfois difficiles.

L'eau et les vivres sont rationnés, les matelas manquent. Le chauffage aussi. A Travnik, la côte d'alerte a été atteinte. 18 000 Bosniaques y sont parqués depuis bientôt trois mois. Ils savent que les troupes serbes gagnent du terrain chaque jour. Mardi 3 novembre, les obus frôlaient Turbe, à 5 kilomètres de Travnik. L'agitation des milices bosniaques ne fait qu'accentuer cette impression, laissant deviner que Travnik pourrait être le prochain objectif militaire des Serbes.

Une jeune Bosniaque de dix-huit ans raconte aux journalistes occidentaux les drames qu'elle a vécus, disant avoir *« été violée il y a quelques jours par les Serbes en tentant de retrouver son frère aîné dans un camp de prisonniers »*. Aujourd'hui, elle cherche *« à s'expatrier, mais elle a peur pour sa famille »*.

A 30 kilomètres de Travnik, la cité industrielle de Zenica n'offre qu'une relative apparence de calme. La Croix-Rouge et l'association humanitaire Equilibre préparent le convoi qui doit évacuer 1 100 enfants et leurs mères vers la France, où une vaste opération d'accueil a été organisée par l'association lyonnaise en collaboration avec les régions pour mettre « à l'abri » des réfugiés pendant la période hivernale.

JEAN-JACQUES ROLLAT

A TRAVERS LE MONDE

INDE

Les hindouistes ont fait grève contre le libéralisme économique

Une grève générale a eu lieu, mardi 3 novembre, en Inde à l'appel du BJP. Le parti de la droite hindouiste entendait ainsi protester contre les effets sociaux de la politique économique libérale du premier ministre, M. Narasimha Rao. Le BJP entendait fustiger l'inflation, la montée du chômage, la limitation des subventions accordées aux engrais, la réduction des prix agricoles garantis, ainsi que les hausses frappant les produits pétroliers. Jusqu'alors, il avait soutenu les réformes économiques de M. Rao. Dans les grands Etats du nord du pays, où le BJP a dépassé aux dernières élections le Parti du congrès, au pouvoir à New-Delhi, la protestation a eu des effets sensibles, de même qu'à Bombay, principale ville industrielle. Dans le Sud en revanche, les activités ont été peu perturbées. Des incidents, qui ont fait quelques blessés, ont eu lieu à New-Delhi et à Bombay. – *(UPI.)*

ISRAËL

Le gouvernement a échappé à la censure

Pour échapper à un vote de censure, le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, a dû faire des concessions aux partis religieux, notamment dans le domaine de l'éducation.

Après un débat houleux, le Parlement a rejeté, lundi 2 novembre, par 59 voix contre 51, quatre motions de censure contre le gouvernement, qui visaient particulièrement le ministre de l'éducation, Mme Shulamit Aloni. Celle-ci avait récemment qualifié les religieux de *« parasites »*. Le parti Shass, ultra-orthodoxe, qui dispose de six députés, avait fait planer la menace d'une crise gouvernementale pour protester contre Mme Aloni. Outre les excuses publiques de cette dernière, le Shass a obtenu que le vice-ministre de l'éducation, le rabbin Moshé Maiya, ait désormais *« pleine autorité »* sur les programmes éducatifs dispensés dans les écoles orthodoxes. Il aurait également un *« droit de regard »* sur l'enseignement du judaïsme dans les écoles laïques.

Une loi interdisant l'importation de viande non cachère devrait enfin être prochainement discutée à la Knesset. – *(AFP.)*

GHANA

Participation massive à l'élection présidentielle

Les Ghanéens se sont rendus massivement aux urnes, mardi 3 novembre, pour participer à la première élection présidentielle pluraliste depuis treize ans (*le Monde* du 4 novembre).

Les organisateurs du scrutin et les observateurs étrangers ont déclaré que la consultation s'était déroulée sans problème, mais le Nouveau Parti patriotique (NPP) a affirmé détenir des preuves de fraudes et d'intimidations, de la part de partisans du Congrès démocratique national, de l'actuel chef de l'Etat, M. Jerry Rawlings. Le candidat du NPP, le professeur Albert Adu Boahen, soixante-et-un ans, est considéré comme le rival le plus sérieux du président. Il faudra attendre plusieurs jours avant que les résultats définitifs ne soient disponibles. – *(AFP, Reuter.)*

LIBÉRIA

Trois mille personnes auraient été tuées en trois semaines

Trois mille personnes, combattants et civils, ont été tuées à Monrovia, et huit mille blessées, au cours des affrontements qui se déroulent depuis trois semaines à proximité de la capitale libérienne, selon un *« bilan estimatif »* rendu public mardi 3 novembre à Monrovia par la représentante de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le docteur Ruth Tshabalala. A Washington, le Pentagone a annoncé que les Etats-Unis ont envoyé une force d'intervention navale en direction de l'Afrique. Sans se référer explicitement à la recrudescence des combats au Libéria, le Pentagone a fait savoir que le Groupe d'intervention amphibie méditerranéen (MARG), qui comprend des marines, était *« prêt à répondre à différentes éventualités de façon appropriée »*. – *(AFP, Reuter.)*

EN BREF

□ **AFGHANISTAN : assassinat du chef des services secrets.** – Le ministre adjoint de la sécurité et chef de l'agence de renseignement afghane, le général Khan Mohammad, a été tué, mardi 3 novembre, dans un attentat à la voiture piégée, a annoncé l'ANA, agence de presse du parti fondamentaliste Hezb-e-Islami. Il avait été, plusieurs années, chef du WAD, la police secrète de l'ancien président Najibullah, avant d'être promu membre du gouvernement par le pouvoir islamiste installé fin avril à Kaboul. Le chef du Hezb, M. Hekmatyar, a fait de l'élimination des ex-piliers du régime communiste une priorité de sa politique. – *(UPI.)*

□ **ALLEMAGNE : interpellation d'un Britannique soupçonné de faire du commerce de plutonium.** – Un Britannique soupçonné d'acheter du plutonium à des trafiquants d'Europe de l'Est a été interpellé mardi à Flensburg (Schleswig-Holstein), après qu'un journal britannique eut rapporté que des trafiquants cherchaient à vendre ce produit à l'Irak. L'appartement de l'homme, identifié sous le nom de Norman Derbyshire, cinquante et un ans, a été perquisitionné, mais aucune matière radioactive n'a été saisie, a affirmé le porte-parole du parquet de Flensburg. Un quotidien de cette ville a affirmé, mardi 3 novembre, que Derbyshire était un intermédiaire dans une affaire de trafic de plutonium rapportée, dimanche, par le journal britannique *Sunday Express*. – *(AFP.)*

□ **CORÉE DU NORD : Pyongyang remet en cause le dialogue avec Séoul.** – La Corée du Nord a rejeté, mardi 3 novembre, les propositions de dialogue formulées par Séoul, le gouvernement sud-coréen n'ayant pas renoncé publiquement aux manœuvres militaires américano-coréennes « Team Spirit » prévues pour le printemps prochain. Séoul avait proposé l'installation d'un « téléphone rouge » entre les deux capitales et l'échange de visites de familles divisées, dans le cadre des trois pactes de détente signés en septembre dernier par les premiers ministres des deux pays. – *(Reuter.)*

□ **ITALIE : inscriptions antisémites.** – Une trentaine d'autocollants portant des étoiles jaunes avec l'inscription *« les sionistes hors d'Italie »* ont été découverts mardi 3 novembre sur les vitrines et portes de commerces de Rome. Lundi, plusieurs tombes du cimetière juif de Finale Emilie, près de Modène, avaient été découvertes profanées. Ces manifestations d'antisémitisme sont enregistrées au lendemain de la publication par l'hebdomadaire l'*Espresso* d'un sondage révélant une forte poussée de l'antisémitisme en Italie. Le président du conseil, M. Giuliano Amato, a exprimé son soutien aux juifs italiens lors d'une entrevue avec Mme Tullia Zevi, présidente de l'Union des communautés juives de la péninsule. – *(AFP, AP.)*

□ **PAKISTAN : un chrétien condamné à mort pour blasphème.** – Un tribunal du Pendjab a condamné un chrétien à mort, lundi 2 novembre, pour blasphème, a-t-on appris de source judiciaire. La sentence a été rendue à l'encontre de M. Gill Masih, reconnu coupable d'avoir profané *« le saint nom du Prophète »*. L'accusé avait été arrêté fin 1991 sur plainte privée. Le blasphème était alors passible de la détention à perpétuité. Mais le Parlement a voté en juillet un texte qui prévoit pour ce cas la peine de mort, sur recommandation du tribunal islamique. M. Masih est la première personne condamnée à mort depuis lors. Il peut encore faire appel. – *(Reuter.)*

□ **SRI-LANKA : au moins vingt soldats et policiers tués dans une embuscade.** – Des membres des forces de l'ordre procédant à des déminages dans la province orientale du Sri-Lanka ont été attaqués par un groupe de près de quatre cents guérilleros, selon toute apparence des séparatistes tamouls, membres du LTTE. De vingt à vingt-cinq soldats et policiers ont été tués. Les autorités n'ont pas précisé les pertes éventuelles des assaillants. L'incident a eu lieu dans le district d'Amparai, à 200 kilomètres à l'est de Colombo. La révolte des « Tigres » tamouls a commencé en 1983, et a déjà provoqué la mort d'environ vingt-cinq mille personnes. – *(AFP, Reuter.)*

□ **SUÈDE : découverte d'un trafic de faux dinars irakiens.** – La police suédoise a indiqué, mardi 3 novembre, que quatre Suédois ont été arrêtés pour avoir imprimé quelque 200 000 faux billets de 50 dinars irakiens, d'un montant total estimé à 160 millions de couronnes suédoises (28 millions de dollars environ). Imprimée avec un matériel très perfectionné, cette fausse monnaie devait être acheminée vers l'Irak *via* la Jordanie ou d'autres pays du Proche-Orient. – *(AFP.)*

□ **TURQUIE : mise en garde du ministre allemand de la défense.** – L'usage par la Turquie d'armes fournies par l'Allemagne dans la lutte contre le « terrorisme » portera préjudice aux relations germano-turques, a déclaré, mardi 3 novembre, à Ankara le ministre allemand de la défense, M. Volker Rühe, au terme d'une visite de deux jours en Turquie. *« L'Allemagne est favorable à l'intégrité territoriale de la Turquie et soutient sa lutte contre le terrorisme du PKK, mais elle est opposée à l'usage de son assistance militaire pour des objectifs autres que ceux de l'OTAN »*, a déclaré M. Rühe lors d'une conférence de presse commune avec son homologue turc, M. Nevzat Ayaz. Le gouvernement allemand, qui est le second fournisseur d'armes, après les Etats-Unis, de la Turquie, s'est inquiété de l'utilisation de blindés de l'ancienne armée est-allemande lors de la répression de troubles séparatistes dans les territoires kurdes du sud-est du pays. – *(AFP.)*

□ **VIETNAM : don français de 158 millions de francs.** – Le Vietnam et la France ont signé, mardi 3 novembre, à Hanoï, un protocole financier sur un don de 158 millions de francs, portant ainsi à 180 millions de francs l'aide non remboursable française à son ancienne colonie. Ce don servira à financer une vingtaine de projets, notamment d'infrastructures (eau, téléphone, transports et communications), dans les grands centres urbains, dont Hanoï et Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saïgon). A ce don s'ajoutent 50 millions de francs qu'accorde la France à la coopération culturelle et scientifico-technique pour 1992. – *(AFP.)*

Renvoi en correctionnelle ou non-lieu

Les rapports de police et d'expertise laissent ouvertes les suites judiciaires visant M. Léotard dans l'affaire de Port-Fréjus

M. François Léotard, qui est inculpé depuis le 29 juin d'ingérence, trafic d'influence et corruption, dans l'affaire de Port-Fréjus – en tant que président de la Société d'économie mixte de l'aire de Fréjus (SEMAF) et en compagnie de cinq autres membres de son conseil d'administration (MM. Gilbert Lecat, conseiller général UDF-PR, Michel Hamaide, ancien député UDF du Var, conseiller général « divers droite », Marc Mascherpa, André Vecchini, Henry Meyer, promoteurs) – est-il assuré de bénéficier prochainement d'une ordonnance de non-lieu, comme l'annonce depuis quelques jours son entourage en programmant son « grand retour » sur la scène politique (*le Monde* du 21 octobre)?

Il appartiendra au président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon, M. Henri Blondet, d'en décider. En charge de l'information judiciaire ouverte en juillet 1991 à la suite de la plainte déposée en mai 1990 par M. René Espanol, le promoteur local, qui s'estime lésé et s'est constitué partie civile, ce magistrat devra apprécier s'il existe des charges suffisantes pour constituer un ou plusieurs délits et renvoyer l'affaire devant le tribunal correctionnel ou au contraire, si, faute de charges suffisantes, il n'y a pas lieu de poursuivre la procédure.

Or le rapport de synthèse établi le 15 septembre, au terme de l'enquête menée par la section économique et financière du service régional de police judiciaire de Marseille, laisse ouvertes les deux hypothèses. Selon ses conclusions, certains des constructeurs de Port-Fréjus semblent avoir tiré des « avantages » privés de leurs doubles fonctions d'administrateurs de la SEMAF, agissant au nom de l'intérêt public, et de promoteurs immobiliers, ainsi que le principal notaire, actionnaire de l'une des sociétés immobilières, sans qu'il soit pour autant prouvé que ces « avantages » aient « donné lieu à contrepartie ». Quant à M. Léotard, il ne serait pas en mesure de produire les factures correspondant aux travaux qu'il affirme avoir payés personnellement pour justifier l'achat à prix modique de la demeure qu'il a acquise à Fréjus, la ville dont il est le maire, en mars 1986, au moment de la création de la SEMAF, à un autre des administrateurs-promoteurs.

Selon M. Espanol, qui n'apporte pas la preuve de cette accusation, l'essentiel de ces travaux auraient été financés par la mairie de Fréjus. Les enquêteurs relèvent toutefois l'existence, dans les explications de M. Léotard et des autres personnes entendues, d'omissions et de contradictions. Ils expriment diverses interrogations que laisse subsister un rapport complémentaire d'expertise immobilière remis lundi 2 novembre à M. Blondet.

Saisie sur commissions rogatoires du 24 juillet 1991 et du 23 juin 1992, dans le cadre de l'information ouverte *« contre François Léotard, Gilbert Lecat et tous autres des chefs d'ingérence, corruption passive, trafic d'influence, abus d'autorité, coups et blessures volontaires »*, la police judiciaire a procédé à des perquisitions simultanées dans dix des sociétés engagées dans la réalisation de Port-Fréjus. Ses enquêteurs ont apposé quatre-vingt-dix scellés et remis au président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon, M. Henri Blondet, quatre-vingt-seize procès-verbaux.

Le rapport de synthèse de vingt-quatre pages rédigé le 15 septembre, à Marseille, à la fin de ces investigations indique que *« les documents saisis, ainsi que les auditions des divers responsables non inculpés, n'ont pas mis en évidence de malversations relatives aux attributions de lots de Port-Fréjus compensées par un avantage personnel de l'un des élus ou des membres de la commission d'attribution des lots de la SEMAF ». « Cependant*, ajoute-t-il, *les affirmations de la partie civile ne semblent pas totalement infondées et méritent quelques éclaircissements. »*

Ses conclusions retiennent en effet que l'enquête *« a mis en évidence certains avantages apparents dont ont bénéficié certains promoteurs constructeurs, notamment M. Mascherpa Marc, M. Charles Omédé, ainsi que le notaire Combe Jean-Louis ». « Mais il n'a pas été prouvé*, ajoutent-elles, *que, si avantages il y a eu, ils aient donné lieu à contrepartie »*.

Il y est confirmé, comme l'admettait le Livre blanc consacré à l'affaire par la municipalité de Fréjus en 1990, que M. Mascherpa, administrateur de la SEMAF et représentant de la Société méridionale de construction (SMC), a bénéficié, à la suite d'un accord intervenu entre lui et la commune, d'un rabais (10 %) pour le rachat, après expropriation, d'un terrain de 8 944 mètres carrés : *« Il y a eu un avantage consenti à M. Mascherpa en raison de sa qualité de propriétaire exproprié rachetant sa parcelle dans le cadre de la zone d'aménagement concerté (ZAC)*, note le rapport de la PJ. *Il est cependant surprenant que le directeur général de la SEMAF, M. Francis Abraham, n'en ait pas été tenu informé par M. Gilbert Lecat, même si cette décision a été prise dans le cadre municipal et avant l'existence de la SEMAF. »*

Il y est expliqué comment M. Charles Omédé, autre promoteur attributaire d'un lot, a bénéficié d'une modification du plan d'occupation des sols qui lui a permis de faire classer en zone d'urbanisation un terrain de 5 996 mètres carrés sur lequel était situé un vieil établissement hôtelier, le Grand Hôtel de la Plage, ce qui lui a permis d'y installer un immeuble neuf, le Capitole, alors que cette parcelle était initialement incluse dans une zone inconstructible dans le cadre de la ZAC. L'un des scellés *« corrobore l'intervention de M. Léotard qui rappelle à M. Omédé par lettre datée du 26 mars 1981, qu'il a obtenu avec l'aide de la municipalité le permis de construire au lieu et place du Grand Hôtel de la Plage »*.

De même, Me Jean-Louis Combe, dont l'étude notariale a enregistré la plupart des actes de vente et d'achat de Port-Fréjus, a bénéficié de *« conditions particulières »* puisqu'il a obtenu par délibération du conseil municipal en date du 31 juillet 1987 que deux terrains appartenant de longue date à sa famille soient exclus de la zone inconstructible.

Le rapport de la PJ consacre un chapitre spécial au domaine de Sainte-Croix, dont M. Léotard est devenu le propriétaire le 14 mars 1986, après en avoir été longtemps le locataire, dans des circonstances et des conditions de prix controversées. Il dit que les sociétés SOMEDIF, FIDEMOS et SILU de M. Henry Meyer, administrateur de la SEMAF, et de son fils Jean-Louis, les deux promoteurs qui ont vendu cette propriété à M. Léotard, *« ne semblent pas »* avoir ensuite bénéficié, quand ceux-ci sont devenus attributaires de trois lots à Port-Fréjus, de prix d'achat *« particulièrement avantageux ». « Il n'en demeure pas moins*, selon ce rapport, *que l'exploitation du scellé 50 fait apparaître des documents dont la teneur permet l'interrogation.... »* Il s'agit notamment d'une note manuscrite faisant référence à une promesse antérieure : *« Lots promis, lots dus ! »*

Des lacunes

Les investigations policières constatent surtout des lacunes dans les explications données par M. Léotard lui-même. Le rapport de la PJ rappelle que celui-ci avait été soumis, en 1989, à un redressement fiscal (*le Monde* du 2 juillet). L'administration des impôts avait en effet jugé singulièrement bas le prix de 1 200 000 F payé par M. Léotard pour l'achat d'un terrain de 24 652 mètres carrés en *« bonne situation et exposition »* comportant *« une grande bastide édifiée en pierre composée sur deux niveaux de neuf pièces habitables, deux cuisines, trois salles d'eau, garage »* et une *« maison de gardien comprenant en rez-de-chaussée trois pièces principales et une cuisine »*, le tout d'un *« état général assez bon »*.

Le rapport rappelle aussi que *« les inculpés justifient* [ce] *prix par l'état de vétusté du bien »* au moment de l'achat. Sur ce point, M. Léotard a d'ailleurs bénéficié du témoignage du procureur de la République en poste à Draguignan, M. Jean Ory, qui a été entendu, à sa demande, le 8 octobre par M. Blondet et qui a témoigné – en se déclarant *« indigné »* par la *« campagne de presse »* menée, selon lui, contre M. Léotard – que le jour où pour la première fois il avait été invité à dîner chez le maire de Fréjus, en 1978-1979, il avait été désagréablement surpris par *« l'aspect peu engageant des lieux »* alors qu'en 1984-1985, lors d'un deuxième dîner, *« la maison avait changé, tout était impeccable »*.

Mais le rapport relève, au terme de l'enquête : *« M. Léotard se défend en invoquant les nombreux travaux qu'il a réalisés et payés personnellement. Or il ne fournit les factures que pour un montant de 780 000 F environ et elles ne couvrent que les dépendances. »* Les enquêteurs ne dissimulent pas, sur ce point, leur perplexité en écrivant notamment, à propos des rapports entre M. Léotard et MM. Meyer père et fils : *« Le bail de location aux époux Léotard a été renouvelé par la société Fidemos moyennant un prix modique (18 000 F par an) en raison des travaux extrêmement importants pratiqués par le locataire pour rendre les lieux habitables. Cette précision, qui intervient seulement huit mois avant la vente du bien aux époux Léotard, rend surprenant le maintien du loyer mensuel à 1 500 F (...) d'autant plus qu'il semble que la superficie du terrain loué ait considérablement augmenté, passant de 7 140 mètres carrés à 24 652 mètres carrés. (...) Pour justifier le montant du loyer l'argument principal avancé par M. Meyer Henry et par M. Léotard François consiste au fait que les travaux effectués ou à réaliser par le locataire restaient acquis au propriétaire. Mais comment prendre au sérieux cet argument lorsque moins de cinq ans et demi plus tard la Société SILU vend aux époux Léotard pour un montant de 1 200 000 F ? »*

Soulignant l'existence de certaines contradictions dans les explications respectives, sur ce point, de MM. Léotard et Henry Meyer au cours des auditions, le rapport de la PJ indique que les factures et autres justificatifs fournis, découverts ou saisis concernent *« exclusivement »* des travaux effectués pour transformer *« une partie de la maison des époux Léotard appelée « ancien garage à motos » en bureau-bibliothèque, avec salle de sport et douche au premier étage. Aucune autre partie de la maison ou du terrain n'est concernée par ces travaux*, souligne le rapport. *Pourtant aucune autre facture relative à des travaux effectués dans d'autres parties de la maison n'a été découverte chez les divers entrepreneurs désignés par M. Léotard lui-même. »*

En outre, les enquêteurs détaillent diverses incohérences, en particulier une *« différence de facturation entre les travaux avancés comme justificatifs par M. Léotard et les travaux réellement effectués par la société SEDEG, dont l'objet est le gros-œuvre bâtiment »* et cette différence leur *« paraît significative »*.

« Il est donc raisonnable de penser, concluent-ils, *que tous les justificatifs des travaux réellement exécutés sur la propriété des époux Léotard ne nous ont pas été fournis. Comment pourrait-il en être autrement si l'on considère que dans l'ordre naturel du confort des ménages on commence par aménager les parties communes et habituelles avant de réaménager les pièces telles que les garages ou remises ? »*

« Pas si simple »

Le président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon avait également confié à un cabinet d'experts le soin d'estimer la valeur actuelle de la propriété de M. Léotard (qui n'y habite plus), d'évaluer le montant des travaux qui y ont été effectués depuis son achat et d'analyser les opérations immobilières réalisées à la fois sur le site de Port-Fréjus et à l'entour de la propriété de M. Léotard où un lotissement a été construit.

Cette nécessité lui était apparue, en complément des investigations policières, au lendemain de la confrontation générale du 8 juillet qui avait confirmé le caractère difficilement conciliable des versions des faits en présence et mis en évidence, déjà, certaines omissions.

Au cours de cette confrontation, dans une atmosphère tendue, M. Léotard, notamment, ne se serait immédiatement souvenu ni du nom de l'acquéreur de son ancien appartement parisien (M. Gérard Biancone, l'un des entrepreneurs engagés dans les opérations de Port-Fréjus), ni du prix de cette vente décidée (à hauteur de 400 000 F pour un appartement acheté 335 000 F huit ans auparavant) le même jour que l'acquisition du domaine de Sainte-Croix.

Or, le rapport d'expertise, remis lundi 2 novembre à M. Blondet et aux parties concernées, ne dissipe pas le flou ambiant puisqu'il note que l'ancien maire de Fréjus a lui aussi bénéficié d'un *« avantage »* personnel. La valeur présente de la propriété fréjussienne de M. Léotard y est estimée à 3 ou 4 millions de francs et le total des travaux effectués pour la rénover est évalué à environ 1 600 000 F. Ce qui laisse subsister le « blanc » signalé par la police judiciaire – un « trou » de l'ordre de 800 000 F – dans les justificatifs de travaux fournis par M. Léotard.

Il n'apparaît donc pas étonnant que le magistrat instructeur se montre *« ennuyé »* par cette affaire *« pas si simple »* et à *« couleur étrange »*, selon certaines appréciations recueillies dans son entourage. D'une part, l'absence de jurisprudence dans le domaine du fonctionnement des sociétés d'économie mixte rend difficile l'appréciation des éventuels délits commis par des personnalités à casquettes multiples ; d'autre part, *« le problème de la vente du domaine de Sainte-Croix à M. Léotard par M. Meyer Henry »*, selon l'expression de la PJ, ne semble pas complètement résolu.

L'enquête, en tout cas, n'est pas encore close. Chacune des parties concernées dispose de quinze jours pour faire part de ses observations au président de la chambre d'accusation et celui-ci peut diligenter d'autres actes s'il souhaite parfaire son information.

Il n'est donc pas surprenant non plus, dans le contexte politique de cette affaire, que les « indiscrétions » selon lesquelles M. Léotard bénéficierait très prochainement d'un non-lieu général suscitent quelques sourires au palais de justice de Lyon.

ROBERT MARMOZ et ALAIN ROLLAT

Les députés centristes et communistes s'étant abstenus

Le budget des affaires étrangères est adopté

L'Assemblée nationale a adopté, mercredi 4 novembre, par 275 voix contre 210, le budget du ministère des affaires étrangères, qui comprend également ceux des affaires européennes et de la francophonie, présenté par M. Roland Dumas ainsi que par Mmes Elisabeth Guigou et Catherine Tasca. Les socialistes ont voté pour, l'UDF et le RPR ont voté contre à une large majorité, l'UDC et le PC se sont abstenus. Le choix des communistes, qui n'avaient pas fait part à l'avance de leurs intentions, a suivi l'annonce par M. Dumas que la France *« étudie »* la possibilité de prolonger jusqu'en juillet 1993 la suspension de ses essais nucléaires.

M. Dumas n'a pas eu à se répandre en promesses inconsidérées pour faire adopter les crédits de son ministère qui s'établissent à 14,87 milliards de francs, soit une progression de 5,53 % en francs courants.

Au cours de la discussion, le porte-parole communiste, M. Robert Montdargent, a consacré comme de coutume une bonne partie de son intervention au désarmement. *« La France a décrété un moratoire d'un an sur les essais nucléaires, décision que j'ai approuvée*, a indiqué le député du Val-d'Oise. *Mais contrairement aux deux grandes puissances nucléaires* [les Etats-Unis et la CEI], *elle n'a pas encore décidé de le prolonger jusqu'en juillet 1993. Paris vient pourtant de ratifier le traité de non-prolifération et considère comme prioritaire la lutte contre la dissémination. »*

« Nous avons suspendu pour cette année notre campagne d'essais nucléaires ; les Américains, puis les Russes nous ont suivis en adoptant des moratoires sur leurs essais jusqu'en juillet 1993, c'est une bonne chose, nous étudions cette possibilité », lui a répondu le ministre avant d'indiquer que la France *« propose également de mettre au point un régime de contrôle des lancements des missiles balistiques »*. Il n'en fallait pas plus pour que les communistes, qui s'étaient bien gardés d'annoncer la couleur avant l'intervention du ministre, décident de s'abstenir.

Si le propos de M. Montdargent a été plutôt mesuré, M. Jean-Claude Lefort (PC, Val-de-Marne) s'est en revanche lancé dans une vigoureuse diatribe contre l'action du gouvernement à l'occasion de la discussion sur les faibles crédits du ministère des affaires européennes (114,27 millions de francs) puisque la contribution de la France au budget des Communautés européennes (83,5 milliards de francs) est examinée au cours de la première partie de la loi de finances (*le Monde* daté 25-26 octobre). *« Votre budget a pour fonction principale d'organiser des rencontres internationales, de financer une exposition itinérante et de promouvoir vos campagnes unilatérales de propagande en direction des écoles primaires. Tout cela se passe de commentaires »*, s'est exclamé le député communiste.

A vrai dire, la situation n'était pas très critique pour le budget des affaires étrangères. Soutiens fidèles et habituels du gouvernement sur le dossier européen, les centristes avaient, tout comme l'an passé, attribué au gouvernement le bénéfice du doute en annonçant à l'avance leur intention de s'abstenir.

Soutenu fermement par les socialistes, M. Dumas, après Mme Guigou face à Mme Nicole Catala (RPR, Paris), qui ressuscitait un instant le débat sur Maastricht, pouvait alors subir sans s'émouvoir les critiques de l'UDF et du RPR. *« L'UDF a décidé de voter contre non parce que telle ou telle action a été menée mais pour ce qui manque à votre politique et ne se traduit pas par des crédits : le devoir moral de la France d'exprimer les positions qu'on attend d'elle »*, a assuré M. Jean-François Deniau (Cher). *« Pour faire entendre la voix de la France, il faut de l'argent et de la volonté. Vous avez un peu du premier ; je crains qu'il ne vous manque beaucoup de la seconde »*, a déclaré Mme Michèle Alliot-Marie (RPR, Pyrénées-Atlantiques).

GILLES PARIS

La France devrait ouvrir sept nouvelles ambassades en 1993

Sept nouvelles ambassades de France devraient être ouvertes en 1993 dans les nouvelles Républiques de l'Est, a annoncé M. Roland Dumas, mardi 3 novembre, lors du débat sur le budget du ministère des affaires étrangères à l'Assemblée nationale (*voir en page politique l'article de Gilles Paris*).

Au total, quinze nouvelles ambassades, soit 10 % du réseau diplomatique français, doivent être créées pour répondre à l'éclatement de l'URSS et de la Yougoslavie. En 1992, des ambassades ont déjà été ouvertes en Arménie, en Biélorussie, en Ouzbékistan, en Azerbaïdjan, au Kazakhstan et en Slovénie. A Zagreb, en Croatie, le consulat a été transformé en ambassade, de même qu'à Kiev (en Ukraine). Un consulat général devrait être ouvert avant la fin de l'année à Bratislava.

Les ouvertures inscrites au budget de 1993 concernent la Géorgie, le Kirghizstan, la Moldavie, le Turkménistan, le Tadjikistan, ainsi que la Bosnie-Herzégovine, et éventuellement la Macédoine. En ce qui concerne ce dernier projet, il n'est question pour l'instant d'ouvrir à Skopje qu'une représentation provisoire qui aura vocation à se transformer en consulat puis en ambassade quand la Communauté européenne aura reconnu cette République, ce à quoi fait obstacle pour l'instant un différend avec la Grèce sur le nom de « Macédoine ».

Les conclusions d'un rapport demandé par le gouvernement

Les collectes dans les prisons en 1985 ont été à l'origine de plusieurs centaines de cas de contamination par le virus du sida

Le rapport sur les collectes de sang en prison, établi par l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) et l'Inspection générale des services judiciaires (IGSJ), a été remis, mercredi 4 novembre, à MM. Bernard Kouchner, ministre de la santé, René Teulade, ministre des affaires sociales, et Michel Vauzelle, garde des sceaux (1). *Demandé par le gouvernement à la suite de la révélation par le Monde* (daté 11 et 12-13 avril) des conséquences sanitaires qu'ont eues ces pratiques, ce document de cent soixante-dix-sept pages, auxquelles sont ajoutées deux cent dix-sept pièces d'annexes, montre que les collectes de sang en milieu pénitentiaire n'ont fourni, pour la seule année 1985, que 0,37 % du sang prélevé sur la *population française mais ont été à l'origine, cette* année-là, de 25 % des lots de sang contaminé prélevés. Au total, plusieurs centaines de personnes – et sans doute plus – *ont été contaminées par le* virus du sida dans les années 80 en raison de ces collectes réalisées dans des milieux à très haut risque. Une note de synthèse de ce rapport – d'où sont extraites toutes les citations que nous publions – *qualifie d'« inexcusables » les établissements de transfusion qui ont continué, après novembre 1985, à collecter du sang en prison. En outre, mettant en cause très durement le professeur Jacques Roux, alors directeur général de la santé, M. Gaston Rimareix, directeur du cabinet de M. Edmond Hervé, et M. Edmond Hervé lui-même, le rapport estime que l'administration de la santé a « failli à sa mission ».*

Les collectes de sang en prison réalisées de 1983 à 1985 ont été à l'origine de plusieurs centaines de cas de contamination par le virus du sida. Ce constat, accablant, apparaît d'emblée à la lecture du rapport établi conjointement par les inspections des affaires sociales et des affaires judiciaires. Du même coup, il explique pourquoi, de tous les pays d'Europe, la France est le pays où l'on trouve le plus grand nombre de personnes contaminées par voie transfusionnelle. Pourquoi a-t-on pratiqué de telles collectes sachant qu'une bonne partie de la population carcérale était « à risque » vis-à-vis de l'infection par le virus du sida ? Quels dysfonctionnements, voire quels aveuglements, ont permis un tel désastre, unique en Europe occidentale ? Rapportant un nombre considérable de faits, qui confirment les informations du *Monde*, le texte met largement hors de cause l'administration pénitentiaire et le ministère de la justice, mais condamne avec une grande sévérité le ministère de la santé.

Quelques chiffres permettent de comprendre l'ampleur du drame : en 1985, il y a eu 14 375 dons de sang par des détenus, sur un total, tous donneurs confondus, de 3 900 300 dons. Chez les détenus, la proportion de dons testés séropositifs pour le virus du sida a été de 441 pour 10 000 alors qu'elle était de 6,4 pour 10 000 chez l'ensemble des donneurs. Un calcul figurant dans le rapport conduit à affirmer que les collectes de sang en prison ont été, *« en 1985, à l'origine de 25,4 % des unités contaminées »*.

La pratique des collectes en milieu carcéral remonte à 1954, à la demande des établissements de transfusion qui mettaient en avant la nécessité de satisfaire un besoin en sang grandissant. On peut s'interroger cependant sur la finalité de ce type de collectes dans la mesure où, comme le montre la note de synthèse, *« elles n'ont représenté en onze ans, de 1980 à 1991, que 0,22 % des prélèvements effectués en France »*. Pour les rapporteurs, ce sont vraisemblablement des *« considérations d'ordre économique »* – du fait de leur facilité d'organisation – qui ont constitué *« les motivations essentielles »* des transfuseurs. Les collectes en milieu carcéral étaient également souhaitées par les détenus qui y voyaient l'occasion de manifester une certaine solidarité. Quant à l'administration pénitentiaire, elle trouvait là un moyen de *« valoriser l'image de la prison »* tout en favorisant la réinsertion sociale des détenus.

Le rôle de l'administration pénitentiaire

Il restait à comprendre pourquoi cette pratique a pu se poursuivre, dans la majorité des établissements, jusqu'au deuxième trimestre de 1985, et dans quelles conditions la directrice de l'administration pénitentiaire de l'époque, Mme Myriam Ezratty, avait, le 13 janvier 1984, élaboré une circulaire autorisant l'augmentation du rythme des collectes dans les grands établissements pénitentiaires.

Le rapport révèle que c'est à la fin de 1982, à la demande du centre de transfusion sanguine de Marseille, que l'administration pénitentiaire envisagea d'assouplir les dispositions prévues par une note du 7 août 1963 prévoyant que l'on ne devait pas organiser plus de deux collectes par an dans un établissement pénitentiaire. Pour des raisons mal connues, expliquent les rapporteurs, c'est le 13 janvier 1984 que Mme Ezratty signera sa circulaire. Ils révèlent que l'élaboration de ce document s'était faite sans consultation préalable de la Direction générale de la santé (DGS) ou de l'IGAS, pourtant en charge de l'inspection sanitaire des prisons.

Ces instructions, notent les rapporteurs, étaient manifestement *« à contre temps »*, dans la mesure où, dès le 20 juin 1983, la DGS avait pris une position tenant compte des premières données scientifiques sur la transmission du virus du sida. La circulaire de la DGS, *« relative à la prévention de l'éventuelle transmission du sida par la transfusion sanguine »* recommandait sans ambiguïté aux responsables transfusionnels d'exclure des dons de sang les personnes risquant d'être déjà contaminées, parmi lesquelles les toxicomanes.

Mais l'administration pénitentiaire ignorait l'existence de cette circulaire *« qui ne lui avait pas été transmise par la DGS »*. Selon les rapporteurs, cette ignorance peut s'expliquer par le fait que le lien entre la toxicomanie et la prison n'était alors pas aussi évident qu'aujourd'hui. De toute manière, il appartenait aux établissements responsables de la qualité des collectes d'appliquer partout les recommandations de prudence qu'ils avaient reçues et d'écarter les donneurs à risque.

L'administration pénitentiaire n'avait reçu aucune information lui permettant de mesurer *« le caractère inopportun »* de son initiative. *« Il est donc difficile de la considérer comme fautive »*, peut-on lire dans la note de synthèse. En outre, précisent les rapporteurs, *« il n'est pas démontré que cette note de Mme Ezratty ait eu un véritable impact »*, dans la mesure où l'on constate, en 1984, une quasi-stabilité du nombre des collectes et du volume des prélèvements en prison par rapport à 1983.

Le scénario d'un dérapage

Le détail des événements est conforme à ce que nous avions révélé dans ces colonnes. C'est le docteur Pierre Espinoza, chef de service à l'hôpital de Fresnes, qui donna l'alerte en montrant, en mai 1985, que 12,6 % des détenus entrant à Fresnes étaient séropositifs. Quant aux détenus toxicomanes, 60 % étaient séropositifs. Le docteur Jean-Baptiste Brunet demanda alors au professeur Jacques Roux d'adresser aux établissements de transfusion de sang (ETS) une circulaire suspendant les collectes en prison jusqu'à la mise en œuvre du dépistage systématique. Le professeur Roux répondit simplement que les ETS étaient *« majeurs, compétents et responsables »* et qu'en conséquence il y avait simplement lieu de leur demander de redoubler de prudence.

Mme Ezratty, qui, avec le patron de l'IGAS, M. Michel Lucas, présidait les comités santé-justice, *convoqua une réunion trois jours* plus tard, le 10 juin 1985. On décida que les collectes en prison ne seraient pas suspendues, mais que les ETS seraient alertés téléphoniquement par la DGS sur leur danger. La DGS confirmera avoir informé les centres régionaux de transfusion (CRTS) pour qu'ils diffusent l'information.

Le 20 juin 1985, le docteur Brunet, lors d'une réunion de la commission nationale de transfusion sanguine, déclara qu'il apparaissait *« peu raisonnable »* de collecter du sang dans des lieux où la moitié de la population appartient à des populations à risque. Le même jour, le docteur Espinoza avait adressé au professeur Roux et à Mme Ezratty un rapport sur les dons de sang à Fresnes. Il concluait que le Centre départemental du Val-de-Marne avait décidé de suspendre la collecte de juillet 1985 sous réserve de la réalisation d'une sérologie LAV systématique.

Le 1er juillet, nouvelle réunion du comité santé-justice. Le danger des collectes en prison fait à nouveau l'objet d'un débat. On se borne à décider que la collecte de sang prévue le 12 juillet à Fresnes n'aura lieu que dans la mesure où elle sera accompagnée d'un dépistage.

Un deuxième rapport du docteur Espinoza parvient le 26 juillet au professeur Roux et à Mme Ezratty. Il démontre que le dépistage clinique n'est pas fiable, que le dossier médical pénitentiaire ne constitue pas un filtre médical satisfaisant et que le dépistage biologique ne peut être considéré comme efficace à 100 %. Il indique, en conséquence, qu'il faut arrêter les collectes de sang à Fresnes. Les informations consignées dans ce rapport sont adressées par le docteur Najib Duédari (directeur du CDTS du Val-de-Marne) à MM. Edmond Hervé et Philippe Calavia (conseiller au cabinet de M. Laurent Fabius, premier ministre) le 2 août 1985. Mme Ezratty réagit aussitôt en faisant téléphoner aux directions pénitentiaires régionales pour leur demander de suspendre les collectes. En revanche, le professeur Roux ne prit aucune décision.

Le 14 août 1985, le docteur Luc Noël adressera au docteur Claude Weisselberg, conseiller technique au cabinet de M. Edmond Hervé, les résultats d'une étude montrant que 18,5 % des détenus de la prison de Bois-d'Arcy étaient séropositifs.

Au mois de septembre, révèle encore le rapport, la DGS établit un projet de circulaire sur l'information des donneurs de sang destinée aux directions départementales et régionales de l'action sanitaire et sociale. Elle insiste sur les précautions à prendre lors des collectes en prison (elle n'envisage pas, par conséquent, leur interdiction). Ce passage relatif aux prisons sera supprimé par le cabinet de M. Hervé. M. Weisselberg, et M. Gaston Rimareix, directeur du cabinet, ont expliqué qu'ils n'ont pu agir ainsi qu'après avoir eu un contact avec le cabinet du garde des sceaux, ce que contestent les membres du cabinet de M. Robert Badinter.

« Inexcusables », selon une note de synthèse

Enfin, le 7 novembre 1985, une réunion de la commission consultative nationale de la transfusion sanguine débouche sur l'envoi d'une lettre des associations de transfuseurs déconseillant les dons de sang en milieu pénitentiaire. Certains CTS poursuivront leurs collectes encore plus tardivement sans susciter, note le rapport, de protestations des administrations pénitentiaires et de la santé. Ainsi le CRTS de Marseille cessera-t-il ses collectes aux Baumettes en mars 1986, le CRTS d'Evry à Fleury-Mérogis en décembre 1986. A Bastia et à Fort-de-France, les collectes ne cesseront qu'en 1990...

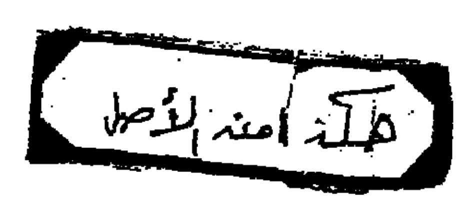
Les conclusions des rapporteurs sont très sévères. Pour les responsables d'ETS d'abord, qui, étant informés, auraient dû, dès la fin de 1984, cesser de collecter en prison. Quelques-uns l'ont fait. Ceux qui ont continué après novembre *1985*, estime la note de synthèse, sont *« inexcusables »*.

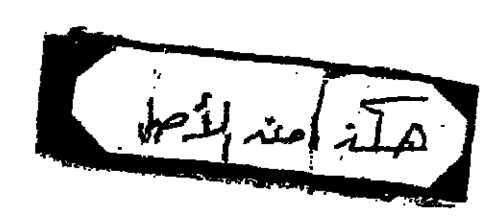
La Commission consultative (CCTS) n'a, pour sa part, pas perçu aussi tôt qu'elle aurait pu et aurait dû le faire, les dangers des collectes en prison. Quant à l'administration de la santé, qui avait pourtant pris en 1983 et début 1985 une position *« particulièrement en pointe »*, elle a *« failli à sa mission »*, juge la note de synthèse. *Elle aurait dû adresser aux CTS* des instructions officielles pour faire cesser les collectes en prison – mesure qui s'imposait *« de manière incontournable »* au début du mois d'août 1985.

Au total, pour la seule année 1985, près de 40 % des contaminations post-transfusionnelles (25 % dues à la prison, plus 14 % dues aux collectes sur la voie publique) auraient pu être évitées.

JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

(1) *Les auteurs du rapport sont : pour l'IGSJ, MM. Jean Géronimi, Patrick Henry-Bonniot et François Feltz ; pour l'IGAS, M. Aquilino Morelle, Mme Thérèse Roquel et M. Michel Vernerey.*





DU SANG CONTAMINÉ

Présenté au conseil des ministres par M. Bernard Kouchner

Un projet de loi vise à renforcer la tutelle de l'Etat et la sécurité du système transfusionnel

M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, a présenté au conseil des ministres du mercredi 4 novembre un projet de loi *« relatif au don, à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine »*. Ce texte renforce le contrôle et l'encadrement de l'activité transfusionnelle. Il précise les responsabilités exercées en la matière avec la création d'une agence française du sang et l'amélioration de la sécurité grâce à un dispositif d'hémovigilance sur l'ensemble du territoire. Il bouleverse l'organisation industrielle du fractionnement sanguin et rappelle qu'aucune rémunération ne peut être allouée aux donneurs de sang.

Les multiples prolongements médicaux, industriels et politiques de l'affaire du sang contaminé rendaient urgente une nouvelle loi. M. Kouchner avait annoncé en mai son intention de réformer au plus vite le système transfusionnel (*le Monde* du 28 mai). Cette réforme avait été mise en chantier par MM. Jean-Louis Bianco et Bruno Durieux, respectivement ministre des affaires sociales et de l'intégration et ministre délégué à la santé du gouvernement de Mme Edith Cresson. Il aura fallu, au total, en dépit de l'urgence, plus d'un an pour que cette réforme se traduise dans un projet de loi.

Jusqu'à présent, dans le code de la santé publique, seuls dix articles étaient consacrés à l'usage thérapeutique du sang. Le projet de loi en comporte cinquante-deux, auxquels s'ajoutent des dispositions transitoires. Le texte englobe la collecte du sang humain, la préparation à des fins thérapeutiques de ses composants et de ses dérivés, la sécurité transfusionnelle, mais aussi d'importantes réformes structurelles dans le schéma d'organisation de la transfusion sanguine et du fractionnement du sang.

Les grandes lignes de l'éthique française sont réaffirmées avec force : la collecte de sang demeurera un monopole, le prélèvement ne peut être réalisé que sur une personne consentante et sans aucune rémunération. « *Le fait*, précise le texte, *de prélever ou de tenter de prélever du sang sur une personne vivante sans qu'elle ait exprimé son consentement est puni d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 1 million de francs. Le fait d'obtenir ou de tenter d'obtenir d'une personne le prélèvement de son sang contre un paiement, quelle qu'en soit la forme, est puni d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 1 million de francs.* » Seront punis des mêmes peines ceux qui apporteraient ou tenteraient d'apporter leur entremise pour favoriser l'obtention du sang humain contre un paiement. Aucune information permettant d'identifier à la fois celui qui a fait don de son sang et celui qui l'a reçu ne pourra être divulguée sous peine d'un emprisonnement de deux ans et d'une amende de 50 000 francs.

Une véritable « cellule d'alerte »

Ces principes étant affirmés, le projet prévoit que toute importation de sang et de produits dérivés labiles sera subordonnée à une autorisation délivrée par le ministre chargé de la santé dans des conditions définies par décret.

La rédaction de ce décret devrait notamment mettre un terme aux affaires d'importations « illégales » par les centres de fractionnement français, ces derniers s'alimentant, pour des raisons économiques, sur le marché international du plasma sans en référer à leur autorité de tutelle et, en particulier, à la direction de la santé.

L'autre point fort du projet concerne la sécurité. Il est institué un « *comité de sécurité transfusionnel placé sous l'autorité directe du ministre chargé de la santé* ». Ce comité devrait constituer une véritable « cellule d'alerte » dans le domaine de l'hémovigilance.

Pour le reste, les changements fondamentaux sont d'ordre structurel. Il s'agit d'abord de la création, par voie législative, de l'Agence française du sang, interlocuteur unique pour les établissements de transfusion sanguine et dont le président sera « *responsable devant le ministre de la santé* ». On devrait, de la sorte, parvenir à un encadrement strict des activités de l'ensemble des établissements de transfusion sanguine.

Il s'agit de mettre en place des autorisations à durée déterminée (avec possibilité de suspension en cas d'urgence), d'organiser une « assurance qualité » obligatoire ainsi que la mise en œuvre d'une inspection spécifique à la transfusion sanguine, avec une équipe d'une quinzaine d'inspecteurs indépendants.

Le texte vise, d'autre part, à une séparation nette de l'activité de collecte et de celle du fractionnement sanguin. Cette dernière est radicalement réorganisée. « *Pendant des années, sept centres de fractionnement ont mené, chacun de son côté, des politiques distinctes quand ils n'étaient pas franchement en rivalité*, indique-t-on dans l'entourage de M. Kouchner. *Il en est résulté des investissements qui, pris globalement, n'ont aucune cohérence et ont conduit à une forte surcapacité ainsi qu'à une extraordinaire hétérogénéité dans la gamme des produits : plus de soixante produits différents préparés en France !* »

La nouvelle structure prévoit, en particulier, la concentration de l'activité de fractionnement sanguin sur un nombre réduit de sites, entre deux et quatre, semble-t-il. On rappelle au ministère de la santé et de l'action humanitaire qu'une directive européenne – datée du 14 juin 1989 – impose de soumettre les produits stables dérivés du sang à la même rigueur, aux mêmes normes que les autres médicaments. « *Cela*, ajoute-t-on, *ne remet pas en cause les principes éthiques : les patients français auront à leur disposition les meilleurs médicaments, et du sang. Ils exigeront de ces produits qu'ils soient issus de dons non rémunérés. Mais le projet de loi prévoit des dérogations temporaires à cette exigence pour des nécessités thérapeutiques. Nous concilions ainsi, dans l'intérêt des malades, les impératifs éthiques et thérapeutiques.* »

JEAN-YVES NAU





Afin de permettre que les ministres relèvent des juridictions de droit commun

L'opposition accepte d'envisager une réforme de la Constitution

Les groupes de l'Assemblée nationale se sont mis d'accord, mardi 3 novembre, pour demander au gouvernement d'étudier la possibilité d'un projet de révision constitutionnelle, visant à permettre que les ministres relèvent des juridictions de droit commun. L'opposition de droite demande que soit constituée, en tout état de cause, la Haute Cour, qui devra, selon elle, être saisie de l'affaire du sang contaminé si la révision de la Constitution ne peut être menée à bien en temps utile.

Faut-il – et de quelle manière – faire passer en justice les anciens ministres ayant exercé des responsabilités dans le domaine concerné par l'affaire du sang contaminé ? Les socialistes ont opté, mardi, pour la formule de la révision constitutionnelle, préconisée par M. Laurent Fabius, plutôt que pour la méthode qu'avait avancée M. Michel Rocard et qui consistait à modifier seulement les conditions de saisine de la Haute Cour. La révision suppose, pour pouvoir être opérée sans référendum, mais par le Parlement réuni en Congrès (comme cela fut fait en juin dernier à propos de Maastricht), que le gouvernement la prenne à son compte sous la forme d'un projet de loi constitutionnelle.

Aussi les présidents des groupes RPR, UDF et UDC ont-ils refusé la proposition socialiste de créer un groupe de travail chargé de réfléchir à une réforme de la procédure de la Haute Cour. Le président du groupe UDC, M. Jacques Barrot, a expliqué que l'essentiel est « *qu'il n'y ait pas de calendrier dilatoire* ». « *Le gouvernement*, a-t-il expliqué, *est devant une alternative. Ou bien il ne prend pas d'initiative, il n'y a donc pas de projet de révision, et à ce moment-là c'est la Haute Cour ; ou bien il y a un projet de révision, un consensus autour, et on peut imaginer qu'à ce moment-là, la nouvelle procédure adoptée s'applique.* »

M. Charles Millon, président du groupe UDF, a exposé le calendrier souhaité par l'opposition : « *La mise en place de la Haute Cour, une concertation avec le Sénat pour savoir si une révision constitutionnelle pourrait être envisagée et le dépôt d'un projet de loi par le gouvernement.* » En fait, l'UDF est réservée face à l'initiative du PS, qui, selon M. Millon, « *ne doit pas être interprétée comme une échappatoire ou comme une manœuvre de retardement* ».

Le texte de M. Claude Evin

Le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, avait approuvé la proposition de M. Fabius en indiquant, à l'occasion d'un déplacement à Nanterre, qu'il souhaite la « *disparition des privilèges et* [de] *tout ce qui apparaît comme « deux poids, deux mesures » dans la façon dont sont traités les responsables politiques* ». Il estime qu'il « *existe une inadéquation entre les institutions comme la constitution de la Haute Cour et les problèmes posés aux ministres dans l'exercice de leurs fonctions* ».

La proposition socialiste vise à modifier l'article 68 de la Constitution d'ici à la fin de l'année, en prévoyant que la Haute Cour demeure compétente « *exclusivement* » pour les actes du président de la République et, s'agissant des ministres, pour les cas de complot contre la sûreté de l'Etat. La compétence des juridictions ordinaires serait affirmée pour toutes les autres affaires pénales. Le texte définitif de cette proposition a été présenté par un rocardien, M. Claude Evin (Loire-Atlantique), ancien ministre de la santé. Lors de la réunion du groupe PS de l'Assemblée nationale, mardi, plusieurs députés, tels MM. Michel Pezet (Bouches-du-Rhône), Raymond Forni (Territoire-de-Belfort), Bernard Poignant (Finistère) ont exprimé leur scepticisme face à cette proposition, qui risquerait de conduire, selon eux, à un « *gouvernement des juges* » tout en apparaissant à l'opinion comme un nouveau « *texte de circonstance* ». Selon M. Pezet, « *refuser la Haute Cour équivaut à l'amnistie* ».

Refus du « jury d'honneur »

Selon la proposition de l'UDC, préparée par M. Jean-Jacques Hyest (Seine-et-Marne), la procédure de la mise en accusation des ministres devant la Haute Cour serait réservée au cas de complot contre la sûreté de l'Etat. Dans les autres cas de délits ou de crimes de ministres dans l'exercice de leurs fonctions, un autre mécanisme serait prévu, le ministère public transmettant au procureur général de la Cour de cassation les plaintes ou dénonciations. Cinq magistrats seraient chargés de l'instruction, et le jugement serait renvoyé devant la chambre criminelle de la Cour de cassation. L'assemblée plénière de la Cour jouerait le rôle de chambre d'appel. La proposition de l'UDC prévoit d'inscrire dans la Constitution un paragraphe renvoyant à une loi organique les conditions d'instruction et de jugement des ces crimes et délits par la Cour de cassation.

Le groupe communiste approuve la réforme proposée par les socialistes et les centristes. « *Il faut trouver un système pour que la classe politique ne bénéficie pas d'une immunité* », a souligné le président du groupe, M. André Lajoinie. M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) s'est déclaré favorable à ces propositions, tout en demandant que les membres du gouvernement bénéficient « *d'une protection qui soit le filtre de la Cour de cassation* ». M. Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine) a rédigé, de son côté, une proposition de loi tendant à confier le jugement de la responsabilité pénale des ministres au Conseil constitutionnel.

En revanche, l'opposition et le PC ont rejeté la demande du premier secrétaire du PS, qui a reçu un avis positif du groupe socialiste, de comparaître devant un « jury d'honneur ». M. Millon a expliqué que « *M. Fabius n'a pas à s'arroger le droit de choisir le jury qui le jugera* ». Le bureau de l'intergroupe RPR-UDF-UDC de l'Assemblée, comme le président du Sénat, M. René Monory, ont fait savoir que « *la constitution d'un jury d'honneur ne saurait se substituer au fonctionnement normal des institutions* ». « *Les articles 67 et 68 de la Constitution de 1958 ont institué la Haute Cour de justice, déterminé sa compétence et défini les modalités de mise en accusation* », a souligné M. Monory, en ajoutant : « *Il convient de rappeler que la mise en accusation devant la Haute Cour est le fait, en dernier lieu, d'une instance judiciaire de la commission d'instruction, composée de hauts magistrats de la Cour de cassation.* »

DÉFENSE

Une « première » chez les « casques bleus » français

Des légionnaires de la division « Daguet » au Cambodge

Les légionnaires de la 6e division légère blindée de Nîmes se préparent à remplacer, sous le drapeau « onusien » au Cambodge, les hommes de la 11e division parachutiste de Toulouse, qui y servent depuis six mois. Au total, la France maintient dans ce pays 1 500 « casques bleus », observateurs, gendarmes et policiers, pour une mission de paix qui rencontre quelques obstacles.

CAMP DES GARRIGUES (GARD)

de notre envoyé spécial

Six cents légionnaires vont troquer leur képi blanc contre le béret bleu de l'ONU. C'est la première fois que, réunis en un bataillon d'infanterie avec 270 autres hommes de la 6e division légère blindée (DLB), autant de légionnaires à la fois serviront comme « casques bleus » au Cambodge.

« Le propre de ces soldats-là, dit le général Bernard Janvier, qui commande la 6e DLB et qui les connaît bien puisqu'il fut lui-même officier de la Légion étrangère, *est d'être capables de s'adapter à toutes les missions. »* Et le colonel Yves de Kermabon, qui commande le 1er régiment étranger de cavalerie, à Orange (Vaucluse), et qui sera à la tête du bataillon français de l'ONU, renchérit : *« Les légionnaires ont conservé la tradition du soldat bâtisseur. Ils savent manier la pelle et le fusil. »*

Pour l'instant, les 870 hommes qui s'apprêtent à porter le béret bleu au Cambodge sont en stage dit de « cohésion » au camp des Garrigues, près de Nîmes, la ville qui abrite le PC de la 6e DLB. C'est cette même unité qui a fourni le gros de la troupe de la division « Daguet » en Irak, sous les ordres, déjà, du général Janvier. Son chef est, lui-même, un expert des opérations spéciales : en août 1982, le colonel Janvier, à la tête du 2e régiment étranger de parachutistes, à Calvi, avait été chargé d'évacuer, sous commandement national, les Palestiniens de Beyrouth.

Aujourd'hui, la 6e DLB du général Janvier est la grande unité la plus professionnalisée de l'armée de terre française, avec 87,3 % de cadres et d'engagés sur les 6 800 hommes qu'elle compte. Trois de ses sept régiments relèvent de la Légion étrangère. Au total, 1 250 de ses hommes servent actuellement outre-mer, et principalement au Tchad, d'où son détachement, issu du 2e régiment étranger d'infanterie, est sur le chemin du retour à Nîmes. Ils seront 2 500 en décembre, soit 37 % des effectifs, à servir outre-mer. En plus du Cambodge, pays pour lequel la mission doit durer six mois, mais aussi, de Djibouti et des Antilles-Guyane, la 6e DLB fournira encore des hommes, dès la fin de cette année, pour le Centrafrique, puis, en 1993, pour l'ex-Yougoslavie et, à nouveau, pour le Tchad.

Une évolution de la mission de l'ONU

En même temps que ses légionnaires, le colonel de Kermabon disposera au Cambodge d'une centaine d'appelés du contingent, volontaires pour mener des actions extérieures et servant au-delà de leurs dix mois de service militaire.

Ces recrues viennent du 68e régiment d'artillerie, installé à La Valbonne (Ain), et du 6e régiment de commandement et de soutien, à Nîmes. La solde qui leur sera versée au Cambodge n'est pas, disent ces volontaires, le seul argument qui les a motivés. Elle n'en est pas moins attractive, avec, pour un caporal-chef au-delà de douze mois de service, la promesse d'une rémunération de quelque 11 000 F par mois.

C'est entre fin novembre et début décembre, lorsque la saison sèche commencera au Cambodge, que les « casques bleus » de Nîmes prendront la relève des « paras » de Toulouse.

Pour la plupart d'entre eux, ce sera l'heure de vérité. Le nouveau bataillon français sera sans doute confronté à une évolution de la mission de l'ONU au Cambodge. A l'origine, il s'est agi – entre autres ambitions – de confisquer les armes des quatre factions qui se disputent le contrôle du territoire. Or le processus de ce désarmement est aujourd'hui en panne, même si les « casques bleus » français ont réussi à récupérer près de huit mille armes dans leur zone d'action. Et, avec ce contre-temps, risque de s'éloigner la perspective des élections libres, prévues pour mars prochain. *« Ce qui pose,* admet le colonel de Kermabon, *qui revient* du Cambodge où il a préparé l'arrivée de son bataillon, *le problème de la crédibilité de la mission des Nations unies. »*

JACQUES ISNARD

SPORTS

TENNIS : le tournoi de Paris-Bercy

Les Américains avaient la tête ailleurs

Vainqueur, mardi 3 novembre, de Mark Woodforde, l'Américain John McEnroe devait rencontrer, mercredi 4, Boris Becker, tête de série numéro 9, pour le deuxième tour du tournoi de Paris-Bercy. Son compatriote Michael Chang (n° 5) a été éliminé par un autre Américain, David Wheaton. Dans les coulisses, vainqueurs ou vaincus, les joueurs américains parlaient plus de l'élection présidentielle que de leurs exploits sportifs.

John McEnroe dispute son dernier tournoi parisien. L'an prochain, aux Internationaux de France de Roland-Garros, il troquera le short pour la cravate et commentera le tournoi pour le compte d'une chaîne de télévision américaine. Le public de Bercy, qui en a fait son chouchou, ne veut pas le laisser partir trop vite. Alors, il tremble lorsque « Mac » perd la deuxième manche contre l'Australien Mark Woodforde. Il murmure d'une stupeur douloureuse quand l'Américain flanque la balle dans le filet ou se laisse dépasser par les accélérations de son adversaire.

Ravis de voir le génial gaucher au caractère de cochon se qualifier pour le deuxième tour, les spectateurs lui réservent une ovation, debout, à la fin d'un match sans grande saveur. Tous voudraient qu'il joue encore et encore, qu'il serve une rencontre d'anthologie pour ses adieux à la capitale. Mercredi, au deuxième tour, il devait rencontrer Boris Becker.

Les impôts de Clinton

Quoique émoussé, le jeu de McEnroe reste un immense et émouvant spectacle. A trente-trois ans, cet homme est une star, mieux, un mythe dont la vision parfaite du jeu, les passing-shots tirés sur les lignes et les violentes colères ont, une fois de plus à Paris, déchaîné enthousiasme et passions. Le New-Yorkais, pourtant, n'a plus vraiment la tête au tennis. Dans un mois, il disputera contre la Suisse la finale de la Coupe Davis au sein de l'équipe américaine. Plus tard, il espère en devenir le capitaine, travailler pour la télévision et élever ses trois enfants.

Mais ce mardi 3 novembre l'Américain avait presque oublié qu'il était sportif. Curieuse journée. Dans la salle de repos ou lors des conférences de presse, les champions d'outre-Atlantique auront plus parlé de l'élection présidentielle que du tennis. Ici, un coup de fil pour récolter les premiers résultats ; là, une conversation sur l'avenir des Etats-Unis ou les aléas du cours du dollar.

Vainqueur de son compatriote Michael Chang, David Wheaton commentait peu son match, la première presque belle rencontre de l'Open de Paris, indécise jusqu'au dernier point, sans être jamais furieuse. Wheaton pensait à George Bush, pour qui il avait voté par correspondance. Selon lui, les joueurs sont plutôt des supporters du président sortant, *« parce que Bill Clinton compte augmenter les impôts sur les hauts revenus ! »*. Jim Courier, qui tenait secret son vote, regarderait sans doute la télévision. Michael Chang en avait oublié sa sortie prématurée dans le tournoi, convaincu que, cette nuit, Bush et Clinton viendraient habiter ses rêves.

John McEnroe s'est inscrit trop tard sur les listes pour pouvoir voter par correspondance. Il l'a regretté, en certifiant qu'il n'était ni républicain ni démocrate. Indépendant, « Big Mac » est bien le seul Américain à pouvoir s'enorgueillir d'avoir, mardi à Paris, pendant deux petites heures, volé la vedette à Bush et Clinton. Un exploit.

BÉNÉDICTE MATHIEU

Les résultats du mardi 3 novembre

Premier tour

Première moitié du tableau

B. Gilbert (EU) b. G. Raoux (Fra) 6-1, 6-1.

Deuxième moitié du tableau

A. Boetsch (Fra) b. F. Clavet (Esp) 6-3, 6-3 ; J. Grabb (EU) b. G. Markus (Arg) 6-3, 6-2 ; J. Hlasek (Sui) b. T. Muster (Aut) 6-4, 6-3 ; H. Leconte (Fra) b. J. Tarango (EU) 4-6, 6-1, 6-4.

Deuxième tour

Première moitié du tableau

J. Courier (EU, 1) b. Chesnokov (Ru) 6-3, 6-0 ; M. Stich (All, 16) b. M. Larsson (PB) 4-6, 7-6, 6-4 ; D. Wheaton (EU) b. M. Chang (EU, 4) 6-4, 1-6, 6-3 ; A. Volkov (Ru) b. E. Sanchez (Esp) 6-3, 6-4.

Deuxième moitié du tableau

D. Rostagno (EU) b. C. Costa (Esp, 13) 6-3, 7-5 ; S. Edberg (Suè, 3) b. A. Medvedev (Ukr) 6-1, 1-6, 6-1.

(Figurent entre parenthèses, la nationalité du joueur et, éventuellement, la tête de série.)

JUSTICE

Une décision de la Cour de cassation

Annulation de procédure dans l'affaire des fausses factures de Nancy

La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Christian Le Gunéhec, a partiellement cassé, mardi 3 novembre, un arrêt rendu le 14 mai par la chambre d'accusation de Metz dans l'affaire des fausses factures de Nancy. Toute l'instruction a été renvoyée à la chambre d'accusation de Paris.

Cette procédure, dans laquelle M. Jacques Gossot, maire RPR de Toul, est inculpé, avait été ouverte à la fin de l'année 1987 et instruite successivement à Nancy, à Colmar et à Metz. Toutes ces juridictions ont été tour à tour dessaisies par la Cour de cassation pour des nullités de procédure. L'affaire porterait sur 20 millions de francs.

La Cour de cassation a estimé mardi que la chambre d'accusation de Metz était revenue à tort sur une question qui avait déjà été jugée, et qui concernait l'annulation de la procédure menée par le juge d'instruction de Nancy à partir de mars 1988.

Procès d'autodéfense aux assises de l'Ain

Un commerçant meurtrier est condamné à 18 mois de prison avec sursis

BOURG-EN-BRESSE

de notre correspondant

La cour d'assises de l'Ain a condamné à 18 mois de prison avec sursis, mardi 3 novembre, un commerçant accusé de coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner. Dans la nuit du 26 au 27 juillet 1989, M. Paul Deveaux (soixante-huit ans), qui possède un magasin d'articles de chasse et pêche à Belley, avait tiré au fusil de chasse sur deux hommes qui cambriolaient un magasin faisant face au sien. L'un d'eux, Manuel De Almeida (vingt-huit ans) avait été tué, et l'autre, Karim Barkati (vingt-trois ans), blessé.

M. Deveaux, unanimement décrit comme *« un homme d'ordre, intègre, méticuleux et généreux »* a toujours soutenu qu'il avait tiré *« au jugé »* pour effrayer les cambrioleurs. Dans son réquisitoire, l'avocat général, M. Gérard Pin, rejoint en cela par l'avocat de la partie civile, Me Henri la Phuong, du barreau de Lyon, avait récusé la thèse de la *« légitime défense »*. Il avait demandé aux jurés de ne pas céder au *« réflexe sécuritaire »* et de condamner M. Deveaux à une peine qui ne soit pas inférieure à quatre années de prison assorties du sursis. L'avocat de l'accusé, Me Henri Garraud, avait présenté son client comme *« la première victime »* du drame et demandé son acquittement.

Un comité, rassemblant une centaine de personnes, a manifesté son soutien à l'accusé pendant les débats. Appelé à la barre, le propriétaire du magasin cambriolé, M. Guy Morel, a notamment déclaré, suscitant dans l'audience un murmure approbateur : *« Je ne comprends pas pourquoi M. Deveaux est ici. Il devrait être à l'Elysée pour y être décoré de la Légion d'honneur. »*

LAURENT GUIGON

EN BREF

□ **M. Paul Natali, président du conseil général de Haute-Corse, inculpé de fraude fiscale.** – M. Paul Natali, président du conseil général de Haute-Corse (DVD), a été inculpé, mardi 3 novembre, de fraude fiscale par Mme Marie-Pierre Maligner-Peyron, juge d'instruction au tribunal de Paris. La peine encourue est de un an à cinq ans de prison et de 5 000 à 250 000 francs d'amende. M. Natali, qui dirige trois entreprises de transport, est soupçonné d'avoir fait des déclarations minorées de chiffre d'affaires et augmenté les charges déductibles. Le montant de la fraude s'élèverait à 8 millions de francs.

□ **Relaxe du directeur du quotidien *Présent*, poursuivi pour provocation à la discrimination raciale.** – La Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) et le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) *ont été déboutés*, le 30 octobre, par la 17e chambre du tribunal correctionnel de Paris, des poursuites qu'ils avaient intentées contre M. Pierre Durand, directeur du journal d'extrême droite *Présent*, pour la publication, en août 1989, d'un entretien avec M. Jean-Marie Le Pen. Dans cet article, le président du Front national développait, selon le jugement rendu par M. Jean-Yves Monfort, *« une sorte de théorie climatique qui expliquerait les mouvements de populations du Sud vers le Nord et éclairerait la menace que l'immigration africaine ferait peser sur l'Europe occidentale »*. Le tribunal a jugé que ses propos s'inscrivaient *« dans le cadre normal du débat politique »* et ne constituaient pas une provocation, car il n'y avait pas d'appel *« suffisamment explicite et direct à la discrimination, à la haine ou à la violence »*.

□ **POLICE : M. Patrick Riou nommé à la tête de la sous-direction des affaires économiques et financières de la police judiciaire parisienne.** – Le commissaire divisionnaire Patrick Riou, jusqu'alors chef de la brigade criminelle, vient d'être nommé à la tête de la sous-direction des affaires économiques et financières de la police judiciaire de la préfecture de police de Paris. Agé de quarante-six ans, il succède à M. Guy Coquet, nouveau directeur de l'Inspection générale des services (IGS), la « police des polices » parisienne (*le Monde* du 1er octobre).

REPÈRES

ÉDUCATION

M. Pineau-Valencienne remet un rapport au ministre de l'éducation nationale

M. Didier Pineau-Valencienne, président-directeur général du groupe Schneider, a remis au ministre de l'éducation nationale et de la culture le rapport qui lui avait été demandé sur « Formation et emploi des jeunes ».

Dans ce *« constat et* [ces] *propositions d'un chef d'entreprise »*, M. Pineau-Valencienne isole trois objectifs qu'il juge prioritaires : préparer les nouvelles générations à s'adapter aux évolutions du monde ; lutter contre les exclusions ; mettre en place, à tous niveaux, une seconde chance.



Pour ce faire, il propose d'amener 100 % d'une classe d'âge au baccalauréat, de décloisonner les mondes de l'éducation et de l'entreprise en favorisant les accords de partenariat, de valoriser les baccalauréats technologiques et de développer l'alternance.

ENVIRONNEMENT

Un projet de loi et dix mesures contre le bruit

Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, a présenté au conseil des ministres, mercredi 4 novembre, un projet de loi et dix mesures destinés à lutter contre les nuisances sonores. Le premier volet de ces mesures définit de nouvelles normes phoniques, activité par activité.

Le code de la construction devra être réformé et prévoir des normes d'isolation acoustique plus sévères pour les logements. Les cafés, les discothèques et les lieux de loisirs devront aussi se conformer à de nouvelles limites d'émission de bruit. Les maires pourront enfin refuser d'accorder un permis de construire aux habitations et aux établissements qui ne respecteront pas ces règles.

La deuxième série de mesures tente d'instaurer une maîtrise plus complète des différentes sources de bruit, notamment par l'homologation des pots d'échappement des véhicules et des engins de chantier. Enfin, le principe de compensation financière du dommage causé est réintroduit, puisque le fond d'indemnisation des riverains d'aéroport, supprimé en 1987, devrait être recréé.

SCIENCES

Le CADAS a célébré son 10e anniversaire

Le Comité des applications de l'Académie des sciences (CADAS) a célébré son dixième anniversaire, mardi 3 novembre sous la coupole de l'Institut de France, en présence de M. Hubert Curien, ministre de la recherche, qui en fut le premier président. Créé en 1982, le CADAS a publié 14 rapports sur des sujets aussi variés que le matériel médical, le génie civil, informatique et mécanique, la déréglementation des marchés et le progrès scientifique et technique.

La cérémonie a été précédée par un colloque sur le thème « Gérer la complexité dans la société contemporaine », organisé en coopération avec le journal *le Monde* et auquel participaient de nombreuses personnalités du monde scientifique, économique et industriel.

SOLIDARITÉ

Mesures en faveur de la vie associative

Le ministre des affaires sociales et de l'intégration, M. René Teulade, a présenté au conseil des ministres, mercredi 4 novembre, un ensemble de mesures pour faciliter la vie associative. Celles-ci prévoient notamment de renforcer la capacité du FONJEP (Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire) en créant 500 postes supplémentaires pour aider à payer le personnel des associations qui travaille à la mise en œuvre du RMI. Le niveau de financement d'un poste sera lui-même réévalué pour atteindre 45 000 F (au lieu de 41 000 F actuellement).

Le Fonds national pour le développement de la vie associative va se voir confié un programme pluriannuel de formation des administrateurs bénévoles, et un Fonds d'assurance de formation expérimental « tourisme social » intervenant dans le domaine de la formation de bénévoles sera créé. M. Teulade promet aussi de clarifier le régime fiscal des associations avant le 31 janvier 1993, et d'alléger leurs charges sociales en renouvelant, comme les responsables d'association le demandaient, l'exonération premier emploi. Les associations d'intérêt général pourront assurer leurs bénévoles contre le risque accident du travail, et le seuil d'imposition de la taxe sur les salaires sera porté pour toutes les associations de 8 000 F à 12 000 F en 1993.

□ **Rectificatif.** – Dans l'article de Marie-Claude Decamps sur la réhabilitation de Galilée (*le Monde* du 3 novembre 1992), une erreur de transmission *nous* a fait écrire : *« Cinq cent trente-neuf ans après le verdict du Saint-Office »*. La condamnation du savant italien n'était pas si ancienne puisqu'elle date de 1633.

CULTURE

Mort du chef d'orchestre Valentin Kojin

Valentin Kojin, chef principal de l'Orchestre des concerts Lamoureux, est mort dimanche dans un hôpital de Montgeron, près de Paris, à l'âge de quarante-neuf ans, des suites d'un cancer généralisé. Né à Leningrad, Valentin Kojin était installé en France depuis deux ans. Il avait été appelé au printemps dernier à la direction de l'Orchestre Lamoureux pour deux saisons, en remplacement du Français Jean-Claude Bernède, décédé en 1991. Il n'avait pu assurer le concert de rentrée le 18 octobre, consécutivement à un accident à un bras. Il était prévu qu'il dirige le 6 décembre salle Pleyel.

Diplômé des conservatoires de Leningrad et de Moscou, d'abord chef de chœur, lauréat du concours des chefs d'orchestre d'URSS en 1976, Valentin Kojin devint titulaire très jeune de l'Orchestre symphonique de Sverdlosk, dans l'Oural, avant d'être nommé en 1977 directeur du Théâtre Maly de Leningrad, poste qu'il occupa jusqu'à son arrivée en France.

Valentin Kojin avait également mené une carrière internationale à partir des années 80, dans le sillage notamment de son compatriote Guennadi Rodjdestvensky. La France l'avait alors découvert à la tête des Orchestres de Paris, de Lyon, National de France, Philharmonique de Radio-France et Lamoureux.

Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

La fièvre des MBA gagne les grandes écoles

Les programmes de formation supérieure au management se multiplient en France, alors que les Anglo-Saxons s'inquiètent de l'expansion trop rapide de ce marché

LES grandes écoles de management françaises ont-elles perdu tout sens des affaires ? Tout contact avec le marché de la formation des cadres supérieurs ? On serait tenté de le croire. En effet, en quelques mois, ce *ne sont pas* moins de quatre programmes nouveaux de *masters of business administration* (MBA) qui ont vu le jour ou vont être lancés en France. D'une manière ou d'une autre, chacun a l'ambition d'offrir à des jeunes de vingt-sept à trente ans, déjà engagés dans la vie professionnelle, une formation intensive leur permettant d'accéder à des postes de management de haut niveau ; bref de réorienter et d'accélérer leur carrière.

Ainsi l'Ecole supérieure de commerce de Rouen accueille, cet automne, une deuxième promotion d'une vingtaine de participants, dans son programme de MBA original, monté en partenariat avec l'université américaine de Purdue (Indiana). Selon M. de Schietere, directeur de l'école, il s'agit de permettre à de jeunes cadres ayant cinq ans d'expérience professionnelle de dépasser leur formation initiale d'ingénieurs ou de scientifiques pour accéder à un poste de management, *« mais sans quitter leur entreprise. Cela correspond à la fois à leur souci de ne pas interrompre leur carrière en période de tension sur l'emploi, mais aussi à la volonté de plus en plus marquée des industriels de miser sur la promotion interne des jeunes à potentiel »*. Pour y parvenir, Rouen propose une formule de vingt-deux mois, mais partagée entre plusieurs périodes courtes de formation intensive à l'école ou à l'étranger et de longues plages de travail personnel, soutenu par un réseau de messagerie électronique permettant aux stagiaires d'échapper au découragement, fréquent dans les formations à temps partiel. C'est également une formule sophistiquée de MBA, à temps partiel, que lance, en janvier prochain, l'Ecole supérieure de commerce de Paris. Le programme, réparti sur deux ans, voire davantage si nécessaire, alterne semaines résidentielles en séminaires ou missions à l'étranger et formation individuelle découpée en trois périodes permettant de passer de la découverte de l'action managériale à la mise en application des compétences acquises, y compris évidemment dans l'entreprise du stagiaire. *« Il y a une attente de plus en plus sensible de MBA compatibles avec le maintien d'une activité professionnelle »*, souligne Jérôme Bon, son directeur. Il en veut pour preuve le nombre et la qualité des candidatures sélectionnées malgré une campagne de lancement très discrète : au total une bonne centaine de postulants, de trente et un ans en moyenne, ayant une huitaine d'années d'expérience professionnelle et soutenus à 80 % par leur entreprise. *« Leur calibre est impressionnant*, ajoute Véronique de Chantérac, directrice de l'ESCP. *Et on va avoir du mal à ne pas dépasser une première promotion d'une trentaine de personnes. »*



Un engouement paradoxal

C'est vers une formule de MBA à temps partiel très similaire que semble s'orienter de son côté l'ESSEC, dont le projet est prévu pour 1993. En revanche, l'Institut d'études politiques de Paris a opté pour une formule courte (neuf mois), mais plus classique, en lançant son MBA, qui doit accueillir en première promotion une trentaine de stagiaires en janvier prochain. Plus académique Sciences-Po entend s'appuyer sur le potentiel de la rue Saint-Guillaume pour développer une tonalité particulière et intégrer la vie de l'entreprise dans un contexte politique, historique et social très large. Pour son directeur Jean-Jacques Rosa *« l'ambition est de réaliser l'alliance d'une solide tradition culturelle et d'une approche scientifique des problèmes de gestion.*

Au total, ces quatre nouveaux programmes représentent un sérieux renforcement, à terme, du potentiel de formation des MBA français. Jusqu'à présent l'on n'en comptait que quatre : le prestigieux Institut européen d'administration des affaires (INSEAD) de Fontainebleau (qui fait partie des tout premiers MBA européens aux côtés de la London Business School et de l'International Institute for Management Development – IMD – de Lausanne), l'Institut supérieur des affaires du groupe HEC-ISA, le Centre d'études supérieures du management, du groupe ESC-Lyon, et enfin le dernier né dans le giron de l'Ecole européenne des affaires (EAP), qui bénéficie de la très forte ouverture internationale de cette école basée à Paris, Berlin, Oxford et Madrid.

Mais cet engouement soudain est pour le moins paradoxal. Au moment où le nombre de MBA français va doubler, les quelque huit cents MBA américains (dont deux cent cinquante accrédités) sont l'objet de critiques tous azimuts des entreprises comme des étudiants, qui jugent ces formations trop coûteuses, trop snobs et coupées de la réalité des affaires *(lire page XX)*. Des esprits attentifs avaient bien tiré le signal d'alarme. *« Les étudiants des MBA américains sont souvent brillants, au sens technocratique du terme. Mais ils manquent de créativité, de capacité à créer des produits, des structures, des environnements et des stratégies »*, proclame depuis longtemps Henry Mintzberg, professeur à l'université McGill de Montréal (Canada)

Ce message iconoclaste est aujourd'hui largement partagé, d'autant que l'inflation des MBA américains – soixante-dix mille diplômés par an – a sérieusement ébranlé la crédibilité de tout le secteur. Mais les *business schools* américaines ne sont pas seules sur la sellette. En Grande-Bretagne, le nombre des MBA a doublé en quelques années, passant de quarante-sept à quatre-vingt-douze. Et après plusieurs années de croissance frénétique, le marché de ces formations est en pleine phase de *« normalisation »*, selon l'expression de M. Roger Marc Cormick, directeur général de l'Association des MBA, basée à Londres. Ce dernier, qui juge ce refroidissement salutaire après *« une expansion trop rapide »*, évalue à 15 % en moyenne la baisse du nombre de candidatures enregistrées cette année par rapport à l'an dernier. On ne saurait oublier enfin que les entreprises allemandes, pourtant peu suspectes de dilettantisme, rechignent toujours à accorder aux détenteurs de MBA le prestige qu'ils ont connu outre-Atlantique et dans les principaux pays d'Europe.

Ne pas pousser le bouchon trop loin

C'est donc dans cette ambiance générale plutôt dégrisée que les écoles de management françaises lancent leurs propres programmes. Pour plusieurs raisons. Tout d'abord le prestige du label MBA reste très fort dans les écoles de commerce et les entreprises françaises. *« C'est une question de standard international et de stimulation pour nos enseignants »*, lance Véronique de Chantérac. L'incitation pour les écoles les plus prestigieuses, l'ESSEC, ESCP, Sciences-Po, à occuper le terrain était d'autant plus forte que de nombreuses écoles privées moins huppées n'hésitent pas à s'approprier ce titre non protégé !

En second lieu, il est certain que le marché français était très en retard par rapport au marché européen ou mondial. Avec moins de six cents diplômés par an, on est très loin du flux annuel de quelque quatre-vingt mille diplômés américains ou britanniques. Les cadres français sont d'ailleurs nombreux à aller chercher fortune dans les *business schools* américaines (ils étaient le groupe d'étrangers le plus nombreux à Wharton, cette année, avec dix-sept étudiants). Cette attirance ne relève pas seulement de l'effet de mode, mais également d'une faiblesse de l'offre de formation.

Enfin, nombreux sont les analystes qui soulignent que les critiques adressées aux MBA américains ne sont guère applicables à la majorité des MBA européens. Comme le remarque Francis Bidault, directeur du programme de l'IMD de Lausanne, *« les réformes mises en œuvre aujourd'hui aux Etats-Unis introduisent des innovations – la pluridisciplinarité, l'internationalisation ou l'accent mis sur la personne – qui sont depuis longtemps à la base des meilleures formations européennes »*. Georges Bain, le patron de la London Business School, renchérit : *« On fait beaucoup de bruit autour de la crise des MBA. C'est assez exagéré si l'on observe la situation européenne : cela fait longtemps que nous nous employons à équilibrer l'enseignement et la recherche, à multiplier les relations avec les employeurs et à créer une véritable culture cosmopolite. Il y a cinq ans, nous avions 75 % d'étudiants britanniques. Ils ne forment plus aujourd'hui que 25 % de nos promotions. »*

A quoi M. Claude Rameau, doyen de l'INSEAD, ajoute : *« La faiblesse de bon nombre de MBA américains est d'être nés dans le giron d'universités et de s'être trop enfermés dans l'académique pur, dans le prolongement de l'enseignement supérieur. Les meilleurs MBA européens sont fondés sur des institutions indépendantes, construites autour de la formation continue des cadres supérieurs, en partenariat total avec les entreprises. »* Cet atout est d'autant plus fort aujourd'hui que les MBA deviennent de plus en plus *« un marché de corporations »*, appuyé sur des coopérations très étroites avec les milieux économiques, alors qu'ils étaient en majorité, jusqu'à récemment, un *« marché d'individus »* reposant sur le choix personnel de jeunes cadres soucieux d'accélérer leur carrière. En développant des programmes à temps partiel, les nouveaux MBA français s'inscrivent indéniablement dans ce contexte.

Il reste que les petits nouveaux vont devoir faire leurs preuves dans un marché beaucoup plus tendu qu'il y a quelques années. Pour Bruno Dufour, le directeur du groupe ESC-Lyon, *« il faut faire attention. Avec les nouvelles créations de programmes comme avec le doublement par l'INSEAD, en quelques années, de la taille de ses promotions, qui sont passées à quatre cent cinquante étudiants, on risque de pousser le bouchon trop loin. On a fait le plein »*.

GÉRARD COURTOIS

Hit-parade

Difficile de s'orienter dans la jungle des MBA, qui ne compte pas moins d'un millier de programmes à travers le monde. Pour éclairer le choix des candidats, les magazines économiques américains ou britanniques s'efforcent depuis quelques années de réaliser une évaluation et un classement des formations.

Outre-Atlantique, l'outil considéré comme le plus complet est le palmarès des écoles de management établi depuis trois ans par l'hebdomadaire *Business Week*. Le dernier en date, publié dans l'édition du 26 octobre dernier, confirme la prééminence des *business schools* de Northwestern, Chicago, Harvard et Wharton. Mais il chahute également les hiérarchies avec le recul relatif de Stanford et beaucoup plus accentué de UCLA-Los Angeles et Carnegie Mellon, ou encore la disparition – dans la liste des vingt meilleures écoles américaines – des universités de Rochester (New-York) ou Austin (Texas).

L'évaluation la plus sérieuse des MBA européens est réalisée par l'hebdomadaire britannique *The Economist*, qui vient d'achever sa troisième enquête intitulée « Which MBA ? ». Il ne s'agit pas d'un hit-parade à l'américaine mais d'une analyse aussi précise que possible des qualités ou des faiblesses des différentes formations.

▶ Rens. : The Economist, Intelligence Unit, 40 Duke Street, London-W1A.

La fin de l'âge d'or américain

Même les plus prestigieuses écoles de management d'outre-Atlantique sont contraintes de remettre à plat leurs formations

NEW-YORK

correspondance

MAX a vingt-sept ans, et le profil idéal pour être embauché dans une grande entreprise. Diplômé de l'université de Berkeley en ingénierie du transport, il a participé pendant toute la durée de ses études à la mise en place d'un système de formation en informatique pour les handicapés, avant d'entrer chez Bell Labs, une importante société américaine, spécialiste des systèmes de communication. Il y a deux ans, il s'est laissé facilement convaincre d'abandonner son emploi et un salaire annuel de 45 000 dollars, pour entreprendre un *master of business administration* (MBA). Son calcul était vite fait. La formation de deux ans à Wharton, une des meilleures écoles américaines, coûte 32 000 dollars, sans les frais d'hébergement. Il a contracté un emprunt de 40 000 dollars, qu'il espérait rembourser très rapidement, le salaire moyen à la sortie étant de 62 000 dollars, au bas mot.

Bref c'était, en principe, un bon investissement. Or au terme de sa formation, cette année, Max n'a reçu qu'une seule offre d'emploi bien décevante : 47 000 dollars chez United Airlines, une compagnie aérienne connue chez les jeunes diplômés pour la lourdeur dissuasive de son organisation. Du coup, il envisage d'accepter un poste dans une petite compagnie de production vidéo californienne pour un salaire modeste mais avec possibilité d'intéressement aux bénéfices.

Du jamais vu. Depuis une douzaine d'années, les diplômés des meilleurs MBA étaient courtisés, jusque sur les campus, par les grandes sociétés américaines, et les petites entreprises n'auraient jamais songé à recruter les diplômés des *business schools* les plus huppées. C'était *« un investissement hors de leur portée »*, explique Richard West, directeur de la business school de New York University.

Branle-bas de combat général

Le réveil a été brutal. Tout au long des années 80, les MBA s'étaient orientés vers la finance à tout va, à la demande des entreprises qui recrutaient à tour de bras des cadres pour gérer leur trésorerie, et des étudiants qui ne rêvaient que de devenir *investment banker* chez Goldman Sachs, pour un salaire de démarrage de 80 000 dollars par an. Depuis le krach de 1987, 70 000 emplois ont été supprimés à Wall Street, et même Goldman Sachs, la firme reine, embauche au compte-gouttes, et pour le même salaire qu'il y a cinq ans... Non seulement le marché s'est rétréci, mais les entreprises recherchent désormais des managers généralistes, un profil que les MBA, trop spécialisés, ont du mal à produire.

« Aujourd'hui, nous devons changer et le montrer à nos clients, à la fois les étudiants qui hésitent désormais à investir dans de longues et coûteuses études, et les entreprises qui reprochent le manque d'adaptation de la formation à leurs besoins réels. J'ai proposé au conseil d'administration un véritable plan de redressement », explique Richard West. De façon très symbolique, l'école a quitté le cœur de Wall Street, où elle avait multiplié les liens avec les milieux financiers, pour aller s'installer, à la rentrée 1992, dans le centre de la ville, à proximité des sièges sociaux de firmes qui ne sont pas forcément financières. Surtout, le cursus a été modifié, la durée de formation – et par conséquent de rupture d'emploi – réduite de deux ans à dix-huit mois, les cours de marketing ou de merchandising ainsi que l'enseignement des langues renforcés et une formation à la déontologie introduite dans le programme.

L'université de New-York n'a pas été la seule à remettre à plat son MBA pour répondre aux critiques tous azimuts des milieux économiques à l'encontre d'une formation jugée trop rigide, compartimentée et abstraite, coupée de la réalité des entreprises et préparant mal les jeunes cadres à gérer les relations hiérarchiques, le travail en équipe ou la dimension internationale des affaires. Selon la formule sans pitié d'un responsable du recrutement de General Electric, la plupart de ces brillants diplômés s'imaginent dans le rôle de *golden boys* maniant des millions de dollars, alors qu'ils sont *« incapables d'aligner dix phrases cohérentes devant un conseil d'administration ! »*

Les business schools n'ont pas manqué d'imagination pour répondre à ces critiques. Case Western propose de faire suivre chaque étudiant, pendant ses études, par un cadre expérimenté. Columbia a investi 1 million de dollars dans la mise en place d'un nouveau cursus à base de travail en équipe, de cercles de qualité, et d'éthique. Chicago a intégré dans la scolarité une formation au leadership qui inclut un week-end de retraite dans le Wisconsin, où les étudiants, après avoir visionné un film d'aventures, doivent survivre pendant deux jours dans le désert. Et propose aussi des cours de théâtre pour apprendre à s'exprimer en public. Les étudiants sont ravis, et les entreprises se laissent, paraît-il, séduire.

Le jeu en vaut-il la chandelle ?

A l'université de Pepperdine, en Californie, le cours d'éthique inclut une visite au roi déchu des *junk bonds*, Michael Milken, dans sa cellule de prison. A Denver, on enseigne désormais le savoir-vivre du parfait businessman, aux Etats-Unis et à l'étranger. Virginia University encourage ses étudiants à partir en Europe de l'Est faire du conseil pour des entreprises locales. Pittsburgh propose un MBA en onze mois, une économie de temps et d'argent que réclament beaucoup d'étudiants.

Ces initiatives en tout genre n'ont pas suffi, cependant, à désarmer totalement les réserves des entreprises. De plus en plus nombreuses sont celles qui, comme General Electric, préfèrent former elles-mêmes leurs futurs cadres. Un jeune diplômé de l'université (ayant suivi les quatre années de collège) est beaucoup moins coûteux, après quatre ou cinq ans d'expérience professionnelle alors qu'il a atteint le niveau de responsabilité d'un diplômé de MBA. Et il est surtout beaucoup moins arrogant, ajoute-t-on chez General Electric. La First Boston, une grande banque de la côte Est, a, elle, décidé de recruter des PHD (doctorat) dont la vaste culture générale est très appréciée.

Les étudiants aussi refont leurs comptes. Pourquoi prendre le risque de perdre deux ans de salaire et s'endetter à hauteur de 25 000 voire 35 000 dollars ? Le jeu en vaut-il la chandelle ? En tout cas, ils deviennent des clients de plus en plus attentifs au rapport qualité-prix. Le magazine *Business Week* vient de sortir son fameux classement annuel des écoles de management *(lire page 00)*. Ce sont deux universités de l'Illinois, Chicago et Evanston, qui supplantent tout le monde, grâce au taux de placement de leurs diplômés à la sortie.

Quant au magazine *Forbes*, il a fait sensation en publiant, au printemps dernier, un classement des MBA qui proposent le meilleur rapport frais de scolarité-salaires de sortie : Harvard et Wharton sont absentes de la liste, et c'est la peu connue John Anderson Graduate School of Management de l'université de Los Angeles qui arrive en tête, avec des frais de scolarité de 10 000 dollars et un salaire moyen de sortie de 54 000 dollars. De tels changements d'attitude devraient rapidement peser sur l'économie générale des MBA. Depuis des années, ceux-ci ont en effet servi de vaches à lait pour les universités américaines. Ce temps béni paraît bien révolu.

COLOMBE SCHNECK

Menaces sur le lycée de Baden-Baden

STRASBOURG

de notre correspondant

La restructuration de l'enseignement français en Allemagne est inévitable : deux divisions blindées des Forces françaises en Allemagne (FFA) ont été dissoutes ces deux dernières années, entraînant l'abandon de nombreuses garnisons et la suppression de plusieurs milliers d'emplois civils. Ce mouvement doit continuer en 1993, avec le départ du deuxième corps d'armée dont l'état-major est à Baden-Baden, pour ne laisser en place que la première division blindée, partie prenante du futur corps d'armée européen, et la garnison de Berlin.

Ce vaste reflux a fait baisser l'effectif scolaire de treize mille élèves en 1990 à sept mille cette année, et la direction de l'enseignement français en Allemagne (DEFA) prévoit qu'elle n'en scolarisera plus que cinq mille en 1994. Elle a donc commencé son redéploiement et a perdu deux cent cinquante postes environ avant la rentrée 1992. Mais les perspectives pour 1993 sont beaucoup plus sévères. *« Nous devons supprimer trois cents postes, soit 50 % des emplois budgétaires de l'éducation nationale outre-Rhin »*, confirme M. Bernard Thomas, directeur de l'enseignement français en Allemagne.

Les syndicats enseignants et les associations de parents d'élèves ont été informés des *« hypothèses de travail »* étudiées par la DEFA. La plus spectaculaire est la suppression du lycée et collège Charles-de-Gaulle de Baden-Baden, qui scolarise actuellement près de mille cent élèves et en attend sept à huit cents l'an prochain. Ils seraient alors orientés vers les établissements alsaciens proches de la frontière. La DEFA confirme que des discussions ont commencé avec l'académie de Strasbourg et celle de Metz-Nancy.

Une autre possibilité est la suppression de nombreuses écoles pré-élémentaires dans les villes de garnison. *« Est-il inconcevable de scolariser une partie des jeunes Français sur place, dans des établissements allemands, ou dans des classes bilingues en Alsace ? »* s'interroge M. Thomas. En revanche, les écoles élémentaires seraient dans tous les cas préservées.

Enfin, la DEFA et le ministère de l'éducation nationale et de la culture réfléchissent à l'éventuelle fermeture du collège Voltaire de Berlin, dont les élèves rejoindraient l'actuel « collège français », de la sixième à la terminale, géré par les affaires étrangères. En 1994 d'ailleurs, l'ensemble des établissements français en Allemagne doit passer sous la tutelle de ce ministère, abandonnant leur actuel statut né du stationnement « atypique » des forces françaises outre-Rhin.

Une mission interministérielle doit étudier sur place ces hypothèses avant d'arrêter des décisions, sans doute fin novembre, précise la DEFA. Syndicats et associations de parents d'élèves réfléchissent à une riposte : ils ne comprennent pas pourquoi une baisse de 20 % des effectifs doit entraîner la suppression de 50 % des postes.

JACQUES FORTIER

Les portes entrouvertes de l'université

La loi récente sur la validation des acquis professionnels se heurte à de profondes réserves

LA loi du 20 juillet dernier permettant *« la validation d'acquis professionnels pour la délivrance de diplômes »* aurait dû défrayer la chronique, tant elle est, dans son principe, iconoclaste. Elle offre en effet, à *« toute personne qui a exercé pendant cinq ans une activité professionnelle »*, la possibilité de demander la validation de cette expérience pour l'obtention d'un diplôme de l'enseignement supérieur ou technologique. Elle fait sauter un verrou décisif de l'enseignement en France. Désormais, le contrôle des connaissances n'est plus l'unique critère d'obtention d'un diplôme.

Et pourtant ce texte est passé largement inaperçu. Adopté par le Parlement après de multiples avatars depuis deux ans, noyé dans une loi fourre-tout, peu mis en valeur par le ministère de l'éducation nationale, il n'a pas déclenché les passions. Comme si chacun estimait, à l'avance, qu'il a peu de chances d'être sérieusement appliqué.

Le soupçon n'est pas sans fondement. Car la loi de 1992 a été précédée par un décret de 1985 qui reste ignoré dans la plupart des universités. Moins ambitieux puisqu'il permettait seulement de s'inscrire dans une formation supérieure sans avoir les diplômes normalement requis, ce décret ouvrait cependant une brèche. Or le bilan de son application est pour le moins modeste. Une enquête réalisée par le ministère de l'éducation nationale auprès des universités recense, pour l'année 1990/1991, 4 283 validations en premier cycle soit 0,68 % du total des inscrits ; 7 750 validations en second cycle 2,15 % des inscrits. Au total 14 327 personnes auraient bénéficié, au cours des cinq dernières années, de cette procédure.

L'exception lilloise

Ces données sont à manier avec précaution, tant la notion de *« validation des acquis »* reste ambiguë. Dans la majorité des réponses, ce terme semble davantage correspondre à des accords d'équivalence, comme dans le cas d'un étudiant en médecine qui se serait vu accorder une dispense afin de s'inscrire directement en second cycle de psychologie. On est loin de la reconnaissance d'une expérience professionnelle. Cette confusion rend quasi impossible l'évaluation précise du nombre d'adultes ayant bénéficié du décret de 1985. Cependant, une chose est certaine : cette pratique est restée exceptionnelle. Parmi les rares universités à s'être engagées dans cette voie, Paris-VII-Jussieu fait état de 3 380 dispenses accordées entre 1986/1987 et 1990/1991. Mais seules 73 d'entre elles relevaient d'une validation d'acquis professionnels.

Un établissement fait toutefois exception, l'université de sciences et techniques de Lille, où les demandes de VAP (validation d'acquis professionnels) sont passées de 140 en 1987 à 800 en 1992. L'initiative en revient au service de formation continue, le SUDES (service universitaire de développement économique et social), qui a dès le départ orienté certains dossiers dans ce sens. *« La formation des adultes est un pôle très dynamique de l'université. Le service ne délivre pas de diplômes spécifiques, mais des diplômes nationaux. D'autre part, l'université a déjà une pratique de l'évaluation. L'ESEU (examen spécial d'entrée à l'université) se prépare par unités capitalisables. Après un diagnostic de leurs connaissances, les candidats suivent les enseignements de modules adaptés à leur niveau. Ainsi beaucoup de conditions étaient réunies pour qu'on se lance dans cette aventure des acquis professionnels »*, explique Martine Carette, responsable du centre d'accueil.

Avec, à Lille, des taux de réussite comparables à ceux des étudiants traditionnels, la VAP a donné naissance à une seconde filière, parallèle à la voie classique. *« Son existence semble surtout profiter à des adultes plutôt jeunes, souvent titulaires du bac, d'un DUT ou d'un BTS, et qui ont été contraints d'interrompre leurs études. »* A trente-six ans, et avec une expérience professionnelle longue de quinze ans, Jean-Pierre Roeland s'est inscrit dans un DESS de réseaux câblés. *« J'ai commencé à travailler tout de suite après avoir décroché mon bac. J'ai ensuite utilisé toutes les possibilités que m'offrait la formation continue dans l'entreprise, mais ma progression s'est trouvée à un moment bloquée. Pour pouvoir prétendre à des postes de niveau bac + 5, le diplôme est indispensable. »*

C'est cette même quête du parchemin qui pousse Michel Duffosé, titulaire d'un DUT et chef du personnel dans une PME d'ingénierie, à entamer un DESS de gestion des ressources humaines : *« Lorsque notre entreprise recrute un cadre, nous regardons en tout premier ses titres. Sans un diplôme de grande école ou un troisième cycle universitaire, vous n'êtes pas reconnu dans la fonction cadre. »*

Le casse-tête de l'évaluation

Si le décret de 1985 fixe les conditions de la validation des acquis, il laisse aux universités le choix des outils indispensables à leur reconnaissance préalable. Confrontée à ce concept d'acquis professionnels tout à fait étranger à son fonctionnement, l'Université s'est sentie comme désemparée. Faute de savoir-faire, l'évaluation des compétences repose sur des bases très hétérogènes et parfois incertaines. L'université Paris-VII a choisi de demander le jugement d'experts, par exemple le supérieur hiérarchique de l'adulte demandeur d'une validation d'acquis. *« Mais il arrive que nous ne parlions pas toujours le même langage avec ces professionnels »*, confie Mme Françoise Solliec, enseignante en physique.

L'université de sciences et techniques de Lille a, quant à elle, créé une commission spécifique de validation. Composée de membres permanents et de représentants des formations, elle se réunit tous les quinze jours pour donner des conseils d'orientation ou, si nécessaire, de réorientation. Pour chaque candidat, la procédure d'évaluation tient compte d'un certain nombre de paramètres : la durée de l'expérience professionnelle, la nature des tâches confiées et l'évolution dans la hiérarchie, les stages effectués, les connaissances acquises dans des activités associatives, syndicales, etc.

Mais une fois cette étape surmontée, une seconde difficulté se présente. Quelles sont les compétences nécessaires pour pouvoir accéder à un enseignement ? Une question presque « contre nature » dans une université habituée depuis des lustres à produire des chercheurs et enseignants plus que des « professionnels ». Si cette démarche est encore relativement aisée dans le cas de formations qui requièrent un profil pointu comme un DESS application de la télématique, elle devient un véritable casse-tête lorsqu'il s'agit d'un DEUG de sciences ou d'une licence de lettres.

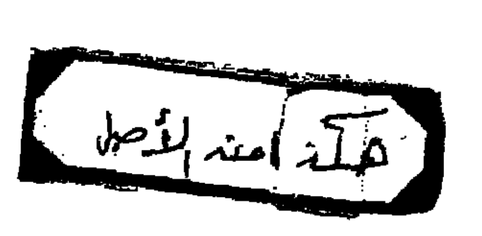
Expérience ou connaissances ?

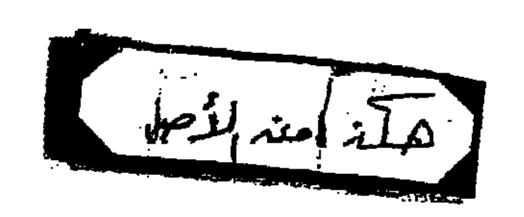
« Les formations professionnalisées sont encore minoritaires dans l'université. Dans les autres cursus, il existe une déconnexion encore trop importante entre l'enseignement et les connaissances qui leur seront utiles. Est-ce qu'un technicien a nécessairement besoin de savoir résoudre une intégrale ? Les institutions de formation et les entreprises raisonnent en termes de diplôme et non pas de maîtrise objective des connaissances », note M. François Montarras, enseignant en mathématiques à l'université Paris-VII et responsable du département d'éducation permanente et d'accès à l'enseignement supérieur (DEPAES).

Face à ce problème, l'université des sciences et techniques de Lille a constitué un groupe de travail chargé d'élaborer un guide méthodologique de la validation des acquis professionnels. Des enseignants ont été sollicités pour dresser une liste des compétences sur lesquelles débouche leur enseignement. *« Cela revient*, précise Martine Carette, *à se poser la question : à quoi sert mon cours ? Toute notre pratique en la matière a été construite de manière empirique. Aujourd'hui, nous tentons de la formaliser afin de pouvoir la transférer à l'extérieur. »*

Dans un tel contexte, quelle portée va avoir la loi sur la délivrance des diplômes ? En l'absence d'expériences suffisamment développées, tous les doutes sont permis. D'autant que la loi elle-même stipule que les acquis professionnels *« seront pris en compte pour justifier d'une partie des connaissances et des aptitudes exigées pour l'obtention d'un diplôme ». « En faisant référence aux connaissances et à leur justification*, explique Martine Carette, *nous craignons que le principe d'acquis professionnels soit détourné au profit d'un contrôle des connaissances comparable à ceux qui existent déjà. Si tel était le cas, le risque serait alors d'utiliser, par des universités, ce contrôle des connaissances dans le cadre du décret de 1985, c'est-à-dire pour permettre l'accès aux formations. »* Une solution de facilité qui éviterait bien des remises en question.

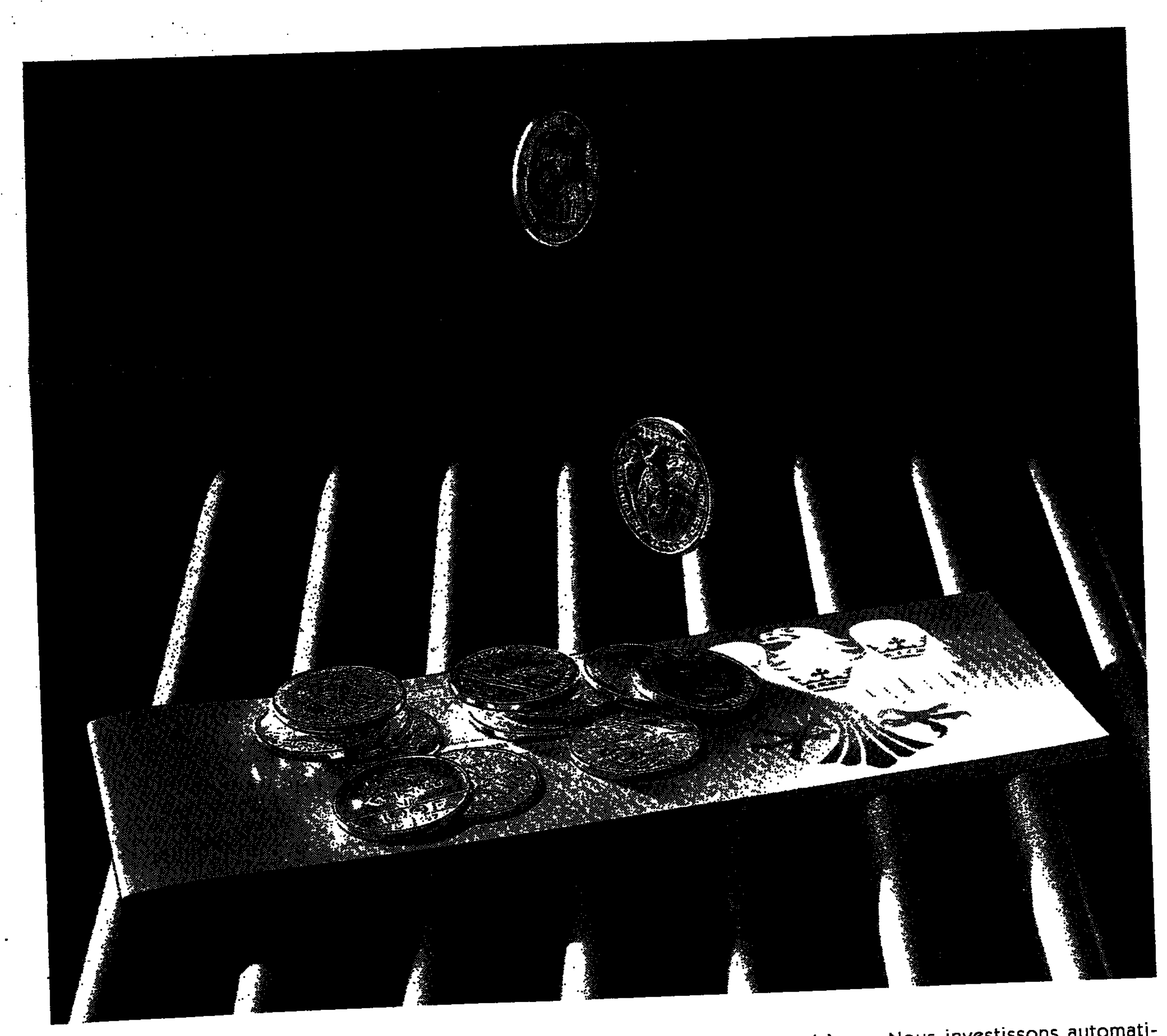
FRÉDÉRIC REY







Barclays invente une nouvelle façon de vous faire gagner de l'argent : le compte dynamique.



BARCLAYS vous propose désormais la gestion dynamique de votre compte chèque. Nous investissons automatiquement vos liquidités au-delà de 15 000 F. Vous utilisez librement votre compte chèque de 5 000 F à 15 000 F sans toucher à vos investissements. Nous vous alertons dès que votre solde tombe à 5 000 F. Vous décidez alors d'approvisionner ou de désinvestir. Le compte chèque dynamique Barclays : une grande banque a décidé de vous faire gagner de l'argent.

3614 BARCLAYS
N° VERT 05 31 03 93

ÉCONOMIE

BILLET

La « Sécu » qui fait peur

Rarement, la Sécurité sociale aura fait l'objet d'autant de projets de réforme. Après l'accord d'octobre sur les dépenses de santé et les propositions gouvernementales sur la création d'un fonds de solidarité pour les retraites, le Sénat avance à son tour des propositions.

Approuvé par la commission des finances, le rapport d'un groupe de travail présidé par M. Jacques Oudin, sénateur RPR, plaide pour une *« réforme d'ensemble »*. Il suggère d'intégrer des élus non syndicaux et, le cas échéant, des médecins aux conseils d'administration des caisses nationales. Dans le domaine des retraites, il recommande un allongement de la durée de cotisation, un calcul plus restrictif des pensions et la création de fonds collectifs par capitalisation. De même, il admet que l'accord sur les dépenses de santé *« constitue, du moins dans son principe, une avancée intéressante »*.

Pourtant, les intentions affichées par le monde politique – qui, des Etats généraux au Livre blanc sur les retraites, a collectionné les initiatives dilatoires – restent encore velléitaires. La *« Sécu »* continue de lui faire peur.

Ainsi, la création du fonds de solidarité n'aurait aucun effet direct sur les déséquilibres structurels des retraites. Son but essentiel est de renvoyer aux partenaires sociaux, qui n'en demandent pas tant, la responsabilité des comptes. Quant à l'accord sur les dépenses de santé, il s'agit d'un réel progrès mais son caractère peu contraignant incite à la prudence.

De son côté, l'opposition reste très discrète sur ses intentions – M. Oudin a tenu à mettre en garde ses propres amis politiques contre des *« prises de position un peu trop rapides »* – et préfère brandir le spectre d'un déficit cumulé de 70 milliards de francs pour la *« Sécu »* à la fin de l'année prochaine. Même si le gouvernement parvient à limiter à 5 milliards le déséquilibre de l'exercice 1993 en récupérant les fonds obtenus grâce à l'augmentation des prix du tabac, le déficit cumulé 1990-1991-1992 devrait se situer aux alentours de 30 milliards. Ce qui pourrait déboucher sur une hausse des cotisations ou de la CSG avant les échéances électorales.

Dans ces conditions, on peut craindre que les polémiques autour du « trou » de la Sécurité sociale n'éclipsent une fois de plus le débat sur les réformes à mener. Un débat que les états-majors des partis politiques ne se sont, semble-t-il, toujours pas décidés à affronter.

JEAN-MICHEL NORMAND

L'Uruguay Round et la guerre du soja

Les efforts pour obtenir un accord agricole CEE - Etats-Unis avant l'élection américaine ont échoué

Les négociations menées à Chicago depuis le dimanche 1er novembre entre M. Edward Madigan, secrétaire américain à l'agriculture, et M. Ray Mac Sharry, commissaire européen, afin de sortir l'Uruguay Round de l'impasse, ont échoué. Elles ont buté sur les limitations à imposer à la production d'oléagineux (colza, tournesol, soja) dans la Communauté. M. Mac Sharry avait proposé de la plafonner à 10,1 millions de tonnes par an, alors que la production s'est située aux alentours de 13 millions de tonnes en 1991 et de 11,5 millions cette année. M. Madigan, après consultation de l'Association des producteurs de soja, a refusé l'arrangement.

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

L'étape suivante du feuilleton devait se dérouler mercredi 4 novembre à Genève où siège le Conseil du GATT (l'organisation qui réglemente le commerce international et dans le cadre de laquelle se déroule depuis 1986 l'Uruguay Round). Faute d'avoir trouvé un compromis avec les Européens dans la « guerre du soja », M. Madigan a déclaré qu'il recommanderait au président Bush de notifier à la CEE des mesures de rétorsion commerciales. Mais on ne peut évidemment pas exclure que la nouvelle donne politique modifie le cours des choses.

M. Mac Sharry, assisté, si l'on peut dire, par M. John Gummer, le ministre anglais de l'agriculture qui préside actuellement les travaux des Douze (mais qui n'avait, en principe, rien à faire à Chicago, le traité voulant que ce soit la Commission qui négocie au nom de la CEE), était allé très loin pour parvenir à un accord. Au point que mardi, en fin de journée, celui-ci était considéré comme à peu près acquis à Bruxelles. Il avait accepté de réduire de 21 % le volume des exportations agricoles subventionnées de la Communauté, sans obtenir de contreparties en matière de « rééquilibrage » (la faculté pour la CEE de freiner ses importations de substituts de céréales). S'agissant des oléagineux, les engagements auxquels il s'était montré prêt à souscrire étaient également très contraignants : établis en volumes de production (et non en surfaces emblavées, comme prévu initialement) ils auraient interdit aux producteurs de la CEE de tirer parti des améliorations de rendements, sauf à étendre le gel des terres.

Intransigeance américaine

Le camp français faisait grise mine lorsque furent connues ces propositions. Leur mise en œuvre aurait à coup sûr entraîné pour les producteurs de la Communauté des contraintes allant bien au-delà de celles résultant de la réforme de la politique agricole commune (PAC) et, pour cette raison, pouvaient difficilement être acceptées par Paris. On s'apprêtait donc à un affrontement difficile avec des partenaires dont on devinait que la majorité d'entre eux, au moins par lassitude, étaient enclins à accepter à peu près n'importe quoi.

Dans ces conditions, le gouvernement français a assurément été soulagé par cette rupture due à l'intransigeance américaine. Il sera toujours temps par la suite d'analyser, et de tirer les conséquences, de cette ultime tentative absurde pour sauver l'Uruguay Round le jour même de l'élection présidentielle américaine. Qu'allait-on faire à Chicago sinon risquer de provoquer une crise grave entre la France et ses partenaires ? *« Cette affaire n'a plus grand-chose à voir avec une négociation commerciale, les arrière-pensées sont politiques »*, commentait mardi un diplomate français. Un « succès » à Chicago aurait-il placé M. John Major en meilleure position avant que ne débute aux Communes le débat préliminaire sur le traité de Maastricht ? Tout s'est effectivement passé comme si les Anglais et ceux qui les soutiennent au sein de la Commission, s'étaient accommodés, voire avaient cherché, cette partie de bras de fer avec les Français.

Il est difficile d'imaginer que ces péripéties peu glorieuses, où la Commission s'est illustrée par un sens des responsabilités politiques limité, ne laissent pas des traces. On devrait s'en apercevoir dès les prochaines réunions ministérielles des Douze, celle des ministres du commerce extérieur pendant le week-end, puis de leurs collègues des affaires étrangères, lundi 9 novembre.

PHILIPPE LEMAITRE

La France « n'est pas isolée » à propos de la négociation sur le GATT

affirme M. Felipe Gonzalez

Le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, a déclaré mardi 3 novembre à Paris que les conditions présentées par le Danemark pour ratifier le traité de Maastricht n'étaient *« pas acceptables »*. Il a toutefois relevé qu'il était *« un peu tôt pour savoir quelle est la position définitive du Danemark »*. Le Parlement danois avait adopté la semaine dernière diverses propositions préconisant, sans recourir à la renégociation du traité, l'octroi par les Onze d'un statut particulier pour le Danemark, le dispensant d'adhérer à la monnaie unique, à la politique étrangère et de défense commune, ainsi qu'à la citoyenneté européenne.

M. Gonzalez a d'autre part affirmé que la France *« n'était pas isolée »* dans la négociation commerciale CEE-Etats-Unis (GATT). *« C'est vrai que la France ne veut pas dépasser certaines limites, mais je peux vous dire que derrière cette position française, il y en a d'autres qui se protègent »*, a-t-il estimé.

M. Gonzalez a fait ces déclarations après un déjeuner de travail de deux heures à l'Elysée avec M. François Mitterrand. Un sommet franco-espagnol doit se tenir à Albi le 19 novembre.

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

● **Indice composite : baisse de 0,3 % en septembre.** – L'indice composite des principaux indicateurs américains, censé préfigurer l'activité des trois à six prochains mois, a baissé de 0,3 % en septembre, soit la troisième contraction en quatre mois, a annoncé, mardi 3 novembre, le département américain du Commerce. Les experts tablaient sur une baisse de 0,1 % en septembre, après un recul de 0,3 % en août (chiffre révisé), une hausse de 0,1 % en juillet et une baisse de 0,3 % en juin. Six des 11 indicateurs qui composent cet indice ont baissé en septembre.

● **Indice des directeurs d'achat : hausse de 1,6 point en octobre.** – L'indice des directeurs d'achat américains s'est établi à 50,6 % en octobre contre 49 % en septembre, a indiqué, lundi 2 novembre, le Groupement national des directeurs d'achat. Ce résultat supérieur au seuil des 50 % traduit une expansion du secteur manufacturier. En rythme annuel, l'indice des directeurs d'achat s'établit à 52,2 %.

SOCIAL

□ **Perturbations sur la région Paris-Nord.** – Le trafic des trains était perturbé, mercredi 4 novembre dans la matinée, sur la région de Paris-Nord par un mouvement de grève des agents commerciaux (les contrôleurs). Le trafic est très perturbé sur les lignes desservant Pontoise et Persant-Beaumont où l'on ne dénombre qu'un train à l'heure contre une cadence de 4 à 6 à l'heure habituellement.

En revanche, la circulation est normale sur les lignes B, C et D du RER, ainsi que sur la grande couronne et les grandes lignes. L'action des agents commerciaux est liée à leurs conditions de travail et aux questions de sécurité.

Face au ralentissement de la croissance

Le gouvernement allemand va creuser le déficit budgétaire

Le gouvernement allemand, réuni mardi 3 novembre sous la présidence du chancelier Kohl, a décidé de creuser le déficit budgétaire pour faire face à un ralentissement de la croissance qui se confirme. Ce déficit atteindra 44 milliards de marks en 1993.

FRANCFORT

de notre correspondant

La fête est finie. L'Allemagne, qui a bénéficié pendant plus de deux ans d'un surcroît de croissance apporté par sa réunification, retrouve aujourd'hui la morosité des autres pays. On prévoyait ce ralentissement depuis le début de l'année. On le sentait depuis cet été. *Il* se confirme plus marqué qu'attendu. Après les banques, les cinq instituts de prévisions économiques ont ramené leurs prévisions de croissance du PNB de l'ouest de l'Allemagne à 1 % pour cette année (contre 2 %) et à 0,5 % pour 1993 (*le Monde* du 29 octobre).

Pour l'industrie, la Dresdner Bank n'hésite pas à parler de récession et d'ajouter : *« Il n'y a pas d'amélioration en vue. »* Le ralentissement de ses partenaires a freiné les exportations sur lesquelles les Allemands comptaient. Ce sont surtout les industries de biens d'équipement qui souffrent : la production devrait reculer de 1 % à 2 % cette année, – 15 % dans l'informatique, 6 % dans la construction navale et 4 % dans l'aéronautique, d'après les économistes de la Dresdner Bank. Mais l'industrie de consommation ne se porte guère mieux avec un repli spécialement marqué dans le textile. Seules les industries liées au bâtiment et aux travaux publics (ciment, acier) s'en tirent grâce aux commandes publiques dans l'Est.

Projets d'investissements réexaminés

L'automobile devrait connaître une nouvelle croissance de la production de 2 %. Mais ce chiffre ne compense plus les gains de productivité. Les constructeurs ramènent la toile et annoncent des suppressions d'emplois et des heures chômées. Selon une enquête des chambres de commerce et d'industrie (DIHT), le moral des patrons n'a jamais été si bas depuis dix ans. Seules 22 % des entreprises jugent « bonne » la conjoncture, contre 44 % il y a un an. *« Pour l'économie allemande, l'année 1993 sera une année difficile »*, confirme M. Franz Schoser, secrétaire général du DIHT.

Première conséquence : les projets d'investissement sont réexaminés à l'ouest et à l'est de l'Allemagne. Daimler-Benz vient d'annuler, *« pour le moment »*, son projet de construire une nouvelle usine de camions dans le Brandebourg. Plus de 3 500 emplois étaient à la clef. Le papetier Holtzmann renonce à une installation de 450 personnes en Saxe-Anhalt. Krupp a laissé tomber son idée de reprendre le sidérurgiste Eko malgré les aides de l'Etat. Le syndicat IG Metall craint qu'*« un mauvais signal »* ne soit ainsi donné aux autres investisseurs ouest-allemands alors que le besoin d'emplois dans l'Est est plus vif que jamais.

Deuxième conséquence : le gouvernement, qui avait tablé sur une croissance de 2,5 % l'an prochain pour ses calculs budgétaires, doit réviser la copie présentée cet été pour cause de rentrées fiscales moins abondantes. Une baisse d'un point de croissance entraîne un manque à gagner de 8 milliards de marks, d'après les experts. Comme M. Kohl a renvoyé à 1995 toute hausse des impôts, il faut soit couper dans les dépenses, soit accepter de creuser encore le déficit prévu pour 38 milliards de marks. Chaque parti, voire chaque député, ayant son idée des réductions nécessaires – en général celles qui le touchent le moins – le Bundestag a connu un charivari dont, il est vrai, les Allemands sont coutumiers.

Mais au bout du compte il n'a pas été possible de se mettre d'accord sur les économies indispensables. La coalition au pouvoir, réunie mardi 3 novembre sous la présidence du chancelier, a dû se résoudre à creuser le déficit de 6 milliards. Il atteindra donc 44 milliards de marks, selon les comptes d'aujourd'hui, qui pourraient à leur tour être démentis. Les moyens trouvées sont maigres : 2,5 milliards d'augmentation des cotisations d'assurance-chômage et 3,2 milliards de réductions des prestations sociales. Les coupes dans les subventions aux industries lourdes, le charbon ou l'agriculture, qui avaient été demandées par certains, mais dont les conséquences politiques sont lourdes pour les régions touchées, ont été repoussées. De même que le gel des salaires nets des fonctionnaires, évoqué par le ministre des finances, M. Theo Waigel.

On pourra plaider que le déficit accru favorisera la relance de l'activité. Ce n'est pas faux. Mais l'incapacité à trancher va alourdir à nouveau le besoin d'emprunt public et donc l'endettement total, qui devait déjà frôler les 2 000 milliards de marks à la fin de l'an prochain. Voilà qui n'encouragera pas la Bundesbank à réduire les taux d'intérêt.

ÉRIC LE BOUCHER

Malgré le scepticisme des milieux financiers

Le plan de sauvetage des banques japonaises laisse de côté les petits établissements

Les grandes lignes du mécanisme de « sauvetage » des banques japonaises qui ont accumulé les mauvaises créances, annoncées fin octobre au nom de l'association bancaire nationale par M. Wakai, président de la banque Mitsubishi, suscitent quelques doutes de la part des analystes financiers. Ces derniers estiment que le dispositif prévu aidera les grandes institutions mais ne permettra pas aux plus petites de venir à bout de leurs difficultés et qu'il ne rétablira pas la confiance du public dans le système financier.

TOKYO

de notre correspondant

Le projet destiné à aider les banques à éponger les mauvaises créances qui, selon le ministère des finances, s'élevaient fin septembre pour les vingt et une premières d'entre elles à 12 300 milliards de yens, soit environ 500 milliards de francs (chiffre largement sous-évalué : la réalité est plus proche de 30 000 milliards) et dont 4 000 seraient irrécupérables, fait partie de l'ambitieux plan de relance de l'économie annoncé par le gouvernement fin d'août. Mais les autorités ont, semble-t-il, fait marche arrière et n'entendent plus se substituer aux banques : *« celles-ci doivent s'aider elles-mêmes »*, a déclaré, fin octobre, le ministre des finances, M. Hata.

Jusqu'à présent, ont été simplement annoncées les lignes directrices d'un dispositif qui revient à une mutualisation du risque par la création d'une société ad hoc comme outil juridique. Des aménagements fiscaux et une éventuelle participation publique indirecte ne sont pas exclus. La société ad hoc est destinée au rachat des créances douteuses garanties par des biens fonciers (mais non des biens hypothéqués eux-mêmes : immeubles et terrains). Elle sera mise en place en janvier prochain pour une durée limitée à dix ans. Elle disposera d'un capital de six milliards de yens, financé par la plupart des établissements bancaires du secteur privé.

Une opération en deux temps

L'opération de rachat des créances se fera en deux temps. Tout d'abord, le comité d'expert évaluera la créance dont le rachat est demandé. Ensuite, l'établissement souhaitant se défaire de celle-ci devra prêter à la nouvelle société les fonds nécessaires à l'opération de rachat. Celui-ci portera sur les créances et non les biens hypothéqués afin d'éviter le paiement des lourdes taxes frappant les transactions sur les terrains.

La banque fera ainsi disparaître de ses livres la créance dont elle aura néanmoins assumé une partie des pertes en l'ayant cédé à un prix inférieur à sa valeur nominale. Ce sera à la société ad hoc, devenue propriétaire du bien garantissant cette créance, de le gérer. Théoriquement, cette société ne bénéficiera d'aucun fonds public, comme les banques l'avaient demandé au départ. L'idée avait été abandonnée à la suite des protestations des industriels s'opposant à un financement public pour sauver des banques qui, à leurs yeux, ne faisaient rien pour limiter leurs coûts. Théoriquement – mais il est possible que le ministère des finances trouve un compromis – les banques ne bénéficieront pas de traitement fiscal de faveur.

Le dispositif tel qu'il est annoncé, c'est-à-dire non définitif, appelle plusieurs remarques. Tout d'abord, il n'aidera que les institutions qui ont les reins assez solides pour financer le rachat de leurs créances par la nouvelle société. Qu'en sera-t-il des petites banques ? La société ad hoc aura, en outre, des ressources limitées : les règlements des banques ne leur permettant pas de lui fournir plus de 20 % de leurs réserves. Les analystes estiment que la nouvelle société disposera pour la première année de 2 à 3 000 milliards de yens.

Le problème des mauvaises créances des non-banques (diverses institutions financières de crédit dans la mouvances des banques) se pose aussi. Selon le schéma actuellement retenu, les mauvaises créances des non-banques ne peuvent être reprises par la nouvelle société. Enfin, cette dernière va se trouver en possession de biens dont il est loin d'être certain qu'elle pourra se défaire facilement étant donné la stagnation du marché foncier. Ces inconnues laissent penser que soit l'Etat, soit de nouveaux venus (groupes industriels dans la mouvance desquels se trouvent les banques) devront participer au financement de la société ad hoc.

PHILIPPE PONS

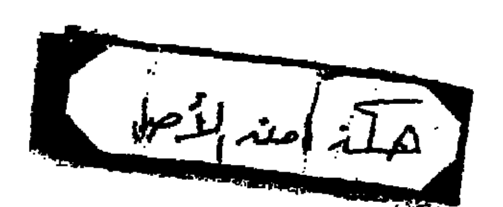
□ **La Caisse centrale de coopération économique change de nom.** – La Caisse centrale de coopération économique (CCCE) a pris, dimanche 1er novembre, le nom de Caisse française de développement (CFD). Ce changement de nom figure dans un décret portant sur le statut de la CFD, texte qui ne change rien aux missions de la Caisse. *« Ce changement n'introduit aucune modification dans les attributions ni les modalités d'intervention de l'institution »*, précise-t-on à la CFD. La Caisse continuera donc de financer des investissements productifs publics ou privés dans les Etats d'Afrique, du Maghreb, du Pacifique, des Caraïbes, de l'océan Indien et dans les DOM-TOM.

COMMUNICATION

Le CSA souligne la fragilité des télévisions locales

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a publié, lundi 2 novembre, un bilan pour 1991 de trois télévisions locales, Télé-Toulouse, Télé-Lyon métropole et Huit-Mont-Blanc (Savoies). Le CSA note que les déficits d'exploitation des deux premières stations, même s'ils se réduisent, restent importants (plus de 9 millions de francs chacune). Le CSA souligne donc la *« fragilité »* de leur situation et rappelle l'importance de l'ouverture de la publicité à la distribution pour leur survie. Le Conseil a relevé chez les trois chaînes des infractions aux règles sur le parrainage, TLM et Huit-Mont-Blanc commettant en outre des manquements aux règles sur la publicité. Côté programmes, le CSA estime que ces chaînes *« ont su trouver une place originale »* et ont respecté l'honnêteté et le pluralisme de l'information.

□ **Grève à la rédaction de France 3-Paris.** – Les personnels technique et administratif de France 3-Paris ont lancé un mouvement de grève, mardi 3 novembre, à Paris, qui a entraîné la suppression du « 19/20 », du journal régional de Paris-Ile-de-France-Centre (PIC) et du journal national « Soir 3 ». Les syndicats SNA-CFTC, FNRT-CGT, SURT-CFDT, FO, CGC Journalistes et SNJ protestent contre le *« projet de déménagement de la direction régionale de PIC, dont les conséquences quant au devenir des personnels de la rédaction nationale sont trop imprécises »*. La direction de France 3 estime que ce déménagement à la mi-1993 sera l'occasion d'améliorer les conditions de travail et de créer trois emplois supplémentaires.



ÉCONOMIE

Algérie : la tentation dirigiste

Le gouvernement de M. Belaïd Abdesslam a reporté la restructuration des entreprises publiques et renvoyé les privatisations aux calendes grecques. L'Etat revient en force

ALGER

de notre envoyé spécial

« Oui, nous avons reçu des menaces de sabotage. Nous avons pris des mesures pour y faire face. La sécurité a été renforcée et l'accès aux installations restreint. La police est davantage présente dans la zone industrielle. » Le propos du haut responsable de la SONATRACH, la compagnie pétrolière nationale algérienne, se veut définitif. *« A Arzew,* poursuit-il, *il faut que règne une discipline de fer. On n'a pas à penser mais à exécuter. »*

Dans cette petite bourgade de la côte algérienne à mi-chemin d'Oran et de Mostaganem, transformée en une gigantesque zone industrielle par l'arrivée du gaz saharien, l'heure est donc à la mobilisation. Mobilisation contre les « terroristes » islamistes et leurs menaces de sabotage. Mobilisation pour gagner *« la bataille du gaz naturel liquéfié »* également. Le pari : remettre à niveau les installations de liquéfaction du gaz naturel, une énergie appelée à devenir la principale source de devises de l'Algérie, et à procurer au pays – à compter de 1996 – les précieuses devises à même de redonner des couleurs à l'économie.

Heureux les lendemains qui chantent. Mais, en attendant, l'Algérie n'en finit pas de s'enfoncer dans la crise. Calculée en dollars, la production intérieure brute par habitant a été pratiquement divisée par deux en cinq ans. Libérés à quelques exception près (farine, semoule, lait), les prix flambent. Une cuisinière *made in Algeria* coûte dix mois de « SMIC » et une paire de chaussures de fabrication locale pas loin d'une semaine. Consommer de la viande est devenu un luxe. *« Le prix des médicaments a été multiplié par dix en trois ans »*, assure de son côté un cancérologue algérien, M. Tawfiq Henni. Idem pour le sac de ciment, une denrée rare dans ce pays qui manque cruellement de logements. La situation de l'emploi n'est guère meilleure. Le chômage, selon les statistiques officielles, frappe plus d'un cinquième de la population active, dont une majorité de jeunes. L'investissement industriel est en panne et le déficit des finances publiques se creuse. Le budget de 1992 avait été prévu en excédent dans la foulée de l'exercice antérieur. On s'achemine en réalité vers un déficit abyssal, sans doute proche de 10 % du PNB.

La mauvaise santé de l'économie algérienne ne date pas d'aujourd'hui. Mais faut-il l'imputer à la *« gestion laxiste »* des années 80, cette *« décennie noire »* stigmatisée quotidiennement par une presse remise au pas ? Ou, de façon plus radicale, y voir les fruits empoisonnés d'un choix désastreux fait dans les années 60, au lendemain de l'indépendance : doter l'Algérie d'une économie de type socialiste ? Le débat n'a rien de théorique.

La « décennie noire »

Convaincue que les racines du mal étaient anciennes, l'équipe de technocrates rassemblée entre 1989 et 1991 autour du chef du gouvernement, M. Mouloud Hamrouche, avait opté pour la voie libérale. Privatisation de l'agriculture, libération des prix, gestion orthodoxe des finances publiques avec une banque centrale dotée d'un statut à l'allemande, suppression des monopoles en matière de commerce extérieur, autonomie des entreprises publiques... Le changement fut mené à la hussarde, souvent de façon brouillonne. *« Il fallait désengager l'Etat sur le plan économique le plus rapidement possible, et rendre le changement irréversible »*, se défend un ministre de l'ancienne équipe. Promise pour 1992, la convertibilité du dinar, la monnaie nationale, devait parachever l'ouvrage.

En fait, le chantier est à l'arrêt, et les réformes au point mort. Le départ de M. Hamrouche, son remplacement par M. Sid Ahmed Ghozali sur fond de crise politique, ont grippé la machine. Peut-elle redémarrer ? Et dans quelle direction ? La réponse est entre les mains du nouveau premier ministre, M. Belaïd Abdesslam. L'homme n'est pas un inconnu. Proche du président Boumediène, cet intellectuel de soixante-quatre ans, petit et enveloppé, a été le chantre de la fameuse théorie de *« l'industrie industrialisante »* qu'il a appliquée avec conviction pendant les douze années passées à la tête du ministère de l'industrie et de l'énergie. Moyennant quoi, l'Algérie de cette fin du siècle aura sacrifié son agriculture et payé le prix fort pour se doter d'une industrie lourde à l'inefficacité proverbiale. *« Homme du passé, M. Abdesslam est la dernière personne à qui il fallait confier le redressement du pays. Car c'est lui qui a plongé son économie dans le gouffre. Il est le responsable des trente années noires – et non de la décennie noire – qu'a connues l'Algérie »*, accuse M. Nourredine Boukrouh, président du Renouveau algérien (PRA), une formation libérale.

Le jugement, partagé par nombre d'Algériens, est sévère. Trop sévère car il fait l'impasse sur l'évolution de ce nationaliste intransigeant, avocat d'un Etat fort et interventionniste, mais trop fin politique et trop intelligent pour n'avoir pas su évoluer. *« Depuis son éviction du pouvoir en 1978, M. Abdesslam a changé. C'est un pragmatique. Il a tiré les leçons de l'effondrement des pays de l'Est »*, assure d'ailleurs l'un de ses proches, le ministre de l'énergie, M. Hacen Mefti. A preuve, cette décision qui eût paru sacrilège aux yeux du Belaïd Abdesslam des « années Boumediène », annoncée fin septembre : l'entrée au gouvernement de M. Redha Amiani, le jeune « patron des patrons » algériens, et le tenant de l'aile la plus libérale de leur organisation, la Conféfation algérienne du patronat (CAP).

La recherche d'une troisième voie

Maître d'œuvre dès la fin des années 60 d'une politique économique calquée sur le modèle socialiste, M. Abdesslam ne s'est pas converti au capitalisme pour autant. Plus simplement, après l'expérience libérale « à la polonaise » du gouvernement Hamrouche, « le revenant » Abdesslam cherche, semble-t-il, une troisième voie, entre libéralisme et dirigisme, sur fond d'indépendance nationale. Côté cour, la libération des prix n'est pas remise en cause et pas davantage l'ouverture du sous-sol algérien aux compagnies pétrolières internationales. Côté jardin, le retour d'un certain dirigisme est indéniable. Reprise en main de la Banque nationale d'Algérie, coupable d'indépendance, et « démission » de son gouverneur, M. Hadj Nacer, interventionnisme accru en matière de commerce extérieur : l'Etat revient en force.

Témoin aussi le sauvetage de quelque quatre cents entreprises publiques imposé par M. Abdesslam à des banques réticentes. Endettées au-delà de toute mesure, souffrant d'un manque chronique de pièces détachées autant que de sureffectifs, nombre d'entre elles sont en état de coma avancé. De là des situations difficilement imaginables : dans certaines entreprises, le chiffre d'affaires ne couvre pas les salaires à verser. Dans le secteur du bâtiment, la situation a le mérite d'être claire : depuis des mois, des dizaines de milliers de salariés ne sont plus payés.

Déjà confrontée à cette situation, l'équipe au pouvoir à Alger parlait il y a un an de « restructurer » les entreprises publiques (elles emploient 700 000 salariés, deux fois plus que le secteur privé) puis d'en privatiser certaines. Ce discours n'est plus de saison. La restructuration est reportée à des jours meilleurs et la privatisation (au seul bénéfice de *« charognards »*, dixit M. Abdesslam) repoussée aux calendes grecques. Le chef du gouvernement a choisi d'accorder un ultime ballon d'oxygène : 90 milliards de dinars pour solde de tout compte. Très inférieure à ce qui était réclamé (400 milliards), la somme n'est pas insignifiante. Elle équivaut au quart du budget de l'Etat. *« C'est un coup d'épée dans l'eau qui ne va rien régler*, juge l'ancien ministre du travail, M. Abdelaziz Ziari. *Il aurait mieux valu avoir le courage de restructurer le secteur et consacrer l'argent économisé à la création d'une caisse d'assurance-chômage. »*

Le financement de l'opération est également critiqué. *« Les caisses de l'Etat sont vides. La planche à billets va être mise à contribution. Au bout du compte, les salariés seront payés avec de la monnaie de singe. Le dinar est condamné à dégringoler et l'inflation va exploser »*, affirme le numéro un du PRA, tandis qu'un ancien dirigeant annonce pour bientôt *« une inflation à trois chiffres »*. Scénario catastrophe aux antipodes de celui, peint en rose, ébauché par M. Abdesslam. Alors que ses adversaires parient sur une dégringolade du dinar (de 2 francs en 1985, son cours est descendu à 25 centimes aujourd'hui), le chef du gouvernement parle, dans son programme de gouvernement, d'*« amorcer une certaine réévaluation du dinar »*.

« Filet social »

Vœu pieux ? Pour l'heure, c'est la dévaluation du dinar qui est à l'ordre du jour entre l'Algérie et le Fonds monétaire international (FMI), avec, à l'horizon, un nouvel échéancier pour le remboursement de la dette algérienne. Evaluée à 26 milliards de dollars (non compris celle – estimée à 4 milliards – à l'égard de la Russie), son remboursement « pompera » cette année 9 milliards (à rapprocher des 12 milliards de recettes tirées de l'exportation des hydrocarbures), et 9,5 milliards l'année prochaine. *« La bosse de la dette algérienne devait commencer à fondre en 1990. En réalité, elle est en train de se déplacer. La bosse s'est transformée en rouleau à pâtisserie »*, observe un banquier.

Alger a fait et refait ses comptes : pour joindre les deux bouts dans un pays qui consacre pas loin de 2 milliards de dollars à l'importation de produits alimentaires et 400 millions à l'achat de médicaments, il faut trouver 1 milliard de dollars. Des solutions existent, peu nombreuses et toutes douloureuses. Obtenir de nouveaux crédits passe par un accord avec le FMI (avec, à la clé, une nouvelle dévaluation du dinar). Négocier un « reprofilage » de la dette publique avec le Club de Paris, un organisme qui réunit les pays créanciers ? Les Algériens n'en veulent pas. *« On refuse d'être violés publiquement »*, s'insurge un responsable de la Banque d'Algérie. L'idéal, aux yeux d'Alger, serait que la France accepte de renégocier la dette algérienne garantie par la COFACE (l'organisme public qui assure les risques à l'exportation). Une quinzaine de milliards de francs sont en jeu. Mais Paris, parce que la France assure le secrétariat du Club de Paris, ne veut pas donner le *« mauvais exemple »* et refuse de faire ce que l'Italie a pourtant accepté.

En attendant un hypothétique déblocage de la situation – les Algériens misent sur la prochaine visite de M. Roland Dumas ou, en cas d'échec, sur un changement de majorité en France. – les Algériens ont été invités par leur gouvernants à se serrer la ceinture. D'un cran supplémentaire. La santé, l'habitat, les hydrocarbures et l'alimentation ont été déclarés prioritaires. Dans ces secteurs, les importations seront facilitées. Les autres branches de l'économie devront se débrouiller avec les moyens du bord. Preuve que cette politique commence à entrer en vigueur, les importations en provenance de la France, le principal partenaire de l'Algérie, ont baissé de plus de 14 % au cours du premier semestre de 1992. *« L'austérité ne devrait pas dépasser trois années »*, a promis M. Abdesslam. Pour passer le cap, la création d'un *« filet social »* est à l'étude. Il prévoit, entre autres, le versement aux personnes sans ressources – elles se comptent par millions – d'une indemnité mensuelle de 120 dinars. C'est le prix d'un paquet de cigarettes américaines sur les trottoirs d'Alger.

JEAN-PIERRE TUQUOI

Après l'éviction du PDG de General Motors

Wall Street souhaite pousser d'autres grands patrons américains vers la sortie

NEW-YORK

de notre correspondant

Il est encore trop tôt pour savoir si le départ forcé de M. Robert Stempel, président de General Motors, annoncé fin octobre, suffira à rétablir la confiance à Detroit et à asseoir l'avenir du numéro un mondial de l'automobile, mais il a au moins déjà réussi à faire remonter le cours de l'action en Bourse. En dépit de l'annonce d'une perte de 753 millions de dollars pour le troisième trimestre 1992 (après, il est vrai, un résultat déficitaire de 1,1 milliard de dollars l'année dernière à la même époque), le titre, qui se traînait depuis quelque temps à moins de 30 dollars en Bourse, est brusquement remonté jusqu'à 34,25 dollars après la réussite du coup d'Etat fomenté de l'intérieur par le comité exécutif du groupe (*le Monde* du 28 octobre), avant, toutefois, de reperdre un peu de terrain en fin de semaine. Pour de nombreux spécialistes, le cas de ce PDG de la première entreprise au monde, évincé après avoir été accusé, à tort ou à raison, de ne pas faire assez preuve d'autorité, risque de ne pas rester un cas isolé.

Déjà, les spéculations vont bon train sur les noms des autres patrons de grands groupes américains qui, confrontés à la grogne de leurs actionnaires, dont le rôle de censeur se trouve conforté par les pouvoirs supplémentaires que leur a récemment accordés la Commission boursière américaine (*le Monde* du 3 novembre), ou soumis à l'« amicale pression » de leurs pairs au sein des conseils d'administration ou des comités exécutifs, risquent de perdre bientôt leur fauteuil présidentiel.

Dans son édition du 1er novembre, le *New York Times* dresse une première liste des PDG que Wall Street souhaite pousser vers la sortie, et le quotidien reprend l'avis de certains analystes spécialisés qui évaluent déjà l'impact positif que ces éventuels départs auraient sur le cours de l'action. Les patrons les plus « décotés » sont MM. John Akers et Rand Araskog, respectivement présidents d'IBM et d'ITT, qui, d'après certains analystes, feraient gagner 20 % au titre de leur société en Bourse s'ils acceptaient d'abandonner leurs fonctions.

L'essor du « Papy Business »

M. James Robinson III, le patron d'American Express, une société qui vient d'annoncer 205 millions de pertes au troisième trimestre 1992, est également crédité d'une hausse prévisible de 5 % à 10 % de l'action AMEX à Wall Street s'il prenait la même décision courageuse, M. Paul Lego, président de Westinghouse, étant crédité d'un « score » sensiblement identique au cas où il déciderait, lui aussi, de passer la main. Mais Wall Street sait aussi juger quand il faut regretter les « bons patrons ». Depuis la démission surprise, fin octobre, de M. Brandon Tartikoff, PDG des studios Paramount, le cours de l'action a au contraire baissé au New York Stock Exchange.

Au-delà de ces anticipations, qui restent encore un jeu boursier, il est clair que certains investisseurs, préoccupés par la perte de vitesse de nombreuses entreprises américaines face à la concurrence, et par leurs contre-performances financières, ont décidé de passer à l'action et de rappeler, y compris en l'assortissant de quelques menaces, que la mission première de Corporate America est de gagner de l'argent. Pour le grand bien des actionnaires et, accessoirement, des salariés. Licenciés par centaines de milliers, ceux-ci étaient trop souvent les seuls à faire les frais de la crise et de l'incurie de certains dirigeants. Ces derniers pourraient désormais être visés à leur tour tandis que s'élargit le champ des possibilités pour les remplacer.

Au cours de cette seule année 1992, plusieurs exemples en témoignent. Ainsi, Compaq, la firme micro-informatique américaine qui a choisi brutalement de « démissionner » son président et fondateur, l'a remplacé par un Allemand, jusque-là responsable des ventes en Europe. De même, Chrysler n'a pas hésité à violer l'esprit-maison en embauchant le responsable des activités européennes de General Motors, son concurrent direct, pour succéder en décembre à M. Lee Iacocca à la présidence de la société. Dans le même temps, les grands groupes ne s'interdisent plus de recourir à d'anciens patrons en retraite, souvent venus d'autres horizons, pour leur venir en aide.

Chez General Motors, une structure de pouvoir bicéphale a été mise en place et M. John Smale, ancien patron de Procter & Gamble, soixante-cinq ans, a été élu à la présidence du comité de direction mais avec une fonction non exécutive (*le Monde* du 4 novembre). Avant lui, M. Stanley Gault, ancien patron de Rubbermaid, a pris, à soixante-six ans, la présidence de Goodyear, géant mondial du pneumatique. De même, M. Thomas Graham, ancien vice-président de USX Corp., un grand groupe sidérurgique, s'est lancé dans une retraite active en accédant, à soixante-cinq ans, à la présidence d'Armco Steel. En période de grandes incertitudes, les vieilles recettes ont toujours du bon et il ne faut pas s'étonner que le « Papy Business » fasse des émules.

SERGE MARTI

LE MONDE DES CARRIÈRES

ANGLAIS EN ANGLETERRE

Institut de langue reconnu sans représentation en France cherche des

AGENTS/ REPRÉSENTANTS

pour développer le marché de nos cours d'anglais de qualité pour les adultes, les jeunes et les hommes d'affaires. Taux de commission élevé. Les rendez-vous auront lieu en France. Merci de répondre en anglais avec votre numéro de tél. à

ANGLOLANG

British Academy of English Language
20 Avenue Road, Scarborough, North Yorkshire, YO 12 5JU England. Tel.:+ 44 723 367 141
Fax : + 44 723 378 698

CABINET TRADUCTION recherche SECRÉTAIRE
Langue maternelle anglaise. Possibilité contrat retour emploi. Sous réf. 8588
LE MONDE PUBLICITÉ
15-17, r. du Col.-P.-Avia
75902 Paris Cedex 15

Centre de promotion international pour la diffusion d'un produit très performant importé des USA
RECHERCHE
sur la FRANCE (ttes régions) et à l'ÉTRANGER

PERSONNES H/F

dynamiques et entreprenantes, capables de recruter et diriger des groupes de DISTRIBUTEURS INDÉPENDANTS.
A temps partiel ou complet.
FORMATION COMPLÈTE ASSURÉE.
Prière adr. C.V. + courrier au Monde Publicité sous n° 8585
15/17, rue du col. Pierre-Avia
75902 Paris Cedex 15.

Cherche instituteur(trice) pour enfant CM2 résidant Paris-16e. Disponible le lundi, mardi, jeudi et vendredi de 17 h à 18 h 30.
Écrire à Promo J.
15, rue de Paris, 92100 Boulogne, av. réf. F2/ env., qui trans.

EVRY 91
ÉCOLE D'INGÉNIEUR recherche un ATTACHÉ D'ADMINISTRATION
Contrat d'un an.
Niveau bac + 3.
Tél. : 60-77-97-40. P. 105

LA LUNE DES PIRATES SPECTACLES
« La Petite Scène des grandes émotions »
(rock, jazz, musiques méds..)
recherche son
DIRECTEUR (ice) pour :
– Programmation.
– Recherche des financements.
– Gestion.
(Spectacles et Production) expérience professionnelle indispensable. Envoyer lettre motivation + CV + prétentions à l'ASSOC.
LUNE DES PIRATES
24/164, ALLÉE P.-ROLLIN
80090 AMIENS.

Le Festival international des francophonies en Limousin (théâtre) recherche son

ADMINISTRATEUR H/F

responsable de l'élaboration puis du suivi des budgets de l'organisation du travail, des relations avec les tutelles, les banques et l'ensemble des partenaires institutionnels ou privés, ainsi que de la diffusion des spectacles

Le candidat devra justifier d'une formation supérieure en gestion, type HEC-ESC ainsi que d'une première expérience, si possible dans le domaine culturel.
Disponibilité rapide souhaitée.
Env lettre man., C V., photo au Festival international des francophonies
15, passage de la Main-d'Or
75011 Paris.

ONG. Tél. 39-02-32-52 cherche INSTITUTEURS indemnisés.
Minimum 3 ans expér.
Mission 1 an Cambodge.
Départs 01/93 et 09/93

AGENCE PHOTO du Sud rech. COMMERCIAL sur Paris ayant déjà travaillé pr la presse nationale. Tél. : (16) 90-86-33-11.

RECHERCHE

ÉTUDIANTS

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE

POUR ÉTUDE DE MARCHÉ

SALAIRE TRÈS MOTIVANT
10 000 F et + selon résultats

Pour toute info, envoyez CV à :
TREKKING S.A.
BP 41 - 13410 LAMBESC

RECHERCHONS PROFESSEURS DE PORTUGAIS ET D'ARABE EN VACATION
F2A formation continue.
TÉL. 42-93-48-36

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE CHIMIE (région parisienne) recherche

UN ADJOINT AU DIRECTEUR DE DÉPARTEMENT

MISSION :
– Concept. et prépar. d'offres techn. d'installation clés en main France et étranger.
– Participation à la négociation et à la réalisat. des contrats.

PROFIL :
– 30/40 ans, ingénieur généraliste, ayant une expérience dans un poste similaire grande exportation.

Poste évolutif vers une direction de département.
Anglais courant.
Déplacem. de courte durée en France et à l'étranger.

Adr. lettre manuscr., C.V., photo, prét. s/réf. 89873
PRS Communication, 17, rue Bergère, 75009 Paris qui tr.

UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

L'École de hautes études commerciales (HEC) cherche un

PROFESSEUR DE FINANCE

avec spécialisation en finance d'entreprise.
Domaine d'enseignement : gestion financière (niveau licence) et Advanced Corporate Finance (programmes post-grades).
Entrée en fonction : 1er sept. 1993.
Demandés :
doctorat en sciences économiques, travaux publiés relatifs aux matières enseignées, expérience professionnelle pertinente.
Avant dépôt de candidature [délai 15 janvier 1993] avec deux références scientifiques et pédagogiques, demander cahier des charges au prof. O. Blanc, Doyen des HEC, BFSH, CH-1015 Lausanne.
Tél. : 19 41-21/692-40-36

INSTITUT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ recherche ETUDIANTES en droit pour travaux divers.
Écrire sous réf. 8587
Le Monde Publicité
15/17, rue du Col. P.-Avia
75902 Paris Cedex 15.

Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

4e arrdt

Ile Saint-Louis charmant et calme 2 P. 55 m², 42-58-26-03

ILE SAINT-LOUIS
Charmant 46 m², 3e étage, tt confort, poutres, cheminée.
REVILLON. 48-25-61-71

NOTRE-DAME
Studio 32 m², 6e étage asc.
VUE BALCON
GAUSSERAND. 45-51-24-70

QUAI DES CÉLESTINS. VUE unique sur Seine et Ile-Saint-Louis. Luxueux duplex 125 m² environ, 3e étage ascenseur, parking.
Tél. : 47-04-61-88.

5e arrdt

LUXEMBOURG. Exceptionnel STUDIO pour investisseur, 2e étage dans bel immeuble pierre de t., très clair. Parfait état. A SAISIR.
490 000 F. 43-35-52-82.

Montagne Ste-Geneviève
2 P. 62 m² + cour/jard. 18 m².
1 900 000 F
42-58-26-63

MOUFFETARD, près sur cour arborisée privative, 78 m², succession.
REVILLON. 48-25-61-71

Part. vd rue TOURNEFORT studio 30 m². Ancien, ravalé, vue dégagée, cuis., bns, cave. RDV. Tél. : 43-26-40-66.
Prix : 820 000 F.

Rue Mouffetard appts neufs 3 et 4 pces. Rare à Paris, mais. 180 m² avec jard. 65 m².
42-58-26-63

Vue unique s/jard. Luxembourg. Pierre de t. Superbe 5 P., 3e asc., balcs. Plein soleil. Prix marché.
SERGE KAYSER. 43-29-60-60

6e arrdt

Charmante maison ville XVIIIe pr amateur rive gauche. 7.9 MF.
SERGE KAYSER. 43-29-60-60

Me VANEAU, rue de Sèvres, habitable sans frais, 2 P. rue et cour, bien distribué, poutres, très clair. 990 000 F.
Cassil rive gauche 45-66-43-43.

7e arrdt

QUAI VOLTAIRE

Part vend gd studio 37 m² cuis. équip., placards, s. de bns, calme sur cour, parfait état.
Tél. après 19 h, 42-61-28-12.

R. Dupont-des-Loges, p.d.t., très beau 220 m² à rénover.
45-51-99-60 - 45-67-88-65

Rue OUDINOT, quartier calme et agréable, studio avec cuis. séparée, bains, nbrx rangements. 850 000 F.
Cassil rive gauche 45-66-43-43.

SOLFÉRINO

– 225 m². ÉTAT NEUF, 3 chb., 3 réceptions.
– 125 m² duplex, 2 chb. Box. Immeuble XVIIIe.
– Stud. 43 m² + mezzanine.
GAUSSERAND. 45-51-24-70

8e arrdt

RUE LIÈGE

Bel imm. pierre de t. Chbre serv., coin cuis., 6e s/rue.
160 000 F. 44-78-96-81

ALMA gd stand. dern. ét. vue Seine. 5-6 P. 207 m², balc. serv.
10 500 000 F. 43-35-18-36.

FG-SAINT-HONORÉ-HOCHE
Dans imm. gd stand., 2 P. 60 m² + park., cuis. équipée.
2 200 000 F. 45-63-32-97.

Me GEORGE-V, av. des Champs-Elysées. 950.000 F. Studio très clair, cuis. séparée, bains, beau volume, quelques travaux. CASSIL 45-66-43-43.

9e arrdt

N.-DAME-DE-LORETTE studette excellent état, cuis. américaine équipée, s. d'eau, wc. S/cour claire.
269 000 F. CASSIL 45-66-01-00

10e arrdt

RÉPUBLIQUE. BD MAGENTA
4/5 PIÈCES 112 M²
sur rue et cour. Cuis. Tt conft. 3e étage.
1 550 000 F. 44-78-86-95

11e arrdt

MÉTRO PÈRE-LACHAISE
Cause départ étranger.
2 P. 36 m² impeccable. Cuis. équipée, s. de bns, wc, 2e ét.
400 000 F. 44-78-86-81

NATION PRÈS Mo

2 P., cuis., tt cft, 2e ét., clair, digicode. 385 000 F.
CRÉDIT. 43-70-04-64.

RÉPUBLIQUE
Beau 2 P. s/rue. Entrée, cuis., s. de bns, wc. 2e étage.
540 000 F. 44-78-86-81

12e arrdt

Près PLACE DAUMESNIL Paris-12e. Appert. 1er étage. Gd standing, en p. de taille. 3 P., entrée, cuis. équipée, salle de bains, wc. Cave. 60 m². Ascenseur.
Prix 1 350 000 F.
Tél. : 43-45-35-98

13e arrdt

PEUPLIERS. A saisir récent. Ét. élevé, 5 P. à rénover, 135 m². Park.
2 830 000 F. 43-35-18-36

14e arrdt

ALÉSIA – A SAISIR
480 000 F – BEAU STUDIO
Très clair, sans vis-à-vis
Asc. Bon immeuble. CASSIL
RIVE GAUCHE – 45-66-43-43

ALESIA, 3 P., dle séjour, clair, soleil, bon état.
1 350 000 F. 45-55-54-06.

Pr. DENFERT, ht de gamme, dern. ét. s/jard. 3/4 P. 128 m². Box. Plein soleil. 43-35-18-36

15e arrdt

MOTTE-PICQUET. P. de t., asc., A saisir cse départ. 5/6P. 130 m² + serv. 3 000 000 F. 43-35-18-36

16e arrdt

LAFONTAINE – 4 P.
Bel appt 115 m², living double, 2 chbres, bureau, dans immeuble de standing, pierre de t., 1er ét., asc., clair, très belle rénovation.
3 100 000 F. 42-89-24-63.

18e arrdt

GAGNEZ 25 %

EN + DE LA DEFISCALISATION
VUE SACRÉ-CŒUR
Imm. nf, pierre de taille.
ANOR. 42-71-23-30

19e arrdt

EXCEPTIONNEL
Buttes-Chaumont.
Maison invisible de la rue.
90 m². Jardin privatif.
1 bureau, 2 chambres, salle de bains, 2 wc, cheminée.
43-80-30-40 (heures bureau)
42-41-85-47 (le soir).

BUTTES-CHAUMONT, loft 90 m² Séj. + cuisine amén. 43 m² poutres à 4 m. ht Mezz. + 2 chbres calme sur cour. 1 600 000 F
Tél. : 48-03-27-59 (répond.).

RÉALISATION

GESTIMM

21 STUDIOS DANS PARIS

DE 605 000 F
A 695 000 F
DE 32 A 37 M²

MÉHAIGNERIE 1992 JN
COMMERCIALISATION

40-35-68-97

20e arrdt

EXCEPTIONNEL
à 300 m Place Gambetta dans résidence très calme donnant sur jardins intérieurs, grands appartements neufs de 4 et 5 P. Livraison immédiate A partir de 17 400 F le m²
Frais réduits. BREGUET
Tél. : 47-58-07-17

77 Seine-et-Marne

Beau 4/5 P. + combles, clair sur rue calme et jardin, tomettes, chem., excell. état. Train 35 mn Paris (g. Lyon).
1 200 000 F. 60-72-35-23.

MARNE-LA-VALLÉE
NOISIEL
Part. vend 3 pièces, 83 m², 100 m ligne RER, 30' Opéra. Séjour 26 m², sol plancher, glace murale, cuisine équipée en chêne, 2 chambres, salle de bains 6 m², petit bureau, porte blindée, box en s/sol. Proximité tous commerces et écoles.
PRIX : 830 000 F.
Tél. : 64-62-07-00. Rép. Agence s'abstenir.

94 Val-de-Marne

Joinville-le-Pont, résidence imm. villa d'except., maison de ville duplex 140 m², terrasse-jardin 55 m².
19 000 F le m² moyen, frais réduits. Livraison imméd. Immo Mercadet. 42-51-61-61.

Etranger

PARTICULIER
URGENT VEND
ESPAGNE - COSTA BRAVA
site réputé de PALS-PLAGE (à 80 km frontière) dans petite résidence
TRÈS HAUT STANDING EN BORDURE DU GOLF,
dans pinède, plage de sable blond, calme.
Construction récente.
Appart. neuf 79 m² habit.
2 chambres, 2 bains, vraie terrasse 12 m², park., cuisine équipée, buanderie.
SANS VIS-A-VIS
Merveilleuse vue imprenable.
2 pisc. de jardins paysagés.
URGENT. Px except. 540 000 F.
Tél.: (1) 43-35-33-47.

appartements achats

CABINET KESSLER

78, Champs-Elysée, 8e

recherche de tte urgence beaux apparts de standing ou hôtels particuliers, petites et gdes surfaces. Évaluation gratuite sur demande.
46-22-03-80 - 43-59-69-04.

Recherche 2 à 4 P. Paris
Préfère RIVE GAUCHE.
PAIE COMPTANT chez notaire
48-73-35-43, même le soir

échanges

Donne location gratuite 2 P., s. d. bns. Tout confort. Montchanin. Golf. TGV. Contre studio. Paris, étud.
Tél. (16) 85-45-60-55

locations non meublées offres

Paris

7-SÉGUR, 4-5 P. 110m². Balcon. VUE INVALIDES 10 500 F. Tél. : 39-55-06-24.

AU PIED DU SACRÉ-CŒUR

2 P. 48 m², cuisine équipée, s. de bains, wc. 5 000 F ch. c.
IPB 40-16-05-04.

SAGGEL VENDÔME

GROUPE UAP
Grand choix d'appts. à louer, Paris et région parisienne, du studio au 6 pièces.
Renseignements :

47-42-44-44

Me CONVENTION, 3 P., calme, excellent état, clair, 2 chbres, bains, wc, cave, asc. Gardien. 5 900 F mens. + charges 650 F. CASSIL 45-66-01-00.

Me RAMBUTEAU
Imm. neuf de standing
4 P. 112 m² 13 450 F + 900 F chges + box
3 P. 76 m² 9 050 F + 605 F chges + box
3 P. 82 m² 9 000 F + 660 F chges + box
2 P. 66 m² 8 450 F + 590 F chges + box
45-87-71-07

MARAIS
Entièrement rénové
studio 39 m² 4 875 F + 390 F ch.
3 P 79 m² 9 480 F + 790 F ch
45.87.71.07

TRINITÉ Luxe 3 P. 105 m². Parfait état. 9 500 F
PARTENA. Tél. : 39-55-06-24

VILLAGE SUISSE. 110 m² env., tt cft, 5e ét. asc. Chauf. central. 11 500 F + charges.
42-47-12-10

Région parisienne

A LOUER MASSY

Beau F3, près tous commerces. Tous transports, RER.
4 000 F + charges.
Tél. 47-70-46-83

CHARENTON – Me LIBERTÉ
Dans résid. neuve de stand.
3 P 67 m² à partir de 5 900 F + 536 F ch.
4 P 97 m² à partir de 8 100 F + 776 F ch.
43-53-37-89 de 14 h à 18 h
45-87-71-07

LA VARENNE

100 m RER Champigny direct. part., appart. refait neuf, imm. standing, 6e étage, asc. poss. boxes. 4 P. 115 m². 7 000 F + ch. Tél. : 43-57-42-01

MAISONS-ALFORT Gare
Du studio au 5 P. neuf de 2 900 F à 8 500 F charges et chauffage compris. 39-55-06-24.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS
GESTION POSSIBLE.

(1) 45-62-30-00

Région parisienne

Part. à part. cherche appart. 2 pces ou petit pav. 30 à 40 m². Banlieue, proximité transport. Endroit calme et vert.
Loyer 2 000 F à 3 000 F
Tél. : 40-11-61-31 (répond.)

maisons individuelles

18 EPINEUIL

LE FLEURIEL
25 km Saint-Amand-Montrond
2 h 30 Paris (A 71)
Mitoyenne école « Grand Meaulnes »
Maison pierre.
5 300 m² terrain, ruisseau. Cuis. équip., s. de séjour, terr. vitrée, chem., 2 P, wc. Etage : 4 P, s. de bns, wc. Grenier, s-sol, garage. Chauff. élec. Golf 6 km.
420 000 F à débattre.
(16) 48-63-03-05

pavillons

CLICHY. Près Me Pte Clichy PAV. s/2 nvx 3 P. à rénover. Cuis., bns, wc, cour. 540 000 s/pl. samedi 14 h/16 h. 17, impasse Abel-Varet. 44-78-86-81

NOGENT. Centre près bord de Marne PAV. 80 m² s/terr. 178 m², 3 nivx, 4 P., cuis., bns, wc. Atelier 1 250 000 F. S/pl. dim. 14 h/16 h 50, rue Carnot ou 44-78-86-81

VENDS MAFFLIERS 95

20 km Cergy, 23 km Paris

PAVILLON TRADITIONNEL 6 pièces 180 m² habitables

Comprenant :
Rez-de-ch., entrée, salle de bains, WC, 2 chbres avec placards, Cuis. équipée chêne, dble living avec cheminée, terrasse. 1er ét. : 2 chambres + Combles aménageables (poss. 1 Pce). Sous-sol complet : 2 voitures. superficie totale : 700 m²
Panorama exceptionnel.
Prix : 980.000 F Tél. : 34-73-89-40

propriétés

Part. vend belle demeure surf. 490 m², région Senlis 30 mn Roissy-aéroport, cadre except., parc arboré 1,30 ha. Hall, vestiaire, salon, s. à manger, bureau-biblio, 7 chbres, toilettes, 2 salles de bains. Terrasse. Sous-sol complet. Garage 3 voitures.
Prix : 3 200 000 F
(16) 44-59-14-10. 9 h à 22 h

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

bureaux

Locations

BUREAUX ÉQUIPÉS, PARK.
TS SERVICES-SIÈGES SOCIAUX
Paris-Neuilly-Province
MULTIBURO, Tél. : 46-40-37-03

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

et tous services. 43-55-17-50

BUREAUX ÉQUIPÉS. PARK.
TS SERVICES. SIÈGES SOCIAUX
Paris-Neuilly-Province

MULTIBURO

TÉL. 46-40-37-03

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

et tous services. 43-55-17-50

fonds de commerce

Ventes

A VENDRE
Salon de thé, pâtisserie (neuf) à Rabat (Maroc), 425, av. Hassan-II, à côté hôtel Darcir. Facilités de paiement, en argent français ou marocain.
Contacter au Maroc :
Mouley Schriff (Fès).
233-14 ou 401-69 ;
M. Maji (Rabat), 770-46-58.
En France : M. Farajallah, 47-00-63-86 (répondeur).

Locations

78 SARTROUVILLE. S/artère principale, bus direct Paris La Défense. RER SNCF. 60 m² gde boutique rénovée pouvant 3 bureaux, location sans pas-de-porte. Mens.: 6 000 F charges comprises.
Tél. ap. 18 h. : 42-66-00-08.

hôtels particuliers

A VENDRE
HOTEL PARTICULIER CENTRE DE MADRID
1 150 m². Haut standing. 4 niveaux, complètement vide pour agencements.
Contact : Mlle Mari-Carmen
Tél. : 34-6-351-82-87. Fax : 34-6-394-05-51.

Le Monde
AGENTS IMMOBILIERS
pour passer votre annonce
Tél. : 46-62-73-43 • 46-62-75-13

DEMANDES D'EMPLOIS

Cadre action sociale 44 ans, formation sup., solide exp. et références législation, formation, ch. poste à resp. contact.
Tél. : (16) 26-82-66-41.

Commercial confirmé, disponible immédiatement, cherche emploi animation, formation réseau revendeur, domaines mobilier de bureau, aménagement, décoration.
TÉL. 64-90-45-15

J.F. polonaise, BTS secr.(WORD), études communication, cherche emploi. Tél. (1) 42-23-15-76

J.F., 27 a., bac + 5, ch. poste

ASSISTANTE DRH

(anglais, outil informatique)
Disponible de suite
43-77-44-81 (répondeur)

J.F. dynamique 24 ans, vivant côte Ouest. USA. MBA : marketing management recherche poste au sein d'une entreprise représentée aux USA ou souhaitant s'y développer.
MF Dayan
(19-1) 4159282660
1250 California Street. apt n° 4
San Francisco
Ca 941009

J. F. 39 ans rech. poste secrétaire administr. des ventes, notions TTX. Dépt. 75-92-94.
Tél. : 47-26-03-45.

J.F., 22 A., sérieuse, secrétariat, saisie, bons contacts téléphoniques, 4 ans d'expérience, ch. poste stable de préférence Sud, Seine-et-Marne. Tél. (16) 86-66-06-24

Technicien, 25 ans, métreur en électricité bâtiment ou industrie, recherche poste dans régions Alpes-Savoie.
Pour tous renseignements :
Tél. : (16-1) 42-70-44-63.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE FONCTION PERSONNEL – 41 ans – Expérience : gestion paie, ressources humaines, gestion carrières... recrutement, formation relations CE DP CHSCT reclassement reconversion – pratique de l'outil informatique.
RECHERCHE : poste adjoint au DRH ou responsable personnel (section BCO/BD 2304).
INGÉNIEUR MATIÈRES PLASTIQUES – 42 ans.
RECHERCHE : poste BE, labo (mise au point produits, outillage industrialisation...) – goût du contact, de l'animation et de l'organisation – esprit motivant au niveau d'une équipe France et étranger (Section BCO/BD/JC 2305).
ASSISTANTE DE DIRECTION – maîtrise droit des affaires – bilingue anglais et espagnol courant – TTX et tableur, gestion administrative, coordination interne, gestion de personnel, assistante de publicité, connaissances en assurances.
RECHERCHE : poste Paris – R.P. (Section BCO/JC 2306).
H. 38 ans – INGÉNIEUR DE FORMATION – connaissances pratiques en gestion administrative et financière, organisation, management, informatique ainsi qu'en droit et en fiscalité.
RECHERCHE : poste de cadre de direction et de gestion (Section BCO/JC 2307).
F. 42 ans – Licence sciences humaines + gestion du personnel – DUT Anal. programmeur – exp. cabinet recrutement : recherche et évaluation de candidats ingénieurs informaticiens, adéquation profil/poste réussie exp. chef pers. PME : gestion administration, élaboration plan social, établissement procédures.
RECHERCHE : poste responsable recrutement ou chef personnel – région Paris - Val-d'Oise (Section BCO/JC 2308).
ASSISTANTE DE DIRECTION (formation supérieure) de langue maternelle allemande parlant anglais et portugais – 15 ans d'expérience dans secteurs industriel et tertiaire (communication externe et interne, traductions techniques, interprétariat, role d'interface niveau direction générale) – maîtrise de la bureautique.
RECHERCHE : poste sur Paris (Section BCO/JC 2309).

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
TÉL. : 42-85-44-40, poste 27.

J.F. FRANÇAISE

DIPLOMÉE 6 ANS UNIVERSITÉ AMÉRICAINE

Washington D.C. : BUSINESS + relations internationales (Sc. Politiques + ECO et Sociales)
Spécialisation Moyen-Orient + Amérique latine
LANGUES COURANTES : ANGL., ESP., ITAL., ARABE
RECHERCHE SITUATION DANS ORGANISME A VOCATION INTERNATIONALE dans les domaines communication. Relations publiques, Marketing, Lobbying.
• Dispon. rapidement
• Très mobile
Écrire au Monde Publicité sous n° 8586
15/17, r. du Col.-P.-Avia
75902 Paris Cedex 15

J.H. 21 ans – Bac G2 recherche EMPLOI S/CONTRAT QUALIF. BTS comptabilité/gestion
Tél. : 39-92-20-75.

CHEF DE PUBLICITÉ senior, 29 ans, Paris, 2 ans exp. agence, 3 ans exp. supports. Etudie ttes propositions.
Tél. : 48-06-98-73.

J.H., 24 a., libre de suite

CAP TÉLÉCOMMUNICATIONS

Permis B et C, cherche emploi.
Tél. 42-72-52-09

J H., 32 ans, recherche emploi stable dans mécanique entretien.

CAP MÉCANICIEN/ AJUSTEUR

Préférence Sud de Paris.
TÉL. 64-93-44-29

JF juriste d'affaires 5 ans exp. en cab. et entr., ch. poste à resp. évolutif. Droits privé ou public.
42-72-69-94 (Rép.)

JF sér. ch. emploi de mais./garde enfants à tps complet, mi-tps. Non logée/nourrie. 8 h à 10 h., après. 18 h : 43-80-97-65.

Spécialiste contentieux-recouvrement

CADRE

Avec expérience de 20 ans. Parfaite maîtrise des procédures. Rigoureux, efficace, sens du contact et de la négociation. Pratique de l'informatique. Capacité à gérer un gros service. Recherche poste à responsabilités dans entreprise dynamique.
Tél. (1) 42-08-58-92 (répond.)

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS

La plus formidable choix « Que des affaires exceptionnelles », écrit le guide Paris pas cher, tous bijoux or, toutes pierres précieuses, alliances, bagues, argenterie.

ACHAT-ÉCHANGE BIJOUX

PERRONO OPÉRA

Angle bld des Italiens
4, ch.-d'Antin, mag. à l'Etoile, 37, av Victor-Hugo
autre grand choix.

Cours

COURS DE PEINTURE SUR PORCELAINE
Chez l'artisan dans son atelier
75017 Paris
Tél. : 43-87-90-77 – 45-53-66-57

Gymnastique à domicile.
Par professeur de culture physique diplômé d'État. Travail sérieux.
Bonnes références
Tél. : 52-39-04-93 (répondeur).

Décoration

Pour changer l'ambiance de votre intérieur, pensez « peinture décorative ». De la simple patine au trompe-l'œil élaboré, de nombreuses idées originales. Travail très sérieux, conseils et devis gratuits. Prix étudié sans intermédiaire.
Jean-François Vaucourt artiste peintre décorateur.
Tél. : 43-81-76-20.

garages

SOCIÉTÉ NOUVELLE GARAGE DU BOURNAIRE
Mécanique générale
Toutes marques
Carrosserie. Peinture
Station diagnostic Facom
Magasin d'accessoires
Gérant E. LAWSON
1, rue du Bournaire
92230 Gennevilliers.
47-98-38-65

Gouvernante

Antiquaire retraité seul ch. gouvernante, dame de compagnie. Pt. trav. ménag., chbre indépendante. Après-midi 2 ou 3 h de libre. Sérieuses réf.
Tél. matin et soir
45-53-42-20.

Hélicoptères

HÉLICOPTÈRE

CHEFS D'ENTREPRISE, GAGNEZ VOTRE TEMPS AVEC L'HÉLICO.
VEND GAZELLE LONGUE, CUIR, ÉTAT EXCEPTIONNEL.
Tél. : (16) 26-49-13-09
Fax : (16) 26-49-12-94.

Stages

DEVENEZ

HOTESSE DE L'AIR-STEWART

En préparant votre C.S.S. (Certificat sécurité sauvetage ENAC FRANCE) au MAROC. Tarifs défiant tte concurrence. Centre agréé par l'Etat. 95 % de réussit ssss., instructeur navigant français. Form. théorique-prat. : durée 6 sem. Form. angl.-aéronautique-PNC : durée 1 mois. Hébergement poss.
Rens., inscript. à :
C.F.P.N.C. (Centre form. pers. navigant ccial), 26, av. Oqbah Rabbat Agdal - Maroc.
Tél. : (19) 212-777-95-48 -
Fax (19) 212-777-95-82.

Vacances, tourisme,

Hôtel Résidence Anglet, Biarritz-Parme : 70 studios appart. : kitchenette, TV satel. Tél. direct, piscine, tennis, practice golf filet, squash, hammam, sauna, salle musculation rest., bar.
Tél. : 59-52-87-65.
Fax : 59-63-59-19.
Soirée étape : 250 F.

3615 DT

MARTINIQUE GUADELOUPE
Vol + Hébergement
Départ Paris
3 290 F/SEMAINE
DEGRIFTOUR
Lic. 195017.

Vignoble

Direct du vigneron à votre table, un vin de fête

MONTLOUIS-SUR-LOIRE

A.O.C.
Sec, demi-sec, moelleux. Méthode champenoise, plus. millésimes disponibles. Tarifs sur demande.
Tél. : (16) 47-50-80-64

automobiles

ventes

de 7 à 12 CV

Part. vend R25 GTX 1986. Blanche, excellent état. 79 000 km. Px : 30 000 F.
B. LETHUILLIER
Tél. bur. : 48-88-68-40
Tél. dom. : 43-09-59-73
à partir de 20 heures.

boxes - parking

BOXES A LOUER 3e Me RAMBUTEAU

RUE DU TEMPLE
P.O.G. 45-87-71-07

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

PARIS

5e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2 PIÈCES 61 m², RC park.	31, rue Claude-Bernard AGIFRANCE – 43-31-73-41 Frais de commission	8 099 + 1 172 5 764

8e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 PIÈCES 160 m², 6e étage park., balcon chbre de service	32, av. George-V CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	19 000 + 3 500 13 950
4 PIÈCES 127 m², 1er étage	26-28, avenue Hoche AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	14 810 + 1 450 10 539
4 PIÈCES 171 m², 1er étage	45, rue de Courcelles AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	18 810 + 1 740 13 385

9e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
5 PIÈCES 147 m², 4e étage	10, rue de Maubeuge AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	14 450 + 1 800 10 282

11e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 67 m², 2e étage	45, av. Ph.-Auguste LOCARE – 40-61-66-00 Frais de commission	6 030 + 866 5 232

12e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 65 m², 2e étage balcon 6 m²	76, rue de Bercy LOCARE – 40-61-66-00 Frais de commission	6 145 + 536 5 322

13e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 PIÈCES 90 m², 1er étage park., terrasse	14, rue Ch.-Fourier GERER – 49-42-25-40 Frais de commission	9 620 + 800 5 480

15e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
5 PIÈCES 109 m², 4e étage balcon 12 m²	18, rue Tiphaine LOCARE – 40-61-66-00 Frais de commission	10 000 + 1 290 8 330
3 PIÈCES 76 m², 4e étage parking	5, bd Garibaldi AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	8 200 + 1 500 5 835
4 PIÈCES 78 m², 1er étage parkings	6 bis, pl. du Commerce GERER – 49-42-25-40 Frais de commission	9 200 + 800 5 244

16e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 PIÈCES 145 m², 4e étage possib. park.	27, avenue Kléber CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	18 585 + 1 860 10 050
6 PIÈCES 203 m², 5e étage parking	60-62, av. Henri-Martin GCI – 40-16-28-68 Frais de commission	31 755 + 1 190 5 394
5 PIÈCES 140 m², 2e étage	27-29, rue de Montevideo AGIFRANCE – 49-03-44-06 Frais de commission	19 677 + 3 497 14 002

17e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 68 m², 5e étage	52, bd des Batignolles GCI – 40-16-28-71 Frais d'actes	7 820 + 735 364

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3/4 PIÈCES 86 m², 1er étage parkings	11, rue Galvani GERER – 49-42-25-40 Frais de commission	10 650 + 860 10 224
2 PIÈCES 47 m², RC	179, bd Pereire AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	4 800 + 550 3 415
4 PIÈCES 115 m², 3e étage parking	23, avenue Niel AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	12 500 + 800 8 895

19e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2 PIÈCES imm. neuf 65 m², 2e étage	84, rue de Crimée CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	5 355 + 535 4 126

20e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 65 m², 2e étage parking	19-21, rue d'Annam AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	5 450 + 1 045 3 878
3 PIÈCES DUPLEX 96 m², 2/3e étage parking	122, rue de Bagnolet AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	7 368 + 1 047 5 243

78 YVELINES

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 PIÈCES imm. moderne 80 m², 3e étage parking	CHATOU 5, rue des Champs-Roger SAGGEL VENDOME 47-78-15-85 Frais de commission	4 900 + 931 3 528
STUDIO 34 m², RC parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 40, rue des Ursulines AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	3 650 + 351 2 597

91 ESSONNE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PAVILLON 4 PIÈCES 115 m² garage	LONGJUMEAU 2, rue des Genêts AGIFRANCE 60-11-77-40 Frais de commission	6 470 + 178 4 604

92 HAUTS-DE-SEINE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES imm. moderne 72 m², 1er étage parking	ASNIÈRES 44, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME – 47-78-15-85 Frais de commission	5 300 + 574 3 816
5 PIÈCES DUPLEX imm. neuf très bon standing 131 m², 5e étage 2 parkings	ASNIÈRES 38-46, rue de l'Alma SAGGEL VENDOME 47-78-15-85 Frais de commission	9 700 + 1 041 6 984
3 PIÈCES 86 m², 16e étage parking	COURBEVOIE 44, rue de l'Alma SAGGEL VENDOME 47-78-15-85 Frais de commission	6 810 + 1 637 4 903
4 PIÈCES 98 m², 4e étage	COURBEVOIE 42, terrasse de l'Iris AGIFRANCE – 49-03-43-04 Frais de commission	6 014 + 1 943 4 279
GRAND STUDIO 44 m², rez-de-ch. parking	COURBEVOIE 3, avenue du Parc AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	3 638 + 338 2 589
2 PIÈCES 51 m², 4e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SOLVEG – 40-67-06-99 Frais de commission	4 800 + 510 4 000
3 PIÈCES 72 m², 3e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SOLVEG – 40-67-06-99 Frais de commission	6 600 + 730 5 350
4 PIÈCES 86 m², rez-de-ch. parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SOLVEG – 40-67-06-99 Frais de commission	6 630 + 602 5 096
3 PIÈCES 71 m², 2e étage possib. parking balcon	NEUILLY 223, av. Ch.-de-Gaulle CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	6 600 + 1 090 5 022
2 PIÈCES Bel imm., récent 57 m², 2e étage parking	NEUILLY 34-36, bd Victor-Hugo SAGGEL VENDOME 47-78-15-85 Frais de commission	6 308 + 1 105 4 541
2 PIÈCES 59 m², 2e étage parking	NEUILLY 22, bd du Gal-Leclerc GCI – 40-16-28-68 Frais d'actes	6 490 + 785 357
5 PIÈCES Bel imm. récent 108 m², 3e étage parking	PUTEAUX 1 bis, rue Volta SAGGEL VENDOME 47-78-15-85 Frais de commission	8 610 + 1 167 6 199
4 PIÈCES 110 m², rez-de-ch. balcon 18 m²/jard.	SAINT-CLOUD 126, bd de la République SOLVEG – 40-67-06-99 Frais de commission	10 500 + 1 100 8 275
4 PIÈCES 88 m², 3e étage parking	SAINT-CLOUD 2, square Ste-Clothilde AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	7 130 + 870 5 074
4 PIÈCES Bel imm. moderne 89 m², 2e étage parking	SURESNES 27, av. G.-Pompidou SAGGEL VENDOME 47-78-15-85 Frais de commission	7 270 + 1 399 5 234

93 SEINE-SAINT-DENIS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
STUDIO 27 m², 3e étage	MONTREUIL 70, rue de Lagny GCI – 40-16-28-70 Frais d'actes	2 295 + 380 192

94 VAL-DE-MARNE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 70 m², rez-de-ch. terrasse 19 m²	NOGENT 68, rue F.-Rolland SOLVEG – 40-67-06-99 Frais de commission	7 165 + 650 5 774
3 PIÈCES 69 m², 3e étage parking	SAINT-MANDÉ 5, rue Fays LOC INTER – 47-45-16-09 Frais de commission	6 673 + 731 5 094
3 PIÈCES 71 m², 5e étage park., balcon	SAINT-MANDÉ 25-39, avenue Joffre LOC INTER – 47-45-15-84 Frais de commission	6 703 + 890 5 130
5 PIÈCES 112 m², 6e étage 2 park., balcon	SAINT-MANDÉ 4, avenue Joffre LOC INTER – 47-45-16-09 Frais de commission	10 500 + 1 198 7 830
4 PIÈCES 83 m², rez-de-ch. 2 park., terrasse	VINCENNES 36, rue Massenet LOC INTER – 47-45-15-84 Frais de commission	7 050 + 800 5 382
2 PIÈCES 59 m², 2e étage parking	VINCENNES 15, allée N.-Niepce AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	5 598 + 601 3 984

95 VAL-D'OISE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4-5 PIÈCES Bel imm. récent 93 m², rez-de-ch. parking	ENGHIEN-LES-BAINS 101, rue du Gal-de-Gaulle SAGGEL VENDOME 47-78-15-85 Frais de commission	5 000 + 1 000 3 600

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE

















SAGGEL VENDÔME
GROUPE UAP

VIE DES ENTREPRISES

La société supprime un emploi sur cinq

Eminence ferme deux usines dans le Gard

Un marché français d'environ *2,7 milliards de francs en régression depuis plusieurs années; une montée en puissance de Dim (filiale du groupe américain Sara Lee)... Il n'en a pas fallu plus pour que le leader français du sous-vêtement masculin, Eminence – 425 millions de francs de chiffres d'affaires, 16 % de part de marché avec ses deux marques Eminence et Athena, – soit contraint d'adopter un « plan de relance » qui se traduira par la suppression de 236 emplois sur un total de 1 036 ainsi que par la fermeture de deux sites de production – Uzès et Boisset-et-Gaujac. Des suppressions d'emplois et des fermetures d'autant plus douloureuses qu'elles viennent frapper une région déjà durement éprouvée par le plan de redressement de Perrier.*

Ce plan de rationalisation, qui prévoit la concentration des activités de tricotage et de confection sur les sites d'Aimargues et de Quissac, s'accompagnera, selon la direction, d'importants investissements de modernisation et de gros efforts de commercialisation. Le groupe devrait notamment renforcer sa présence dans la grande distribution, où il n'a été longtemps représenté que par sa marque Athena. Le succès de Dim, qui, en quelques années, a conquis près de 10 % du marché du sous-vêtement masculin grâce à ce circuit de vente, a contraint le groupe à changer sa stratégie et à y introduire sa marque traditionnellement plus *« haut de gamme »*, Eminence.

Malgré la notoriété de ses marques, Eminence traverse une crise depuis plusieurs années, comme en témoigne l'échec du plan de reprise élaboré par ses cadres dirigeants en 1989. Repris en 1991 par la société suisse Schiesser – 3,2 milliards de francs, 8 200 salariés, – Eminence espère que la sévère cure de rationalisation en préparation lui permettra de *« renouer dès 1993 avec le plan de profitabilité nécessaire pour assurer la relance de l'entreprise »*. Et de renouer avec la croissance, si la conjoncture le permet. Son chiffre d'affaires n'était-il pas déjà le même, ou presque, il y a trois ans? Eminence aura affaire à forte partie, puisque, outre Dim, il devra, pour se faire, contrecarrer le groupe Devanlay (les chemises Lacoste), qui a aussi engagé une politique de dynamisation de ses deux marques de sous-vêtements masculins, Jil et Orly.

P.-A. G.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

REPRISE

□ **Restructuration financière de l'ULN approuvée.** – A la suite de la reprise de l'Union laitière normande (ULN), par Bongrain au début de l'été, les assemblées générales de l'ULN et de son holding Sogenor ont approuvé, vendredi 30 octobre, la restructuration financière. Elle consacre l'entrée dans le capital du groupe Bongrain, associé à Entremont (filiale de Elf Sanofi) et à Sodiaal (Yoplait-Candia), et de vingt-trois banques qui se chargeront de restructurer la dette de la coopérative laitière. Conformément aux engagements (*le Monde* du 2 juillet), le holding Sogenor qui gérera l'ensemble des activités industrielles est détenu par trois groupes d'actionnaires : l'ULN et ses coopératives adhérentes, 43,28 %, les banques, *41,9 % et l'Alliance laitière européenne* (ALE), détenue majoritairement par Bongrain, 14,82 %.

FUSION

□ **L'Association de défense d'UTA (ADUTA) porte plainte contre le président d'Air France.** – Opposée à la fusion d'UTA avec Air France, l'ADUTA a déposé, le 17 octobre, une plainte *« pour abus de biens sociaux, abus de confiance et de position dominante »* contre M. Bernard Attali, président des deux compagnies aériennes, devant le doyen des juges d'instruction du tribunal de Paris, a indiqué, vendredi 30 octobre, le responsable de l'association M. Daniel Richon. M. Richon a précisé que l'ADUTA veut défendre les intérêts du personnel et notamment obtenir une indemnisation pour les membres de la coopérative ouvrière de main-d'œuvre d'UTA.

CRISE

□ **Christofle supprime 188 emplois supplémentaires.** – Orfévrerie Christofle, le spécialiste du couvert *plaqué en argent dont les pertes* nettes (part du groupe) au premier semestre ont représenté plus de 10 % de son chiffre d'affaires (– 32,1 millions de francs contre *305 millions), a décidé d'engager* un nouveau plan de restructuration, entraînant la suppression de 188 postes supplémentaires. Le coût de ces mesures, qui seront totalement provisionnées à fin 1992, est évalué par le groupe à 29 millions de francs. En 1991, Christofle avait déjà mis en œuvre un premier *« plan de réduction de ses frais de structure »*. L'orfèvre avait perdu 23,4 millions au premier semestre 1991, mais, en raison de la forte saisonnalité de ses ventes, son déficit avait été ramené à 6,8 millions sur l'ensemble de l'année écoulée.

INVESTISSEMENTS

□ **Daewoo fabriquera des tubes cathodiques au Vietnam avec Hanoï Electronic.** – Orion Electric Co., filiale de la firme coréenne Daewoo Business Group, s'associe avec la firme vietnamienne Hanoï Electronic Co. pour produire des tubes *de télévision*. Les *deux partenaires* investiront 364 millions de francs (70 % pour Orion et 30 % pour Hanoï Electronic) dans la construction d'une usine à 20 km au sud-*est d'Hanoï. Terminée en juin* 1994, celle-ci produira quatre millions de tubes de télévision couleur et 1,2 million de tubes monochromes par an. Elle emploiera *1 000 salariés vietnamiens.*

□ **Stora (papier) investit 70 millions de francs à Corbehem (Pas-de-Calais).** – Le groupe suédois Stora va investir 70 millions de francs dans son unité française de cartonnerie installée à Corbehem (Pas-de-Calais). Cet investissement visera à améliorer la qualité du carton fabriqué par l'usine et permettra aussi une « légère » augmentation de la capacité de production (63 000 tonnes par an). L'unité de cartonnerie et l'usine de papier de Corbehem étaient autrefois propriété de Beghin-Say. Ils ont été repris par l'allemand Feldmühle avant de tomber dans l'escarcelle du suédois Stora, lorsque ce dernier a absorbé le papetier germanique.

GAMME

□ **IBM lance sa première grande offensive contre les clones.** – IBM, le premier groupe informatique mondial, vient de lancer sa première offensive sérieuse contre les fabricants de micro-ordinateurs clonés (PC, personal computer) qui lui grignotent des parts de marchés depuis plusieurs années. IBM a ainsi dévoilé une gamme de micro-ordinateurs à bas prix baptisés PS-ValuePoint qui concurrenceront directement les PC de Compaq, Dell Computer Corp, AST Research et des autres. Les quatre nouveaux PC d'IBM sont offerts à des prix démarrant à 1 299 dollars (environ 6 500 francs) y compris une console couleur. Un changement de prix aussi rapide aurait été impossible un an auparavant sous l'ancienne structure centralisée d'IBM, a observé M. Robert Corringan, président de IBM Personal Computer.

ACQUISITION

□ **Besnier (agro-alimentaire) installe ses équipes à la tête de la Société des caves de Roquefort.** – *M. Michel Besnier, président du* second groupe fromager français, qui vient d'acquérir les 58 % de la Société des caves de Roquefort mis en vente par Nestlé, a installé *récemment, au cours d'un conseil* d'administration, son équipe à la tête des caves de Roquefort (Aveyron). Le groupe laitier breton a confirmé la mise en vente de la filiale américaine de Roquefort, Sorrento, leader de la mozzarella aux Etats-Unis, ainsi que le plan social établi par la direction antérieure prévoyant la suppression de 104 emplois, notamment par des départs en préretraite et des plans du Fonds national de l'emploi.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 4 novembre ↓

Prises de bénéfice

Après une vive hausse de 2,56 % mardi 3 novembre et un gain supérieur à 3 % depuis le début de la semaine, la Bourse de Paris a éprouvé le besoin de souffler mercredi 4 novembre. En hausse de 0,11 % à *l'ouverture, l'indice CAC 40* a ensuite immédiatement viré à la baisse pour perdre en début d'après-midi 0,62 % à 1 775,92 points.

Le marché parisien est logiquement victime de prises de bénéfice après *une hausse* qui saluait la détente des taux d'intérêt en France et anticipait la victoire de M. Bill Clinton à l'élection présidentielle américaine. Le succès de M. Clinton est tout sauf une surprise pour les opérateurs qui atten*dent maintenant d'en savoir un peu* plus sur le programme économique du nouveau président qui ne prendra ses fonctions qu'à la fin janvier.

Les analystes estiment qu'une relance économique, indispensable *aux Etats-Unis comme en Europe*, risque de passer par une reprise de l'inflation et donc une remontée des taux d'intérêt. Les milieux boursiers s'attachaient également aux nouvelles déclarations des responsables monétaires allemands. Le président et le vice-président de la Bundesbank ont réaffirmé qu'ils ne céderont pas à l'attente des marchés en baissant les taux. Le geste fait lundi par la Banque de France (diminution de un quart de point de ses taux directeurs) ne peut être qu'un début et n'est pas de nature à permettre un redémarrage de l'économie française, jugent la plupart des gestionnaires.

Du coté des valeurs, Financière *Truffaut, qui fait l'objet d'une OPE de* Worms et Cie, gagne 33,8 % alors *qu'en revanche* Worms et Cie perd 7,2 %.

NEW-YORK, 3 novembre ↓

Attentisme

Dans l'attente des résultats de l'élection présidentielle, Wall Street a subi, mardi 3 novembre, la pression de liquidations techniques. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes s'est inscrit en clôture à 3 252,48 points, en légère baisse de 9,73 points (- 0,30 %). Le marché a été actif avec quelque 207 millions d'actions échangées. Le nombre de titres en baisse a dépassé celui des valeurs en hausse à 935 contre 835.

L'annonce d'un recul de 0,3 % de l'indice composite des principaux indicateurs économiques américains en septembre a été largement négligée. Les investisseurs étaient surtout préoccupés par les résultats de l'élection, alors que les derniers sondages reflétaient une avance confortable du *candidat démocrate, M. Bill Clinton.*

VALEURS	Cours du 2 nov.	Cours du 3 nov.
Alcoa	69 1/2	69 5/8
ATT	44 1/8	43 3/8
Boeing	37	36 1/4
Chase Manhattan Bank	24 3/8	24 3/8
Du Pont de Nemours	49	48 1/4
Eastman Kodak	41 3/8	41 3/4
Exxon	60 1/4	59 1/2
Ford	38 3/8	38 5/8
General Electric	78 1/2	78 1/4
General Motors	31 7/8	32 1/4
Goodyear	69 7/8	68 7/8
IBM	68 7/8	69
ITT	65 1/2	66
Mobil Oil	62 1/2	60 1/4
Pfizer	77 1/8	76 5/8
Schlumberger	64 1/4	62 5/8
Texaco	60 1/8	58 3/4
UAL Corp. ex-Allegis	121 3/4	120 1/2
Union Carbide	14 7/8	14 7/8
United Tech.	45 7/8	46
Westinghouse	13 1/4	13 3/4
Xerox Corp.	75 3/8	75 1/4

LONDRES, 3 novembre ↑

Au plus haut depuis juin

Les valeurs ont terminé en nette hausse, mardi 3 novembre, au Stock Exchange de Londres au-dessus de la barre des 2 700 points, pour la première fois depuis le 2 juin. L'indice Footsie des cent valeurs principales a gagné 17,8 points à 2 705,6 points, soit une avance de 0,6 %. Le volume d'échanges s'est étoffé à 584 millions contre 517,1 millions la veille.

Les valeurs internationales ont mené la danse, encouragées par la hausse du dollar et la probable victoire du démocrate Bill Clinton à l'élection présidentielle américaine. La reprise des spéculations sur une pro*chaine baisse des taux d'intérêt* en Grande-Bretagne a également renforcé l'optimisme des investisseurs. Mais l'incertitude politique qui règne à Londres a contribué à limiter les gains. Le gouvernement n'est pas sûr *de remporter la majorité, mercredi* 4 novembre, lors d'un vote préliminaire à la Chambre des communes sur le traité de Maastricht.

TOKYO, 4 novembre ↑

Nette progression

La Bourse de Tokyo a fini en hausse, mercredi 4 novembre, l'indice Nikkei gagnant 211,84 points, soit 1,26 %, à 17 065,20 points, sur des achats techniques liés aux contrats à terme en fin de séance.

Le marché manque d'entrain face aux récents et médiocres résultats *d'entreprises et à l'absence d'éléments nouveaux*. La victoire attendue de M. Bill Clinton n'a pas eu d'impact. Selon un boursier, *« un nouveau président américain n'affectera pas la Bourse de Tokyo directement. Au mieux, nous pouvons espérer que Wall Street profite de l'occasion pour prendre une nouvelle direction et que Tokyo lui emboîte le pas »*.

VALEURS	Cours du 2 nov.	Cours du 4 nov.
Ajinomoto	1 300	1 300
Bridgestone	1 100	1 120
Canon	1 280	1 300
Fuji Bank	1 820	1 850
Honda Motors	1 290	1 280
Matsushita Electric	1 130	1 130
Mitsubishi Heavy	528	528
Sony Corp.	4 060	4 030
Toyota Motors	1 410	1 400

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	4480	4500
B.A.C.	23 70	....
Boiron (Ly)	504	492
Boisset (Lyon)	225	225
C.A.L-de-Fr. (C.C.L)	815	817
Calberson	188	185
Cardif	760	770
C.E.G.E.P.	156	158
C.F.P.I.	250	....
C.N.I.M.	925	925
Codetour	256	256
Conforama	....	....
Creeks	115	115
Dauphin	174 90	170
Delmas	980	980
Demachy Worms Cie	350	....
Devanlay	928	928
Deville	100	102
Dollsos	108	112
Editions Belfond	200	....
Europ. Propulsion	166	165
Finacor	116	....
G.F.F. (group.fon.f.)	48	....
G.L.M.	445	423
Gravograph	125 50	....
Guintoli	720	....
I.C.C.	150	150
Idianova	54 75	52 10
Immob. Hôtelière	1050	1040

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Internt. Computer	115 50	121
I.P.B.M.	50 80	....
Locamic	70	....
Matra Comm.	295 70	....
Molex	140	....
M.S.C. Schlumberger	770	770
Publ.Filipacchi	370	364
Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	286	290
Select Invest (Ly)	68	70
Serbo	149 50	150
Sopra	295	295
TF1	323	326 50
Thermador H. (Ly)	330	330
Unilog	249 90	248
Viel et Cie	95	97
Y. St-Laurent Groupe	625	610

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 3 novembre 1992
Nombre de contrats estimés : 74 501

COURS	ÉCHÉANCES Déc. 92	Mars 93	Juin 93
Dernier	110,68	111,44	111,60
Précédent	*110,44*	*111,26*	*111,38*

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Déc. 92	OPTIONS D'ACHAT Mars 93	OPTIONS DE VENTE Déc. 92	OPTIONS DE VENTE Mars 93
111	0,27	1,45	0,67	1,11

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 13 447

COURS	Nov. 92	*Déc. 92*	*Janv. 93*
Dernier	1 808	1 814	1 814
Précédent	1 753	1 765	–

CHANGES

Dollar : 5,29 F ↓

Le dollar s'inscrivait en léger repli mercredi 4 novembre, après avoir nettement progressé la veille, *anticipant l'élection de M. Bill* Clinton. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 5,29 francs contre 5,3140 francs la veille au cours indicatif de la Banque de France.

FRANCFORT	3 nov.	4 nov.
Dollar (en DM)	1,5665	1,5630
TOKYO	**3 nov.**	**4 nov.**
Dollar (en yens)	Clos	122,90

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (4 nov.) .... 9 7/16-9 1/2 %
New-York (3 nov.) .... 3 1/16 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 31-12-91)*

	2 nov.	3 nov.
Valeurs françaises	Clos	102
Valeurs étrangères	Clos	86,70
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	Clos	468,30
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	Clos	1 786,93

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	2 nov.	3 nov.
Industrielles	3 262,21	3 252,48

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	2 nov.	3 nov.
100 valeurs	2 687,80	2 705,60
30 valeurs	1 996,10	2 007,20
Mines d'or	73,20	72,30
Fonds d'Etat	93,76	94

FRANCFORT

	2 nov.	3 nov.
Dax	1 472,57	1 485

TOKYO

	3 nov.	4 nov.
Nikkei Dow Jones	Clos	17 065,20
Indice général	Clos	1 293,85

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

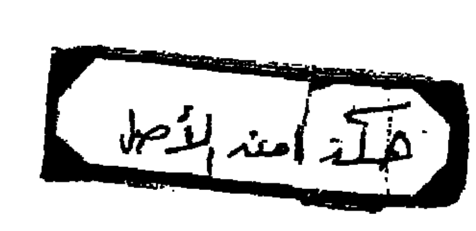
	COURS COMPTANT Demandé	COURS COMPTANT Offert	COURS TERME TROIS MOIS Demandé	COURS TERME TROIS MOIS Offert
$ E-U	5,2950	5,2980	5,3775	5,3835
Yen (100)	4,3196	4,3239	4,3847	4,3919
Ecu	6,6560	6,6590	6,6440	6,6525
Deutschemark	3,3865	3,3870	3,3910	3,3941
Franc suisse	3,7957	3,8006	3,8271	3,8350
Lire italienne (1000)	3,9625	3,9725	3,9134	3,9258
Livre sterling	8,2350	8,2580	8,2835	8,3043
Peseta (100)	4,7591	4,7640	4,7055	4,7170

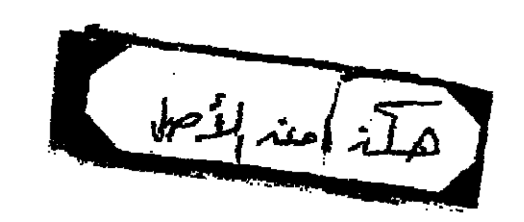
TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS Demandé	UN MOIS Offert	TROIS MOIS Demandé	TROIS MOIS Offert	SIX MOIS Demandé	SIX MOIS Offert
$ E-U	3 1/16	3 3/16	3 7/16	3 9/16	3 7/16	3 9/16
Yen (100)	3 3/4	3 7/8	3 5/8	3 3/4	3 9/16	3 11/16
Ecu	10 3/8	10 1/2	10 3/16	10 5/16	9 5/8	9 3/4
Deutschemark	8 7/8	9 1/16	8 7/8	9 1/16	8 3/8	8 9/16
Franc suisse	6 1/16	6 3/16	6 3/16	6 5/16	6 1/16	6 3/16
Lire italienne (1000)	14 5/8	15 1/8	14 3/8	14 3/4	13 5/8	14
Livre sterling	7 3/4	8	7 1/8	7 3/8	6 5/8	6 7/8
Peseta (100)	13 7/8	14 1/4	13 3/4	14 1/8	13 5/8	14
Franc français	9 1/2	9 5/8	9 9/16	9 11/16	9 5/16	9 7/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

□ **Un programme européen de recyclage des bouteilles plastiques.** – L'Association européenne des producteurs de matières plastiques (APME) a annoncé, vendredi 30 octobre à Düsseldorf, le lancement d'un premier « programme européen » de recyclage de bouteilles plastique. Ce programme porte, dans un premier temps, sur un million de bouteilles et de récipients de moins de 5 litres en polyéthylène et en PVC. A terme, il devrait aboutir au recyclage de *quelque dix milliards de bouteilles*, à condition que ces déchets soient retournés aux fabricants, triés et nettoyés par les collectivités locales. Une association sera constituée à cet effet, en collaboration avec l'APME, d'ici à avril 1993, dans chaque pays européen.





MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 4 NOVEMBRE

Cours relevés à 13 h 30

Règlement mensuel

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
4890	C.N.E 3%	4910	4910	4910	....
802	B.N.P. T.P.	810	806	806	- 0 49
785	Cr.Lyon. T.P.	810	805	805	- 0 62
1665	Renault T.P.	1602	1602	1600	- 0 12
1645	Rhone Poul. T.P.	1650	1651	1651	+ 0 06
1019	Saint Gobain T.P.	1020	1024	1024	+ 0 39
790	Thomson T.P.	797	752	752	- 5 65
530	ACCOR	569	569	568	- 0 18
735	Air Liquide	761	773	764	+ 0 39
635	Alcatel-Alsthom	659	660	657	- 0 30
1440	Alc.Superm.	1400	1400	1400	....
240	A.L.S.P.I.	251	255	256 90	+ 2 35
410	AGF Sté Centrale	409	405	403	- 1 47
124	Avenir H. Média	108	108	108	....
815	Axa (ex Cie Midi)	861	860	856	- 0 58
147	Bafip	146	148	147	+ 0 68
80	Bail-Equipem.	75	75	75	....
610	Bail Investiss.	640	651	640	....
370	Bancaire	373 50	371 80	371 50	- 0 54
630	Bazar H.-V.	612	609	620	+ 1 31
1210	Berger (M)	1249	1248	1248	- 0 08
390	Bertrand Faure	400	....	....	....
855	Bic	872	875	875	+ 0 34
1050	B.I.P.	1060	1065	1065	+ 0 47
184	BIS	156	159 50	153	- 1 92
355	B N P (CI)	371	371	367 20	- 1 02
525	Bollore Tech.	507	506	501	- 1 18
3080	Bongrain	3227	3240	3160	- 2 39
470	Bon-Marché	471 40	470	472	+ 0 13
485	Bouygues	474 20	486	483 20	+ 1 90
86	BP France	89 36	87 60	87 60	- 1 96
985	B S N	1023	1030	1023	....
990	Canal Plus	976	980	993	+ 1 74
170	Cap Gem.S.	170 60	170	168 90	- 0 94
171	Carnaud Metalbox	180	178 70	179	- 0 56
2360	Carrefour	2388	2400	2374	- 0 50
150	Casino	150	148	149 50	- 0 33
93	Casino ADP	93	93	93	....
435	Castorama D.I.	470	470	478	+ 1 70
198	C.C.F.	205 80	205	202 70	- 1 51
33	CCMC Ly.	34 40	34 80	32	- 6 98
325	C.D.M.E.	340	340	344	+ 1 18
136	C.E.G.I.D.	136 10	135 30	135 30	- 0 59
39	Centrest (Ny)	63 45	62 50	62 30	- 1 81
270	C.E.P. Comm.	288	289 50	288 20	+ 0 07
77	Cerus	78 50	80 10	82 50	+ 5 10
850	Cetelem	885	880	892	+ 0 79
189	CF Int.	189	....	....	....
230	CGI Info.	236	237	237	+ 0 42
890	C G I P	949	960	949	....
620	CGP	622	619	619	- 0 48
1220	Chargeurs S A	1215	1215	1224	+ 0 74
290	Christian Dior	262	262	258	- 1 53
520	C I C A (M)	503	....	....	....
285	Ciments franc.	271	280	265	- 2 21
480	Clarins	522	519	507	- 2 87
360	Club Méditer.	378	377	377	- 0 26
670	Coles	720	720	705	- 2 08
194	Cpt. Entrep.	221	224	224	+ 1 36
1140	Compt Mod.	1183	1168	1179	- 0 34
194	CPR (Paris Rés.)	219	220	218 60	- 0 18

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
845	Créd. Foncier	875	879	875	..
300	Crédit Loc France	315	314	311 50	- 1 11
420	Cr Lyon (CI)	394	387	389	- 1 27
1020	Credit Nat.	1075	1075	1074	- 0 09
355	CSEE	380 20	387 90	380 10	- 0 03
2850	Damart	3020	3050	3050	+ 0 99
345	Dassault Aviation	356 20	355 10	368	+ 3 31
157	Dassault Electr.	155	154 30	158	+ 1 94
1470	De Dietrich	1480	1485	1480	...
470	Degremont	466	466	471	+ 1 07
52	Dév.R.d.C. (Li)	53	52 90	52 90	- 0 19
67	Dév.R.Sud-Est	71 50	71 50	71 50	...
275	D M C	298	292	291	- 2 35
395	Docks France	400 10	398	395	- 1 27
140	Dynaction	121 90	117 70	118 50	- 2 79
1950	Eaux (Gle)	1901	1915	1898	- 0 16
800	E.B.F.	790	790	790	....
305	Ecco	352	355	348 90	- 0 88
350	Elf Aquitaine	355 50	380	353 50	- 0 56
1090	ElfSanofi(ExSanofi)	1090	1061	1040	- 4 59
245	Esp-Elf (Certif)	255	248 60	245 50	- 3 73
630	Eridania-Beghin	622	622	613	- 1 45
345	Essilor	378 50	362	371 50	- 1 85
167	Essil.Int.(DP)	182	182	180	- 1 10
730	Esso	757	780	756	- 0 13
1030	Eurafrance	1140	1140	1140	...
445	Euro RSCG	443	443 90	434 10	- 2 01
74	Eurodisneyland	80	79 80	78 95	- 1 31
880	Europe 1	825	819	814	- 1 33
30	Eurotunnel	29 75	30 20	30 15	+ 1 34
1450	Exor	1450	1450	1450	....
100	Finextel	108	102 50	107	- 0 93
240	Fives Lille	240	238	238	- 0 83
....	Fougerolle	800	796	795	- 0 63
3250	Fromager. Bel	3330	3290	3290	- 1 20
1600	Gal.Lafayette	1705	1760	1760	+ 3 23
295	G.A.N.	285	286	285	....
425	Gascogne (B)	389	380	374	- 3 86
1000	Gaz et Eaux	1185	1194	1197	+ 1 01
550	Géophysique	610	612	615	+ 0 82
690	Groupe André SA	700	680	686	- 2 00
435	Groupe Cité	460	463	458	- 0 43
285	GTM-Entrep.	283	285	283	....
1510	Guyenne-Gas.	1570	1560	1570	....
107	Hachette	106 70	106 90	105 60	- 1 03
410	Havas	431	430 90	423	- 1 86
230	Ida	231	233	233	+ 0 87
280	Imétal	300	305	301 90	+ 0 80
100	Immob. Phénix	127	126	126	- 0 79
88	Ingénico	98	98	98	...
7390	Inst. Mérieux	7000	6990	6940	- 0 86
380	Interbail	389	389	389	....
410	Intertechnique	357	360	358	+ 0 56
890	J. Lefebvre	700	700	681	- 2 71
480	Klépierre	461	465	461	....
510	Labinal	527	563	533	+ 1 14
300	Lafarge	309	310	312 50	+ 1 13

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
315	Lebon	287	290	290	+ 1 05
3750	Legrand	4060	4050	4005	- 1 35
2030	Legrand (DP)	2205	2155	2156	- 2 22
182	Legris Industries	142 80	145	142	- 0 56
660	Locindus	676	676	679	+ 0 44
3780	L.V.M.H.	3650	3730	3652	+ 0 05
465	Lyon.Eaux/Dumez	474 60	474	473	- 0 34
43	Majorette Ly.	36 55	36	36 20	- 0 96
265	Mar Wendel	272	272	268 10	- 1 43
195	Matra	200	198 90	198 30	- 0 85
68	Metaleurop	71 30	72	71 90	+ 0 84
31	Métrologie In.	30 60	31 30	31 80	+ 3 92
180	Michelin	191 80	193	192 10	+ 0 16
82	MMB	81	80 20	81	
81	Moulinex	87	86	86	- 1 15
800	Navig. Mixte	800	805	790	- 1 25
105	Nord-Est	119	119	118 20	- 0 67
215	Nordon (Ny)	210	....	...	...
73	Olipar	73	...	.	.
990	Oréal	995	999	982	- 1 31
330	Paribas	342	345	338 20	- 1 11
192	Pechiney Int.	201 50	200	199 50	- 0 99
235	Pechiney (CIP)	240	240	236	- 1 67
405	Pernod Ricard	426 80	430	425 70	- 0 26
520	Peugeot	511	510	505	- 1 17
305	Pinault	303	296 10	299 50	- 1 16
740	Plastic-Omn.	770	765	771	+ 0 13
180	Poliet Ex.Lamb.Fr.	181	181	193	+ 6 63
740	Primagaz	735	740	743	+ 1 09
780	Printemps	710	682	710	
565	Promodès	527	525	540	+ 2 47
290	Radiotechn.	299 50	305	298	- 1 17
5650	Redoute (La)	5770	5730	5800	+ 0 52
166	Remy Cointreau	164 60	165	167	+ 1 46
520	R. Poulenc CIP	502	505	499	- 0 60
46	Rochette (La)	47 60	48 80	48 50	+ 1 89
410	Roussel Uclaf	417	411	414	- 0 72
2790	R. Impé.Ly *	2850	2950	2820	- 1 05
152	Sade (Ny)	149 90	149	150	+ 0 07
2050	Sagem	2070	2069	2003	- 3 24
470	Saint Gobain	520	517	514	- 1 15
1060	Saint Louis	1055	1055	1061	+ 0 57
1300	Salomon Ly.	1341	1345	1349	+ 0 60
270	Salvepar (Ny)	265	265	265	.
1520	S A T	1490	1545	1545	+ 3 69
215	Saul. Chât.	230	236	238 90	+ 3 87
865	Saupiquet (Ns)	899	895	868	- 3 45
525	Schneider	554	578	561	+ 1 26
10 50	SCOA	11 30	11 15	10 90	- 3 54
300	Scor s.a.	335	315	315	- 5 97
325	S.E.B.	339 50	339 70	337	- 0 74
410	Selimag	408	408	407 50	- 0 12
120	Selectibanque	120	121	123	+ 2 50
114	Sextant A.	128 60	129 80	129	+ 0 39
650	S F I M	605	610	610	+ 0 83
141	S.G.E.	151	151 90	148 20	- 1 85
405	Simco	409	410	410	+ 0 24

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
570	Sk. Rossignol	722	750	739	+ 2 35
290	Sligos	285	286	275	- 3 51
560	Société Géné.	560	563	555	- 0 89
36	Sodecco(B)	40	38	40 80	+ 2 00
78	Sodero(Ns)	79 85	79 90	79 90	+ 0 06
930	Sodexho	953	952	980	+ 2 83
75	Sogenal(Ny)	77	77 20	78	+ 1 30
480	Sogerap	487	474 10	483 50	- 0 72
1070	Som-Allib.	1068	1070	1060	- 0 75
370	SOPHIA	375	375	378	+ 0 80
815	Sovac	886	887	886	...
235	SPEP	252	249	250	- 0 79
215	Spie-Batignol.	235	233 50	239	+ 1 70
500	Strafor Facom.	529	511	529	.
230	Suez	245 10	247 50	243 50	- 0 65
1090	Synthelabo	1142	1146	1147	+ 0 44
113	Thomson CSF	121 80	122	120 10	- 1 40
235	Total	247	244 50	241 50	- 2 23
143	- (certif)	151 50	151 20	153	+ 0 99
158 50	Trafaux Fin.	158 50	220	225	+ 29 3
410	U.A.P	404 50	404	399 80	- 1 16
184	U F B Locab.	185	182	185	.
150	U.G.C. DA (Robur)	145 10	145	140 50	- 3 17
450	U I C	455	450	442 10	- 2 84
430	U I F	435	435	440	+ 1 15
700	U I S	705	.	.	.
370	Unibail	395 30	396	391 90	+ 1 71
640	Valéo	657	665	659	+ 0 30
118	Vallourec	120 60	120	116 10	- 3 73
210	Via Banque	216	215	218	+ 0 93
240	Worms et Cie	240 80	235	217	- 9 68
1230	Zodiac	1190	1190	1200	+ 0 84
855	Elf Gabon	873	873	875	+ 0 23
83	Amax	95	94 30	94 30	- 1 77
155	Amer Barrick	159 50	162	162	+ 1 57
104	Amer Express	118	115 20	114 20	- 3 22
215	A.T.T.	235 50	231 40	229 20	- 2 68
98	Anglo Amer.C.	98	95 70	93	- 5 10
188	Amgold	185 60	185 10	185	- 0 32
179	Banco Santander	188	190	190	+ 1 06
730	B.A.S.F.	705	719	698	- 0 99
865	Bayer	870	850	875	+ 0 57
42	Blenheim Plc	41 40	42 45	42 25	+ 2 05
25	Buffelsfont.	24	24	24 70	+ 2 92
121	Chase Manh.	132	131 60	131 80	- 0 15
1890	Daimler Benz	1780	1770	1730	- 2 81
60	De Beers	59 05	57 60	55 30	- 6 35
2280	Deutsche Bank	2215	2215	2208	- 0 32
1240	Dresdner Bank	1153	1193	1180	- 1 09
40	Driefontein	37 75	36 55	36	- 4 64
235	Du Pont-Nem.	263 80	261	261	- 1 06
215	Eastman Kodak	216	220 50	219 70	+ 1 71
9 50	East Rand	9 50	9 55	9 20	- 3 16
28	Echo Bay	28	28	27 70	- 1 07
144	Electrolux	159	155 10	155 10	- 2 45
101	Ericsson	106	104 50	105 10	- 0 85
315	Exxon Corp	324	317 20	319	- 1 54

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
156	Ford Motor	207	208	209	- 0 97
27	Freegold	28 15	27 70	27 20	- 3 37
11 50	Gencor	11 40	11	11	- 3 51
390	Gén. Elect.	413	416 70	413	
166	Gén. Motors	173	172 50	172 80	- 0 12
290	Gén. Belgique	297	296 60	296 60	- 0 13
33	Gd. Metropol.	34 70	34 80	34 80	+ 0 29
45	Guinness	44 25	44 95	44 70	+ 1 02
19	Hanson PLC	18 75	18 90	18 85	+ 0 53
10	Harmony Gold	9 40	9 35	9 05	- 3 72
280	Hewlett Packard	312	313 20	316	+ 1 28
30	Hitachi	31 50	31 55	31 50	
800	Hoechst	790	782	784	- 0 76
63	Homestak.	64	64 20	64 20	+ 0 31
86	I.C.I.	87	..	..	
350	I.B.M.	369	366 20	367	- 0 54
330	I.T.T.	349	349 30	348 20	- 0 23
158	Ito Yokado	158	164 10	164 20	+ 3 92
48	Matsushita	48 30	48 50	48 10	- 0 41
215	Mc Donald's	247	246 70	246	- 0 40
210	Merck	238 20	234 50	234 90	- 1 39
515	Minnesota M.	562	547	547	- 2 67
35	Mitsubishi	36 50	36 60	36 60	+ 0 27
320	Mobil corp	335	323	323	- 3 58
315	Morgan J.P.	336 50	337 60	337 60	+ 0 33
3780	Nestlé	3940	3950	3992	+ 1 32
111	Norsk Hydro	111 50	113 10	113 10	+ 1 43
64	OFSIL	63	61 30	60	- 4 76
1180	Petrofina	1363	1390	1335	- 2 05
395	Philip Morris	410 80	409	409	- 0 44
60	Philips	58	57 90	57	- 1 72
60	Placer Dome	62 50	63 45	63 90	+ 2 24
265	Procter Gamble	287 70	286 20	283	- 1 63
153	Quilmès	154	....	..	
14 50	Randfontein	13 80	13 65	13 05	- 5 43
240	Rhone Poul. Rorer	262 50	262	262	- 0 19
430	Royal Dutch	437 50	437	435 70	- 0 41
52	R T Z	52	51 90	51 65	- 0 67
12 50	Saat.& Saatch.	13 10	13 20	12 90	- 1 53
19 50	St Helena	19 10	18 70	18 20	- 4 71
340	Schlumberger	343	333 80	332 30	- 3 12
44	Shell transp	44	44	43 55	- 1 02
1880	Siemens	1861	1850	1843	- 0 97
173	Sony	173	173 20	172 70	- 0 17
70	Sumitomo Bank	72 80	73 80	73 60	+ 1 10
139	T.D.K.	137 60	142 10	142	+ 3 20
44	Telefonica	46 15	46 55	46 60	+ 0 98
23	Toshiba	25 10	25 46	25 45	+ 1 39
560	Unilever	571	576	575	+ 0 70
230	Unit.Techn.	241 20	243	244	+ 1 16
158	Vaal Reefs	155 80	151 90	151 90	- 2 50
915	Volkswagen	900	882	883	- 1 89
210	Volvo	230	...	..	.
63	West. Deep	61	58 90	58 05	- 4 84
395	Xerox Corp	403	..	..	
105	Yamanouchi	104	104 40	104 40	+ 0 38
3 62	Zambia Cop.	3 70	3 70	3 65	- 1 35

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 9,8% 78	98 90	3 08
10,80% 79/94	102 84	1 60
Emp.Etat 13,4% 83	104 65	11 67
Emp.Etat 12,2% 84	100	12 16
10,26% mars 86	105 20	6 66
OAT 10% 5/2000	110 75	4 41
OAT 9,9% 12/1997	107 20	8 84
OAT 9,8% 1/1996	104 35	7 47
PTT 11,2% 85	107	9 60
CFF 10,30% 86	103 80	7 32
CFF 10,25% nov 90	109 45	8 57
CNA 10 % 1979	101 20	6 36
CNB Bques 5000F	99	2 94
CNB Paribas 5000F	98	2 94
CNB Suez 5000F	....	2 94
CNI 1/82 5000F	99	2 94
CNT 9 % 86	....	4 68
CRH 10,90% déc.85	111	8 30
CHARB FCE 3% 100	....	....
CNCA	980	....
Cerus	....	....
Alcatel 6 % janv. 89	851	....
Ly. Eaux cv 6,5%	781	....
Thoms. cv 9,2% 86	710	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Applications Hydr.	1580	....
Arbel	425	445
Bains C.Monaco	900	916
B.Hypoth.Europ.	300	....
B.N.P. Intercont.	309	309
Bénédictine	2350	....
Bidermann Internat.	465	480
Blanzy Ouest	1100	....
B T P	30 30	31
Cambodge	888	....
Carbone Lorraine	313	300
Case Pocale	3 40	....
C.B.C.	245	263
C.E.G.F. (Frigor.)	710	710
Centenaire Blanzy	300	315
Cerugan	29 35	29 30
Champex Ny	33 90	....
CIC (CIP)	131	130
C.I.M.	616	616

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
C.I.T.R.A.M. (B)	2850	....
Compiphos	695	605
Cie Industrielle	3700	3700
Cpt Lyon Alemand	304	301
Concorde	445 60	484
Constr.Mét.Prov.	13 40	....
Crédit Gén.Ind.	82	....
Cr Universel (Cie)	380	....
Darblay	650	....
Delmas Vieljeux	1929	1950
Didot Bottin	540	540
Eaux Bassin Vichy	3000	3000
Ecia	282	274
Ent.Mag. Paris	4200	4200
Eridania-Béghin CI	495	490
Fidei	374	374
Finalens	287 30	300
F.I.P.P.	69 55	....
F.N.A.C.	1695	....
Foncière (Cie)	450	469
Fonc.Lyonnaise	590	567
Foncina	306	309
France I.A.R.D.	300	....
France SA (La)	1245	1247
From. Paul-Renard	2050	2050
Gaumont	378	380
Genefim	250	252
Gévelot	450	470
G.F.C.	329	330
Groupe Victoire	904	870
G.T.I (Transport)	226 60	230
Immobail	305	315
Immobanque	610	588
Im.Marseillaise	4100	....
Invest.(Sté Cle.)	3099	3000
Lambert Frères	....	....
Lille Bonnières	935	911
Locafinancière	435	450
Louis Vuitton	680	....
Louvre	2100	2151
Lucia	365	....
Machines Bull	22 05	22
Mag.Uniprix	172	172
Magnant	640	....
Métal Déployé	350	350
Mors	42 40	43
Navigation (Nle)	169	172
Optorg	227	237 20
Oréal (CI)	489	490
Origny-Desvroise	547	....
Palais Nouveauté	1235	....
Paluel Marmont	500	500
Partinance	153	....
Paris France	239	....
Paris Orléans	189	189
Parthena Invest.	370	370
Pathé Cinéma	....	....
Piper Heidsieck	840	...

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Pochet	350	....
Promodès (CI)	386	....
Publicis	534	526
Rochefortaise	117	113
Rosario	129	128
Rougier	198	....
S.A.C.E.R.	425	424
S.A.F.A.A.	209	210
S.A.F.I.C Alcan	180	....
Saga	355	365
Saint Dominique (F.)	112	112
Salins du Midi	530	530
Savoisienne M.	140	....
S.C.A.C.	690	...
Senelle	515	521
S.Emd.Part. (M)	130	....
Silic	510	526
Simvim	89	85 10
S.I.P.H.	100	105
S.M.C.I.	100	....
Sofal	490	....
Soffo	180	....
Sofical	1055	1025
Sofiram (ex Saturn)	66	68
Sofragi	2050	...
Soudure Autogène	576	565
Sovabail	269	....
Spemi	579	...
Taittinger	2000	2000
Testut-Aequitas	221	...
Tour Eiffel	209	211
Ufiner	1020	1030
Vicat	465	480
Viniprix	1520	1500
Virax	120	115
Maroc Sté Brasseries	500	....

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	555	....
Akzo Nv Sico	376	....
Alcan Aluminium	86	....
American Brands	215	....
Arbed	440	....
Asturienne Mines	78 50	....
Banco Popular Espa.	445	430
B.Reglements Int.	22600	22500
Can.Pacifique	62 70	63 10
Chrysler Corp.	148	...
C I R	4 40	...
Commerzbank	810	800
Dow Chemical	299	....
Fiat	15	15
GBL (Brux Lamb.)	418	...
Gevaert	830	....
Glaxo Holdings Ltd.	70	68 50
Goodyear Tire	352	355
Grace and Co (WR)	178 50	....
Honeywell Inc. Im.	356	....
Johannesburg	58 65	....
Koninklijke Pakhoed	77 70	...
Kubota	22	....
Midland Bank	39	32
Noranda Mines	77	78
Olivetti priv.	5 05	5 05
Pfizer Inc.	420	405 50
Ricoh	22	23 05
Robeco	280 80	282 30
Rodamco NV	130 60	128 10
Rolinco	276 60	278 90
Saipem	4 40	....
Sama Group	22 10	...
SKF Aktiebolaget	65	...
Tenneco Inc.	197 50	. .
Thorn Electrical	60	. .
Toray Ind.	22	. .
West Rand Cons.	4 20	....

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	727	....
Calciphos	74	. .
C G H Cogenbor	8	....
Coparex	586	. .
Drouot Assurances	....	....
Electro-Banque	....	....
Europ. Accum.	78	....
Europ Soutres Ind.	12 20	. .
Gechot S.A.	43	43
Guy Degrenne	355	....
Lecteurs du Monde	186	. .
Nicolas	1050	....
Particip. Percier	300	....
Quadrant	40	....
Rorento N.V.	234	233 40
St-Gobain-Emballage	1620	....
Schlumberger Ind.	556	545
S.E.P.R.	1440	..
S.M.T. Goupil	1	1
S.P.R. act. B	226 50	....
Waterman	1100	...

SICAV (sélection) 3/11

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Action	191 33	188 21
Améri-gan	7413 47	7128 34
Amplitude	605 02	587 40
Associc	1148 04	1148 04
Assur Futur	405 71	395 81
Aurecic	1093 49	1061 64
Avenir Alizes	1720 87	1687 13
Axa Capital	177 08	171 93
Axa Court Terme	8282 38	8282 38
Axa Cro.Ex.Dr.Inve.	878 72	853 13
Axa.Ep.Fr.Ex Ageparg.	764 94	742 86
Axa Europe	123 90	120 29
Axa Investments	104 55	101 50
Axa NPI	113 41	110 11
Axa Ob.Fr.Extrans	146 30	142 04
Axa.Ob.In.Ex Mu.U.Se.	133 68	129 79
Axa Prem.Ex.Agepre.	120 25	116 75
Axa Sél.Ex.Dr Sele	145 33	141 10
Axa Valeurs PER	117 65	114 22
Cadence 1	1058 20	1037 45
Cadence 2	1067 48	1046 55
Cadence 3	1057 85	1037 11
Capimonétaire	6547 97	6541 43
Capioblig.	6721 64	6589 84
Captacic	1381 45	1381 03
Coeras	1382 33	1348 61
Comptavalor	3857 16	3651 68
Convertimmo	320 42	314 14
Credinter	422 80	410 48•
Crédit Mutuel Capital	1336 86	1310 65
Cred.Mut.Ep.Cour T.	696 75	696 75
Cred.Mut.Ep.Indus.	93 06	90 57
Cred.Mut.Ep.J	72413 73	72413 73
Cred.Mut.Ep.long.T	191 09	185 98
Créd.Mut.Ep.Monde	1099 95	1070 51
Créd.Mut.Ep.Quatre	1105 68	1077 06
Deaze	1301 45	1269 71
Drouot France	817 98	794 16
Drouot Sécurité	224 57	218 03
Ecocic	1051 67	1021 04
Ecupar	125 31	121 66
Ecureuil Capitalisation	2678 96	2652 44
Ecureuil Géovaleurs	2307 79	2240 57
Ecureuil Invest.	148 26	143 94
Ecureuil Monepremière	69956 17	69956 17
Ecureuil Monésave	40994 66	40994 66
Ecureuil Trésorerie	2527 92	2527 92
Ecureuil Trimestr.	2062 48	2042 06
Elancel	107 36	104 23
Energia	266 80	254 70
Eparcic	3753 92	3753 92
Eparcourt-Sicav	4495 01	4483 80
Epargne Associat.	26385 63	26085 20
Epargne Capital	11257 22	11145 76
Epargne Croissance	1655 38	1611 08
Epargne Obligat.	203 56	198 10
Epargne Première	14971 61	14860 16
Epargne-Unie	1263 80	1232 98
Epargne Valeur	425 20	413 92
Esfi Cash cap.	8266 57	8266 57•
Esfinvest cap.	575 06	558 31•
Euroc Solidarité	1066 83	1056 27
Eurocic Leaders	964 30	938 21
Eurodyn	1107 74	1080 72
Euro Gan	5802 86	5579 67
Europe Nouvelle	497 52	474 96•
Fonsicav	15033 73	15033 73
France-gan	9367 70	9007 40
France Garantie	272 20	271 66•
France Obligations	492 01	487 14
Francic	432 47	419 87
Francic Pierre	92 90	90 19•
Francic-Régions	1076 03	1044 69

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Fruct-Associations	36 63	35 63•
Fruct-Capi	44 22	43 57
Fructidor	242 34	239 86
Fructifrance action C	869 25	848 05•
Fructifrance action D	849 39	828 67•
GAN Rendement	5214 33	5137 27
Gestilion	15476 71	15399 71
Gest.Associations	168 22	164 52
Horizon	1208 29	1173 10
HLM Monétaire	14520 11	14520 11
Indicia	1001 28	981 50•
Indust.Fse.Court.T	1531 72	1531 72•
Interepar.	107091 28	103972 12
Interoblig.	14490 53	14206 40
Intersélection Fce.	509 65	499 66
Japacic	140 22	136 14
Jeunepargne	293 88	289 54
Latitude	2343 29	2339 78
Laumi C.T.	13064 10	13064 10
Laumi L.T.	6689 01	6494 18
Lion Association	11745 22	11745 22
Lion Institution	31106 72	31029 15
Lionplus	1031 18	1010 96
Lion Trésor	2224 09	2202 07
Lion 20 000	27287 04	27287 04
Livret Bourse Inv.	547 09	531 16
Livret Portefeuil	686 63	666 57
Méditerranée	158 98	154 35
Mensuel CIC	10179 80	10079 01
Monédem	71012 13	71012 13
Mone.J	37758 95	37758 95•
Monévalor	85480 05	85480 05
Mutualité dépôts	14117 86	14089 68
Natio Court Terme	296143 00	296143
Natio-Epargne	18510 75	18327 48
Natio-Ep. Ret.	122 15	118 88
Natio Eparg.Trésor	8166 35	8150 05
Natio-Fran.index	971 34	945 34
Natio-Imm.	1055 54	1027 29
Natio-Inter	1471 36	1431 98
Natio-Monétaire	26312 33	26312 33
Natio-Opportunités	965 11	939 28
Natio-Patrimoine	1331 69	1296 05
Natio-Perspectives	996 73	970 05
Natio-Placements	86814 66	86814 66
Natio-Revenu	1056 19	1045 73
Natio Sécurité	12542 45	12542 45
Natio-Valeurs	838 93	816 48
Nippon-Gan	4605 12	4428
Nord Sud Dévelop.	1629 61	1626 36
Obli-Associations	160 68	159 09
Oblicic-Mondial	2670 65	2631 18•
Oblicic-Régions	1058 24	1042 60
Oblifutur	2979 05	2905 39
Oblig. tres caté.	181 96	179 27
Obilion	1414 58	1400 57
Oblisécurité Sicav	13458 32	13458 32
Oraction	1035 63	1010 37
Orvalor	7264 57	7122 13
Paribas Capitalisation	1576 07	1552 78
Paribas Opportunités	121 31	116 36
Paribas Patrimoine	562 04	539 13
Patrimoine Retraite	233 36	228 78
Pervalor	607 38	595 47
Placement A.	1423 95	1396 03
Placement J.	7532 06	7517 03
Placement M.	69908 43	69768 89
Placement Nord.	891 07	873 60
Plénitude	134 06	130 16
Poste Croissance	22696 22	22673 55
Poste Gestion	68595 62	68595 62
Première Oblig	11073 82	11062 76
Prévoy. Ecureuil	115 91	114 76

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Prim'Associations	30643 59	30643 59
Proficus	972 91	949 18
Quartz	129 83	126 66
Réalvalor	687 04	673 67
Rentacic	160 62	158 25
Revenus Trimestr.	5419 75	5365 09
Revenu-Vert	1158 44	1130 19
St Honoré Vie & Santé	959 23	915 73•
St Honoré Bons du Tr.	11674 91	11616 83•
St Honoré Global	223 34	213 21•
St Honoré Invest	740 49	706 91•
St Honoré Pacifique	565 78	540 12•
St Honoré PME	472 23	450 82•
St Honoré Real.	15590 87	15528 75•
Sécuricic	1811 39	1811 39
Sécuri-Gan	13372 57	13110 36
Sécuritaux	1447 59	1447 59
Sicasden	728 75	717 98•
Sicav Associations	1918 53	1918 53
SFI-CNP Assur	641 13	622 46
S.G. Fr. opport. C et D	1065 94	1045 04
Sicav 5 000	429 56	418 06
S.I. Est	1282 68	1245 32
Silvafrance	661 65	643 94
Silvam	384 18	373 90
Silverente	218 03	211 79
Silvarter	420 82	409 56
S.N.I.	1085 88	1054 23•
Sogenfrance C et D	1089 72	1068 35
Sogépargne	305 28	299 29
Sogever	918 56	900 55
Sogintter	1237 86	1213 59
Soleil Investissements	569 85	547 93
Solstice	2232 13	2226 56
State Street Act. Eur	8651 93	8359 35
State Street Act. Fce	9935 77	9846 38
St. Str. Act Japon	9952 89	9616 32•
State Street Emer. Mts	11232 93	10692 88•
St.Street OAT Plus	10794 59	10562 93
Stratégie Actions	815 50	784 13
Stratégie Rendement	1472 69	1426 32
Technocic	978 08	949 59
Techno-Gan	5471 26	5280 83
Thesora	688 78	681 98
Trésor Plus	1362 87	1339 48
Trésor Trimestriel	1034 98	1024 73
Trésoricic	135511 21	135511 21
Trilion	5228 69	5161 59
UAP Investissement	415 03	400 03
UAP Actions France	567 26	546 76
UAP Act. Select	597 36	575 77
UAP Audificand.	514 76	496 15
UAP Alizé	206 94	199 46
UAP Alto Sicav	164 69	158 73
UAP Moyen Terme	146 99	141 69
UAP Première Cat.	11360 58	10940 32
Uni-Associations	127 45	127 45•
Uni-Foncier	1149 51	1121 47
Unifrance	560 93	547 25
Uni Régions	1206 78	1177 35
Univar	244 87	244 87•
Univers Actions	1193 99	1164 87
Univers Obligations	1809 64	1765 50
Valorg	2132 61	2130 68
Valrea	55512 09	55484 35

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marché continu

Marché des Changes

COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS 4/11	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats Unis (1 usd)	5 314	....	....	....
Ecu	6 656	....	....	....
Allemagne (100 dm)	338 750	....	....	....
Belgique (100 F)	16 467	....	....	....
Pays-Bas (100 fl)	301 100	....	....	....
Italie (1000 lires)	3 958	....	....	....
Danemark (100 krd)	88 300	....	....	....
Gde-Bretagne (1 L)	8 183	....	....	....
Grèce (100 drachmes)	2 613	....	....	....
Suisse (100 f)	379 570	....	....	....
Suède (100 krs)	89 950	....	....	....
Norvège (100 k)	83 180	....	....	....
Autriche (100 sch)	48 143	....	....	....
Espagne (100 pes)	4 754	....	....	....
Portugal (100 esc)	3 805	....	....	....
Canada (1 $ can)	4 285	....	....	....
Japon (100 yens)	4 297	....	....	....

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 4/11
Or fin (kilo en barre)	57900	57400
Or fin (en lingot)	58250	57500
Napoléon (20f)	330	332
Pièce Fr (10 f)	435	.....
Pièce Suisse (20 f)	330	330
Pièce Latine (20 f)	327	325
Souverain	431	444
Pièce 20 dollars	2170	2260
Pièce 10 dollars	1000	1120
Pièce 5 dollars	825	.....
Pièce 50 pesos	2165	2180
Pièce 10 florins	340	342

CARNET DU Monde

Naissances

– Givry (Saône-et-Loire).

Le docteur Claude CHARRIER et Mme

ont la joie d'annoncer la naissance de leur troisième et de leur quatrième petit-enfant

Amélie,

le 30 juin 1992, chez

Eric et **Sophie DUBOIS-CHARRIER,**

Alix,

le 29 octobre 1992, chez

Laurent et Thérèse CHARRIER-BARON.

– **Mme et M. Michel GATTEGNO, Julien HAMOU, Celia et Vincent GATTEGNO, Joseph, Nathanaël, Jérémie et Hanna SEROUSSI,**

ont le plaisir d'annoncer la naissance, le 20 octobre 1992, de

David HAMOU,

leur petit-fils, frère et cousin.

8, boulevard Julien-Potin,
92200 Neuilly-sur-Seine.
48, rue Dombasle,
75014 Paris.

Décès

– Michel et Pascale Bydlowski et leurs enfants,
Eric Bydlowski,
Sarah Bydlowski,
Monique Bydlowski,
Catherine Franck,
Sa famille,
Ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Rodolphe BYDLOWSKI,

survenu le 30 octobre 1992.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le mardi 3 novembre.

– Le personnel du centre psychothérapique Le Coteau-Georges-Amado a la douleur de faire part du décès du

docteur Rodolphe BYDLOWSKI,
ancien interne des hôpitaux de Paris,
ancien chef de clinique à la faculté,

qui se dévouait depuis vingt ans aux enfants en difficulté et à leurs familles.

21, rue Verte,
94400 Vitry-sur-Seine.

– C'est avec une immense tristesse que la présidente
Et les membres du Collège de psychanalystes
ont appris la mort de leur collègue et ami

Rodolphe BYDLOWSKI,
psychanalyste,
membre et ancien administrateur du Collège de psychanalystes,

survenue dans la nuit du 30 octobre 1992.

« Cet enfant sur ton épaule
Est ta chance et ton fardeau.
Terre en quoi l'orchidée brûle,
Ne le fatiguez pas de vous. »
René Char.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité la plus stricte.

– *Rachel Azoulay,*
son épouse,
Pierre et Marcelle Azoulay,
Annabel, Audrey et Jonathan,
Annie et Marc Lévy,
Dominique, Michaël et Yann,
Max et Claudette Azoulay,
Joachim, David et Benjamin,
Les familles Azoulay, Lévy, Sibony,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Mayer AZOULAY,

leur époux, père, beau-père et grand-père,

survenu le 27 octobre 1992, dans sa quatre-vingt-treizième année.

Les obsèques ont eu lieu le 28 octobre, au cimetière de Pantin.

24, rue Lecourbe,
75015 Paris.

– Paris, Ajaccio, Lasalle.

Alexa et Antoine Marti,
M. et Mme Dominique Marti,
Mme Monique Campredon,
Mme Claire Campredon,
M. et Mme Jean-Pierre Marti,
Mme Micheline Chabanon
et ses *enfants,*
M. et Mme Jean-Baptiste Milleliri
et leur fils,
Mlle Françoise Marti,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Simon et Françoise MARTI,

le 29 octobre 1992.

Les obsèques ont eu lieu à Thoiras (Gard), le 31 octobre.

– Leurs collègues
Et amis
partagent la douleur des parents et de la famille de

Simon MARTI,
conseiller des affaires étrangères,

et de son épouse

Françoise,
née Campredon,

décédés accidentellement le 29 octobre 1992.

325, rue de Vaugirard,
75015 Paris.

– On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu du

docteur Maurice COSTE,
ancien assistant
de l'hôpital ophtalmologique
des Quinze-Vingts,
ancien chef du service d'ophtalmologie
de l'hôpital Saint-Victor d'Amiens,

survenu à Amiens, le 3 novembre *1992, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.*

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 5 novembre, à 14 h 15, en la cathédrale d'Amiens.

De la part de
Mme Maurice Coste,
son épouse,
De ses enfants,
De ses vingt-cinq petits-enfants,
Et de toute sa famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, rue Robert-de-Luzarches,
80000 Amiens.

– Le docteur et Mme Jean-Marc Peyrouzet,
Rudolph et Dorothée Schiesser-*Peyrouzet,*
Gauthier Peyrouzet,
Adrian Schiesser,
M. Jean-Claude Taurin,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Marcelle-Sylvie PEYROUZET,
née Masson,

survenu le 2 novembre 1992, dans sa quatre-vingt-seizième année, à Neuilly.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 6 novembre, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly.

2, rue de Phalsbourg,
75017 Paris.

– Les officiers généraux issus de l'arme du train,
Les officiers
Sous-officiers
Et militaires du rang du train,
ont la grande tristesse de faire part du décès du

général de division
Michel LÉGER,
officier de la Légion d'honneur,
croix de la valeur militaire
avec deux citations,
inspecteur du train,

survenu à Paris, le samedi 31 octobre 1992.

– Mme Michel Léger,
née Mériot,
a la douleur de faire part du décès du

général de division
Michel LÉGER,
officier de la Légion d'honneur,
croix de la valeur militaire
avec deux citations,
inspecteur du train,

survenu à Paris, le samedi 31 octobre 1992.

– Jaqueline Renaud-Salis,
Et sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

François RENAUD-SALIS,

survenu le 2 novembre 1992.

La cérémonie religieuse aura lieu le 6 novembre, à 11 heures, en la chapelle du Val-de-Grâce, suivie de l'inhumation au cimetière de Chevreuse.

– Mme Roger Reynier,
son épouse,
Mme Marcel Hiberty,
sa belle-mère,
Mme Albert Reynier,
sa belle-sœur,
M. et Mme Yvon Coudray
et leurs filles,
ses neveu, nièce, petites-nièces,
Ses amis,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger REYNIER,
sous-directeur honoraire à la Caisse des dépôts et consignations,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
croix du combattant volontaire
de la Résistance,

survenu subitement le 2 novembre 1992, en son domicile, à Paris-15e, dans sa quatre-vingt-septième année.

Priez pour lui.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 6 novembre, à 14 heures, en l'église Saint-Séverin, Paris-5e.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien d'Ivry, dans le caveau de famille.

22, rue du Hameau,
75015 Paris.

– Mme Pierre Riche,
M. et Mme Jean Riche,
M. et Mme Jacques Riche,
Mlle Madeleine Riche,
M. François Riche,
M. et Mme Michel Riche,
Toute la famille,
Ses amis,
Et ses camarades anciens combattants de la 1re armée et du corps expéditionnaire en Indochine,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre RICHE,

survenu le 2 novembre 1992, à l'âge de soixante-cinq ans.

La cérémonie religieuse a lieu ce mercredi 4 novembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Ferdinand des Ternes, Paris-17e.

L'incinération aura lieu au columbarium du cimetière du Père-Lachaise, le vendredi 6 novembre, à 10 h 15.

Ni fleurs ni couronnes.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

– Montereau-faut-Yonne.

Mme Jacques Stresser-Péan,
son épouse,
M. et Mme Jean-Claude Pouteau
et leurs enfants,
Mme Chantal Beronie et M. Jean-Claude Benetier,
M. et Mme Jean-Paul Degrendel
et leurs enfants,
M. et Mme Henry Stresser-Péan
et leurs enfants,
M. et Mme Patrick de Smet
et leurs enfants,
ses enfants et petits-enfants,
Charlotte,
son arrière-petite-fille,
M. et Mme Guy Stresser-Péan,
ses frère et belle-sœur,
Les familles de Fontaines,
Ses beaux-frères et belles-sœurs,
Ses neveux, nièces,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques STRESSER-PÉAN,
croix de guerre 1939-1940,

survenu le 31 octobre 1992, dans sa quatre-vingt-troisième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 5 novembre, à 10 h 45, en l'église Notre-Dame-et-Saint-Loup de Montereau (Seine-et-Marne), suivie de l'inhumation *dans le caveau de famille* au cimetière de Montmartre, à Paris.

– Mme Françoise Pavie de Sainte Lorette,
avocat honoraire,
son épouse,
Florence et Jean-Pierre Goutail,
Coralie, Sébastien et Olivia,
M. et Mme Patrick de Sainte *Lorette,*
Brice et Anaïs,
Maître Cléry de Sainte Lorette,
avocat à la Cour
et Mme,
Matias et Eva,
Le docteur Eric de Sainte Lorette
et Mme,
Aurélien, Damien, Emilien et Marion,
Diane et Nicolas Le Barazer,
Valentin et Alix,
Cedran de Sainte Lorette,
ses enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès accidentel de

Lucien de SAINTE LORETTE,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,

survenu le 2 novembre 1992, dans sa soixante-dix-huitième année.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-François-Xavier, boulevard des Invalides, à Paris-7e, le samedi *7 novembre, à 10 h 30,* suivies de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue Saint-Romain,
75006 Paris.

– La Garde (Var).

Nous sommes priés de faire part du décès de

M. Eugénie SEVIN,
architecte,

le 28 octobre 1992.

Que ceux qui l'ont connu, estimé, aimé gardent son souvenir en leur mémoire et dans leur cœur.

– *M. et Mme Paul Nicolas,*
Les familles Delpont, Lemaire, Ramoff,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Raymond TOUSSAINT,
agrégé de l'Université,
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 27 octobre 1992, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Anniversaires

– Il y a dix ans,

Yves CIAMPI

disparaissait.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et estimé.

– Il y a cinquante ans, le 5 novembre 1942,

Saby COVO

partait pour Drancy et Auschwitz, ainsi que sa sœur

Jeanne.

Ils ne sont pas revenus.

Suzanne Covo,
sa femme,
Jacqueline et Françoise,
ses filles,
Pour ses petits-enfants et arrière-petits-enfants qu'il n'a pu connaître.

Pour ne pas oublier.

– Il y a un an, nous quittait

Simon KORCAZ.

Une pensée de ceux qui l'ont aimé.

Communications diverses

– *Le Consistoire israélite de Paris* communique qu'une cérémonie à la mémoire des soldats morts pour la France sera organisée le lundi 9 novembre 1992, *à 18 h 30,* en la Grande Synagogue, 44, rue de la Victoire, Paris-9e, par le Comité du souvenir et des manifestations nationales.

En présence des représentants de la présidence de la République et des pouvoirs publics.

– Jeudi 5 novembre 1992, à 20 h 30, au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3e, tél. : 42-71-68-19. Enzo Traverso, *les Juifs et l'Allemagne* (Ed. La Découverte), dialoguera avec H. Bulawko et le professeur D. Lindenberg.

Soutenances de thèses

– Thèse de doctorat en Sorbonne. Mlle Sihui Zhao : « Les relations économiques et commerciales entre la France et la Chine », le 6 novembre 1992, à 9 h 15, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, Paris-5e.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5904

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II								#	
III				#			#		
IV					#	#			
V			#						
VI								#	
VII									#
VIII	#			#			#		
IX				#					
X		#			#				
XI					#				

HORIZONTALEMENT

I. Un homme qui a de grandes aspirations. – II. Quand on veut l'épouser, il suffit de la suivre. – III. Le mouvement perpétuel. Conjonction. Pronom. – IV. Dans le Gard. Doit être protégé de la rouille. – V. Saint. Un homme souvent sur le sable. – VI. Une sculpture naturelle. – VII. Une bonne *livre. – VIII. Prêtresse en sabots.* Fleuve côtier. Symbole. – IX. Unité monétaire. Ancienne unité. – X. En France. Peuvent percer quand ils sont aigus. – XI. Récipient pour les cendres. Donne de la force.

VERTICALEMENT

1. Quand on est dessus, on a besoin de repos. Commune dans l'eau. – 2. Grande affection pour les animaux. – 3. Dans les Alpes-Maritimes. Digne d'un roi. – 4. Dans le vent. Il y en eut un le premier jour. Pronom. – 5. *Pour la vouloir, il faut avoir les moyens.* Jeu de cartes. – 6. Fut mise sur *tables. Une méthode thérapeutique* que certains connaissent sur le bout des doigts. – 7. Pronom. Peut s'inquiéter quand il y a un mieux. Un agent secret. – 8. De la terre sur une nappe. Comme un bouquet pour le chef. – 9. Fait moins plaisir qu'un bouquet. Peut tomber de haut.

Solution du problème n° 5903

Horizontalement

I. Endogame. – II. Carreleur. – III. Ové. Elée. – IV. Rage. Sa. – V. Crescendo. – VI. Historiés. – VII. En. Ru. Ni. – VIII. Cap. Est. – IX. Rouget. Tu. – X. Silo. Usée. – XI. Niaise.

Verticalement

1. Ecorcheurs. – 2. Navarin. Oie. – 3. Drèges. Cul. – 4. Or. Estragon. – 5. Gê. Coupe. – 6. Aléser. Tua. – 7. Mélanine. Si. – 8. Eue. *Déistes. – 9. Repos ! Tuée.*

GUY BROUTY

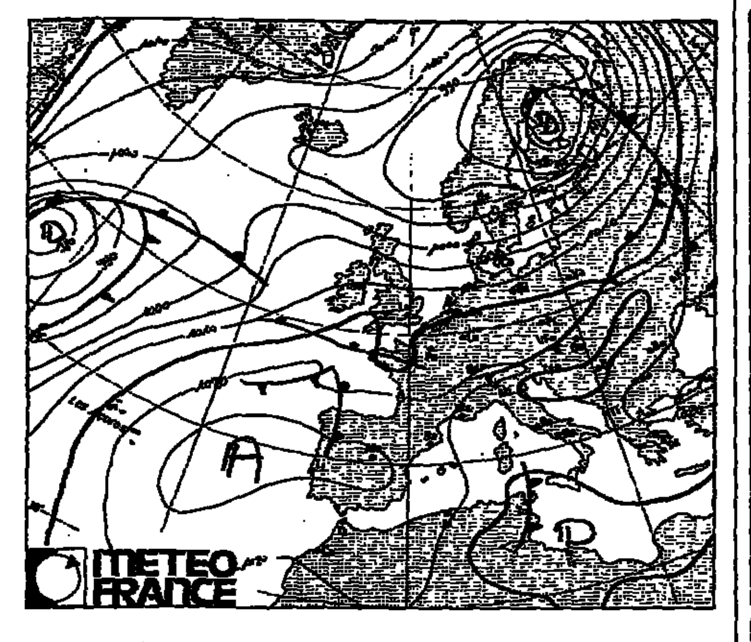
PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt en date du 9 juillet 1992, la 11e chambre de la cour d'appel de Paris a condamné Roland GOGUILLOT dit Roland GAUCHER, directeur de la publication du journal *National Hebdo* pour diffamation envers Jacques ROSEAU, porte-parole du R.E.C.O.U.R.S. – FRANCE à HUIT MILLE Francs d'amende et TRENTE MILLE Francs de dommages-intérêts au bénéfice de M. Jacques ROSEAU.

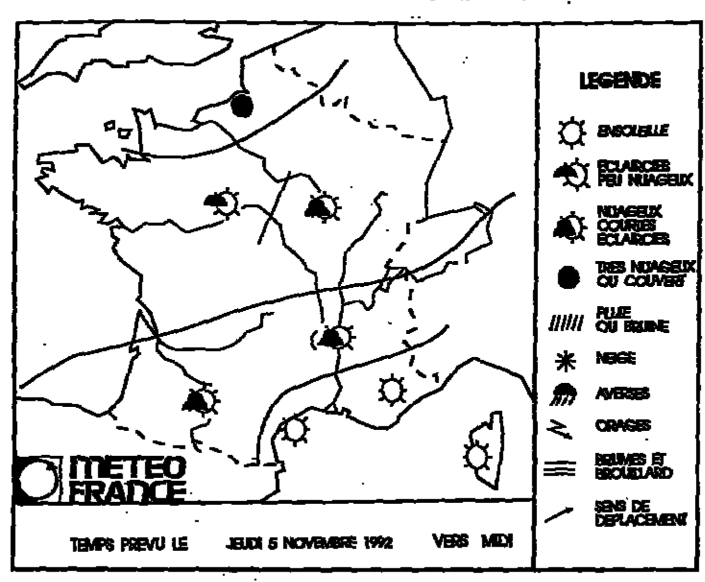
Pour extrait : Pascal DEWYNTER, avocat à la Cour.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 4 NOVEMBRE A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 5 NOVEMBRE 1992



Jeudi : après dissipation de la grisaille matinale, le soleil gagne du terrain. – *Le long des côtes de la* Manche, la journée débutera sous un ciel gris avec quelques bruines. Des *éclaircies gagneront les côtes bretonnes en milieu de journée, puis la Basse-Normandie en cours d'après-midi.*

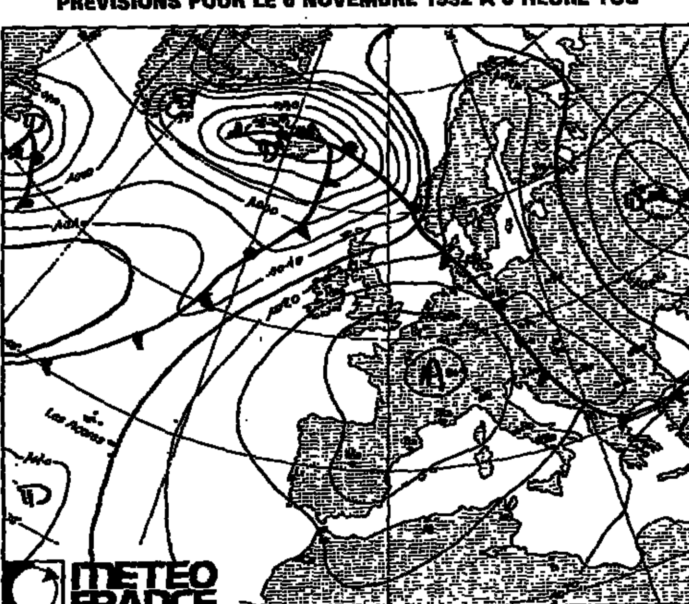
Du sud de la Bretagne, des Pays de la Loire, du Poitou-Charentes au Nord-Est, les brouillards seront fréquents le matin. Ils laisseront place à des éclaircies l'après-midi, mais c'est sur l'Ouest *que le soleil sera le plus présent.*

Du Sud-Ouest à la région lyonnaise, il faudra attendre l'après-midi pour voir *des rayons de soleil au travers des* nuages. Le pourtour méditerranéen bénéficiera d'un bon ensoleillement.

Les températures minimales seront comprises entre 5 et 9 degrés en général, avec parfois 2 degrés dans le Nord-Est, et jusqu'à 13 degrés près de la Méditerranée.

L'après-midi, les températures atteindront 12 à 15 degrés sur le nord, 16 à 19 degrés sur le sud, jusqu'à 21 degrés sur le pourtour méditerranéen.

PRÉVISIONS POUR LE 6 NOVEMBRE 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 04-11-92

Valeurs extrêmes relevées entre le 03-11-1992 à 18 heures TUC et le 04-11-1992 à 6 heures TUC

FRANCE			
AJACCIO	19	11	D
BIARRITZ	14	12	C
BORDEAUX	16	14	P
BOURGES	10	10	P
BREST	14	10	C
CAEN	10	6	B
CHERBOURG	10	3	D
CLERMONT-FER.	11	12	C
DIJON	10	7	C
GRENOBLE	11	8	C
LILLE	13	5	N
LIMOGES	12	12	P
LYON	13	9	C
MARSEILLE	17	10	N
NANCY	10	6	P
NANTES	15	13	P
NICE	18	12	C
PARIS-MONTS.	11	8	C
PAU	15	10	P
PERPIGNAN	20	10	N
POINTE-A-PITRE	31	22	D
RENNES	14	12	N
ST-ETIENNE	13	10	P
STRASBOURG	12	8	P
TOULOUSE	16	10	C
TOURS	13	12	P
ÉTRANGER			
ALGER	17	14	N
AMSTERDAM	11	5	C
ATHÈNES	22	13	N
BANGKOK	32	25	N
BARCELONE	18	11	D
BELGRADE	23	8	P
BERLIN	11	4	N
BRUXELLES	11	6	C
LE CAIRE	31	20	D
COPENHAGUE	11	6	N
DAKAR	28	24	D
DELHI	30	15	D
GENEVE	12	7	C
HONGKONG	–	–	–
ISTANBUL	19	12	D
JÉRUSALEM	26	17	D
LISBONNE	20	11	D
LONDRES	12	3	D
LOS ANGELES	26	16	D
LUXEMBOURG	8	4	B
MADRID	19	6	D
MARRAKECH	26	11	D
MEXICO	19	10	P
MILAN	15	4	B
MONTRÉAL	10	2	N
MOSCOU	3	3	C
NAIROBI	20	14	P
NEW-YORK	14	11	P
OSLO	–	–	–
PALMA-DE-MAJ.	21	8	D
PÉKIN	17	2	D
RIO-DE-JANEIRO	–	–	–
ROME	24	12	N
SEVILLE	22	10	D
SINGAPOUR	30	24	C
STOCKHOLM	8	2	C
SYDNEY	25	13	N
TOKYO	18	11	D
TUNIS	22	12	C
VARSOVIE	10	2	N
VENISE	15	14	C
VIENNE	9	5	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

La ruée vers l'Ouest

DU suspense, il avait bien fallu faire son deuil dès le début de la soirée. *Mais la nuit américaine de la télévision française* fut sauvée de l'ennui et de l'assoupissement par un feu d'artifice d'images, en provenance de tous les *coins du pays.*

Les écoles maternelles sacrifiées, les villes des banlieues chics où rôde comme ailleurs l'angoisse sourde du chômage, les armes en vente libre, *les hôpitaux à l'abandon :* on vécut ces dernières heures dans un grand bain d'Amérique, en regardant sur la carte de TF 1 tous les Etats, de droite à *gauche, se colorer irrésistiblement* de rouge, à mesure que la déferlante Clinton, elle aussi, se ruait vers l'Ouest. Qu'en sortait-il ? Que c'est un pays rongé de l'intérieur *qui venait de voter comme on* appelle au secours.

On le savait. Mais une chose est de le savoir, et autre chose de toucher du doigt les bubons. On se *souviendra longtemps, par exemple,* de ce saisissant reportage, dans le dernier « Envoyé spécial », consacré au mouvement anti-avor*tement prolife, dont les militants* vont faire de la délation au porte-à-porte chez les voisins des infirmières pratiquant des avortements, *pour les obliger à démissionner ou* à déménager.

Tout au long de la dernière nuit, c'est TF 1 qui se distingua à son tour par une profusion de reportages, tandis que France 2 picorait *des petits fours dans un hôtel parisien,* en compagnie du gratin des exilés. On nous servit aussi une large rasade des prodigieuses *images de propagande de la maison Clinton.* Ebouriffant de professionalisme. Rocard, Léotard et les autres ont encore tout à apprendre.

La poignée de main à Kennedy, *le saxo, la confession conjugale au coin du feu avec Hillary,* et jusqu'au nom de Hope (espoir), la ville natale : tout respirait le travail de professionnel. On entrevit encore *une trouvaille d'une chaîne améri*caine : sur un écran façon Jackpot, tous les soirs, le montant du déficit budgétaire augmente en temps réel. Le peuple entier peut contem*pler les chiffres* qui défilent à toute allure. Combien de temps avant qu'une chaîne française adopte le procédé ?

Entre les reportages pré-enregis*trés, les envoyés spéciaux s'ennuyaient* par satellite. Pas de suspense, pas d'images : pauvres envoyés spéciaux ! A Houston, le *sacrifié du QG Bush parvint après* deux heures à harponner, devinez qui, une mi-li-tan-te ! Oui, une vraie ! A Little-Rock, rien moins qu'un *cyclone, paraît-il, menaçait. Il épargna finalement* le 42e *président.* Même les cyclones savent vivre.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 4 novembre

TF 1

20.50 **Variétés : Sacrée soirée.** Emission présentée par Jean-Pierre Foucault.
22.45 **Magazine : Le Droit de savoir.** Présenté par Patrick Poivre d'Arvor. Comment fabrique-t-on un président américain ?
23.55 **Journal, Météo et Bourse.**

FRANCE 2

20.50 **Téléfilm : *Une rumeur si banale.*** De Filipo de Luigi.
22.30 **▶ Première ligne.** Aveugle, documentaire de Serge Moati.
23.30 ***Journal et Météo.***
23.40 ***Visages d'Europe.***
23.45 **Sport : Tennis.** Open de Paris-Bercy.

FRANCE 3

20.45 **Magazine : La Marche du siècle.** *Présenté par Jean-Marie Cavada. Génétique : bon ou mauvais génie ? Invités :* Daniel Cohen, directeur du Centre d'études du polymorphisme humain ; Thomas Tursz, chef de service de médecine oncologique, *institut Gustave-Roussy ;* Jacques Testart, biologiste ; Pierre Simon, gynécologue, obstétricien ; Yves Dumez, gynécologue, obstétricien, chef de service à la clinique universitaire de Port-Royal ; Paul Ricœur, philo*sophe.*
22.25 **Journal et Météo.**
22.50 **Sport : Tennis.** Résumé du 7e Open de Paris-Bercy.
23.00 **Mercredi chez vous.** Programme des télévisions régionales.

CANAL PLUS

21.00 **Sport : Football.** Paris-Saint-Germain-Naples. Match retour de la Coupe d'Europe, en direct.
22.50 **Sport : Football.** Olympiakos Pirée-Monaco. Match retour de la Coupe d'Europe, en différé.
23.35 **Sport : Football.** Résume de Leeds/Glasgow Rangers.

ARTE

20.40 ***Danse :* La Nuit transfigurée.** Chorégraphie de Jiri Kylian.
21.05 **Documentaire : *Les Musiciens du quatuor.*** De Georges Zeisel et Catherine Zins. 4. Dernier mouvement, reprise.
22.05 **Danse : White Streams.** Chorégraphie d'Ed Wubby.
22.20 **Théâtre : Zarzuela, historia de un patio.** De Jean-Claude Lubtchansky, mise en scène d'Alain Maratrat.

M 6

20.45 **Téléfilm : Le Virus assassin.** De Ben Bolt.
22.50 **Téléfilm : Pour la mort d'un flic.** De Joseph Mehri.
0.20 **Magazine : Vénus.**

FRANCE-CULTURE

20.30 **Tire ta langue.** L'Europe polyphonique. Avec Claude Hagège et Umberto Eco (sous réserve).
21.30 **Correspondances.** Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 **Communauté des radios publiques de langue française.** Déconstruction de *l'Œuvre au noir* de Marguerite *Yourcenar* (1).
22.40 **Les Nuits magnétiques.**
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné le 22 mars 1990 à Budapest) : *Partita pour piano seul en sol majeur* BWV 829, Partita pour piano seul en mi mineur BWV 830, Clavierubung, Duo pour piano en mi mineur BWV 802, Duo pour piano en la majeur BWV 803, Duo pour *piano en sol majeur* BWV 804, Duo pour piano en la mineur BWV 805, Concerto italien pour piano seul en fa majeur BWV 971, Suite française BWV 831, de Bach, par Andras Schiff, piano.
22.30 **Semaine internationale de la guitare.**
23.09 **Ainsi la nuit.** *Paysages et marines,* de Koechlin ; Quatuor pour piano et cordes en mi bémol majeur K 493, de Mozart ; Ballade pour piano n° 4 en fa mineur op. 52, de Chopin.

Jeudi 5 novembre

TF 1

15.25 **Série : Hawaii, police d'Etat.**
16.10 **Club Dorothée.**
17.25 ***Jeu : Une famille en or.***
17.55 **Série : Hélène et les garçons.**
18.20 **Côté enfants.**
18.25 **Feuilleton : Santa Barbara.**
18.55 ***Magazine : Coucou, c'est nous !*** Présenté par Christophe Dechavanne. Invitée : Mathilde May.
20.00 **Journal, Tiercé et Météo.**

20.45 **Série : Le JAP, juge d'application des peines.** Les Dangers de la liberté, de Josée Dayan.
22.25 **Magazine : Mea culpa.** Présenté par Patrick Meney. Du trottoir à la ferme.
23.35 **Journal, Météo et Bourse.**
23.40 **Série : Chapeau melon et bottes de cuir.**

FRANCE 2

15.25 ***Variétés :* La Chance aux chansons.** Emission présentée par Pascal Sevran. Paris accordéon.
16.15 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
16.40 **Feuilleton : Beaumanoir.**
17.10 **Magazine : Giga.**
18.30 ***Le Jeu !***
19.20 **Jeu : Que le meilleur gagne plus.**
20.00 **Journal, Open de tennis de Paris-Bercy, Journal des courses et Météo.**
20.50 **▶ Magazine : Envoyé spécial.** De Paul Nahon et Bernard Benyamin. Front *national, la nébuleuse, de Jacques Cotta,* Pascal Martin, Pierre-Laurent Constant et Thomas Legrand.
22.10 ***Cinéma :* Flic Story. ■■** Film français de Jacques Deray (1975).

FRANCE 3

13.55 **Sport : Tennis.** 7e Open de la Ville de Paris, en direct.
18.55 **Jeu : Questions pour un champion.**
18.55 **Un livre, un jour.** *Les Stars du basket américain,* de George Eddy.
19.00 **Le 19-20 de l'information.** De 19.09 à 19.30, le journal de la région.
20.05 **Jeu : Hugodélire.**
20.15 ***Divertissement :* La Classe.**
20.40 **INC.**
20.45 **Cinéma : Vincent, François, Paul et les autres. ■■** Film français de Claude Sautet (1974). Avec Yves Montand, Michel Piccoli, Serge Reg*giani.*
22.45 **Journal et Météo.**
23.10 **Sport : Tennis.** *Résumé du 7e Open de la Ville de Paris.*
23.20 **Cinéma : Compartiment tueurs. ■■** *Film français de Costa Gavras* (1964). Avec Simone Signoret, Yves Montand, Pierre Mondy.

CANAL PLUS

15.55 **Cinéma : Malarek. □** Film canadien de Roger Cardinal (1988).
17.35 **Le *Journal* du cinéma.**
18.00 **Canaille peluche.** Beetle Juice.

En clair jusqu'à 20.35

18.30 **Ça cartoon.**
18.50 **Le Top.**
19.20 ***Magazine : Nulle part ailleurs.*** Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
20.30 ***Le Journal du cinéma.***
20.35 **Cinéma : Les Clés du paradis. □** Film français de Philippe de Broca (1991). Avec *Gérard Jugnot, Pierre* Arditi, Philippine Leroy-Beaulieu.
22.10 **Flash d'informations.**
22.15 ***Cinéma : Les Maîtres de l'ombre.* ■** Film américain de Roland Joffé (1989). Avec Paul Newman, Dwight Schultz (v.o.).
0.15 **Cinéma : Embrasse-moi, vampire. ■** Film américain de Robert Bierman (1989). Avec *Nicolas Cage, Maria Conchita Alonso.*

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 **Cinéma : Taxi Blues. ■■** Film franco-soviétique de Pavel Lounguine (1989) (v.o., rediff.).
19.00 **Documentaire : « Pasqua » Olmeta.** *De François Reichenbach.*
19.55 **Série : Monty Python's Flying Circus.**
20.30 **8 1/2 Journal.**
20.40 ***Soirée thématique :* Que sont les Soviétiques devenus ?** Soirée conçue par Jacques Baynac, présen*tée par Marina Vlady.*
20.45 **Interview : Alexandre Yakovlev.** *L'ex-membre du bureau politique, chargé de l'idéologie, fidèle alliéde Mikhaïl Gorbatchev, médite sur l'histoire de son pays.*
21.00 **Cinéma : La Commissaire. ■■■** *Film soviétique d'Alexandre Askoldov* (1967) (v.o.).
22.45 **Interview : Boris Kagarlitski.** *Pour le député du peuple au soviet de Moscou, opposant de gauche à l'ancien système mais aussi à l'actuel, Boris Eltsine a détourné le putsch d'août 1991 à son profit.*
22.55 ***Documentaire :* Le Miroir éclaté.** De Marina Goldovskaïa.

M 6

14.45 **Magazine : Destination musique.**
17.00 **Jeu : Zygopolis.**
17.30 **Série : Campus Show.**
18.00 **Série : Equalizer.**
19.00 **Série : Les Routes du paradis.**
19.54 ***Six minutes d'informations, Météo.***
20.00 **Série : Madame est servie.**
20.35 **Météo 6.**
20.45 **Cinéma : *Le Bon, la Brute et le Truand.* ■** Film italien de Sergio Leone (1966).
23.35 **Série : L'Heure du crime.**

FRANCE-CULTURE

20.30 ***Dramatique.*** Carmen Paradise, de Corinne Cousin.
21.30 **Profils perdus.** Etienne Decroux (1898-1991).
22.40 **Les Nuits magnétiques.** Le musée départemental Stéphane-Mallarmé, à Valvins.
0.05 **Du jour au lendemain.** Avec Pietro Citati (Goethe).
0.50 ***Musique :* Coda.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné le 9 octobre à Radio-France) : Symphonie n° 2 pour cordes et *trompette ad libitum, de Honegger ;* Concerto pour flûte et orchestre, d'Ibert ; Jack in the Box, de Satie (orchestration de Milhaud) ; Le Bœuf sur le toit, Suite n° 2 d'après Protée, de Milhaud, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski ; Thomas Prévost, flûte.
23.09 **Ainsi la nuit.** Notturno pour quatuor à cordes et une voix, op. 47, de Schoeck ; Tel jour, telle nuit, de Poulenc.
0.33 **L'Heure bleue.** Jazz s'il vous plaît, par André Clergeat.

Le Monde

La préparation des élections législatives

Les Verts et Génération Ecologie présenteront un candidat unique dans toutes les circonscriptions

Après cinq heures de discussion, les responsables des Verts et de Génération écologie ont signé, mardi 3 novembre, un protocole d'accord en vue des élections législatives, qui devra être ratifié simultanément le 14 novembre prochain, lors de l'assemblée générale annuelle *des Verts à Chambéry et du* congrès national de GE à Issy-les-Moulineaux. Outre un accord politique minimal, ce protocole stipule que les deux mouvements présenteront *« un candidat unique dans toutes les circonscriptions »*.

La négociation engagée le 20 mai dernier, après les élections régionales, par les Verts et Génération écologie s'est achevée, mardi 3 novembre, au siège de GE, par une ultime querelle de mots, certains délégués se demandant encore, après la signature du protocole d'accord, s'il valait mieux, par exemple, faire état de *« désaccord restant »* ou de *« désaccord persistant »*. Le texte de six feuillets adopté par les deux délégations (1) est cependant sans surprise. Il donne à chacun sa part : le titre I, consacré à *« l'entente politique »*, pour M. Antoine Waechter ; le titre II, réservé à *« l'entente électorale »*, pour M. Brice Lalonde. On peut, en effet, vouloir faire de *« la politique autrement »*, ou avoir pour ambition d'*« infléchir l'évolution des sociétés humaines »*, et se comporter comme de véritables clercs de notaire.

Depuis le début, chacun savait que l'ancien ministre de l'environnement était désireux d'aboutir à la désignation d'un candidat unique dans toutes les circonscriptions et d'éviter tout accord avec une autre formation politique, afin de mieux affirmer l'autonomie du pôle écologiste. Il a obtenu satisfaction. Comme pour mieux marquer son désintérêt pour les querelles de boutiquiers, M. Lalonde s'est même payé le luxe d'être absent de l'ultime rencontre entre les Verts et sa propre formation, pour cause d'un nouveau séjour aux Etats-Unis, aux côtés du sénateur démocrate Albert Gore, candidat « écolo » à la vice-présidence américaine. Mais si le protocole d'accord du 3 novembre laisse la porte ouverte à un éventuel *« parti politique accepté par la commission paritaire d'arbitrage national »* (elle-même composée de dix membres de chacun des deux mouvements), l'article 12 de ce même contrat précise bien que les écologistes auront une attitude commune au second tour des élections législatives, à savoir le *« maintien des candidats, chaque fois que les conditions légales seront remplies »* et l'*« absence de consigne de vote dans le cas contraire »*.

Aucune alliance avec le PS

Exit donc – en principe – la possibilité d'accords tacites et ponctuels avec le Parti socialiste, ce qui était l'une des conditions expressément posées par l'ancien ministre de l'environnement. Les Verts et GE ne feront exception à cette règle qu'*« en cas de risque réel, et non supposé, de l'élection d'un candidat d'extrême droite »*.

M. Waechter, de son côté, pourra trouver des motifs de satisfaction dans la première partie du protocole, qui dresse la liste des points de convergence des deux familles écologistes et qui doit avoir valeur de contrat pour la législature à venir. Sans doute lui-même et ses amis ont-ils dû raboter quelque peu les angles les plus saillants de leur programme de Saint-Brieuc, adopté lors de l'assemblée générale des Verts en 1991. On ne trouve plus trace, en effet, de la renonciation, dans les dix ans, à l'utilisation de l'énergie nucléaire, ni de l'attribution aux immigrés du droit de vote aux élections locales.

Tout au plus est-il fait état de la *« mise en réserve »* des réacteurs nucléaires excédentaires et de l'exercice des droits civiques pour *« chacune des personnes qui vivent dans notre pays »*. Mais, plus que tout autre dirigeant des Verts, M. Waechter craignait encore, voici quelques mois, que des notables, venus du PS, du centre ou des radicaux de gauche mais investis par GE, mènent une campagne très éloignée des thèses écologistes et obtiennent du même coup des résultats sensiblement supérieurs à ceux des Verts. Grâce à l'accord du 3 novembre, ces candidats devront *« intégrer les thèmes visés à l'accord politique »*, et l'article 9 du protocole prévoit même *« un code de déontologie du candidat pour la campagne »*.

Il reste que, comme au temps des négociations menées par MM. François Mitterrand et Georges Marchais en vue d'un programme commun de gouvernement de la gauche, le plus difficile attend désormais les deux formations écologistes : la désignation des candidats, renvoyée à l'échelon départemental ou régional et soumise, en cas de conflit, à un arbitrage national.

Pour limiter la casse, un calendrier a déjà été établi : le 17 novembre pour la signature de l'accord lui-même, après validation de celui-ci par l'assemblée générale des Verts et le congrès national de GE ; l'établissement, avant le 7 décembre, des circonscriptions dites *« sensibles »*, où un écologiste pourrait être présent au second tour et pour lesquelles les directions nationales des deux mouvements se réservent un droit de regard particulier ; la publication, avant le 21 décembre, des accords conclus sur le terrain ; l'arbitrage final des ultimes conflits les 5 et 6 janvier 1993. Rien ne paraît ainsi avoir été laissé au hasard, hormis peut-être les séquelles du conflit ouvert qui, il y a moins d'un an, traversait les artisans de la nouvelle *« entente des écologistes »*.

JEAN-LOUIS SAUX

(1) La délégation des Verts était composée de Mmes Andrée Buchman et Dominique Voynet et de MM. Jean-Paul Deléage, Jean Desessard, Alain Fousseret, Etienne Tête, Alain Uguen et Antoine Waechter ; celle de Génération Ecologie de Mme Danielle Olivier-Kochret et de MM. Lucien Chabasson, Robert Fidenti, Noël Mamère et Jean-Jacques Porchez.

Le protocole d'accord

Le protocole d'accord passé entre les Verts et Génération Ecologie débute par ce préambule :

« Nous avons une immense ambition : infléchir l'évolution actuelle des sociétés humaines, et inventer, avec audace et imagination, un futur qui ne laisse personne sur le bord de la route. Nous savons que les succès électoraux n'y suffiront pas. Mais nous sommes décidés à contribuer sans attendre à la résolution des problèmes majeurs auxquels l'humanité et la planète sont aujourd'hui confrontées. Conscients de la gravité et de l'urgence de la crise écologique, de l'ampleur des remises en cause qui s'imposent, des réticences et des contradictions auxquelles nous aurons à faire face, nous sommes prêts à exercer des responsabilités à tous les niveaux, dans le respect des valeurs de solidarité et de démocratie qui sont les nôtres, en recherchant l'adhésion et le soutien de la population.

» Le texte qui suit ne constitue pas un contrat de mariage entre organisations politiques. Il ne constitue pas non plus le projet politique exhaustif des écologistes, mais l'accord, à la fois réaliste et concret, sur lequel les Verts et Génération Ecologie s'engagent, à l'occasion des élections législatives de 1993, pour la prochaine législature. Outre l'adoption de mesures d'urgence indispensables et de propositions de caractère limité, mais significatives, cet accord affirme notre volonté d'infléchir les choix politiques sur le long terme, et fait des propositions novatrices dans cette perspective. »

Ces propositions sont ensuite rassemblées sous quatre thèmes :

1) La démocratisation de la société française. – Celle-ci passe notamment par *« l'adoption d'un mode de scrutin qui assure une représentation proportionnelle de toutes les sensibilités politiques »*, l'instauration du référendum d'initiative populaire et la poursuite de la décentralisation ;

2) Une économie réconciliée. – Cela suppose *« une politique volontariste de déconcentration des activités économiques »*, *« la volonté de maîtriser la croissance des agglomérations »*, une nouvelle politique agricole commune *« fondée sur le partage du droit à produire »*, une réforme en profondeur de la protection sociale et la remise en cause de la politique de l'emploi. A ce propos, les écologistes insistent sur *« le droit à l'activité (...) de façon à enrichir le temps de vivre autrement que par l'enrichissement en argent »*, le partage du travail par le passage direct aux trente-cinq heures *« sans perte de revenu pour les bas salaires »*, et l'incitation au travail à temps partiel ;

3) Une gestion écologique des ressources et du territoire. – Celle-ci porte principalement sur une politique énergétique qui fixe pour objectif de *« se dégager à terme de la production électronucléaire »* et sur une remise en cause – et à la baisse – des transports routiers ;

4) Un monde solidaire et pacifique. – La France doit proposer *« une stratégie ambitieuse d'aide au développement, la reconversion programmée de l'industrie d'armement »*, ainsi que *« des initiatives en faveur d'un processus collectif d'abandon de l'arme atomique, la première démarche de la France étant l'arrêt des essais nucléaires de Mururoa »*.

La seconde partie du texte porte sur l'*« entente électorale »* et détaille en treize articles les modalités de désignation des candidats aux élections législatives, les possiblités d'arbitrage en cas de conflit, les conditions de financement de la campagne. En cas de litiges éventuels, les deux mouvements se sont même interdit *« toute action devant tout tribunal »*.

SOMMAIRE

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Arts-Spectacles » folioté 29 à 40

Le numéro du « Monde » daté 4 novembre 1992 a été tiré à 490 049 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Le Monde des livres » :
Strasbourg, Parlement intellectuel de l'Europe

A l'occasion du Carrefour des littératures européennes de Strasbourg, « le Monde des livres » consacre quatre pages à une *réflexion sur les confins de l'Europe : avec* Antonio Tabucchi, Saulius Kondrotas, Raphaël Confiant, Maria Vehlo da Costa et Philippe Lacoue-Labarthe.

EN BREF

□ **TADJIKISTAN : des chars russes déployés à Douchanbe.** – Une cinquantaine de chars de la 201e division russe ont été déployés, mardi 3 novembre, à Douchanbe, pour *« renforcer la sécurité »* à la veille de l'arrivée d'une délégation de l'ONU dans la capitale tadjike, a annoncé le commandant de la division. La situation au Tadjikistan, où une réunion de conciliation des parties en guerre depuis des mois a dû encore être reportée, devait être examinée mercredi à Alma-Ata lors d'un sommet des présidents tadjik, ouzbek, kazakh et kirghize, en présence du ministre des affaires étrangères russe. – *(AFP.)*

□ **La majorité sénatoriale refusera de présenter un « contre-budget ».** – La concertation de la majorité sénatoriale, que préside depuis le début de la session M. Charles Pasqua, président du groupe RPR, a décidé, mardi 3 novembre, de proposer aux sénateurs des groupes du RPR et de l'UDF de se prononcer, le 17 novembre, contre le projet de loi de finances, soit en adoptant une question préalable (qui stipule qu'il n'y a pas lieu de délibérer), soit en votant contre la première partie consacrée aux recettes, ce qui mettra fin de la même manière à la discussion budgétaire. Contrairement aux années précédentes, les sénateurs ne présenteront donc pas un « contre-budget ». Une réunion des groupes de la majorité sénatoriale et des présidents de commission aura lieu le 5 novembre pour un premier « tour d'horizon ».

□ **Provence-Alpes-Côte d'Azur : défections dans le groupe de M. Tapie.** – Les quatre élus du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur (MM. Léon Schwartzenberg, Daniel Hechter, Jill-Patrice Cassuto, Francis Gioliti) qui avaient annoncé leur intention de quitter le groupe Energie-Sud de M. Bernard Tapie (*le Monde* du 31 octobre) ont confirmé, mardi 3 novembre, leur décision. Ils ont été rejoints par M. Maurice Genoyer, industriel marseillais, qui figurait en deuxième position sur la liste conduite par M. Tapie en mars dernier dans les Bouches-du-Rhône. Les quatre démissionnaires, qui siégeront parmi les non-inscrits, ont dénoncé *« la mainmise de la Fédération socialiste des Bouches-du-Rhône »*.

□ **Dernière sélection du prix Goncourt.** – Le jury du prix Goncourt a rendu publique sa troisième et dernière sélection en vue du prix, qui sera décerné le lundi 9 novembre. Six romans restent en lice : *Julius et Isaac*, de Patrick Besson (Albin Michel) ; *Texaco*, de Patrick Chamoiseau (Gallimard) ; *l'Age de Pierre*, de Paul Guimard (Grasset) ; *Cœur de père*, de Pierre Veilletet (Arléa) ; *Charles et Camille*, de Frédéric Vitoux (Seuil), et *la Démence du boxeur*, de François Weyergans (Grasset).

Au conseil des ministres

M. Lang dénonce le « climat de lynchage » dans l'affaire du sang contaminé

La procédure est inhabituelle : pour faire connaître la position du gouvernement sur les polémiques nées autour de l'affaire du sang contaminé, M. Louis Mermaz, ministre chargé des relations avec le Parlement et porte-parole du gouvernement, en évoquant l'adoption par le conseil des ministres, mercredi 4 novembre, du projet de loi de M. Bernard Kouchner réformant l'organisation de la transfusion sanguine *(lire page 15)*, a rendu public le commentaire d'un ministre qui n'a pas en charge ce dossier.

Comme c'est la position de M. Jack Lang qui a été ainsi dévoilée, nul ne peut douter que cela a été fait avec le plein accord de M. François Mitterrand. Ce dernier n'est pas intervenu sur la question. Le porte-parole du gouvernement a déclaré que le premier des ministres d'Etat avait *« demandé qu'il n'y ait pas d'accusation rétrospective des responsables de l'époque »* ; il a parlé d'*« un climat de lynchage qui s'exerçait à l'encontre de certaines personnalités »* ; il a rappelé *« quel était l'état des connaissances »* ; il a insisté *« sur le fait qu'il y avait une continuité dans l'action »* ; il a *« appelé à une exigence de moralité, de vérité et de dignité »*.

Selon M. Mermaz, le premier ministre a simplement *« approuvé cette intervention »* et il a *« insisté sur la nécessité de l'équité et de la transparence »*. M. Lang intervenait après la présentation par M. Bernard Kouchner d'un projet de loi visant notamment à créer *« une agence française du sang »*. Dimanche 1er novembre, le ministre de la santé et de l'action humanitaire avait mis en cause le *« laxisme »* et l'*« irresponsabilité »* du ministère de la santé au début de l'affaire du sang contaminé.

Le conseil des ministres a approuvé, d'autre part, le projet de loi de Mme Ségolène Royal sur la lutte contre le bruit (*lire page 16*) et il a entendu une communication de M. Roland Dumas sur les élections américaines, sans en commenter les résultats. M. Jean-Pierre Soisson, ministre de l'agriculture et du développement rural, a rendu compte de l'échec des négociations sur le GATT en se félicitant que la *« fermeté »* de la France ait rendu impossible un accord qui aurait été *« très mauvais pour notre agriculture et notre économie »*. M. Louis Le Pensec, ministre des DOM-TOM, s'est préoccupé de la position de la France sur la ratification de la Charte européenne sur les langues régionales. Le président de la République, a expliqué M. Mermaz, a *« souhaité que toutes les données soient prises en compte avant que notre pays n'arrête sa position sur ce dossier auquel il porte la plus grande attention »*.

L'élection de M. Clinton à la présidence des Etats-Unis

Peu de réactions sur les marchés financiers

Les marchés financiers réagissaient peu, mercredi 4 novembre au matin, à l'élection de de M. Bill Clinton, les opérateurs précisant que celle-ci était déjà anticipée et inscrite dans les cours. A la Bourse de Paris, dès les premières minutes de cotation sur le marché des actions, les valeurs françaises viraient au rouge, abandonnant 0,36 %. Même orientation à Londres, où le Stock Exchange restait très calme en ouvrant sur ses cours de la veille avec une tendance également baissière. Plus tôt dans la matinée, Tokyo avait clôturé sur une avance de 1,3 %, sans réelle relation avec l'élection présidentielle américaine.

Sur le marché obligataire, peu de variations, le MATIF a ouvert en très légère hausse.

Sur le marché des changes, après une vive hausse du dollar depuis le début de la semaine (de 1,5350 deutschmarks à 1,5780 et de 5,21 à 5,34 francs) provoquée par la spéculation sur la victoire de M. Bill Clinton, l'annonce de celle-ci a entraîné un léger repli de la devise américaine à 1,5660 deutschmarks et 5,30 francs, sur le « fait accompli ». Maintenant, les milieux financiers internationanux vont attendre de voir le nouveau président à l'œuvre...

□ **M. Juppé (RPR) félicite M. Clinton.** – M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a adressé à M. Bill Clinton, mercredi 4 novembre, un message dans lequel il écrit : *« Vous avez su déceler, puis incarner, le désir de changement ressenti par vos compatriotes. Je souhaite qu'avec l'appui du Congrès, vous puissiez répondre aux espoirs que le peuple américain a placés en vous, comme le nom de votre ville natale* [Hope, qui signifie « espoir »] *vous y prédispose. Je forme, également, le vœu que vous connaissiez, dans les hautes et difficiles fonctions qui vous attendent, les mêmes réussites exemplaires qui furent les vôtres dans l'Arkansas. »*

□ **Mme Ségolène Royal : *« Une bonne nouvelle pour les défenseurs de l'environnement »*.** – L'élection de M. Gore à la vice-présidence des Etats-Unis *« est un message fort pour les gouvernants de la planète, c'est une bonne nouvelle pour les défenseurs de l'environnement »*, a déclaré, mercredi 4 novembre, Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement. *L'accession de* MM. Clinton et Gore à *« des responsabilités majeures dans la première puissance industrielle aura des conséquences importantes »*, a-t-elle ajouté, précisant que *« l'évolution positive de la position américaine dans les conférences internationales facilitera l'adoption de mesures concrètes pour régler les problèmes écologiques »*.

□ **M. Madelin (UDF) : l'échec de M. Bush.** – M. Alain Madelin, vice-président de l'UDF, a déclaré, mercredi 4 novembre, sur France-Info, que *« la victoire de M. Clinton, c'est, d'abord, l'échec de M. Bush »*, dont la *« politique économique a été très exactement le contrepied de la politique de M. Reagan »*. Le nouveau président américain, a-t-il dit, est *« sympathique et plein de bonne volonté »*, mais il craint qu'*« il n'ait pas les connaissances économiques suffisantes pour sortir l'Amérique de la crise »*.

Prévoyant 2,2 % de croissance l'an prochain

La Caisse des dépôts annonce de médiocres perspectives économiques pour 1993

En raison de l'ampleur des ajustements entrepris dans tous les pays (désendettement des particuliers et des entreprises et limitation sévère des investissements), la croissance sera encore plus faible que prévu en 1992, avec des perspectives médiocres pour 1993, a exposé M. Patrick Artus, chef du service des études économiques et financières de la Caisse des dépôts. Après révision en baisse des prévisions faites au printemps, la progression du produit intérieur brut (PIB) serait, pour la France, de 2 % en 1992 (contre 2,2 % précédemment) et de 2,2 % en 1993 (contre 2,5 %). Les chiffres correspondants sont de 1,9 % et 2,5 % pour les Etats-Unis et de 1,3 % et 1,8 % pour l'Allemagne. Leur ajustement, sain sur le long terme, risquerait de casser toute dynamique de reprise s'il s'amplifiait trop.

La dévaluation massive intervenue en septembre au sein du Système monétaire européen aurait un faible impact sur le PIB français, qui ne serait amputé que de 0,1 à 0,2 point en 1993, le taux d'inflation revenant à 2,8 % en 1992 pour remonter à 3 % en 1993 (contre 3,2 % prévus précédemment).

Quant aux taux d'intérêt, leur détente ne pourra être que graduelle en Allemagne en raison des fortes incertitudes sur la conjoncture. Outre-Rhin, le taux au jour le jour reviendra de 8,8 % actuellement à 7,8 % fin 1993 et à 6 % fin 1994, et celui à dix ans, de 7,4 % à 7,2 % à fin 1993 comme à fin 1994, en raison des énormes besoins de capitaux pour la réunification. Le rétrécissement de l'écart des taux dans le monde devrait renforcer le dollar à court terme, jusqu'à 1,70 DM, niveau qu'il lui serait difficile de dépasser, certains facteurs de faiblesse se profilant à long terme.

FRANÇOIS RENARD

ARTS • SPECTACLES

Jusqu'à une date récente, la vie des films tenait, pour l'essentiel, à leur présentation en salles commerciales. Mais, réponse ou échappatoire à la baisse continue de la fréquentation, une autre forme de consommation cinéphilique est en train de croître, de se développer grâce à une multitude d'initiatives qui constituent aujourd'hui un véritable «second circuit».

Il se manifeste sous deux formes principales, les institutions et les festivals. Côté institutions, la Cinémathèque, revivifiée depuis deux ans, a repris son rang de navire amiral, mais désormais, et pour la capitale seulement, le Centre Georges-Pompidou, le Louvre, le Musée d'Orsay, la Galerie du Jeu de paume, la Vidéothèque de Paris..., organisent des rétrospectives de grande ampleur et souvent de haut niveau. L'Institut Lumière de Lyon, la Maison de l'image de Marseille, la Cinémathèque de Toulouse, nombre de maisons de la culture ou de théâtres en banlieue et en province, poursuivent un travail de fond similaire.

Et CinéMémoire (pages 30 et 31), en passe de devenir la manifestation-phare du patrimoine cinématographique, présente ses cent quarante films dans pas moins de onze lieux parisiens, dont un seul (le Grand Rex, pour une soirée) est un cinéma traditionnel. Quant aux festivals, pour la France seulement, l'Annuaire européen des festivals de cinéma et audiovisuels en recense plus de cent cinquante. Ils irriguent le pays entier (et, dans une moindre mesure, le reste de l'Europe : quelque deux cent cinquante manifestations) de films qui, sans eux, n'atteindraient jamais ces publics, suscitent d'un bout à l'autre du continent des recherches et des confrontations. Orléans (pages 32 et 33), où débute une biennale destinée à présenter le cinéma japonais aux habitants de la région, et Pordenone (page 34), vétéran italien qui accueille les passionnés du cinéma muet venus du monde entier, sont deux exemples différents de cette activité inlassable.

La mise en place d'un second réseau, ouvert aux cinémas «différents» ou anciens, est une opération de survie au moment où, hors les «grosses machines», américaines pour la plupart et parfois françaises, la majorité des films peinent de plus en plus à trouver un écran. Il comporte le risque inhérent à tout ghetto, même quand celui-ci répond à des nécessités défensives : le repli sur soi, sinon la fossilisation. La parade réside, peut-être, dans... le «troisième circuit», celui de la télévision et de la vidéo. C'est sans doute par ces moyens de diffusion que pourraient se maintenir les indispensables passerelles entre un cinéma «culturel» et un cinéma de grande distribution.

J.-M. F.


D.R.

Marie-Louise Iribe dans « Hara Kiri », 1928.

CINÉMÉMOIRE

ROULEZ GENÈSE

ON ouvrirait l'album de famille. Et au lieu de photos un peu raides et sépia, fanées au vent de toutes les mélancolies, on verrait des images vibrantes, vivantes, des images qui bougent mieux que la vérité, déjà, aux premiers temps du cinéma. CinéMémoire, c'est ça, le souvenir en mouvement, des films parfois qui n'ont pas loin de cent ans, et qui sont jeunes formidablement. Parce que ceux qui se tenaient derrière la caméra étaient jeunes aussi, comme cet art en train de naître. Tout est parti d'une visite de Martin Scorsese à Jack Lang, en 1990, de leurs conversations anxieuses sur l'état d'abandon du patrimoine mondial, de la création immédiate, en France, du «plan nitrate» visant à sauvegarder avant l'an 2000 tous nos films promis à l'autodestruction. Et, dans la foulée, de l'heureux projet de créer, des deux côtés de l'Atlantique, un Festival des films anciens, retrouvés, restaurés.

La première édition, l'an dernier, portée à bout de bras par Costa-Gavras, à qui revint l'honneur ingrat de plaider tous les dossiers, fut un succès : 25 000 spectateurs en huit jours, avec, en ouverture, à l'Opéra-Bastille (et pour 40 francs l'entrée), la projection du *Playtime* de Tati restauré. La foule se pressant dans les coursives un peu glacées et débordant ensuite sur la place, dans un immense embouteillage, c'était merveilleux, le film continuait, la fiction dérapait avec ironie, avec allégresse sur la réalité.

«Cette année, explique le directeur artistique de CinéMémoire, Christian Belaygue – qui fut le programmateur des Rencontres cinématographiques du Festival d'Avignon et celui des cycles de cinéma muet à l'Auditorium du Louvre, – *le Festival, qui se déroule du 6 au 15 novembre sur onze lieux et s'ouvre sur la version rénovée, ravivée, trente ans après, des* Parapluies de Cherbourg *de Jacques Demy, pourrait être surnommé «à quelque chose malheur est bon». En effet, la manifestation ne devait être ici que biennale, les Américains prenant la relève un an sur deux. Mais ils n'étaient pas prêts (*Playtime *sera tout de même projeté au MOMA de New-York, le 11 novembre), nous avons donc rempilé. Le budget, obligatoirement plus modeste, nous ayant empêchés d'aller faire notre marché trop loin, cela explique cette programmation franco-française qui se révèle finalement passionnante.»*

Et comment ! On ne sait où donner de la nostalgie en regardant le programme (une nostalgie «inventée», beaucoup de films, à peine restaurés par la Cinémathèque ou les Archives du film, étant quasiment inédits). Découvertes, incunables, curiosités, que privilégier ? Voici les rushes muets de Michel Simon dans *Pivoine* (1929), un premier rôle de clochard avant *Boudu* de Renoir (1932). Voici le mythique *Assassinat du duc de Guise*, apothéose du «film d'art», présenté au grand amphithéâtre de la Sorbonne, avec la partition de Saint-Saëns.

Voici, d'une fraîcheur incroyable, *l'Enfant de Paris*, de Léonce Perret (1913), puisé dans les trésors de la Cinémathèque Gaumont et «réencadré» par Pierre Philippe. *L'enfant de Paris*, c'est la joie pure de filmer d'un homme que Gloria Swanson demandera comme metteur en scène, en 1924, de sa parisienne *Madame Sans-Gêne*. Du mélodrame (un jeune bossu parviendra-t-il à sauver une fillette enlevée des griffes de ses ravisseurs ?), mais aussi des images documentaires extraordinaires, la Côte d'Azur au début du siècle, les robes des femmes, les sourires gominés des hommes, nos grands-parents ressuscités.

Voici encore *l'Atlantide*, de Jacques Feyder (1921), dans une copie teintée venue de Hollande (on a tendance à s'extasier sur le noir et blanc magique d'autrefois, ignorant que la plupart des films étaient non seulement teintés, mais violemment coloriés...). Comme les intertitres sont en néerlandais, Coralie Seyrig, en voix off, en donnera la traduction, s'intégrant pour une sorte de poème musical à la partition nouvelle de Marc Marder...

Et si on imaginait la journée d'un vrai mordu de CinéMémoire, d'un authentique rat de cinémathèque, une espèce que l'on croyait en voie de disparition et qui semble reprendre, partout en France, force et santé ?

Ce pourrait être, au hasard, le lundi 9 novembre, à Paris. Notre cobaye attaquerait à 11 heures du matin avec *Coralie et Cie* (1932), une espèce de comédie musicale coquine avec Françoise Rosay, couturière abritant des étreintes illégitimes dans son arrière-boutique, la toute jeune Josette Day et des chansons signées Paul Misraki et Georges Van Parys, interprétées par Ray Ventura et son orchestre.

A 14 heures, une petite lampée d'*Arlette et ses papas*, comédie d'Henry Roussel (1934), ne ferait pas de mal. On y voit Renée Saint-Cyr bien troublée, elle ne sait pas si l'homme dont elle est folle – et qui fut le filleul de guerre de sa maman en 1918 – est (ou n'est pas) son père. Une bienfaisante voix off non identifiée (sans doute celle de la société) viendra la rassurer au moment fatal, non elle n'est pas en train de commettre un inceste... A 16 heures, voilà, couplés très opportunément, un étonnant documentaire datant de 1918 sur la condition de la femme française pendant la Grande Guerre, et *la Garçonne* de Jean de Limur (1935). Cette adaptation du livre sulfureux de Victor Margueritte, écrit en 1922, qui avait coûté sa légion d'honneur au romancier, marque évidemment de façon appuyée, presque caricaturale, les changements du statut de la femme en peu d'années.

Bars pour «dames», fumeries d'opium, la pauvre Garçonne (Marie Bell) qui s'émancipe parce que son fiancé l'a trahie sera bien punie... Deux raretés dans ce film : Suzy Solidor et Edith Piaf y jouent et chantent sur une musique de Jean Wiener. Il est 18 heures. Notre mordu est déchiré. Il doit choisir entre le premier avatar filmique du *Germinal* de Zola datant de 1913 (Claude Berri est en train de tourner la version 92) et un petit documentaire de Blaise Cendrars sur le tournage de *la Roue*, d'Abel Gance (1923), dont il avait écrit les intertitres.

20 h 30. Là aussi, il faut choisir. Au palais Garnier on donne *le Joueur d'échecs*, superproduction de Raymond Bernard (1927) avec bals, batailles, Charles Dullin et la musique d'Henri Rabaud (de l'Institut), jouée *live* par l'Orchestre national d'Ile-de-France dirigé par Jacques Mercier. Mais, au Théâtre de la Colline, *Hara Kiri*, de Marie-Louise Iribe (1928), n'est-il pas tout aussi intrigant ? On ne sait presque rien de cette réalisatrice morte à trente-six ans, en 1930.

Si ce n'est qu'elle fut mariée trois fois, dont une avec Pierre Renoir, qu'elle fut actrice (la suivante d'Antinéa dans *l'Atlantide*, de Jacques Feyder), productrice (*Marquitta*, de Jean Renoir) et qu'elle vint à la mise en scène d'*Hara Kiri* parce que le réalisateur qui avait commencé le film, Henri Debain, lui avait déplu... *Hara Kiri* est un mélo, un vrai. Une jeune Européenne (Marie-Louise Iribe, évidemment), mariée à un professeur eurasien (Constant Rémy grimé comme dans *le Pays du sourire*), tombe amoureuse d'un fils de shogun. Les deux amants font une escapade aux sports d'hiver, glissent dans une crevasse, elle est sauvée, il est tué. Hésitant à se faire le hara-kiri des femmes (poignard non dans le ventre mais dans la gorge), elle préfère le pistolet...

Notre mordu est enchanté. Mais il aurait pu ausssi, dans la salle restaurée de la Cinémathèque, à Chaillot, finir sa journée en beauté : pour le prix d'un seul film lui sont proposés au même programme *Quai des brumes* et *Casque d'or*...

DANIÈLE HEYMANN

★ Renseignements CinéMémoire, tél. : 42-56-57-45.

CINÉMÉMOIRE

LES FILMS du Parti communiste français

DRAPEAUX ROUGES EN NOIR ET BLANC


ZOOBABEL

Georges Spanelly et Blavette dans « La vie est à nous », de Jean Renoir, 1936.

Lénine avait beau avoir déclaré le cinéma « le plus important de tous les arts », le Parti communiste français tarda à faire usage de ce moyen de propagande de masse, et n'en fit jamais qu'un emploi limité. La programmation « Parti communiste français : documentaires/films militants 1928-1951 » présentée dans le cadre de CinéMémoire témoigne de cette méfiance ou de cette faiblesse, mais dessine en même temps un portrait de la France durant cette période, évoque quelques événements historiques-clés et traduit la manière, instructive, dont les grands courants esthétiques du milieu du siècle ont été suivis, détournés ou ignorés par le cinéma national.

LES quatorze titres présentés en trois programmes au Palais de Tokyo (surtout des courts métrages) ont été choisis, parmi une centaine de titres, par le cinéaste Claude Thiébaut, qui fut responsable des archives films du PCF à partir des années 70. Il en gère toujours le fond, dans le cadre de sa société de production, Zoobabel. Par ordre chronologique, cette sélection s'ouvre sur un reportage muet enregistré durant une fête du Parti à Garches en 1928 : à quelques banderoles près, ce pourrait être n'importe quelle kermesse champêtre de l'époque, et le ton naturaliste et hédoniste évoque plus *Nogent Eldorado du dimanche*, de Carné (1930), que les élans et les violences de la lutte de classes, sans parler des recherches formelles révolutionnaires d'un Vertov ou d'un Poudovkine.

C'est une constante de la plupart de ces documents : lorsque les communistes français ont fait du cinéma, ils se sont fort peu souciés de réalisme socialiste ni d'aucune autre bataille esthétique. Alors que dans les années 30, les surréalistes et d'autres créateurs novateurs cousinaient avec le Parti, leurs apports artistiques (à la différence de la littérature ou de la peinture) ne se retrouvent guère sur l'écran, en tous cas sous la bannière explicite du PC. Et tandis que le cinéma, ailleurs, trouvait des accents lyriques pour exalter la lutte des masses, les films français conservent un côté bon enfant, popote même, volontiers alourdi de déclamations politiques.

Témoin le premier film commandité par une fédération du Parti (celle d'Indre-et-Loire) sur le sort des paysans : *la Crise* (1931) comportait même de longs plans de textes (!) de propositions de lois des communistes. *« Une très grande ingénuité »*, reconnaît Claude Thiébaut – en fait, une parfaite ignorance des pouvoirs particuliers de la mise en images.

En visionnant les films de la rétrospective, on voit en revanche une autre mission assignée au cinéma : une mission documentaire et pédagogique. Ainsi *Breizh Nevez* (1938), consacré à une fête communiste à Pont-l'Abbé, comporte un volet de présentation de la Bretagne, véritable cours de géographie humaine et physique récité en commentaire par Marcel Cachin, avec l'intention avérée de faire découvrir leur pays aux Français. Même lorsqu'il en vient à son sujet pricipal, ce document demeure d'ailleurs riche en indications sociologiques, de la diction du grand tribun des estrades communistes au spectacle des mareyeuses en cornette chantant *l'Internationale* (en breton). Plusieurs autres films répondent à la même préoccupation d'instruction publique, tel celui consacré au congrès d'Arles, réalisé par Jacques Becker en 1937 (*la Grande Espérance*), ou *le Grand Prix cycliste de « l'Humanité »* (1937 et 1938), des rives de la Manche à La Courneuve. Il y eut d'ailleurs, plus tard, à la fin des années 40, le projet d'un suivi du Tour de France avec documents sur chaque ville-étape. Celui-là, comme beaucoup de tentatives cinématographiques du parti, sera torpillé par des dissensions politiques au sein de l'appareil : effet habituel de la bureaucratie communiste, mais aussi traduction de la méfiance constante envers un art par nature plus lié que les autres à l'argent, et plus susceptible de se transformer en « opium du peuple ».

Le temps des programmateurs

Directeur de la Cinémathèque après avoir été critique, producteur, distributeur et exploitant, puis responsable du département cinéma au Louvre, Dominique Païni vient de publier « Conserver, montrer » où il définit la nécessité et les enjeux d'une muséographie du cinéma.

par Dominique Païni

CET art impur, en outre parfois marqué par des interdits sociaux et moraux – le cinéma n'a pas toujours figuré aux programmes scolaires, – stimula une passion marginale, spécifique, la « cinéphilie », contre-culture autodidacte, née plus particulièrement en France une cinquantaine d'années environ après la projection du premier film.

Que la cinéphilie soit un phénomène essentiellement français n'est pas à négliger quand on étudie l'histoire des débuts de la Cinémathèque française et de ses retards, de ses dérives hors du mouvement général des idées lors de ces dernières années. En effet, la cinéphilie s'est rapidement caractérisée par sa défiance envers les lieux officiels de la transmission du savoir – l'Université et le musée – et plus généralement envers une « culture cultivée » qui pouvait lancer des passerelles vers d'autres arts et vers les interrogations issues de disciplines intellectuelles étrangères à la création cinématographique. Pourquoi ne parle-t-on pas de « théâtrophilie », ou de « picturophilie » ? (...)

C'est pourtant ce type particulier d'amateurs qui dévoyèrent et réduisirent une grande partie du projet qu'engendra Langlois *(en fondant la Cinémathèque française)*. Mais lui-même était-il seulement cinéphile ? A mon sens, il incarnait l'exemple du contraire, tant son travail croisa plutôt celui d'artistes majeurs du XXe siècle : Marcel Duchamp, John Cage, Pierre Boulez, Roland Barthes, qu'unit une semblable attitude de « programmateurs ». Tous auront en effet marqué le siècle par une même attention prioritaire aux œuvres qui les précédèrent, à leur réappropriation critique et surtout à leur « mise en scène muséale » comme moyen de dépasser les contraintes figuratives et les illusionnismes. (...)

La sauvegarde matérielle des films – tous ces efforts humains et financiers, ces énergies considérables partout mobilisées pour les prémunir de la destruction – pour indispensable qu'elle soit, ne saurait suffire, car il est une autre conservation, *« spirituelle »* disait Langlois, qui passe par une muséographie cinématographique inédite que représente pour une part la programmation, notion probablement plus spécifique à l'art cinématographique qu'à tout autre art. Après tout, une programmation n'est-elle pas aussi une mise bout à bout de plans ou de séquences à visées dramaturgiques ? Programmer, c'est « monter ».

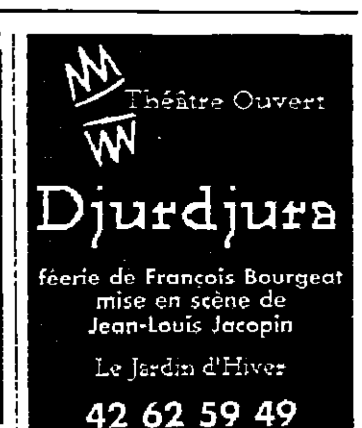
Comme l'avait conçue Langlois, la programmation avait cette finalité : dramatiser non pas un récit filmique *mais l'histoire du cinéma. (...) On distinguera d'ailleurs* bien « son musée », constitué d'une collection d'objets fétichisés, de la salle de projection où s'est donnée à voir sa véritable conception muséographique, hélas trop souvent réduite à une « chosologie », à la seule recherche et accumulation de copies, d'objets, de photos et de documents divers. Pour Langlois, au-delà du matériel, la recherche était d'abord celle des relations poétiques et esthétiques des œuvres cinématograhiques entre elles. (...)

Un musée-cinémathèque est avant tout une « formation du regard » et une « faculté de bien choisir ». Il ne doit pas devenir exclusivement une médiathèque de consultation, un inventaire de films, un catalogue. Sa mission est aussi de proposer des hiérarchies dans l'histoire du cinéma que le temps et l'évolution du goût ou de la recherche se chargeront d'inverser ou d'annuler. Le passage de l'ère des cinémathèques à celle des musées du cinéma, c'est le passage de la phase primitive des « accumulations » et des « inventaires » à celle des « confrontations » et des « évaluations ».

Programmer, c'est écrire, d'une façon singulière, avec les œuvres des autres, c'est entreprendre un procès de connaissance du cinéma qui fasse « parler des films » plutôt que de « parler du cinéma ».

(Extraits de Conserver, montrer, *publié aux Editions Yellow Now. 62 pages. 45 F.)*





LE CINÉMA FRANÇAIS sous l'Occupation

MÈRES COURAGE ET REBELLES

La guerre, l'Occupation et les lois du régime de Vichy modifient profondément le statut de la femme française. Seule souvent, veuve, femme de prisonnier, de mari requis par le service du travail obligatoire ou de clandestin, elle doit prendre de nouvelles responsabilités. Quand Pétain la voudrait mère au foyer, elle commence d'assumer des rôles jusque-là dévolus aux hommes. Le cinéma français a rendu compte de cette attitude nouvelle.

« FEMME-HOMME : la nouvelle donne du cinéma français sous l'Occupation ». En réunissant sous ce titre huit films de 1940 à 1945, CinéMémoire cherche moins à mettre en lumière une veine esthétique qu'à montrer comment le cinéma a traduit, pas toujours consciemment, les transformations sociales nées de l'Occupation.

Le 7 juillet 1940, alors que la France, à peine sortie de la défaite et de l'exode, tente de recoller ses morceaux sous l'égide de « l'Etat français » du maréchal Pétain, le ministre de la Production et du Travail recommande aux entreprises industrielles et commerciales le licenciement progressif des femmes qui ne sont *« ni veuves de guerre, ni soutiens de familles, ni célibataires privées de ressources, ni épouses de soldats non encore démobilisées »*. Le 14 octobre, un texte prévoit la mise à la retraite d'office des femmes fonctionnaires de plus de cinquante ans, et la mise en congé sans solde de *« toute femme mariée qui n'a pas trois enfants et dont le mari subvient aux besoins du ménage »* (1). L'embauche féminine est supprimée.

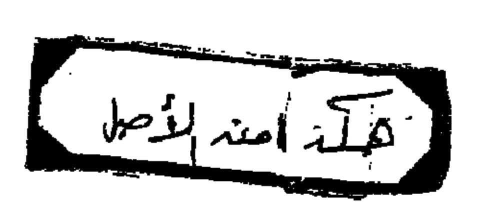
Ces mesures sont destinées à lutter contre la crise économique et le chômage, mais aussi à promouvoir la politique « familialiste » de Vichy. Paradoxalement, les femmes renvoyées à leurs foyers se trouvent investies de responsabilités qui les rendent plus indépendantes. D'où une ambiguïté sociologique dont le cinéma s'est fait le témoin, mais rarement dans ses meilleurs films, ceux de Jacques Becker, Robert Bresson, Marcel Carné, Jean Grémillon... Les restaurations de films moins connus ramènent au jour les traces d'un changement de distribution des rôles féminins et masculins, dont certaines étaient bien oubliées.

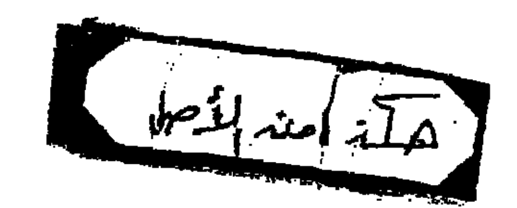
La production cinématographique ne reprit, au cours des derniers mois de 1940, que dans la zone sud, non occupée. Sept films furent alors tournés, dont la fin « actualisée » de *la Fille du puisatier* par Pagnol, et ce *Vénus aveugle*, d'Abel Gance, présenté par CinéMémoire. Le premier tour de manivelle fut donné, aux studios de la Victorine à Nice, le 11 novembre 1940 – date ô combien symbolique ! La version originale de 2 h 20, maintenant reconstituée, comporte cette dédicace au maréchal Pétain : *« C'est à la France de demain que je voulais dédier ce film, mais puisqu'elle s'est incarnée en vous, Monsieur le Maréchal, permettez que très humblement je vous le dédie. »* En novembre 1940, c'est au héros de Verdun et au sauveur de la France que s'adresse Gance.

Le cinéaste a toujours affectionné le mélodrame flamboyant, les métaphores et les symboles. Il raconte dans *Vénus aveugle* l'histoire douloureuse de Clarisse, chanteuse de cabaret surnommée Vénus parce qu'elle a posé pour l'affiche d'une marque de cigarettes du même nom. Elle est sur le point de perdre la vue. Ne voulant pas être un objet de pitié pour son amant, Madère, elle lui fait croire qu'elle l'a trompé. Il la quitte. Après moult péripéties mélodramatiques, il reviendra, et le bâteau échoué sur lequel Clarisse habite avec ses amis, et que tout le monde feint de remettre en marche pour une croisière, quittera vraiment le quai au moment où Clarisse, qui a su voir *« avec les yeux du cœur »*, retrouve la vue et son amour.

Le symbole de la France aveuglée allant, à travers les épreuves, vers sa renaissance, est porté par Viviane Romance, loin de son emploi classique de belle garce du cinéma français. Gance lui offrait un rôle dramatique et rédempteur, mais le film souffrit de sa mésentente avec l'épouse du cinéaste (second rôle féminin sous le nom de Mary-Lou). Edmond T. Gréville, assistant du metteur en scène, dirigea d'ailleurs toutes les scènes principales avec Viviane Romance.

En 1942, André Berthomieu tourne *l'Ange de la nuit*, sur un des rares scénarios qui se soient, alors, inspirés des événements contemporains. En 1939, une jeune fille sans ressources, Geneviève (Michèle Alfa), est adoptée par une communauté d'étudiants pauvres.







Deux événements capitaux de l'histoire de France, où le Parti communiste joua un rôle de premier plan, se retrouvent forcément sur les écrans : le Front populaire, puis la Résistance et la Libération. Pourtant, s'il reste deux grands films représentatifs de l'esprit du Front populaire, ce ne sont pas des films communistes. Le premier est *le Crime de M. Lange*, de Jean Renoir, réalisé avant la victoire électorale, en 1935, et marqué par l'influence de Prévert et du Groupe Octobre (Raymond Bussière, Yves Allégret, Paul Grimault, Jean-Paul Dreyfus, qui deviendra Le Chanois, Roger Blin, Maurice Baquet, Brunius, Marcel Duhamel...) qui, malgré son nom, était plus proche d'une idée libertaire de l'agit-prop que de la «juste ligne» du PC.

Le second, *la Belle Equipe*, réalisé par Julien Duvivier en 1936, a beau raconter une histoire d'ouvriers, véhiculer un parfum de langage populaire et de congés payés, son histoire d'enrichissement par un jeu de hasard, puis d'échec d'un projet communautaire n'a rien de «politiquement correct». Et si l'affaire des deux fins (celle, pessimiste, voulue par Duvivier a été remplacée par un happy end pour des raisons commerciales) est, à sa manière, symbolique du destin du grand élan du Front populaire, elle n'en est sûrement pas une traduction «consciente».

Cette époque est évoquée directement dans plusieurs documentaires présentés par CinéMémoire, dont *Victoire de la vie* (1937), d'un Henri Cartier qui ne s'appelait pas encore Cartier-Bresson, commande de la Centrale sanitaire internationale sur son action humanitaire aux côtés des Républicains espagnols durant la guerre civile. Mais surtout par la seule utilisation de grande ampleur du cinéma par le PC : *La vie est à nous*.

Commandé à Jean Renoir en 1935, en vue des élections d'avril, par le comité central, et plus particulièrement par Jacques Duclos, ce film de propagande se compose de trois parties, concernant trois catégories sociales dont le parti cherchait à attirer les voix : les vieux, les paysans et les «chômeurs intellectuels». Film collectif, comme la plupart des entreprises de cette nature, *La vie est à nous* mêle les croquis sur le vif, bien dans la manière de Renoir, avec de lourds exposés de dirigeants du parti, et s'achève sur une des rares tentatives de lyrisme «révolutionnaire» tournées en France, avec son peuple marchant d'un seul pas, chantant d'une même voix les lendemains radieux.

Renoir, proche compagnon de route du parti jusqu'en 1938, ne tournera pas moins de quatre films en 1936-1937 : *Partie de campagne*, *les Bas-Fonds*, *la Grande Illusion* et *la Marseillaise*. Aucun, par son sujet, n'est explicitement un film du Front populaire, encore moins un film communiste. Si *la Marseillaise* est devenu un emblème de cette période, c'est par la manière dont il a été produit, en faisant appel (avec un succès partiel) à la population progressiste, pour qu'elle finance la production en pré-achetant son billet d'entrée. Lorsque le film sortira, en février 1938, l'élan qui avait présidé à sa conception aura vécu, et Jean-Pierre Jeancolas, auteur de l'ouvrage le plus complet sur la période, peut à bon droit le définir comme le *«film posthume du Front populaire.»* (1)

Pendant la guerre, bon nombre de cinéastes ont été résistants, bien peu ont résisté en tant que cinéastes. Les deux principaux films tournés à ce titre sont *la Libération de Paris*, images collectées par de multiples équipes d'opérateurs dans la capitale insurgée, et *A travers l'orage*, version tardive établie par Le Chanois, victime des nombreux revirements politiques de l'après-guerre, à partir de prises de vue dans le Vercors (2). Ils ne figurent pas dans la rétrospective CinéMémoire, où on trouve en revanche deux courts-métrages, *Dix minutes avec les FFI* et *R5, autour d'un maquis*, tous deux de 1945, qui ont l'intérêt de présenter une image beaucoup plus simple et directe de la Résistance que la future rhétorique grandiloquente du «parti des fusillés».

Si, durant l'Occupation, on a peu filmé dans les milieux résistants, et singulièrement communistes – du moins à des fins militantes, – on y a en revanche beaucoup parlé de cinéma. Une série d'organisations gigognes, s'emboîtant plus ou moins bien au gré des fluctuations politiques, sont nées à cette époque et, *via* le pénible épisode de l'épuration, ont continué après la Libération. Avec pour objectif la réorganisation des professions, sur une base syndicale plutôt que politique ou esthétique.

Aucun équivalent du néoréalisme italien ne verra le jour en France au lendemain de la guerre et, à quelques exceptions près (de Bresson à Resnais en passant par Melville), les choix stylistiques élaborés avant-guerre, et qui s'étaient maintenus sans coup férir sous l'Occupation, tiendront le haut du pavé jusqu'au grand chamboulement de la nouvelle vague. Mais se met en place une structure corporative régentant le monde du cinéma, sous la férule du syndicat des techniciens, dont l'homme fort sera le réalisateur Louis Daquin, communiste à l'inattaquable orthodoxie. Elle se perpétuera tant bien que mal jusqu'en 1968, qui verra la création de la Société des réalisateurs de films.

Malgré l'immense sympathie dont les communistes bénéficient parmi les intellectuels durant la décennie qui suit la Libération, on chercherait en vain un «cinéma français communiste» dans les années 45-55. L'activisme se résume principalement à la diffusion de films soviétiques, dont les grands classiques des années 20 et 30, souvent encore interdits par une censure dont on a oublié combien elle fut répressive, tatillonne et absurde. Parmi la douzaine de films militants réalisés à l'époque, on ne verra pas au Palais de Tokyo, et c'est dommage, l'invraisemblable monument au culte de la personnalité, *l'Homme que nous aimons le plus*, réalisé en 1949 sous la direction du critique et historien du cinéma Georges Sadoul pour témoigner de l'enthousiasme du peuple français à fêter les soixante-dix ans de Staline.

On verra en revanche, parmi les films présentés à CinéMémoire, *la Grande Lutte des mineurs*, consacré aux grèves de 1948 (avec un commentaire attribué à Roger Vailland), et, dans une version pour la première fois reconstituée grâce à des images retrouvés par Claude Thiébaut à Moscou, *Vivent les dockers*, réalisé par Robert Menegoz en 1951. Cette évocation enflammée de la grève des ports mêle les revendications syndicales au combat anti-impérialiste, à la fois contre les Américains et contre la guere d'Indochine.

Sur un sujet voisin, on a beaucoup parlé il y a trois ans du *Rendez-Vous des quais*, de Paul Carpita, qu'on a cru longtemps disparu, victime de la censure – et aussi des revirements politiques du parti, selon l'enquête menée par Marc Vernet pour la revue *Cinémathèque*.

Mais le principal enjeu de l'époque sera, à nouveau, corporatiste : passé les douleurs de l'exil et les tragédies engendrées par les lois antijuives, le cinéma français avait plutôt bien vécu sous l'Occupation – et sans d'ailleurs guère plus se compromettre avec les Allemands qu'il ne les combattait. Il avait notamment bénéficié de l'absence de concurrence des cinémas étrangers, au premier chef américain. Lorsque, en mai 1946, l'ancien leader du Front populaire signe les accords Blum-Byrnes qui autorisent l'entrée en masse des productions hollywoodiennes, le PC utilise avec succès cette menace dans le cadre de la guerre froide qui commence (3).

Grande effervescence dans le Landernau du cinéma. Le 4 janvier 1948, les professionnels défilent dans les rues, Jean Marais, Simone Signoret et Madeleine Sologne en tête. A la suite d'un appel au soutien financier du public (sous forme de sketch interprété par Micheline Presle et François Périer), CinéMémoire présente un témoignage instructif : un appel à la mobilisation lancé par le comédien Yves Deniaud. Son discours, qui défend les valeurs du cinéma national et pourfend, non sans raison d'ailleurs, la volonté hégémonique de Hollywood, se retrouve, parfois mot pour mot, dans les actuelles protestations des professionnels français.

J.-M. F.

(1) *Quinze ans d'années 30*, chez Stock.

(2) Dans le numéro 1 (mai 1992) de la revue *Cinémathèque*, Sylvie Lindeperg a reconstitué les divers avatars du film.

(3) A lire, sur cette période, *le Cinéma français depuis 1945* de René Prédal, chez Nathan, et le tome 1 du *Cinéma français* de Jacques Siclier, chez Ramsay.

★ «Parti communiste français : documentaires/films militants», Palais de Tokyo, le 7 novembre à 18 heures, le 8 novembre à 16 heures et 18 heures.

Fiancée à Bob, le trésorier du groupe, elle se retrouve seule après la débâcle et se fait le soutien de Jacques (Jean-Louis Barrault), sculpteur président du club qui a perdu la vue à la guerre. Lorsque Bob, libéré d'un camp de prisonniers, réapparaît, il comprend que Geneviève est indispensable à Jacques et s'efface discrètement. Les hommes aussi savent se sacrifier.

Bizarrement, on retrouvera encore le thème de la cécité, et même un sculpteur aveugle, dans *Donne-moi les yeux*, réalisé par Sacha Guitry en 1943 (mais qui ne figure pas dans la sélection de CinéMémoire). Moins anecdotique est la constante, dans la production de ces années, de l'opposition entre la femme exemplaire dans ses sentiments comme dans sa conduite, et la femme frivole, volage, irresponsable. Les traditionnels personnages de garce ou de prostituée ont, eux, tendance à s'effacer.

Dans *Premier bal* que Christian-Jaque tourna, en 1941, dans la région de Saint-Jean-de-Luz, les deux archétypes sont des sœurs : Nicole, jeune fille simple, proche de la nature et des animaux (Marie Déa), et Danielle, tout occupée de ses toilettes et de son maquillage (Gaby Sylvia). Elles aiment le même homme (Raymond Rouleau). Il épouse la frivole. Trois ans après, celle-ci part avec un autre et demande à sa sœur de la remplacer à son foyer, auprès de son enfant. Lorsqu'elle revient, repentante, sa sœur n'aura pas à se sacrifier : un jeune vétérinaire (François Périer) l'attendait patiemment.

Dans ce cinéma de l'Occupation et du régime pétainiste, la femme ne se sacrifie pourtant jamais en vain. Même s'il n'est pas présenté au Palais de Tokyo, on rappellera *le Voile bleu* de Jean Stelli (1942), énorme succès commercial, avec Gaby Morlay en veuve irréprochable. Et, ranimant très adroitement le «réalisme poétique» d'avant-guerre – interdit par Vichy comme «démoralisant», – on retrouve Christian-Jaque qui, dans *Voyage sans espoir* (1943), voue lui aussi son héroïne à un destin sacrificiel. Simone Renant, chanteuse de cabaret, maîtresse d'un bandit évadé, évoque, en ciré noir, la Michèle Morgan de *Quai des Brumes*. Elle vit dans un monde de déclassés et assure, par une mort volontaire et pour elle rédemptrice, le salut d'un caissier de banque qui serait devenu un hors-la-loi (Jean Marais, chevelure brune, air de chien battu, après *l'Eternel retour*).

Première mise en scène cinématographique de Pierre Blanchar, *Secrets* (1942) est la version modernisée et située dans la région d'Arles, de la pièce de Tourgueniev *Un mois à la campagne*. Marie Déa y est une épouse bourgeoise tentée par l'adultère avec le précepteur de son jeune fils (le gamin, on ne sait trop pourquoi, est une gamine en travesti, Carlettina, sœur de la vedette Louise Carletti). Il ne faut rien moins, dans le dernier tiers du film, qu'un rêve horrible (avec scènes au ralenti) pour que la pécheresse – en pensée – fasse son examen de conscience et renonce à l'amour défendu. Les hommes, eux, ont piètre figure.

Et dans *Bonsoir mesdames, bonsoir messieurs*, produit et réalisé par Roland Tual en 1943 sur un scénario de Robert Desnos et de Claude Marcy (la compagne d'Henri Jeanson), Gaby Sylvia, l'autre sœur de *Premier bal*, interprète une jeune femme farfelue, jouant au jeu de l'imposture dans les coulisses d'une station radiophonique. Desnos, l'ex-surréaliste, réinventait la fantaisie de la «comédie américaine» dont, par ailleurs, *l'Honorable Catherine* de Marcel L'Herbier (1942) donnait une reproduction très appréciée.

Dans trois films policiers produits par Continental Films d'après des romans de Simenon, Albert Préjean fut le plus improbable commissaire Maigret qu'on ait jamais vu. La série se terminait avec *les Caves du Majestic*, de Richard Pottier (1944). Charles Spaak, incarcéré à Fresnes par la Gestapo qui recherchait son frère, en termina l'adaptation et les dialogues en cellule, mais le seul intérêt du film tient à une improbable galerie de personnages peu recommandables.

On trouvera beaucoup plus surprenant, dans le contexte de l'époque, *l'Escalier sans fin* de Georges Lacombe (1943), sur le thème rebattu de la rédemption sociale par l'amour. Mauvais garçon, palefrenier d'une boîte de nuit et amant de l'écuyère aux allures de vamp (Colette Darfeuil), Pierre Fresnay rencontre une assistante sociale (Madeleine Renaud) qui cherche à le ramener dans le droit chemin. Elle a une sœur ingénue (Suzy Carrier) qui, par un sourire et des mots tendres, fait du mauvais garçon un homme convenable et un futur époux soumis.

Mais, pied-de-nez à l'ordre moral, la boîte de nuit est plus attrayante que le dispensaire, et l'assistante sociale est en butte aux rebuffades des habitants d'une bâtisse sordide dont elle monte les étages prolétariens comme les marches d'un calvaire. Les pauvres ne peuvent se contenter de bonnes paroles, et tout va à vau-l'eau, à l'échec, même si les bonnes mœurs triomphent à la fin.

La censure du gouvernement de Vichy avait, plusieurs fois, exigé des changements, et fait retirer du dialogue la mention «assistante sociale». Entre les deux admirables films de Jean Grémillon, *Lumières d'été* et *Le ciel est à vous*, Madeleine Renaud est ici une femme de devoir à qui l'amour, pour une fois, passe sous le nez, sans contrepartie : un cas inhabituel de sacrifice inutile.

JACQUES SICLIER

(1) Cf. Henri Amouroux : *la Grande Histoire des Français sous l'Occupation*, tome II, juin 40-juin 41, pages 173 à 177. Editions Robert Laffont.

★ *La nouvelle donne du cinéma français sous l'Occupation (1940-1944)*. Les 13, 14 et 15 novembre au Palais de Tokyo.



D.R.

Simone Renant et Jean Marais dans «Voyage sans espoir», de Christian-Jaque, 1943.



D.R.

Georges Flamant et Viviane Romance dans «Vénus aveugle», d'Abel Gance, 1940.

CINÉMA

CINQ CINÉASTES décidés à se battre

JAPON LES PROMESSES DU CHAOS


D.R.

« Zazambo », de Fumiki Watanabe.

Qui mieux que des cinéastes aux talents multiples pouvait décrire un art en pleine reconstruction après les années de spéculation financière, cette période de croissance folle que les Japonais ont appelé la « bulle » et dont le cinéma nippon a marginalement profité, au risque de perdre son âme ? Si l'époque de la toute-puissance des studios, (qui était aussi celle d'Ozu et de Mizoguchi), n'est plus, si la « nouvelle vague » des années 60 a du plomb dans l'aile, demeurent des cinéastes prêts à payer au prix fort le droit de dire, de montrer leur pays et sa mémoire. A l'heure de la première Biennale du cinéma japonais d'Orléans, qui se déroule du 3 au 11 novembre, cinq metteurs en scène témoignent, vivement, de l'état d'un cinéma hier puissant et prestigieux, aujourd'hui malade et pourtant toujours vivace. Malgré son originalité, son état ne manque pas de similitude avec celui de la France.

TOKYO

de notre envoyé spécial

ETRANGE situation que celle du cinéma japonais... au Japon, mais aussi en France. Chez lui, ce cinéma, qui possède une tradition quasi séculaire, avait créé une industrie presque aussi puissante que celle d'Hollywood et enfanté de très grands auteurs (Mizoguchi, Ozu...). Il présente aujourd'hui des symptômes contradictoires. D'une part, la fréquentation s'est effondrée, le système des studios a pratiquement disparu et, depuis la « nouvelle vague » des années 60, aucun grand cinéaste ne s'est imposé.

Mais, simultanément, les grands trusts nippons ont découvert leur besoin d'images, et si certains (Sony avec Columbia, Matsushita avec Universal) sont carrément allés racheter des majors californiennes, si plusieurs autres ont lourdement investi aux Etats-Unis, beaucoup ont misé sur le cinéma (ou la télévision) une part des sommes considérables générées, jusqu'au début de cette année, par ce que les Japonais ont appelé la « bulle » de prospérité spéculative. Dans le même temps, Hollywood asseyait, là-bas aussi, sa domination, mais le cinéma national séduisait encore, selon des chiffres officiels difficiles à vérifier, 40 % des spectateurs nippons (sensiblement plus qu'en France, où la part de marché du cinéma hexagonal est tombée à 30 % en 1991).

En France justement, dont la tradition de curiosité à l'égard des cinématographies du monde entier est en perte de vitesse, le Japon bénéficie d'un regain d'intérêt aussi réjouissant qu'inattendu. Ce fut, durant l'été 1991, le succès du vaste panorama du cinéma japonais, mêlant classiques, nanars et découvertes, au Max-Linder puis au Panthéon. Puis, cet été – et avec au moins autant de succès, – la rétrospective Ozu. Ce fut, toujours cet été, le festival de films d'action ou fantastiques présenté par Panda Films, qui édite quinze titres en vidéo (en vente depuis le 19 octobre). C'est, depuis le 28 octobre, un bel hommage à Mizoguchi par les cinémas Action, peu après un week-end au Musée Guimet réunissant les productions de la chaîne de grands magasins Seibu (merci la « bulle »), dont au moins deux films importants, *Promesse* de Yoshida et *les Feux de Himatsuri* de Yanagimachi.

C'est, de manière plus durable et plus audacieuse, l'affectation aux films nippons du Reflet-Republic, une salle parisienne, à l'initiative du distributeur Jean-Pierre Jackson, auquel on devait déjà les grandes rétrospectives des étés 1991 et 1992. Lui aussi présente un cycle Mizoguchi, auquel succèdera un autre consacré au grand cinéaste, encore très méconnu ici, Mikio Naruse (1905-1969). La Cinémathèque française prendra le relais pour asseoir la réputation de l'auteur de *Chrysanthèmes tardifs*, de *Nuages flottants*, du *Grondement de la montagne*, d'après Kawabata, mais dont seul *Okasan* (1952) attira, un peu, l'attention en Europe.

C'est, enfin, *la création de la Biennale du cinéma* japonais à Orléans, dont la première édition se déroule du 3 au 11 novembre *(lire l'encadré-programme)*. Elle présente une sélection qui met en lumière les tendances traditionnelles et actuelles du cinéma japonais, et, pour aujourd'hui, ses rares points forts et ses nombreuses faiblesses. Peut-être n'existe-t-il plus une entité cohérente méritant le nom de « cinéma japonais ». Mais il existe encore des cinéastes japonais. Cinq d'entre eux, représentant quatre générations, célèbres ou à découvrir, dessinent les contours de ce paysage chaotique. ■

La Biennale d'Orléans

Programmée par la spécialiste Hiroko Govaers, la Biennale propose à la fois un portrait du cinéma japonais contemporain, et plusieurs « vues en coupe » de son histoire. Quinze films inédits, présentés soit en compétition, soit dans le cadre d'un « panorama », permettront de se faire une idée de l'esssentiel de la production japonaise récente. La « sélection Oshima », qui réunit dix des trente titres primés par l'Association des réalisateurs depuis 1960, s'ouvre sur *Contes cruels de la jeunesse*, le deuxième film du futur auteur de *l'Empire des sens*, et se clôt avec la deuxième œuvre de Fumiki Watanabe, *Home Made Movie*, en passant par le superbe premier film d'Oguri, *la Rivière de boue*, et le documentaire « historique » consacré par le grand cinéaste d'intervention Ogawa à Narita et aux combats qui accompagnèrent le projet (toujours controversé) *du nouvel aéroport de Tokyo.*

L'hommage au comédien Tatsuya Nakadai, en même temps qu'il célèbre une carrière prestigieuse, permet de retrouver des grands classiques signés Kurosawa *(Yojimbo, Kagemusha, Ran)*, Kobayashi *(Hara-Kiri, la Condition de l'homme, la Rivière noire)*, Ishikawa *(le Brasier)*, Teshigahara ou Shinoda. Par ailleurs sera présentée une sélection de films, pas seulement japonais, inspirés de la vie et de l'œuvre de Mishima.

★ Jusqu'au 11 novembre. Tél. : 38-62-96-90.


D.R.

Akira Kurosawa : « Cessons de geindre et faisons des films »

A quatre-vingt-deux ans, le seul cinéaste nippon mondialement reconnu (mais toujours considéré avec circonspection dans son propre pays) vient d'achever le tournage de son trentième film, *Madadayo*, consacré à l'écrivain Hyakken Uchida et à la relation que celui-ci entretint dans les années 40, au soir de sa vie, avec ses disciples (*le Monde* du 2 avril). Interrogé sur l'état du cinéma japonais, dont plusieurs de ses jeunes confrères prédisent la mort prochaine, le grand monsieur paisible se fâche brusquement...

« Un réalisateur a récemment annoncé la mort prochaine du cinéma japonais. Qu'en pensez-vous ?

– Ceux qui disent ça feraient mieux de faire des films, au lieu d'annoncer tous les quinze jours la mort du cinéma japonais. Sa survie dépend d'eux ! Moi, je ne veux rien savoir de ça, je travaille, et si j'en ai la force je compte bien commencer un nouveau film l'an prochain.

– *Madadayo* traite des rapports entre un maître et ses disciples, situation classique dans la culture japonaise, que vous avez souvent évoquée dans vos films. Vous avez le sentiment d'occuper aujourd'hui la position d'un maître (*sensei*) ?

– Non, un *sensei* n'enseigne pas seulement dans la discipline qu'il pratique, c'est surtout son comportement dans la vie qui sert de référence. J'ai connu plusieurs maîtres de ce type. Mais moi, personne ne vient me voir travailler... Pourtant, mes tournages sont ouverts.

– Le système des studios, avec tous ses défauts et toutes ses contraintes, assurait cette transmission d'une génération à l'autre. Regrettez-vous sa disparition ?

– Autrefois, sur chaque tournage, on prenait des jeunes, qui suivaient tous les degrés d'apprentissage dans chaque discipline technique. Les prétendues sociétés de production d'aujourd'hui n'ont plus aucune politique de formation, si tant est qu'elles aient une politique dans quelque secteur que ce soit. Mais ceux qui débutent ne veulent pas non plus se former. Certains veulent devenir tout de suite réalisateur, sans rien apprendre, sans écrire de scénario, le type qui a annoncé la mort prochaine du cinéma japonais doit être de ce genre. Et les autres semblent se contenter de rester assistants toute leur vie ; c'est le cas des personnes avec qui je travaille, dont aucune n'est devenue metteur en scène.

– Le système des studios a été combattu jadis par les réalisateurs. Pensez-vous qu'ils ont eu tort ?

– Ce n'est pas la faute des réalisateurs, c'est la faute des studios eux-mêmes. Ils étaient devenus tellement insupportables, l'atmosphère était si irrespirable que les gens de talent, tous ceux qui avaient quelque chose à dire, sont partis. Et ce fut le début du déclin, non pas forcément du cinéma japonais, mais de l'industrie cinématographique japonaise. » ■


XAVIER LAMBOURS/MÉTIS

Nagisa Oshima : « C'est douloureux d'attendre, mais j'ai l'habitude »

A l'occasion d'une visite à son domicile de Tokyo en mai 1990 (quatre ans déjà après l'expérience mitigée de *Max mon amour*), Nagisa Oshima dévoilait le sujet du film qu'il s'apprêtait à tourner. Produit par l'Anglais Jeremy Thomas, *Hollywood Zen* raconterait l'histoire, couvrant tout l'entre-deux-guerres, de la star japonaise Sesshu Hayakawa dans la capitale du cinéma américain, de son amitié avec Rudolph Valentino, puis de sa carrière en Europe. L'an dernier à Venise, où il venait de présenter l'admirable *Kyoto, My Mother's Place* (*le Monde* du 7 septembre 1991) tourné pour la télévision (mais incompréhensiblement absent des petits écrans français), il annonçait son départ imminent pour Toronto afin de tourner *Hollywood Zen*. Cet automne, l'ex-chef de file de la « nouvelle vague » nippone, désormais sexagénaire, espère pouvoir réaliser son film l'an prochain.

« Où en est *Hollywood Zen* ?

– Le film est bloqué uniquement par un problème d'argent. Ce devait être une coproduction anglo-américano-japonaise, le partenaire américain s'est retiré. Comme Jeremy Thomas a déjà dépensé 1 million de dollars pour le film, on ne peut plus revenir en arrière. Alors j'attends. C'est douloureux, mais j'ai l'habitude.

– Que faites-vous en attendant ?

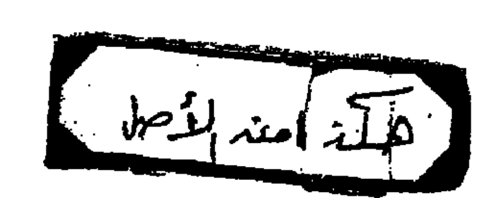
– Je participe à des débats à la télévision, j'essaie de mettre en lumière la signification politique des prétendus « problèmes de société ». Avec tous les scandales que connaît le Japon aujourd'hui, il y a de quoi faire. Au-delà des mécanismes électoraux qui favorisent la corruption, on assiste à un phénomène qui vaut pour beaucoup de domaines, le cinéma compris : les meilleurs ne veulent plus s'en charger, ils ne se préoccupent que d'eux-mêmes ; les bureaucrates, souvent de père en fils, occupent seuls le terrain. L'isolement du pays puis la prospérité artificielle de la « bulle » ont permis de faire longtemps l'impasse sur ces travers, mais aujourd'hui ce n'est plus possible.

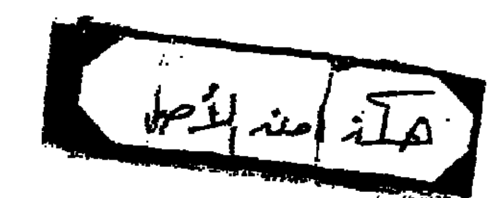
– L'explosion de la « bulle » a rendu plus difficile la situation de la production ?

– Jusqu'à l'an dernier, un débutant trouvait de l'argent sans trop de problèmes, il était très facile de faire un premier film... et très difficile d'en faire un second, parce que ces films étaient souvent faits n'importe comment, sans assez de travail et d'attention. Les premiers films étaient donc des échecs, et le réalisateur était coulé. Aujourd'hui, la situation est plus dure, mais au moins les films qui sont tournés sont véritablement voulus. C'est une situation plus saine.

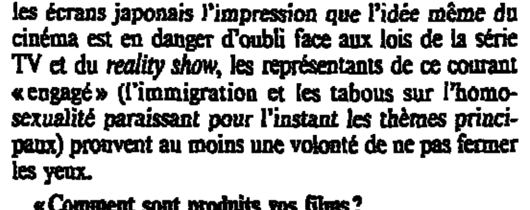
– Vous-même, en attendant de trouver une solution à la production de *Hollywood Zen*, vous ne pourriez pas tourner un autre film, même bon marché ?

– Je n'en ai pas envie. Je ne peux me concentrer que sur un projet à la fois. Mais un producteur alle- ➔









➡ mand m'a proposé de réaliser un épisode d'une série télé internationale baptisée *Erotikon*; je le ferai peut-être.

– Le programme du Festival d'Orléans comporte une « section Oshima ». *Vous avez choisi* ces dix films, dont un seul de vous ?

– Non, il s'agit d'une sélection parmi les lauréats du prix décerné chaque année par l'Association des réalisateurs à des premiers films. Il se trouve que j'en ai été le premier lauréat en 1960, pour *Contes cruels de la jeunesse*, et que je suis désormais président de cette Association. Je voudrais bien quitter ce poste, mais il y a à l'heure actuelle un combat très important sur le droit d'auteur, ce n'est pas le moment de se défiler. Il faut mettre fin au régime du copyright, qui fait que tous les droits appartiennent au producteur.

– Vous avez été très en pointe du mouvement de destruction des studios. Vu l'état actuel du cinéma ici, pensez-vous qu'il aurait mieux valu les réformer plutôt que les détruire ?

– Non. D'ailleurs nous avons effectivement détruit le système des studios, mais pas les studios eux-mêmes. Ils restent très puissants dans la distribution et l'exploitation, mais ils ne produisent plus. Ils n'engagent pas de réalisateurs, la situation est très dommageable pour les techniciens. C'est la faute des studios si les films japonais sont devenus mauvais. Entre autres parce qu'ils faussent le marché, en pratiquant la méthode des billets prévendus : tous les employés des grandes compagnies auxquelles ils sont liés sont obligés d'acheter des billets, mais pas du tout d'aller ensuite voir le film. On peut ainsi annoncer des succès avec des films nuls, qui ont été projetés devant des salles vides.

– On ne voit plus guère de documentaires, alors qu'on en tournait au Japon d'excellente qualité.

– Il y a au Japon un problème dramatique de négation de la réalité, dont la manifestation la plus sensible est l'amnésie volontaire sur ce que le pays a fait pendant la guerre. Il n'y a presque plus de bons documentaires parce que les jeunes Japonais ne s'intéressent plus à la réalité japonaise. Ils s'intéressent à l'argent. Mais l'argent est invisible, il est très difficile de le filmer. » ■



XAVIER LAMBOURS/MÉTIS

Shohei Imamura : « L'époque est trop confuse pour être filmée »

Comme Oshima, comme également Yoshida, jadis auteur du brûlot avant-gardiste *Eros + massacre* et qui attend lui aussi depuis des années l'argent pour un film consacré à l'histoire du cinéma (*la Lumière des roses*, sur les opérateurs des frères Lumière qui vinrent filmer le Japon), le réalisateur de *la Ballade de Narayama*, né en 1926, appartient à la génération de la « nouvelle vague » des années 60. Comme eux, depuis *Pluie noire* en 1989 – film splendide, échec commercial total, – il peine à monter un nouveau film. Le tournage d'un projet prévu pour le printemps dernier a avorté au dernier moment. Imamura a mis le scénario de côté, en a écrit un nouveau. Surtout, il dirige une école de cinéma qui tente d'assurer la relève, manière de parier sur l'avenir, même si désormais lui-même ne filme plus que le passé.

« Comment fonctionne votre école ?

– Elle accueille aujourd'hui six cents étudiants, formés dans les filières correspondant aux différents métiers techniques, et aussi à l'interprétation, à l'écriture de scénario et à la mise en scène – par exemple l'auteur et l'acteur principal de *Kohei's Race [en compétition à Orléans]* viennent de l'école. Un tiers des équipes de tournage qui travaillent au Japon sont composées d'anciens élèves. J'avais prévu de passer à la vitesse supérieure en créant une université de cinéma ; le projet a été ajourné, mais non annulé, après l'explosion de la « bulle » financière.

– Que s'est-il passé avec votre précédent projet ?

– C'était une histoire située, avant guerre, dans le quartier des plaisirs de Tokyo, qui devait s'intituler *Imagination à propos des fleurs de cerisier de Shinjuku*. C'était un film très cher, et le producteur n'est pas parvenu à trouver l'argent. Aujourd'hui, il faut demander les fonds à des entreprises (*Pluie noire* a été financé par une société pharmaceutique), et c'est devenu très dur. Le film que je prépare à la place, *le Médecin du foie*, sera meilleur marché, et j'ai bon espoir de réunir le financement pour commencer à tourner l'été prochain.

– Quel est le sujet de ce film ?

– L'histoire se déroule durant les derniers mois de la guerre, le personnage principal est un médecin de province qui découvre la multiplication subite des maladies de foie chez les Japonais à cette époque. Il y a aussi un prisonnier de guerre hollandais qui travaille comme bagnard aux aciéries voisines, et une jeune veuve de guerre qui, après s'être prostituée, devient infirmière dans le dispensaire du médecin. Le scénario est inspiré d'une nouvelle de l'écrivain Ango Sakaguchi, qui a aussi publié un *Traité de la déchéance*. C'est exactement de ça qu'il s'agit.

– Après avoir été un témoin très attentif et très critique de votre temps, pourquoi vous consacrer depuis dix ans à des sujets historiques ?

– Je trouve le monde d'aujourd'hui trop confus, je ne saurais plus quoi filmer. Pour comprendre le Japon actuel, je crois qu'il faut retourner dans le passé et descendre dans les profondeurs, souvent pas très ragoûtantes, de l'époque où est né le pays tel qu'il est aujourd'hui.

Le drame du Japon est qu'on y trouve belles les situations floues, on préfère laisser les questions sans réponses. Ainsi de l'époque de la guerre, qu'il s'agisse des atrocités commises dans les pays conquis ou de la prostitution organisée par l'armée [*sujet auquel Imamura a consacré deux films*], mais aussi des actuels scandales politiques, où tout le monde prend soin de rester à la surface des problèmes. C'est la même chose dans le domaine du cinéma : le système des studios n'a été que partiellement détruit, nous sommes restés dans une situation ambiguë. » ■



RÉGIS D'AUDEVILLE

Mitsuo Yanagimachi : « L'épuisement d'une ressource naturelle »

A la différence de leurs aînés, les plus intéressants parmi les réalisateurs des générations suivantes préfèrent braquer leur caméra sur leur époque. Ainsi Yanagimachi (quarante-sept ans), révélé en Occident par son troisième long-métrage, *les Feux de Himatsuri*. Même si cette attention à l'actualité prend parfois le pas sur la qualité de la réalisation, comme dans le dernier film de ce cinéaste, *About Love, Tokyo* (vu au Festival de Venise, et qui traite du sort des immigrés chinois au Japon), même si on éprouve souvent devant les écrans japonais l'impression que l'idée même du cinéma est en danger d'oubli face aux lois de la série TV et du *reality show*, les représentants de ce courant « engagé » (l'immigration et les tabous sur l'homosexualité paraissant pour l'instant les thèmes principaux) prouvent au moins une volonté de ne pas fermer les yeux.

« Comment sont produits vos films ?

– J'ai expérimenté toutes les méthodes : en indépendant absolu, au sein d'un studio, dans le cadre d'une coproduction internationale (un cauchemar) et, pour *About Love, Tokyo*, sous forme d'une coproduction entre ma petite société, la multinationale Pioneer et un riche particulier, avec le soutien d'une subvention du ministère de l'éducation nationale, qui venait d'être créée. Je ne suis satisfait d'aucune de ces solutions. Je suis réalisateur, j'aimerais me consacrer à la mise en scène, mais il est presque impossible de trouver un vrai producteur, alors je suis obligé de m'occuper de ces questions qui me fatiguent et ne m'intéressent pas.

– Vous considérez-vous comme un cinéaste engagé ?

– Je ne sais plus. J'ai été un activiste étudiant dans les années 60, ensuite je me suis rendu compte combien la politique réelle était inhumaine. Je ne crois plus que les politiciens puissent faire le bonheur des gens. Evidemment, mes films sont toujours inscrits dans des relations sociales, même s'ils n'ont pas une finalité politique, sinon de refuser d'obtempérer à ce proverbe japonais qui recommande de « mettre le couvercle sur les choses qui puent ». Je ne supporte pas ce genre d'hypocrisie, qui n'est pas particulière au Japon. Mais je crains que le cinéma ne soit plus assez puissant pour prétendre être engagé, au sens où il pourrait changer la société.

– Comment expliquez-vous cette faiblesse du cinéma ?

– Je crois que les pays de grande tradition cinématographique, le Japon mais aussi la France, la Russie, l'Italie, l'Allemagne (les Etats-Unis également, mais d'une façon différente), sont en déclin, leurs cinéastes ne savent plus quel film ils doivent réaliser. Peut-être est-ce l'époque et la société qui sont devenues non cinématographiques, comme si la matière même s'était usée, comme s'il y avait épuisement d'une ressource naturelle. Alors que dans des pays plus « jeunes » en ce domaine, tels que la Chine ou en Afrique, on voit que le regard d'un cinéaste, s'il est doué, trouve presque naturellement quoi filmer.

» Au Japon, nous vivons écrasés sous les grandes ombres d'Ozu et de Mizoguchi, que nous ne pouvons ni renier ni imiter. Ils étaient des génies, mais ils travaillaient aussi à une époque qui était véritablement propice au cinéma. C'est pourquoi leur exemple ne sert pas à grand-chose. Il faut inventer une manière de filmer qui corresponde à la fantastique accélération de l'actualité.

» Les cinéastes d'aujourd'hui ne se posent pas ce genre de question : j'ai assisté à un colloque à Venise où il n'était question entre réalisateurs du monde entier que de réglementations et de subventions. Le plus grave problème n'est pas là. Pourtant, je ne suis pas défaitiste. Il me suffit de voir *Stranger Than Paradise* de Jarmusch, *Bouge pas, meurs, ressuscite* de Kanevski ou *la Fille aux allumettes* de Kaurismaki pour me dire que des solutions existent. » ■



D.R.

Fumiki Watanabe : « Si ma femme est partie, si j'ai perdu ma maison... »

Malgré son patronyme de « Monsieur Tout-le-Monde » nippon et sa bonne bille rondouillarde, il incarne le résistant, le cas improbable et fascinant du solitaire qui pratique un cinéma de la survie, exigeant, passionnant – l'équivalent, dans des conditions encore plus difficiles, d'un Moretti en Italie, d'un Leduc au Mexique, d'un Monteiro au Portugal. A trente-neuf ans, Watanabe a réalisé trois films remarquables (*le Répétiteur*, 1987, *Home Made Movie*, 1989, *Zazambo*, 1991) où il fait tout – production, scénario, mise en scène, prise de vues, rôle principal, montage, musique et distribution, – dans et sur la petite ville de province où il habite et gagne sa vie en donnant des cours particuliers. Eclaireur d'une manière neuve de faire des films ou dernier représentant d'une espèce en voie de disparition ? De la réponse à cette question dépend peut-être l'avenir d'un cinéma qui ne serait pas seulement une usine à produits audiovisuels. Elle ne concerne pas seulement le Japon.

« Comment sont conçus vos films ?

– Ils s'inspirent de faits réels, auxquels j'ai été mêlés, dans la ville de Fukushima où j'habite. Les interprètes sont des amateurs, souvent les véritables protagonistes. Les deux premiers films étaient proches du documentaire pris sur le vif ; avec *Zazambo*, j'ai pu mieux maîtriser le style, mais il y a toujours une part importante d'improvisation, due aux conditions de tournage.

» *Zazambo* est aussi le premier film pour lequel j'ai reçu une aide financière de l'extérieur, du studio Shochiku, sur la foi du scénario. Lorsqu'ils ont vu le film terminé, ils n'ont pas voulu le sortir. Alors, pour leur racheter les droits de diffusion, j'ai hypothéqué ma maison et le petit terrain que je possédais, et avec l'argent des cours que je donne, je loue des salles de cinéma pour montrer le film. Les précédents n'ont pas eu de succès en salle, sauf dans la région de Fukushima, mais les droits vidéo ont rapporté un peu d'argent, ce qui me permet de continuer.

– Vous faites du cinéma politique ?

– La politique m'intéresse, j'ai participé aux mouvements étudiants des années 70, mais je ne crois pas que ce genre d'activisme puisse changer la société, et encore moins l'action terroriste. Je crois qu'il faut s'intéresser à la vie des gens, ne parler que de ce qu'on connaît bien, essayer d'expliquer ce qui se passe. J'ai appris le cinéma seul, en autodidacte, et je n'ai pas de théorie à son sujet, seulement l'enthousiasme, le besoin de filmer.

» Mes films montrent que, si le Japon a beaucoup changé en surface, les règles archaïques restent très fortes. Ce sont des lois non écrites qui assurent la survie des liens communautaires mais enferment les gens dans une morale répressive débouchant sur des tragédies, comme celles que j'ai montrées dans mes films. Ces phénomènes sont plus visibles en province que dans les grandes villes, où le vernis occidental recouvre mieux la réalité.

– Quels sont vos rapports avec les autres cinéastes japonais ?

– Je n'en ai pratiquement pas, je suis en conflit avec eux, je suis un marginal complet dans le cinéma japonais. Mon film *Home Made Movie* a reçu le prix de l'Association des réalisateurs *[il est présenté à ce titre à Orléans]*, mais j'ai été moi-même interdit d'adhésion à l'Association. Je voulais y entrer pour déboulonner Oshima. Je considère qu'en cessant de s'intéresser aux problèmes réels pour ne plus filmer que des questions personnelles il a été le fossoyeur du cinéma japonais, il a trahi l'esprit de Mizoguchi et d'Ozu et est devenu pour cela l'ennemi à abattre. En fait, ce sont surtout ses imitateurs les coupables, mais il a symbolisé cette dérive.

– Avez-vous un projet de film ?

– Je veux raconter l'histoire de mon grand-oncle, qu'on a appelé à l'époque « le vieux maître rouge » : il a été le premier moine bouddhiste à adhérer au Parti communiste japonais. Dans les années 10, il a lancé une bombe contre un des palais de Hirohito, alors prince héritier, ce qui lui valut d'être interné en hôpital psychiatrique. Cette histoire m'intéresse parce qu'elle concerne mes ancêtres, mais surtout parce que je ne l'ai apprise qu'il y a deux ans, ce qui prouve combien ce pays a le goût du secret, à quel point on y dissimule le passé. Le film ne sera pas une reconstitution d'époque, mais un film contemporain montrant la recherche difficile, aujourd'hui, d'événements historiques que tout le monde veut occulter. Malgré les apparences de démocratie, le système impérial domine encore le Japon, et tous les maux viennent de là.

– Cet isolement et ces difficultés matérielles ne sont-ils pas exagérément pénibles ?

– Je vais peut-être perdre ma maison, ma femme m'a quitté, je suis obligé de donner douze heures de cours particuliers par jour pour pouvoir produire mon nouveau film... Parfois je suis écrasé par le désespoir. Grâce au cinéma, je peux surmonter ces crises ; la manière dont je le pratique me permet de garder un lien avec les autres tout en restant solitaire – je suis un incurable timide. Le cinéma est le seul moyen dont je dispose pour essayer de réveiller les gens. » ■

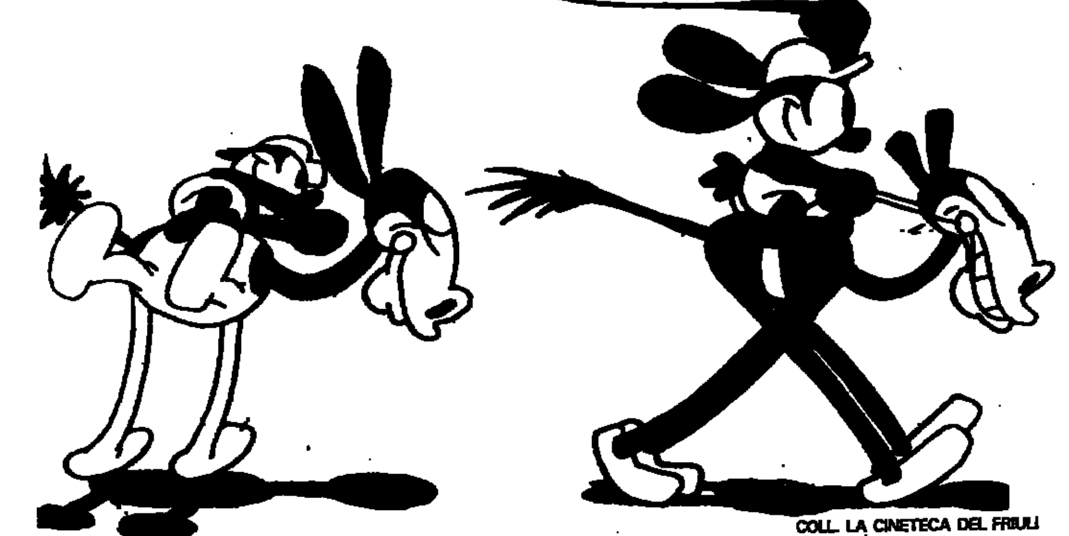
JEAN-MICHEL FRODON

CINÉMA

PORDENONE

Les Journées du cinéma muet

L'OR DU SILENCE



COLL. LA CINETECA DEL FRIULI

« The Fox Chase », de Walt Disney, 1928.

Ancêtre et pionnière de la reconquête du patrimoine cinématographique, Pordenone, petite ville italienne du Frioul où viennent de se dérouler les XIes Journées du cinéma muet, attire chaque année davantage d'aficionados. Cent vingt mille mètres de pellicule ont été projetés, des mélos flamboyants de Frank Borzage aux exploits animés du Disney des premiers âges, en passant par la copie teintée de « la Chute de la maison Usher » retrouvée chez un collectionneur japonais.

PORDENONE
correspondance

DANS *l'Adieu aux armes*, le roman de Hemingway porté à l'écran en 1932 par Frank Borzage, le lieutenant Frederich Henry (Gary Cooper) répond au major Rinaldi qui veut lui prêter de l'argent : *« Gardes-le. Tu en auras besoin. Il doit bien y avoir une Villa Rosa à Pordenone. »* Juste retour des choses : les organisateurs des onzièmes Giornate del cinema muto rendaient cette année hommage à Frank Borzage dans cette petite ville du Frioul qui est devenue pour les amateurs du cinéma muet ce qu'est Bayreuth pour les wagnériens.

Dans la salle vétuste du Théâtre Verdi (menacé de démolition), les films sont proposés sans restriction : deux cent quarante au total, représentant cent heures de projection, soit cent vingt mille mètres de pellicule, de 9 heures du matin à minuit pendant une semaine. Les Journées du cinéma muet ne sont pas seulement une cure pour gloutons optiques mais un lieu de rencontre essentiel qui a fait des disciples (« CinéMémoire » à Paris), une manifestation qui encourage la recherche de films perdus, stimule les archives du monde entier rivalisant désormais entre elles pour restaurer un patrimoine longtemps négligé, et permet la publication d'ouvrages savants sur les trente premières années du cinéma.

Ainsi, la décision de programmer une rétrospective des films de la société Eclair qui, dans les cinq années précédant la première guerre mondiale concurrença les deux grands de la production française, Pathé et Gaumont, a conduit les services des Archives du film de Bois-d'Arcy à entreprendre un ample programme de restauration. Elle a aussi amené la Cinémathèque néerlandaise, riche en primitifs français, à ouvrir ses collections.

Si la société Eclair elle-même, aujourd'hui spécialisée dans l'équipement et les laboratoires, n'a pas participé à cet effort, son représentant a pu constater l'ampleur d'une production qui allait des films scientifiques *(l'Ecrevisse, le Poisson-torpille)* aux comiques *(Gontran, Gavroche, Pétronille)*, du film social *(Gerval, le maître de forges)*, au drame bourgeois. Et surtout au serial inspiré par les feuilletons littéraires, que ce soit les aventures du détective Nick Carter ou surtout la série des *Zigomar* où ce criminel intrépide et immoral affronte le chef de la police Paulin Broquet, sous l'œil du réalisateur Victorin Jasset. Le succès commercial d'Eclair, même si les comiques ne rivalisaient pas avec Max Linder ni les serials avec le *Fantômas* de Feuillade, fut tel que la compagnie ouvrit des studios à Fort-Lee dans le New-Jersey, où travaillaient aussi bien Maurice Tourneur qu'Emile Cohl (1). Quant à la Gaumont, elle présentait à Pordenone un étonnant court-métrage en couleur de 1912, splendidement restauré, comme pour rappeler opportunément sa prééminence technique en ces temps lointains.

Autre découverte majeure à Pordenone : la collection Tomijiro Komiya. Dans un Japon qui ne s'est jamais beaucoup soucié de son passé cinématographique, le propriétaire d'un restaurant de Tokyo, amoureux fou des divas italiennes et de l'avant-garde française, a accumulé des trésors pendant les années 20. Inconnue de tous, sa collection fut confiée en 1988 au Musée d'art moderne de Tokyo qui a choisi les journées du cinéma muet pour les révéler à un public stupéfait. C'est ainsi que l'on a pu voir, dans des copies d'une qualité inégalée, *Gardiens de phare*, de Grémillon, *la Chute de la maison Usher*, d'Epstein, et *la Nuit de la Saint-Sylvestre*, de Lupu-Pick, avec leur teintage d'origine, l'éclat de leur noir et blanc et la virtuosité de leurs recherches esthétiques.

De même, toute histoire du cinéma d'animation ne saurait dorénavant ignorer les huit premières années de la production Walt Disney, cette période où un jeune homme ambitieux élaborait le caractère de son art. Ces films muets d'avant la naissance de Mickey témoignent d'une invention, d'un rythme et d'une impertinence qui contrastent avec la production tardive plus sucrée et amidonnée du futur oncle Walt. Si la vedette de son premier bestiaire fut le lapin Oswald, la star avait le visage d'une très humaine enfant, Virginia Davis (aujourd'hui sémillante vieille dame, présente à Pordenone), qui incarnait la petite Alice perdue au pays des merveilles des figures animées. Disney, plus de soixante ans avant *Roger Rabitt*, avait en effet mélangé les personnages réels et animés, pour créer une série de variations aussi poétiques que loufoques (2). Mais incontestablement, l'événement des Giornate fut la présentation de tout ce qui reste de l'œuvre muette de Frank Borzage, soit vingt-quatre films (complets ou en fragments) sur les cinquante qu'il a dirigés de 1915 à 1929.

Premier triomphateur aux Oscars en 1927 avec *l'Heure suprême*, classé meilleur cinéaste américain devant King Vidor et Lubitsch en 1928, lors d'une enquête auprès de cinquante réalisateurs hollywoodiens, Borzage fut admiré en France jusque dans les années 50 par des critiques aussi différents que le communiste Georges Sadoul, le catholique Henri Agel et le surréaliste Ado Kyrou, séduits par son attention aux personnages humbles, ses élans spiritualistes et sa peinture de l'amour fou. Vue dans son ensemble et en perspective (épreuve souvent fatale aux films qui ne vivent que dans le souvenir), l'œuvre justifie une telle réputation.

Le père de Borzage (prononcer Borzagui) était originaire de Trente à quelque 300 kilomètres de... Pordenone. Ouvrier dans la construction, il émigra aux Etats-Unis et s'installa dans la région de Salt-Lake-City. Elevé dans une famille de quinze enfants, le jeune Borzage (de son vrai nom Borzaga) allait devenir le premier grand réalisateur italo-américain, avant Capra (3). Acteur de théâtre à quatorze ans, il débute au cinéma comme jeune premier à dix-neuf ans en 1913, avant de se diriger lui-même dans une série de westerns deux ans plus tard. Le cinéma, art jeune, accueillait alors volontiers des débutants précoces, mais la maturité de Borzage n'en frappe pas moins dans ces bandes réalistes *(The Pitch o'Chance, Until they Get Me)* où l'humour, l'importance accordée aux détails, la vivacité des interprètes annoncent déjà les chefs-d'œuvre futurs.

Son premier coup de maître est *Humoresque*, en 1920, situé dans le ghetto du Lower-East-Side de New-York. Ce film, qui le fera remarquer par la critique, est déjà dominé par un personnage de mère, dont l'amour pour son fils inspire particulièrement le metteur en scène. La rétrospective a permis de corriger une vision trop unilatérale de son œuvre. Il est certes le maître du mélodrame, le Puccini de l'écran, mais il excelle aussi dans la comédie dont les éléments (différences de classes, problèmes sentimentaux, malentendus) sont souvent ceux du mélo, mais inversés, vus sous un autre jour. Dans *The Circle* (1925), par exemple, d'après une pièce de Somerset Maugham, Borzage fait preuve d'un rythme et d'une précision quasi lubitschiens dans son évocation des infidélités conjugales. Et *Lazybones* (1925) mêle humour et drame dans un cadre champêtre, avec le portrait d'un paresseux invétéré qui s'éprend de sa fille adoptive. Maître de la caractérisation des personnages et de la direction d'acteurs, Borzage parvient à éviter l'emphase ou le pathos appuyé dans ses mélodrames qui sont tous marqués par l'absence et le passage du temps. *Secrets* (1924) et *The Lady*, (1925) commencent par la vieillesse d'une femme pour évoquer ensuite les souvenirs des épreuves qu'elle a endurées : vicissitudes du couple ou séparation d'un enfant.

L'amour, bien entendu, reste le meilleur rempart contre l'usure des années et les souffrances de la vie. Dans *l'Heure suprême* (1927), Chico, parti à la guerre et tenu pour mort au combat, communique par télépathie, chaque jour à la même heure, avec sa bien-aimée. Dans *Lucky Star* (1929), un homme blessé sur le front de 1914 et resté paralysé (les séquelles de la Grande Guerre sont omniprésentes dans l'œuvre de Borzage) retrouve l'usage de son corps en présence de la femme de sa vie. Dans *la Femme au corbeau* (1928), John, mort de froid dans la neige, retrouve le souffle vital lorsque Rosalee lui avoue enfin son amour pour lui. Ces trois derniers films, auxquels il faut ajouter *l'Ange de la rue* (1928), marquent l'apothéose du cinéaste. Ils confirment que le cinéma muet est la seule forme artistique à n'avoir pas connu de déclin, stoppé qu'il fut, à l'arrivée du parlant, en plein épanouissement esthétique.

Chez Borzage, la beauté plastique des plans, la science des éclairages, la complexité des mouvements d'appareil (dans *l'Ange de la rue)* ont la force de la musique qui accompagne les livrets des drames lyriques. Ses histoires de régénération spirituelle (Borzage franc-maçon est néanmoins fortement marqué par l'esprit religieux) nous touchent encore aujourd'hui. Le prétexte littéraire est sans cesse transcendé par la magie du style et les vibrations de comédiens hors pair, en particulier Janet Gaynor et Charles Farrell, ses interprètes fétiches. L'exergue de *l'Ange de la rue* nous avertit : *« Partout, dans chaque ville, nous passons sans les remarquer devant des âmes qu'ont grandies l'amour et l'adversité. »* C'est le génie de Frank Borzage de les avoir fait exister.

MICHEL CIMENT



COLL. HERVÉ DUMONT

Janet Gaynor et Charles Farrell : « l'Heure suprême », 1927.



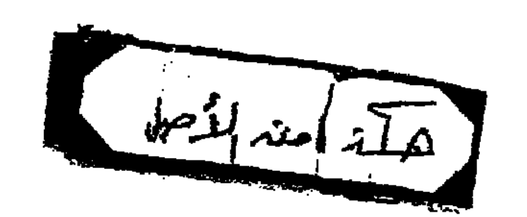
COLL. GEORGES EASTMAN HOUSE FILMS STILLS

Mary Duncan et Charles Farrell : « la Femme au corbeau », 1928.

(1) L'Association française de recherche sur l'histoire du cinéma a consacré le nº 12 de sa revue, *1895*, à Eclair, 1907-1918. Le Musée d'Orsay reprendra bientôt la rétrospective de Pordenone.

(2) Sur les films muets de Walt Disney, lire *Walt Disney in Wonderland*, publié en édition bilingue (anglais-italien) par les Giornate del cinema muto et Edizioni Biblioteca dell'Immagine.

(3) Sur Borzage, on pourra lire la monumentale biographie critique d'Hervé Dumont qui sera publiée en avril1993 par la Cinémathèque française, à l'occasion d'une rétrospective complète (muet et parlant) de l'œuvre du réalisateur.



LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

CINÉMA

Tous les films nouveaux

Les Amies de ma femme

de Didier Van Cauwelaert,
avec Michel Leeb, Christine Boisson, Dominique Lavanant, Catherine Arditi, Françoise Dorner, Nadia Farès.
Français (1 h 30).

Albert ne supporte pas les nombreuses amies de son épouse, jusqu'au jour où, dans les ennuis et lâché par ses propres copains, celles-ci viennent à sa rescousse.

Forum Horizon, handicapés, 1er (45-08-57-57 36-65-70-83) ; Rex, 2e (42-36-83-93 36-65-70-23) ; U. G. C. Odéon, 6e (42-25-10-30 36-65-70-72) ; U. G. C. Montparnasse, 6e (45-74-94-94 36-65-70-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 36-65-71-88) ; U. G. C. Biarritz, 8e (45-62-20-40 36-65-70-81) ; Paramount Opéra, handicapés, 9e (47-42-56-31 36-65-70-18) ; U. G. C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 36-65-70-84) ; U. G. C. Gobelins, 13e (45-61-94-95 36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 36-65-71-44).

Les Blancs ne savent pas sauter

de Ron Shelton,
avec Wesley Snipes, Woody Harrelson, Rosie Perez, Tyra Ferrell, Cylk Cozart, Kadeem Hardison.
Américain (1 h 55).

Du basket de rue pratiqué par deux arnaqueurs comme guide pour une exploration lucide et tonique des villes américaines d'aujourd'hui.

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Hautefeuille, handicapés, dolby, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (43-59-92-82) ; Gaumont Parnasse, handicapés, dolby, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
VF : Pathé Français, dolby, 9e (47-70-33-88) ; Gaumont Gobelins (ex Fauvette), 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14e (36-65-75-14) ; Montparnasse, dolby, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

C'est arrivé près de chez vous

de Rémy Belvaux,
André Bonzel,
Benoît Poelvoorde,
avec Benoît Poelvoorde, Jacqueline Poelvoorde Pappaert, Nelly Pappaert, Hector Pappaert, Jenny Drye, Malou Madou.
Belge, noir et blanc (1 h 35).
Interdit – 12 ans.

Faux reportage mais vrai exercice de provocation potache, *la chronique d'un* tueur stakhanoviste accompagné dans ses activités par une équipe de film.

Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; U. G. C. Rotonde, 6e (45-74-94-94 36-65-70-73) ; U. G. C. Champs-Elysées, handicapés, 8e (45-62-20-40 36-65-70-88) ; U. G. C. Opéra, 9e (45-74-95-40 36-65-70-44) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-47-94).

Cerro Torre

de Werner Herzog,
avec Vittorio Mezzogiorno, Mathilda May, Stefan Glowacz, Donald Sutherland, Brad Dourif, Al Waxman.
Franco-allemand-canadien (1 h 32).

Le récit de la périlleuse ascension d'une montagne « impossible », filmée par un cinéaste adepte des expériences limites.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3e (42-71-52-36) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (45-80-77-00) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

La Chasse aux papillons

d'Otar Iosseliani,
avec Narda Blanchet, Pierrette Pompom Bailhache, Alexandra Tcherkassoff, Thamar Tarassachvili, Alexandra Liebermann, Lilia Ollivier.
Français (1 h 55).

Un marabout-bout de ficelle de situations burlesques et nostalgiques, une plongée attendrie et attentive dans la province d'aujourd'hui et les rêves du passé, un film friandise long en bouche, truffé de comédiens succulents.

Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11e (43-57-90-81).

City of Hope

de John Sayles,
avec Vincent Spano, Tony Lo Bianco, Joe Morton, John Sayles, Angela Bassett, David Strathairn.
Américain (2 h 05).

Les chemins entrecroisés d'une dizaine de personnages dessinent un portrait d'une ville américaine d'aujourd'hui.

VO : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 36-65-75-08) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20).

Spetters

de Paul Verhoeven,
avec Renée Soutendijk, Rutger Hauer, Jeroen Krabbe, Toon Agterberg, Maarten Spanjer, Hans Van Tongeren.
Hollandais (1 h 50).
Interdit - 12 ans.

La triste histoire de trois jeunes motards qui se découvriront un destin bien éloigné de leurs rêves d'équipée sauvage.

VO : Accatone, 5e (46-33-86-86).

Sélection

Agantuk le visiteur

de Satyajit Ray,
avec Utpal Dutt, Mamata Shankar, Deepankar De, Bikram Bhattacharya, Dhritiman Chatterjee, Rabi Ghosh.
Indien (2 h).

Ironique et lucide, Satyajit Ray faisait un *enchantement de* cette *histoire* d'un parent inconnu qui débarque dans un intérieur bourgeois : son ultime film, son ultime chef d'œuvre.

VO : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

Antigone

de Danièle Huillet,
Jean-Marie Straub,
texte de Bertolt Brecht,
avec Astrid Ofner, Ursula Ofner, Hans Diehl, Kurt Radeke.
Franco-allemand (1 h 40).

A travers l'un des plus belles histoires *jamais contées, l'exemplaire transforma*tion d'un texte de théâtre antique en cinéma contemporain.

Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

Le Chêne

de Lucian Pintilie,
avec Maia Morgenstern, Razvan Vasilescu, Victor Rebengiuc, Dorel Visan.
Roumain (1 h 45).

Le formidable éclat de vie d'une virée à travers la Roumanie abrutie de *totalitarisme par une jeune femme rebelle qui* trouve un allié en la personne d'un toubib anticonformiste.

VO : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

Et la vie continue

d'Abbas Kiarostami,
avec Farhad Kheradmand, Puya Paevar, les habitants de Roudhar, Rostamabad.
Iranien (1 h 31).

De la *quête d'un réalisateur et de son* fils partis à la recherche de deux enfants parmi les victimes d'un tremblement de terre, Kiarostami fait un extraordinaire *chant de vie, une merveille de film.*

VO : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

Impitoyable

de Clint Eastwood,
avec Clint Eastwood, Gene Hackman, Morgan Freeman, Richard Harris, Jaimz Woolvett, Saul Rubinek.
Américain (2 h 10).

L'apocalypse du western et des valeurs *américaines filmée* par la caméra rigoureuse et lyrique d'un grand cinéaste nommé Eastwood.

VO : Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (43-59-92-82) ; Escurial, dolby, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Grand Pavois, dolby, 15e (45-54-46-85).

In the Soup

d'Alexandre Rockwell,
avec Seymour Cassel, Steve Buscemi, Jennifer Beals, Jim Jarmusch, Carol Kane.
Américain (1 h 33).

Les tribulations narcissiques et rigolotes d'un jeune réalisateur new-yorkais qui s'acoquine avec un vieux truand sympa pour faire son premier film.

VO : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 36-65-70-43) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

L. 627

de Bertrand Tavernier,
avec Didier Bezace, Jean-Paul Comart, Charlotte Kady, Jean-Roger Milo, Nils Tavernier, Philippe Torreton.
Français (2 h 25).

Un film noir bourré de rebondissements qui est aussi une chronique attentive de la vie quotidienne d'une brigade stups, c'est le tour de force du film de Tavernier.

Forum Orient Express, handicapés, 1er (42-33-42-26 36-65-70-67) ; Bretagne, 6e (36-65-70-37) ; George V, 8e (45-62-41-46 36-65-70-74) ; U. G. C. Opéra, dolby, 9e (45-74-95-40 36-65-70-44) ; U. G. C. Gobelins, 13e (45-61-94-95 36-65-70-45) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14).

Les Nuits fauves

de Cyril Collard,
avec Cyril Collard, Romane Bohringer, Carlos Lopez, Corine Blue, Claude Winter, René- Marc Bini.
Français (2 h 10).
Interdit - 12 ans.

A fond les manettes et sans ceinture de sécurité, Cyril Collard fonce dans son histoire d'amours, de tendresses, de solitudes. *En danger de mort? Peut-être,* mais à la vitesse de la vie.

Gaumont Les Halles, dolby, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 36-65-71-33) ; Gaumont Gobelins (ex Fauvette), 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14e (36-65-75-14) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, handicapés, dolby, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

La Petite Amie d'Antonio

de Manuel Poirier,
avec Hélène Foubert, Sergi Lopez, Florence Giorgetti, Corine Darmon, Guy-Pierre Mineur, Laurent Arnal.
Français (1 h 45).

Par touches, avec justesse et dureté, Poirier *dessine* un portrait de jeune femme au présent, sans céder à aucun des pièges du romanesque. Voilà comment on fait d'un premier film une bonne surprise.

14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

Simple Men

de Hal Hartley,
avec Robert Burke, William Sage, Karen Sillas, Elina Löwensohn, Martin Donovan, Mark Chandler Bailey.
Américain (1 h 44).

Deux frères que rien ne rapproche partent ensemble à la recherche de leur père évadé, deux filles dissemblables se trouvent sur leur chemin malgré eux, malgré elles, c'est la machine paradoxale et réjouissante fabriquée en finesse par le très nécessaire petit jeune du cinéma américain.

VO : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; La Bastille, handicapés, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Gobelins (ex Fauvette), 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

Un louveteau parmi les hommes

de Talgat Temenov,
avec Aykyn Kalykov, Nouroumjan Ikhtymbaiev, Botagoz Nourlybaleva, Biken Rimova.
Kazakh (1 h 44).

Parce qu'il n'a aucune idée des recettes standard d'un film pour enfants, Temenov fait simplement un film, avec des hommes, des *enfants,* des *montagnes* et des bestioles, et c'est très bien ainsi.

VF : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

Une vie indépendante

de Vitali Kanevski,
avec Pavel Nazarov, Dinara Droukarova, Toshihiro Vatanabe, Elena Popova, Liana Jvania.
Franco-russe (1 h 37).

Poursuivant le récit halluciné de son enfance au fond de l'enfer *stalinien,* Kanevski se fait plus dur, plus sec que dans *Bouge pas, meurs, ressuscite* pour frayer une voie vers une lueur d'espoir.

VO : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 36-65-70-43).

Festivals

Hommage à Maurice Pialat

La Maison méditerranéenne de l'image de Marseille met Maurice Pialat à l'honneur dans un cycle « la vérité de la caméra » avec une intégrale de son œuvre de cinéma, de *l'Enfance nue* (1968) à *Van Gogh* (1991), sans oublier les courts-métrages inédits du cinéaste tournés en 1965 et 1966.

Jusqu'au 10 novembre à la Maison méditerranéenne de l'image 2, rue de la Charité, Marseille. Tél. : 91-56-08-09.

« La femme au pouvoir » à Pessac

Pour sa troisième édition, le Festival international du film d'histoire de Pessac *réunit cinéastes et historiens autour* d'un thème évocateur : « La femme au pouvoir ». Impératrices, femmes fatales, reines ou veuves joyeuses, la place de la *femme dans le cinéma* et l'histoire est revue et corrigée au fil d'une quarantaine de films, de *l'Ange bleu* à *la Reine Christine* en passant par *Casque d'or*, et *de rencontres autour de quatre thèmes* : « La longue marche », « La conquête des pouvoirs », « L'excellence au féminin », « Les souveraines ».

Jusqu'au 8 novembre. Tél. : 56-46-25-43.

L'Europe en courts

Fidèle à sa tradition, le septième Festival de Brest présente une compétition européenne de films courts avec une quarantaine de productions des pays de la CEE. Parallèlement sont prévues des soirées à thème consacrées à la danse, à Pabst avec *Loulou*, et des séances spéciales (« après minuit », « strange movies » et « road movies »).

Jusqu'au 8 novembre au Quartz de Brest. Tél. : 98-80-25-24.

Les compères : Blake et Richard

En complément à la réédition en copie neuve de *Victor Victoria*, de Blake Edwards, à l'Action Ecoles, le cinéma Action Christine présente plusieurs autres films d'Edwards (*That's Life, The Party, Meurtre à Hollywood, Boire et déboires*), couplés avec d'autres comédies signées Richard Quine (*l'Inquiétante dame en noir, Une vierge sur canapé* et *l'Adorable voisine*).

Jusqu'au 10 novembre à l'Action Christine (6e). Tél. : 43-29-11-30.

La mémoire retrouvée

En association avec CinéMémoire, le Passage du Nord-Ouest propose une *manifestation intitulée « Retour de flamme »* : projections de films rarissimes, restaurés par le collectionneur Serge Bromberg. A voir : *Cœur d'artiste, Gendarmes et voleurs, Jazz Hot* et des inédits dont parfois jusqu'au titre ou l'auteur restent ignorés.

Du 5 au 15 novembre au Passage du Nord-Ouest, 13, rue du Faubourg-Montmartre Paris 9e. Tél. : 47-70-81-47.

Images d'Afrique à Valbonne

Après une première édition consacrée au *cinéma soviétique*, le festival *Cinéma* d'ailleurs de Valbonne poursuit son exploration des cinémas du monde et se penche cette année sur l'Afrique noire. Au *programme, deux films-phares* des années 80, *Yeelen* de Souleyman Cissé et *Yaaba* d'Idrissa Ouedraogo, mais aussi le prometteur *Laafi de* Pierre Yameogo... Et également une exposition de photographies et des débats avec les réalisateurs.

Jusqu'au 7 novembre à la salle des fêtes de Valbonne. Tél. : 93-12-91-88.

Séance spéciale
Le Cuirassé Potemkine à l'Opéra

Dans le cadre du Festival d'Automne à Paris, l'Opéra-Bastille se transforme en salle de projection et accueille pour un *soir la version restaurée du chef-d'œuvre* muet d'Eisenstein de 1926, *le Cuirassé Potemkine*. Mark Andréas, qui a reconstitué l'accompagnement musical du film composé par le chef d'orchestre berlinois Edmund Meisel, dirige pour l'occasion la Südwestfalische Philharmonie. *La séance sera présentée* par le responsable de la restauration, Enno Patalas.

Le 8 novembre à 18 heures dans la grande salle de l'Opéra de Paris Bastille. Location : 42-96-96-94.

La sélection « Cinéma » a été établie par Jean-Michel Frodon

Les entrées à Paris

Cette semaine à deux vitesses (congés scolaires favorables à la fréquentation jusqu'à dimanche soir, puis assoupissement les deux derniers jours) s'achève sur un bilan en demi-teinte. Les chiffres globaux sont inférieurs à ceux de la période correspondante de l'an dernier, mais mieux répartis sur un nombre plus important de titres. Pourtant, parmi les sept nouveaux films se disputant les faveurs du public, cinq font à peine de la figuration, dont *Olivier, Olivier* et *Isabelle Eberhardt* qui nourrissaient quelques ambitions commerciales.

Parmi ces nouveaux venus, *Wayne's World* domine avec 70 000 entrées en 31 salles, devant *l'Inconnu dans la maison* qui, malgré Belmondo et huit écrans de plus, n'intrigue que 60 000 spectateurs. Mais le grand champion reste, comme prévu, *la Belle et la Bête*, à plus de 180 000 entrées, soit près de 350 000 en quinze jours. Deux autres films parviennent à proximité du seuil des 100 000 cette semaine : le grand vaisseau de *1492* a trouvé la bonne brise, qui lui permet de filer vers les 440 000 en trois semaines – et deux jours, – tandis que *Jeux de guerre* fait encore mouche en deuxième semaine pour atteindre un total de quelque 220 000.

Et, à sa mesure, les Nuits fauves exécute un joli parcours avec plus de 80 000 entrées en quinze jours dans seulement quinze salles, augmentant son score hebdomadaire *en deuxième semaine*, tandis que *la Cité de la joie* poursuit sa course et approche les 300 000 en cinquième semaine. Légère déception, en revanche, avec *Max et Jérémie* qui, tout en parvenant à un honorable score de 165 000 en trois semaines, n'atteint pas complètement l'audience qu'il pouvait espérer. A noter, enfin, le premier anniversaire de la présence à l'écran d'un des plus beaux films de l'an dernier, *Van Gogh*, qui aura totalisé 372 000 entrées en un an.

LA SÉLECTION

THEATRE

Spectacles nouveaux

500 mètres carrés d'expression libre

d'Eudes Renant,
mise en scène de l'auteur,
avec Frédéric Bault, Jean-Jacques Charrière, Patrick Mancini et Philippe Riou.

Ils sont quatre, ils vont œuvrer ensemble.

Théâtre des Malassis, 36, rue Pierre-Curie, 93006 Bagnolet. A partir du 6 novembre. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 21 heures, le dimanche à 16 heures. Tél. : 43-63-51-71. De 40 F à 80 F.

Avatar

de Théophile Gautier,
mise en scène de Thierry Atlan,
avec Ariane Fazzuoli, Yumi Fujimori, Emmanuelle Nataf, Pierre Poirot, Alain Rais et Michel Trillot.

Une histoire fantastique, pleine d'exotisme, de philtres magiques, d'envoûtements. Les délires gothiques de Théophile Gautier.

Dix-Huit Théâtre, 16, rue Georgette-Agutte, 18e. A partir du 9 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 42-26-47-47. 70 F et 100 F.

Le Banc

d'Hervé Lebeau,
mise en scène de Tara Depré,
avec Marie-Hélène Raulin et Hervé Lebeau.

Deux amoureux sur un banc public, dansent, parlent, chantent, et enchantent. Prix Révélation au Festival de Cannes (celui des performances d'acteurs).

Passage du Nord-Ouest, 13, rue du Faubourg-Montmartre, 9e. A partir du 6 *novembre*. Du *mardi* au samedi à 20 heures. Tél. : 47-70-81-47. 110 F.

Le Chevalier d'Olmedo

de Lope de Vega,
mise en scène de Lluis Pasqual,
avec Jean-Marc Barr, Jean-Michel Dupuis, Evelyne Istria, Isabelle Candelier, Patricia Dinev, Violeta Ferrer, Christian Cloarec, Francis Frappat, Nicolas Pignon.

L'amour obsessionnel d'un chevalier qui va mourir. Créé à la Cour d'honneur au dernier Festival d'Avignon, le spectacle se recentre et s'adapte à l'intimité d'un théâtre à l'italienne.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6e. A partir du 10 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 43-25-70-32. De 30 F à 150 F.

Les Diablogues

de Roland Dubillard,
mise en scène de Catherine Marnas,
avec Marc Betton et Philippe Morier-Genoud.

« Des petits spectacles représentaient sans sucre, sans eau, sans verre, un morceau de sucre qui fond dans un verre d'eau ». Entre absurde et surréalisme : Dubillard, par deux comédiens de Lavaudant.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93008 Bobigny. A partir du 10 novembre. Du *mardi* au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-31-11-45. De 95 F à 125 F.

Dieu aboie-t-il ?

de François Boyer,
mise en scène de Maria David,
avec Bénédicte La Capria, Philippe Despré et Xavier Voruz.

Comment une prophétesse parvient à séduire et convaincre un policier ultra-cartésien, et ce qui en advient.

Espace Procréart, 35, rue Léon, 18e. A *partir du 10 novembre. Du mardi au* samedi à 20 h 30. Tél. : 42-52-81-16. 70 F et 90 F.

Djurdjura

de François Bourgeat,
mise en scène de Jean-Louis Jacopin,
avec Agnès Adam, Carine Baillod, Yves Beauget, Pascale Chemin, Elise Dubroca.

Retour sur les cicatrices mal fermées causées par la guerre d'Algérie. Souvenirs de jours affreux. Pour comprendre.

Théâtre Ouvert-Jardin d'hiver, 4 *bis*, cité Véron, 18e. A partir du 6 novembre. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 21 heures, le samedi à 16 heures. Tél. : 42-62-59-49. 75 F et 95 F.

Exécuteur 14

d'Adel Hakim,
mise en scène de l'auteur,
avec Jean-Quentin Châtelain.

La guerre du Liban, les guerres, toutes civiles ou non. La furie humaine.

Théâtre Gérard-Philipe, 59, bd Jules-Guesde, 93066 Saint-Denis. A partir du 4 novembre. Du mardi au dimanche à 20 h 45. Tél. : 42-43-00-59. De 40 F à 100 F.

La Force de l'habitude

de Thomas Bernhard,
mise en scène d'Isabelle Guyon,
avec Gérard Launay, Djamel Afnai, Michèle Fesquier, Virginie Michel et Isabelle Thèse.

Pourquoi ce directeur de cirque tient-il tellement à ce que ses clowns jouent *la Truite* de Schubert (Francis Blanche s'était déjà penché sur une semblable obsession dans une chanson célèbre).

Maison de quartier Saint-Christophe, près de la gare, 95127 Cergy. A partir du 7 novembre. Le samedi à 21 heures. Tél. : 30-38-49-17. 50 F et 70 F.

Maître Puntila et son valet Matti

de Bertolt Brecht,
mise en scène d'Alain Mollot,
avec Jacques Alric, François Frapier, Kamel Basli, Véronique Chiloux, Isabelle Labrousse.

Etranges relations maître-valet entre un patron généreux quand il est ivre et un domestique cynique. La morale de l'histoire est que l'eau et l'huile jamais ne se mélangeront.

Théâtre Romain-Rolland, 18, rue Eugène-Varlin, 94076 Villejuif. A partir du 4 novembre. Du jeudi au samedi à 20 h 30. *Matinée, mercredi et dimanche* à 15 heures. Tél. : 47-26-15-02. De 25 F à 95 F.

Mortadela

d'Alfredo Arias,
avec Marilu Marini, Haydé Alba, Alma Rosa, Pilar Rebollar, Adrianna Pegueroles, Martine Lepage, Jacintha, Federico y Andrea, Didier Guedj et Oscar Sisto.

Après Montmartre et La Cigale, Alfredo Arias reprend sur la rive gauche le fil de ses souvenirs. Avec en plus des danseurs de tango qui rêvent de Broadway et un carnaval insensé. Souvenirs en musique, toujours. Promenade fantasmagorique, émouvante, drôle et jolie. Irrésistiblement séduisante.

Montparnasse, 31, rue de la Gaîté, 14e. A partir du 10 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi à 17 h, dimanche à 15 h. Tél. : 43-22-77-74. Locathea : 42-72-48-48.

Misère

de Landu Mayamba Mbuya,
mise en scène de Michel Faure,
avec Katanga Mupey, Kulumbi Nsin Mbwelia, Diana Landa.

Présentés par le Festival des Francophonies métissées, voici trois clochards africains, en proie à la nostalgie.

Beaunord Centre Wallonie-Bruxelles, 46, rue Quincampoix, 4e. A partir du 4 novembre. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-71-26-16. 70 F et 100 F.



« Mortadela », d'Alfredo Arias au Théâtre Montparnasse.

AGNES COURRAULT/ENGUERAND

Mystification ou les Catins de M. Diderot

d'après Diderot,
mise en scène de Jacques Weber,
avec Jean-François Balmer, Christine Murillo, Pierre Gérard, Cécile Paoli et Agnès Regolo.

Deux textes, dont l'un raconte comment Diderot arrive à récupérer auprès d'une demoiselle superstitieuse des portraits compromettants. Dans le second, au cours d'une conversation avec une jeune mère toujours enceinte, il professe une morale athée.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16e. A partir du 5 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 1 h 45. De 25 F à 140 F.

Ordinaire et disgracié

de Claude Mollet,
mise en scène d'Hervé Pierre,
avec Andrée Tainsy, Clotilde Mollet, Gilles Privat, Philippe Lehembre et, en alternance, Marie Gernigon, Rebecca Luyendyjk, Pascal Grull et Hugo Ouhioun.

Souvenirs d'une femme ordinaire, qui élève son petit-fils, lequel est « disgracié ». L'histoire n'est pas pour autant sinistre, et la distribution est de tout premier ordre.

Bastille, 76, rue de la Roquette, 11e. A partir du 4 *novembre*. Du mardi au samedi à 21 heures. *Matinée dimanche* à 17 h 30. Tél. : 43-57-42-14. De 55 F à 100 F.

Paris

Douce

de Dostoïevski,
mise en scène d'André Oumanski,
avec Marie Cuvelier, Frédérique Ruchaud, Claude Petit et André Oumanski.

Une vie de malheur et d'amour.

***Lucernaire Forum, Centre national d'art* et d'essai, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, 6e. Du lundi au samedi à 21 h 30. Tél. : 45-44-57-34. De 71 F à 140 F.**

Eh Joe !

de et avec Kapela Mulumba.

De l'immigraton à la prison et vice versa : quelques sketchs pour parler du quotidien de l'exclusion.

Berry-Zèbre, 63, bd de Belleville, 11e. Du mardi au samedi à 19 heures. Tél. : 43-57-51-55. Durée : 1 heure. De 40 F à 50 F.

Les Euménides

d'Eschyle,
mise en scène d'Ariane Mnouchkine,
avec Simon Abkarian, Duccio Bellugi, Juliana Carneiro da Cunha.

Voilà enfin la quatrième partie de la saga des Atrides, que le Théâtre du Soleil a rodée et fait triompher en France, en Angleterre, à Montréal et à New-York. Oreste est pardonné, le temps de la vengeance n'est plus, voici venir celui du droit sinon de la justice. Naturellement, la pièce se donne en alternance avec Iphigénie, Agamemnon, et les Choéphores.

Cartoucherie-Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvre, 12e. Le vendredi à 19 h 30, le dimanche à 13 heures. Tél. : 43-74-24-08. De 135 F à 300 F.

Légendes de la forêt viennoise

d'Odon von Horvath,
mise en scène d'André Engel,
avec Jean-Luc Bideau, Pascal Bongard, Jacques Bonnafé, Rémy Carpentier, Christiane Cohendy, Yann Collette, Nathalie Dorval, Françoise Grandcolin, Jacques Nolot, Michèle Oppenot, Jacques Pieiller, Nathalie Richard et Stéphane Peccoux (musicien).

Tableau d'une corruption souterraine des esprits, sous forme de mélo échevelé.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93008 Bobigny. Du mardi au dimanche à 20 h 30. Tél. : 48-31-11-45. De 95 F à 125 F.

Macbett

d'Eugène Ionesco,
mise en scène de Jorge Lavelli,
avec Claude Aufaure, Michel Aumont, Christian Bouillette, Gilles *Gaston-Dreyfus, Jean-Claude Jay, Isabel* Karajan, Gérard Lartigau, Xaveir Percy, Sylvain Thirolle et Maria Verdi.

Obsédé par les dictatures et le culte de la personnalité qui va avec, Ionesco s'est servi de Shakespeare un peu comme l'avait fait Jarry pour *Ubu*. Lavelli allège sensiblement la rhétorique et en tire un spectacle corrosif autant que drôle.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à *15 h 30. Tél. : 43-66-43-60. De 90 F à* 140 F.

Molly Bloom

de James Joyce,
mise en scène de Jean-Michel Dupuis,
avec Hélène Vincent.

Le monologue d'une femme de tempérament, création d'un écrivain subversif, par une comédienne remarquable.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92050 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 46-14-70-00. De 25 F à 130 F.

Oh les beaux jours

de Samuel Beckett,
mise en scène de Pierre Chabert,
avec Denise Gence et Guy Cambreleng.

La grande Denise Gence reprend l'ombrelle et le petit chapeau de Winnie, et s'enfonce orgueilleuse et desespérée dans la mort comme dans la vie.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée, samedi et dimanche à 16 heures. Tél. : 43-66-43-60. De 90 F à 140 F.

Régions

Appartement témoin

de Gilberte Tsaï,
mise en scène de l'auteur,
avec Aka N'Dah et Shi Kelong.

Avant de venir au Festival d'Automne Gilberte Tsaï présente son nouveau spectacle à Strasbourg.

Le Maillon, 13, place André-Maurois, 67482 Strasbourg. Les lundi, mardi, vendredi, samedi et dimanche à 20 h 30. Tél. : 88-27-61-81. 80 F et 100 F.

La Cerisaie

d'Anton Tchekhov,
mise en scène de Stéphane Braunschweig,
avec Pierre-Alain Chapuis, Olivier Cruveiller, Claude Duparfait, Jean-Marc Eder, Yedward Ingey, Chantal Lavalée, Flore Lefebvre des Noettes, Léon Napias, Louis-Guy Paquette, Anastassia Politi, Alexandre Sciciuna et Agnès Sourdillon.

Tchekhov toujours, relu, revu, repensé par un metteur en scène et des comédiens qui n'ont pas trente ans. Mais qui savent.

Le Grand Huit-Théâtre national de Bretagne, 1, rue Helier, 35238 Rennes. Le mercredi à 19 heures, les jeudi et vendredi à 20 h 30. Tél. : 99-30-88-88. De 50 F à 100 F.

La Dispute

de Marivaux,
mise en scène de Stanislas Nordey.

Avant de venir au TGP de Saint-Denis, Stanislas Nordey rode la nouvelle mise en scène d'un spectacle convulsif sur les désarrois de la jeunesse.

***Salle Beaurepaire, 12, bd Gaston-Dumesnil*, 49007 Angers. Le mercredi à 20 h 30, le jeudi à 19 h 30. Tél. : 41-87-80-80. 70 F et 95 F.**

La Magie sans magie

de Lambert,
mise en scène de Jean-Marie Villégier,
avec Denis Manuel, Didier Niverd, Raphaëlle Gitlis, Dominique Charpentier, Sylvie Moussier, Philippe Bérodot, Marc Slemiatycki et Olivier Werner.

Jean-Marie Villégier poursuit son exploration d'un théâtre « préclassique », autant dire méconnu.

Théâtre national, 1, rue André-Malraux, 67482 Strasbourg. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le mercredi à 19 h 30. Tél. : 88-35-44-52. De 65 F à 125 F.

Monstre, va !

de Ludovic Janvier,
mise en scène de Luc-Antoine Dicquero et Robert Cantrella,
avec Luc-Antoine Diquero, Sylvain Cartigny et Mathieu Bauer.

Un texte dur et fort, avec un comédien au jeu dense, révélé par la reprise de *Greek*, la saison dernière à La Colline.

Théâtre du parvis Saint-Jean, rue Monge, 21231 Dijon. Les mercredi et jeudi à *19 h 30, les vendredi et samedi à* 20 h 30. Tél. : 80-30-12-12. 95 F et 105 F.
Dernière représentation le 7 novembre.

Oncle Vania

d'Anton Tchekhov,
mise en scène de Philippe Sireuil,
avec Véronique Biefnot, Sylvie Debrun, Marie-Ange Dutheil, Janine Godinas, Christian Leonard, Christian Maillet, Marc Schreiber et Patrice Zimmermann.

Eternel Tchekhov, dans une mise en scène à la fois ambiguë et rigoureuse.

La Coursive, 4, rue Saint-Jean-du-Perrot, 17000 La Rochelle. Les mercredi et jeudi à 20 h 30. Tél. : 46-51-54-00. De 85 F à 135 F.

DANSE

Karine Saporta

Le Rêve d'Esther

Quand Saporta fantasme sur la diaspora des juifs d'Espagne, en 1492, avec *la Senora* de Catherine Clément. Quelques longueurs et pas mal de belles images.

Théâtre de la Ville, jusqu'au 7 novembre, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. De 30 F à 360 F.

Joëlle Bouvier/ Régis Obadia

Une femme, chaque nuit, voyage en grand secret

Un beau titre emprunté à Paul Eluard. L'avant-dernière pièce de Bouvier/Obadia, pour six danseurs, six corps possédés, déchirés, enragés de douleur et de jouissance. Magnifique.

Théâtre de la Ville, les 10, 11, 13 et 14 novembre à 20 h 30, le 15 à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77. 85 F et 130 F. Cette pièce est également donnée à Angers, au Nouveau Théâtre Beaurepaire, les 6 et 7 novembre, 20 h 30. Tél. : 41-88-90-08 ; 50 F et 90 F.

Alvin Ailey

District Storyville, Treading, Dance at the Gym, Revelations, Shard, Cry, The River

Pour ceux qui aiment l'alliance de Modern Dance et de culture noire. On en compte déjà quinze millions à travers le monde, la mort d'Alvin Ailey, en 1989, n'ayant pas ralenti le succès de sa troupe.

Opéra de Paris-Garnier, les 4, 5 et 6 novembre à 19 h 30, le 7 à 14 h 30 et 20 heures, le 8 à 14 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 295 F.

Compagnie Red Notes/ Andy Degoat

La Bayadère

Après la noble *Bayadère* de Petipa/Nourcev au palais Garnier, on a très envie de voir la version sûrement iconoclaste d'Andy Degoat et Michaël O'Rourke. Minkus fait place à des musiques originales d'Alan Lloyd, Michaël *Galasso et Lumière de l'Est/Budapest*. Apparemment, l'argument est conservé...

Aulnay-Sous-Bois, Espace Jacques Prévert, les 4, 5, 6 et 7 novembre, 21 heures. Tél. : 48-68-08-18. 100 F et 80 F.

Ballet folklorique national de Cuba

A ne pas confondre avec le Ballet national de Cuba, d'obédience classique, dirigé par Alicia Alonso. Non moins fameux à travers le monde, celui-ci a déjà dépassé sa 2 000e représentation.

Nanterre, Salle des Congrès, le 6 novembre, 20 h 30. Tél. : 47-29-51-44. 120 F.

Mulhouse

Ballet du Rhin

Jardin aux lilas, Pavane pour une infante défunte, Tarde en la siesta, Febrile

Le Ballet du Rhin sait décidément composer des programmes très alléchants. Sous le titre général « Histoires de femmes », celui-ci réunit le chef-d'œuvre d'Antony Tudor (*Jardin aux lilas*), une curiosité de Kurt Jooss (*Pavane*, beaucoup moins célèbre que sa *Table verte*), un best-seller d'Alberto Mendez composé pour les quatre stars du Ballet de Cuba (*Tarde*..) et enfin, pour la légitime « place aux jeunes », une création d'Ivan Favier, danseur dans la compagnie (*Febrile*).

Théâtre de la Sinne, les 5, 6 et 7 novembre à 20 heures, le 8 à 15 heures. Tél. : 89-45-20-04. De 40 F à 190 F. Ce spectacle sera ensuite donné à Colmar, les 12 et 13 décembre, et à Strasbourg, en janvier.

La Rochelle

Angelin Preljocaj

Le Peau du monde

De détestables conditions météorologiques avaient saboté la création de cette pièce à Châteauvallon, en juillet dernier (les joies du plein air...). Les danseurs tombaient comme à Gravelotte sur le plateau trempé. Bien à l'abri, on va pouvoir juger de cette dernière pièce du talentueux Angelin.

La Coursive, 7 novembre, 20 h 30. Tél. : *46-51-54-02. 110 F.*

Lille

Elisabeth Petit Shobana Jeyasingh

Le Festival de Lille s'intitule « British », mais, comme on le sait, l'Angleterre eut à voir avec l'Inde. D'où la présence d'Elisabeth Petit, virtuose du bharatanatya, dont elle donne une démonstration publique à la suite du stage qu'elle dirige (1). Et celle de la compagnie de Shobana Jeyasingh, indienne de Londres, championne elle aussi de bharatanatya, mais qui veut « élargir les limites traditionnelles de la danse indienne » en collaborant avec des compositeurs tels que Michaël Nyman (2).

(1) Foyer de l'Opéra, le 8 novembre, 17 heures, entrée libre.

***(2) Opéra, le 9, 20 h 30. 90 F à 120 F.* Tél. : 20-42-09-87.**

Lyon

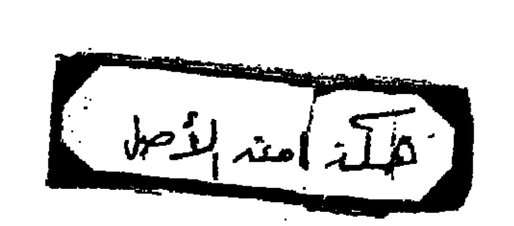
Christian Bourigault Samir Hachichi Schmidt-Pernette

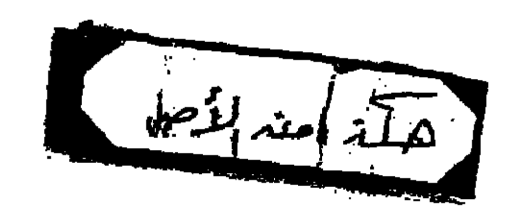
L'Autoportrait de 1917 ; Presqu'il... ; le Frisson d'Alice

Inspiré par l'œuvre du peintre Egon Schiele, *l'Autoportrait de 1917* a lancé Christian Bourigault sous les projecteurs. *Le Frisson d'Alice* pourrait bien en faire autant pour Nathalie Pernette et Andreas Schmidt. Quant à Samir Hachichi, il mélange hardiment break, Cunningham, capoeira, voguing...

Maison de la danse, 5, 6 et 7 novembre, 20 h 30 (matinées scolaires les 6 et 9). Tél. : 78-75-88-88. 80 F.

La sélection « Théâtre » a été établie par Colette Godard. « Danse » : Sylvie de Nussac.





MUSIQUE

Classique

Mercredi 4 novembre

Schumann
Carnaval de Vienne
Etudes de concert op. 10
Carnaval
Nikita Magaloff (piano).

Philips publie la quasi-intégrale Chopin que Magaloff a enregistrée à Amsterdam dans les années 70, Arkadia quatre disques compacts d'enregistrements publics (concertos de Schumann, Tchaïkovski, Rachmaninov, etc.), Piano **** le réinvite *pour un récital intégralement consacré à* Schumann : à quatre-vingts ans, Nikita Magaloff est *enfin reconnu à sa juste* valeur. Il joue Schumann, mais il aurait pu jouer tout autre chose. Son répertoire est, en effet, le plus étendu connu.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 110 F à 360 F.

Jeudi 5

Messiaen
L'Ascension
Et Expecto Resurrectionem Mortuorum
Orchestre de Paris,
Gilbert Amy (direction).

L'hommage à Messiaen se poursuit avec ce *concert dirigé par le compositeur Gilbert* Amy. Et ce compositeur-là sait diriger !

Eglise de la Trinité, 20 h 30. 120 F.

Fauré
Mélodies
Nocturne pour piano op. 33 nº 1

Bréville
Harmonie du soir

Debussy
Syrinx
Pour le piano
Mélodies

Ravel
La Flûte enchantée
Véronique Dietschy (soprano),
Philippe Cassard (piano),
Michel Moraguès (flûte).

Un joli programme, bien dans la manière d'Orsay, qui associe les genres, les artistes : une heure et demie de bonheur calme et tranquille. Interprètes parfaits.

Musée d'Orsay, 18 h 45. Tél. : 40-49-48-27. 50 F.

Samedi 7

Bach
Suite pour violoncelle seul BWV 1009

Hindemith
Sonate pour violoncelle seul op. 25

Britten
Suite pour violoncelle seul op. 78
Natalia Gutman (violoncelle).

Tous les violoncellistes seront au Théâtre de la *Ville* pour assister au récital de Natalia Gutman. Est-ce assez dire si les mélomanes *devront se précipiter ?*

Théâtre de la Ville, 18 heures. Tél. : 42-74-22-77. *75 F.*

Milhaud
Quatuor à cordes nº 4

Amy
Quatuor à cordes nº 1, création

Beethoven
Quatuor à cordes nº 13
Quatuor Parisii.

Commande de l'Opéra-Bastille, le *Premier Quatuor à cordes* de Gilbert Amy sera créé *par* les Parisii *qui seront désormais* les détenteurs des volontés du compositeur : cet été, grâce à l'association Pro Quartett, les quatre jeunes musiciens ont fait retraite dans un ancien prieuré normand pour travailler l'œuvre avec son auteur.

Opéra-Bastille, 20 heures. Tél. : 44-73-13-00. 95 F.

Mendelssohn
Songe d'une nuit d'été, extraits
Concerto pour violon et orchestre nº 2

Beethoven
Romance pour violon et orchestre op. 50

Liszt
Concerto pour piano et orchestre nº 1
Les Préludes
Régis Pasquier (violon),
Ilya Itin (piano),
Orchestre Pasdeloup,
Jacques Houtmann (direction).

Le programme est un peu bateau, mais *Régis Pasquier* est un violoniste admirable et Ilya Itin un pianiste si bizarre qu'il faut *le réentendre* : vainqueur du Concours Casadesus de Cleveland, il n'a pas toujours convaincu les jurés d'autres concours et le public qui a pu l'entendre ici ou là.

Salle Pleyel, 17 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 75 F à 155 F.

Dimanche 8

Yared
Suite de « Camille Claudel »

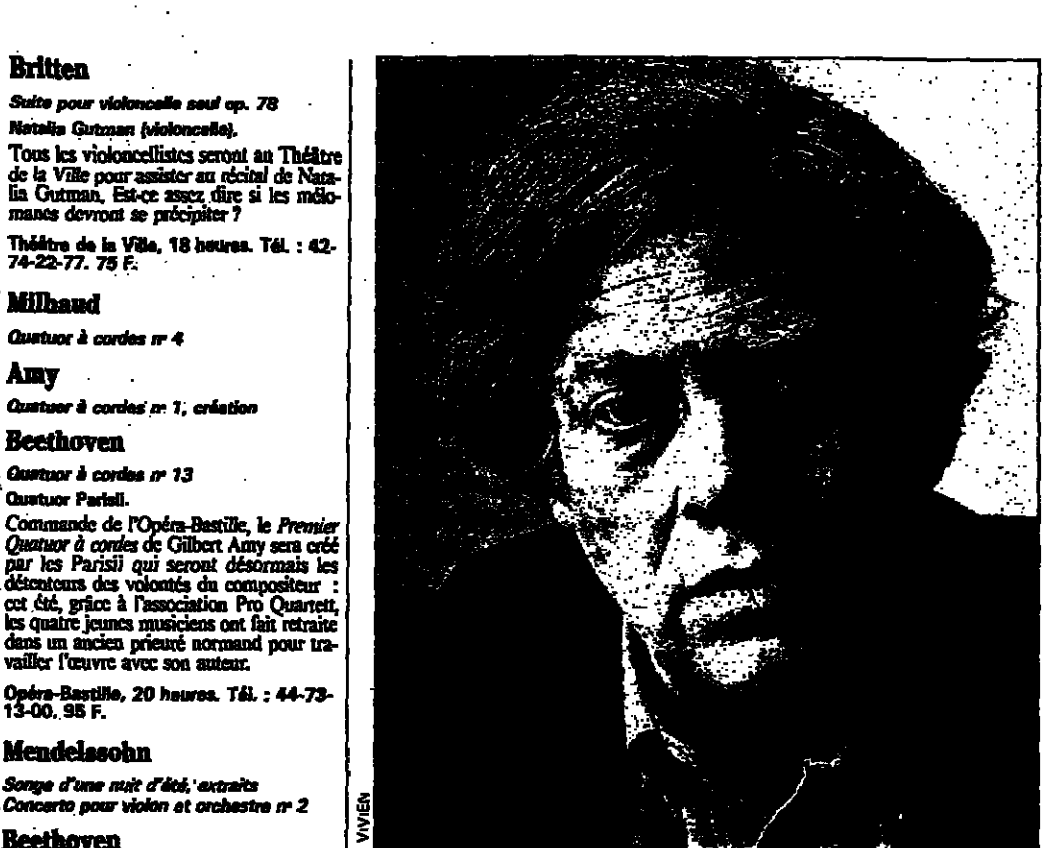
Legrand
Suite des « Parapluies de Cherbourg »
Ballade de « Un été 42 »

Davis
Passacaille du « Radeau de la Méduse »

Hermann
Concerto macabre
Danielle Laval (piano),
Orchestre des Concerts Lamoureux,
Carl Davis (direction).

Il est effectivement des musiques de film qui peuvent quitter les salles obscures pour d'autres salles obscures... et des pianistes classiques qui ne craignent pas les jouer en public. Danielle Laval est une aventurière ! Petite devinette : quel pianiste joue le thème entêtant de *Love Story* dans la bande originale du film (et en est pour partie l'auteur !) ? Réponse : « Egroeg Rehcamredulp », beaucoup plus connu pour ses *Diabelli* de Beethoven publiées *chez Lyrinx et ses créations d'œuvres* contemporaines que pour ses arpèges lacrymaux.

Salle Pleyel, 17 h 45. Tél. : 45-63-88-73. De 65 F à 160 F.



GUY VIVIEN

Gilbert Amy, chef d'orchestre le 5 et compositeur le 7.

Lundi 9

Bach
Concerto pour quatre claviers BWV 1065
Concerto pour deux claviers BWV 1060

Schubert
Fantaisie pour piano à quatre mains D 940

Liszt
Réminiscences de Don Juan

Mozart
Concerto pour trois pianos et orchestre KV 242
Michel Béroff,
Jean-Philippe Collard,
Brigitte Engerer,
Jean-François Heisser,
Jean-Claude Pennetier,
Bruno Rigutto (piano),
Sinfonietta de Picardie,
Patrick Fournillier (direction).

Ce *concert est organisé par* les Petits Frères des pauvres. Les pianistes sont excellents, la formation valeureuse, le chef compétent, lorsqu'il ne fait pas son petit numéro.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 60 F à 250 F.

Mardi 10

Brahms
Ballades pour piano op. 10

Chopin
Sonate pour piano op. 35 « Marche funèbre »

Rachmaninov
Préludes op. 23 nºs 2, 4 et 5

Stravinsky
Extraits de Petrouchka
Grigory Sokolov (piano).

Et si l'on déclarait l'année 1993 sans piano ? Ce serait injuste pour Sokolov. Peu connu en France, ce pianiste est une grande pointure reconnue comme telle, dans le monde entier. Son programme est épatant, même si, au premier abord, ces œuvres ne semblent guère faites pour aller ensemble.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-*05-07. De 140 F à 300 F.*

Haydn
Symphonie nº 77

Ibert
Hommage à Mozart

Pergolèse
Stabat Mater
Teresa Berganza (mezzo-soprano),
Maria Bayo (soprano),
Ensemble orchestral de Paris,
Christopher Hogwood (direction).

Hogwood avec l'Ensemble orchestral de Paris ? Ce n'est pas la première fois que le chef britannique fait des infidélités à son orchestre « baroque ». Il a même enregistré du Gounod et du Bizet !

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 85 F à 250 F.

Régions

Lille

Berlioz
Le Carnaval romain

Schumann
Concerto pour piano et orchestre

Debussy
Images pour orchestre
Jean-Marc Luisada (piano),
Orchestre national de Lille,
Kenneth Montgomery (direction).

Retour à Schumann pour *Jean-Marc Luisada* qui vient d'enregistrer *les Goyescas* de *Granados pour Deutsche Grammophon.* Son jeu est impétueux, lyrique, rêveur, *emporté parfois* jusqu'à faire des embardées. Schumannien quoi !

Le 9, 18 h 30 ; le 10, 20 h 30. Le Nouveau Siècle. Tél. : 20-54-67-00. 130 F.

Jazz

Martial Solal

Un coffret d'œuvres aussi multiples que ses talents de pianiste (du solo au big band, coffret de 5 CD Erato), lui rend un solide *hommage. Martial Solal, seul ou* escorté de Le Lann (le plus délicat des *trompettistes actuels) et* de Jenny-Clark (que dire encore sur le prince de la contrebasse ?), c'est la certitude d'un plaisir déluré, d'une fête de l'intelligence – ce qui n'est pas le lot de toutes les musiques – et d'une grande exactitude poétique.

Le 6. Auditorium des Halles, 21 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

Anthony Ortega
Manuel Rocheman
Didier Levallet

Saxophoniste mythique qui retrouve une carrière en France, où sa discrétion l'a servi, Anthony Ortega, dit Batman, d'origine mexicaine, Californien élégant, *carrière de pupitre, de studio et d'aventure,* héros méconnu du générique de *Gloria* (Cassavetes), est en ville, au New Morning, entouré d'une rythmique soignée : Manuel Rocheman (piano), Didier Levallet (basse) et Jacques Mahieux (drums). Rencontre plusieurs fois intéressante : pour revoir et réentendre *le mythe en scène, et pour* mesurer comment un mythe fait jouer *ceux qui l'aiment. En général, mieux qu'ils* ne s'en savent capable (1 CD *On Evidence,* EVCD213).

Le 6. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-*23-51-41.*

Kenny Garrett Group

Le dernier saxophoniste de Miles, celui qui *était* chargé d'entrer en transe, fait une élégante carrière avec un groupe tout terrain où l'on retrouve Minuit aux percussions et l'ineffable Ricky Wellman aux tambours. Au mur, les œuvres de M. Miles D., artiste peintre. Il en était fort fier. Le dimanche à midi, dans le même hôtel, Claude Bolling et son génial ensemble *(un vrai big band)* animent un très inattendu « jazz sur *brunch » (mais où vont-ils chercher tout* ça ?).

Les 9 et 10. Jazz Club Lionel-Hampton, 22 h 30. Tél. : 40-68-30-42.

Rock

Robert Cray Band
BB King

Le blues dans ce qu'il a de plus civilisé, de plus raffiné. Mais les deux guitaristes, le vieux et le jeune, BB King et Robert Cray, sont de vrai bluesmen, et savent aller jusqu'à la déchirure.

Le 7. Zénith, 20 h 30. Tél. : 42-08-60-00. 140 F.

George Clinton

Ancêtre de Prince et de FFF, fils de James Brown, George Clinton vit sur une réputation qu'il se donne parfois la peine de mériter.

Le 8. Elysée-Montmartre, 19 h 30. 120 F.

Peter Hammil

Une semaine après Kevin Coyne, voici Peter Hammill, autre original, autre solitaire, qui va et vient depuis si longtemps entre désespoir et sérénité, qu'on ne le voit même plus passer. C'est sans doute une erreur.

Le 9. *Passage du Nord-Ouest*, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Townes Van Zandt

Petite légende texane, excellent auteur, la réputation de Townes Van Zandt a grandi au fur et à mesure que ses benjamins plus chanceux (Chris Whitley, James McMurtry) *multiplient* les *déclarations* élégiaques à son sujet.

Le 10. Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Metallica

Le meilleur groupe de heavy metal du monde. Reste à savoir si l'on aime le heavy metal, si le genre ne rend pas claustrophobe, et toutes les questions qui lèvent *la tête à chaque fois qu'on* parle de Metallica.

Le 10. Palais omnisports de Paris-Bercy. 20 h 30. Tél. : 40-02-60-02. 150 F.

Tournées

Etienne Daho

Que l'Odorama marche ou ne marche pas, le spectacle que propose Daho reste un plaisir constant, une *invitation à la danse.* Belles lumières, groupe libre et spontané, *chanteur détendu et sûr de lui, une réussite.*

Le 5 novembre, Palais des sports de Besançon, 20 h 30, 165 F. Le 6, Palais des sports de Dijon, 20 h 30, 155 F. Le 7, Grenoble, le Summum, 20 h 30, 170 F.

Les Négresses vertes

Les Négresses vieillissent en beauté, sans rien perdre de leur allant, raffinant sans cesse les mélanges imprévus qui ont toujours fait leur charme. En première partie, Princesse Erika, reine des nuits noires parisiennes.

Le 9 novembre, Saint-Etienne, Palais des *spectacles, 20 h 30, 100 F. Le 10, Lyon,* le Transbordeur, 20 h 30, 120 F.

The Cure

Tel Fernand Reynaud, Robert Smith est heureux. Ce qui donne un groupe en place, compétent et parfois ennuyeux, sauf quand Cure s'amuse à faire la course avec les jeunes gens bruyants (My Bloody Valentine, Ride) et les coiffe sur le poteau.

Le 11 novembre, Toulouse, Palais des Sports, 20 h, 168 F.

Chanson et musiques du monde

La Java des mémoires

Reprise d'un spectacle plutôt frais, où la chanson française se raconte d'une guerre *à l'autre, avec six chanteurs-comédiens,* rieurs et bons élèves. La chronologie est bousculée sans vergogne, la mise en scène manque d'audace, mais on redécouvre toutes ces chansons de grands-mères que l'on connait par coeur, et avec elles les plaies du siècle (bombes, invasion) et les joies de la misère (cf. *Je cherche un millionaire...*).

Les 4, 5, 6 et 10, 21 heures ; le 7, 18 heures et 21 h 30. Théâtre de la *Renaissance. Tél. : 42-08-18-50.* Location Fnac. De 90 F à 150 F.

Jacques Dutronc

Après une aussi *longue absence... Retour* sur la scène de Jacques le Farceur dans son rôle *de chanteur. Y sera-t-il heureux,* tourmenté ? Crooner de charme ou seul rocker authentique de l'histoire de France ?

Les 4, 5, 6, 7, 9 et 10. Casino de Paris, 20 h 30. Tél. : 49-95-99-99. De 190 F à 230 F.

Ensemble de Massa Konaté

L'ensemble burkinabé de Massa Konaté *puise* son *répertoire* dans les chants de chasseurs. Drôle de style vocal et de rythmique implacable nés dans ces contrées en voie de désertification du Sahel.

Du 4 au 7, 20 h 30 ; le 8, 17 heures. Maison des cultures du monde. Tél. : 45-44-72-30.

Pedro Soler

Pedro Soler est un excellent guitariste *qui,* depuis de nombreuses années, se glisse *dans les méandres du style flamenco,* bien que n'appartenant pas à la communauté des Gitans du Sud espagnol. Qu'importe, l'art et la technique s'y retrouvent (à preuve, un tout nouvel album sous le label Al Sur).

Les 4, 5, 6, 7, 9 et 10. Espace Hérault, 20 h 30. Tél. : 46-33-00-56.

Cheb Kader

Un jeune Cheb, heureux tenant du raï version beur, qui cherche à revenir sur le devant d'une scène qui lui était prometteuse il y a quelques années, et qui lui a échappé *par glissements progressifs* vers le plaisir de la variété. Mais Kader a beau*coup à dire,* beaucoup *à explorer* dans un genre qui peut aussi trouver une expression purement hexagonale.

Le 6. Elysée-Montmartre, 19 h 30.

Uakti

Les magiciens brésiliens, dont on appréciera le premier disque français (chez Point Music), pour une soirée parisienne consacrée à l'exploration des mille et un détails d'instruments fous fabriqués par leurs soins. Musique fluide, originalité sans pareille.

Le 6 à 20 h 30 au Déjazet, 41, boulevard du Temple. Tél. : 48-87-52-55.

Salif Keita

Le passage à l'Olympia continue, quoi qu'on en dise, à faire date dans la carrière d'un artiste. C'est le tour de Salif Keita, Malien, chanteur lunaire, ex-patron des Ambassadeurs, à qui l'on doit quelques beautés évidentes de la musique africaine moderne. Aujourd'hui passé à un style plus international, il a gardé la voix, perdu un peu du coeur, mais le miracle se produit encore.

Le 9. Olympia, 21 h 30. Tél. : 47-42-25-49. 120 F.

Kali

Le très sympathique tenant de la tradition martiniquaise, mais aussi son rénovateur le plus efficace, était reparti sur l'île aux fleurs. Le revoici de passage au Bataclan, avec ses valses, ses mazurkas, ses dread-locks d'ancien rastafari et ses envies de faire danser sur les accords du banjo de ses *racines.*

Le 10. Bataclan, 19 h 30. Tél. : 47-00-30-12.

La sélection « Classique » a été établie par Alain Lompech.
« Jazz » : Francis Marmande.
« Rock » : Thomas Sotinel.
« Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.

LA SÉLECTION

ARTS

Nouvelles expositions

Byzance, l'art byzantin dans les collections nationales

En 330 de notre ère, l'empereur Constantin transporta ses pénates de Rome à Byzance, qui devint Constantinople. Puissant et riche, l'empire d'Orient fut l'objet de toutes les convoitises, jusqu'à sa chute finale en 1453. D'aucuns virent sa griffe dans l'art de la renaissance carolingienne, ce que d'autres *contestaient vigoureusement*. 400 œuvres, souvent somptuaires, sont tirées des collections françaises, pour se retremper dans une civilisation mal connue.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris 1er. Tél. : 40-20-51-51. *Tous les jours sauf mardi* de 10 heures à 21 h 45. Conférences jusqu'au 7 décembre le lundi à 18 h 30. Du 6 novembre au 1er février 1993. 35 F (billet couplé avec « Le bruit des nuages »).

Malevitch & Filonov

Icônes toujours, mais du XXe siècle avec vingt peintures de Malévitch et de Pavel Filonov prêtées par le Musée russe de Saint-Pétersbourg et des œuvres sur papier réunies par Gérald Piltzer. Une curiosité à comparer avec l'exposition organisée à la FIAC sur le stand de la galerie Gmurzynska, de Cologne.

Galerie Gérald Piltzer, 78, avenue des Champs-Elysées, Paris 8e. Tél. : 43-59-90-07. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Du 6 novembre au 12 décembre.

Zuka

Hommage aux charolaises avec le travail consacré par une Américaine de Paris à nos vaches. Tant pis pour les regards bovins, on trouve ici, dans des toiles exécutées d'une seule traite, un œil tendre qui confine parfois au portrait psychologique.

***Galerie Darthea Speyer, 6, rue Jacques-*Callot, Paris 6e. Tél. : 43-54-78-41. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Du 5 novembre au 12 janvier 1993.**

Paris

Boulogne, 150 ans de photographie

La « ville des temps modernes » redécouvre son histoire. Au programme : le regard d'une douzaine de photographes, avec notamment les travaux de Marey sur la décomposition du mouvement, l'histoire des usines Renault fixée par quelques appareils de haut vol, les débuts de l'aviation, les fameux studios de cinéma et un patrimoine architectural souvent remarquable et surprenant.

Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille, Boulogne-Billancourt, 92100. Tél. : 47-12-77-95. Tous les jours sauf dimanche de 9 heures à 21 heures. Jusqu'au 20 décembre.

Chefs-d'œuvre de la peinture française des musées néerlandais

L'Europe artistique ne date pas d'hier : *à Rome se côtoyaient des peintres venus* de Paris ou d'Amsterdam, qui échangeaient œuvres et idées. Après le Musée des beaux-arts de Dijon, Paris reçoit les témoignages mal connus de deux siècles d'expansion de l'art français aux Pays-Bas.

Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris 7e. Tél. : 47-05-85-99. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 19 heures. Exposition ouverte le 11 novembre. Jusqu'au 20 décembre. 20 F (comprenant l'exposition « Muses de la Meuse »).

Eugène Delacroix

En concertation avec le Musée Condé de Chantilly, le Musée Delacroix montre des dessins et les quatre carnets conser*vés sur les sept ramenés par l'artiste* de son séjour au Maroc en 1832. Un fac similé a été édité à cette occasion, accompagné de son journal de voyage, d'extraits de correspondance et de textes de synthèse.

Musée Delacroix, 6, rue de Furstenberg, Paris 6e. Tél. : 43-54-04-87. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 4 janvier 1993. 12 F.

Dessins de Liotard

Après Genève, le Louvre accroche cent trente dessins choisis dans les cartons de Jean-Etienne Liotard. Il faut découvrir ce Suisse du XVIIIe siècle qui fut un des premiers à se dégager de l'esthétique rocaille pour s'orienter vers un style plus dépouillé, qui annonce une part du néo-classicisme et beaucoup de l'introspection du XIXe siècle.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte *Jaujard - côté jardin des Tuileries*, Paris 1er. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15, nocturnes un lundi sur deux et tous les mercredis jusqu'à 21 h 15. Jusqu'au 14 décembre. 31 F (billet d'entrée du musée).

Eau et gaz à tous les étages

Un siècle d'amélioration de l'habitat parisien, retracé en trois temps : 1900-1940, l'îlot post-haussmannien ; 1950-1970, la rénovation urbaine ; 1970-1990, la réhabilitation de l'« haussmannisme » et les nouvelles politiques d'urbanisme. Aujourd'hui, eau, gaz et électricité montent à peu près à tous les étages. Cela n'empêche toutefois pas qu'il y ait parfois de l'eau dans le gaz.

Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland, Paris 4e. Tél. : 42-76-33-97. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 3 janvier 1993.

GALERIE DE FRANCE

Exposition Alfred Manessier au Grand Palais.

Figures de pierre

Henry Moore, André Breton, Hans Hartung et John Huston avaient un point commun : ils collectionnaient les statuettes mexicaines guerrero, parmi les plus anciennes formes d'art connues dans l'Amérique précolombienne. Une centaine de formes animales, humaines ou architecturales d'une pureté comparable à celle des idoles cycladiques.

Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf, *Paris 7e. Tél. : 45-56-60-17. Tous* les jours sauf dimanche et jours fériés de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 novembre.

Fragonard et le dessin français au XVIIIe siècle

A travers Fragonard, c'est sur l'ensemble de ses collections de dessins du XVIIIe siècle que le Petit Palais tire un verrou trop longtemps fermé. On appréciera particulièrement la restauration des cinquante-sept illustrations qu'il fit des *Contes* de La Fontaine. Jamais montrés, ces dessins voués aux enfers des bibliothèques devraient susciter bien des vocations.

Musée du Petit Palais, avenue Winston-*Churchill, Paris 8e. Tél. : 42-65-12-73.* Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40. Jusqu'au 14 février 1993. 30 F.

Max Jacob

Il partagea un garni sordide avec Picasso, qui fut aussi, lors de sa conversion au catholicisme, son parrain. Il n'était riche que d'amis, parmi lesquels tous les artistes de Montmartre. On savait Max Jacob poète, critique, romancier, accoucheur de talents, on le découvrira aussi peintre.

***Musée de Montmartre, 12,* rue Cortot, Paris 18e. Tél. : 46-06-61-11. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 13 décembre. 25 F.**

L'art renouvelle la ville

Et si les artistes intervenaient directement dans notre cadre de vie ? Ce fut un cheval de bataille des années 50, il revient aujourd'hui avec les projets d'une quarantaine de plasticiens aux*quels les urbanistes ont laissé un petit* espace où ils se sont engouffrés jusqu'à parfois prendre toute la place. De Daniel Buren à François Morellet en passant par Kowalsky.

Musée national des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro, Paris 16e. Tél. : 44-05-39-10. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 novembre. 16 F.

Le roi Salomon et les maîtres du regard

Quand un regard devient un médicament. Une exposition exemplaire pour présenter les liens de l'art et de la médecine en Ethiopie. Au même endroit, un échantillon des collections ramenées du Pacifique par les navigateurs français des XVIIIe et XIXe siècles – « Rao-Polynésie » – et une salle consacrée aux sculpteurs gabonais contemporains : *Pepin Antonio est un nom à retenir.*

Musée national des arts africains et océaniens, 293, av. Daumesnil, Paris 12e. Tél. : 44-74-84-80. Tous les jours sauf *mardi de 10 heures à 17 h 30 samedi,* dimanche de 10 heures à 17 h 50. Jusqu'au 25 janvier 1993. 23 F.

Les Etrusques et l'Europe

Les Etrusques sont de retour à Paris, avant d'investir Berlin l'année prochaine. Plus de six cents œuvres pour dévoiler une civilisation mystérieuse qui a suscité depuis la Renaissance tous les fantasmes.

***Grand Palais, galeries nationales, av. W.-*Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris 8e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à *20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures.* Jusqu'au 14 septembre 1993. 40 F (possibilité de billet jumelé avec « Picasso » : 60 F).**

Les Monuments de Calder

Calder fut le premier à créer une œuvre pour le parvis de la Défense. Elle le lui *rend bien avec un bel et monumental* hommage qui réunit, pour la première fois au monde, quatorze stabiles géants habituellement considérés comme inamovibles, en provenance de toute la France. A proximité, on visitera utilement l'exposition des maquettes et des travaux préparatoires de *Monsieur Loyal* ou de *Porc qui pique.*

Parvis de la Défense, la Défense, 92200. Jusqu'au 3 janvier 1993.

Les Nymphéas avant et après

Passionnante idée que de confronter les *Nymphéas* à leur descendance : lorsque Monet les peignait, ses contemporains détournaient les yeux de ce qu'ils considéraient *comme une forme de gâtisme.* Les cubistes rejetèrent en bloc cette peinture mouvante, dans un espace sans limites. Il fallut les abstraits des années *50*, et particulièrement les Américains, pour dessiller les regards portés sur des œuvres charnières de l'art du XXe siècle.

Musée national de l'orangerie des Tuileries, place de la Concorde, Paris 1er. Tél. : 42-97-48-16. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 25 janvier 1993. 26 F.

Picasso et les choses

Les nombreux ateliers de Picasso étaient connus pour l'amoncellement d'objets hétéroclites dont il aimait s'entourer. Après les musées de Cleveland et de Philadelphie, Paris dresse l'inventaire en cent cinquante œuvres du bric-à-brac d'où jaillirent quelques-unes des plus formidables natures mortes du siècle.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris 8e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à *20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures.* Jusqu'au 28 décembre. 36 F (possibilité de billet jumelé avec « Les Etrusques » : 60 F).

Alfred Manessier

Il fut, comme tant d'autres, oblitéré par la vague de l'avant-garde américaine. *Loin de l'actualité, il a poursuivi son* œuvre dont une rétrospective nous est proposée aujourd'hui. Des toiles cubistes ou surréalistes de sa jeunesse à la violence colorée d'après-guerre en passant par les peintures réalisées sur le motif en baie de Somme, les travaux d'un peintre religieux, et engagé.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston-Churchill, pl. Clemenceau, av. Eisenhower, Paris 8e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 4 janvier 1993. 32 F.

Charlotte Salomon

Cent soixante-dix gouaches extraites d'une déclaration d'amour en mille trois cent vingt-cinq feuilles à un professeur *de chant, réalisée par une jeune Berli*noise qui grandissait à l'ombre du nazisme. Un journal intime illustré, en une époque qui en vit naître d'autres. *Charlotte Salomon* fut gazée à son arrivée à Auschwitz, en 1943. Elle avait vingt-six ans.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, 4e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 3 janvier 1993.

Sisley

Soixante toiles du Britannique Sisley, qui fut un des piliers du groupe impressionniste mais aussi un des rares à *n'avoir pas bénéficié d'une grande* rétrospective. L'exposition doit réparer cette injustice, mais risque également de conforter les sentiments de ceux qui le considèrent comme un petit maître.

Musée d'Orsay : rez-de-chaussée, entrée quai Anatole-France, pl. Henry-de-Montherlant, Paris 7e. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. *Conférences les 9, 16, 23 et 30 janvier* 1993. Jusqu'au 31 janvier 1993. 32 F, 45 F (billet jumelé musée-exposition).

Galeries

Hervé Assuied, Dominik Barbier

Dans un gigantesque lieu récemment ouvert, les pastels furieusement écrasés *et saturés d'Assuied créent un étrange* espace. Moins dense cependant que l'installation vidéo spectaculaire de Barbier, à mi-chemin entre le train fantôme et les souvenirs de voyages. Epatant.

Le Sous-sol, 12, rue du Petit-Musc, Paris 4e. Tél. : 42-72-46-72. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h 30 à 20 heures. Jusqu'au 14 novembre.

Gerd Bonfert

Constructions lumineuses, formes géométriques simples, travail sur la matière et la profondeur : Gerd Bonfert fait partie de cette nouvelle génération d'ar*tistes allemands qui utilisent la photo*graphie. Les grands formats montrent des objets éclairés sur fond gris.

Galerie Bouqueret-Lebon, 69, rue de Turenne, Paris 3e. Tél. : 40-27-92-21. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 25 janvier 1993.

Bernard Cousinier

Une dizaine de toiles séduisantes d'un artiste sympathique qui fut un des grands animateurs du « Génie » de la Bastille. Usant du latex ou de l'acrylique, Cousinier tente de concilier géométrie et espace sensuel.

Galerie Jorge Alyskewycz, 14, rue des Taillandiers, Paris 11e. Tél. : 48-06-59-23. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h 30 à 19 heures. *Jusqu'au* 28 novembre.

Max Ernst

L'immédiat avant-guerre de *Max* Ernst se déroula dans un village d'Ardèche, où il avait acquis une maison qui fut rapidement envahie de sculptures en ciment et matériaux divers. Dépossédé par le conflit, et puisqu'il faut que rien ne se perde, il tenta vainement d'en réaliser le moulage. Treize ans *après* sa *mort*, ce fut chose faite, et les bronzes, tirés à huit exemplaires, sont montrés aujourd'hui.

Galerie Eric Touchaleaume, 54, rue Mazarine, Paris 6e. Tél. : 43-26-89-96. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 12 décembre.

Glyndebourne

Photographe de l'agence Vu, Gérard Uféras s'intéresse depuis quatre ans aux coulisses de l'opéra : machinistes, choristes, coiffeurs, habilleuses... Le paysage *typiquement anglais du manoir* de Glyndebourne (Sussex), son côté chic et snob, se prête aux jeux graphiques de ce tenant du reportage classique.

Espace temporaire Orcofi, 48, av. Montaigne, Paris 8e. Tél. : 44-43-40-00. Tous les jours sauf dimanche de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 décembre.

Jean Kapéra

On découvre aujourd'hui l'invasion de la peinture par le texte : raison de plus pour rendre hommage à un précurseur, Kapéra, qui hantait la nuit les imprimeries des journaux pour récupérer les *flans de presse.* On le croisait aussi sous les combles de Saint-Lazare, des bandes de l'ancien journal lumineux sous le bras. Proche des nouveaux réalistes, il *réveille la nostalgie d'un temps où la* presse pouvait être artistique.

Galerie Fanny Guillon-Laffaille, 4, avenue de Messine, Paris 8e. Tél. : 45-63-52-00. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 17 novembre.

Alberto Magnelli

Depuis les travaux de Daniel Abadie et d'Anne Maisonnier, on connaît mieux *l'œuvre du Florentin Alberto Magnelli,* compagnon de route des futuristes, et un des premiers peintres à passer à l'abstraction. Son impact sur les Parisiens après la seconde guerre mondiale fut considérable, et c'est une excellente idée que de présenter à nouveau des travaux échelonnés entre 1945 et 1968.

Galerie Lahumière, 88, bd de Courcelles, Paris 17e. Tél. : 47-63-03-95. Tous les jours sauf dimanche de 9 h 30 à 13 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 novembre.

Mimmo Paladino

Figure de la transavanguardia italienne, Paladino fut un des premiers artistes étrangers à exposer au château du Belvédère à Prague sous la législature de Vaclav Havel. La série montrée là-bas, *la Montagne blanche*, est aujourd'hui à Paris. Les sept grands formats peuvent paraître inégaux, mais ils ont une autre dimension que les jolis timbres-poste qu'on pouvait voir à la FIAC.

Galerie Templon, 4, avenue Marceau, *Paris 8e. Tél. : 47-20-15-02. Tous les* jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 21 novembre.

James Rosenquist

Après Debussy, l'Américain Rosenquist entame une sérénade aux poupées. Des tableaux effrayants, mais formidables, d'un maître du pop art qui nous montre avec les yeux d'un enfant des visages de *poupons de celluloïd sous cellophane,* vision terrible du destin d'une jeunesse pour qui amour rimera avec prophylaxie. Exceptionnel.

Galerie Thaddaeus Ropac, 7, rue Debelleyme, Paris 3e. Tél. : 42-72-99-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 21 novembre.

Jean Vérame

Vérame fut, comme tant d'autres, *marqué* par l'appel du désert, et s'en alla peindre en bleu des montagnes du Sinaï, puis du Tibesti. Il crée aujourd'hui ses *propres déserts en miniature*, pour mieux retourner explorer les grands.

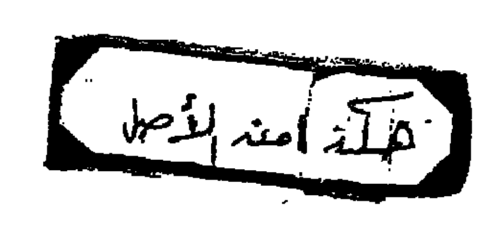
Galerie Alain Oudin, 47, rue Quincampoix, Paris 4e. Tél. : 42-71-83-65. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 novembre.

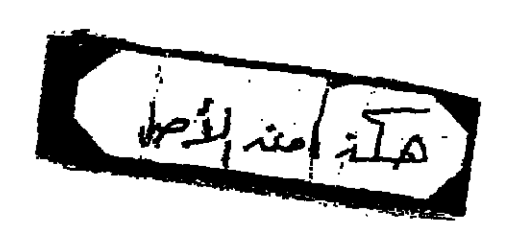
Zeimert

Une exposition des travaux récents de l'inoubliable auteur du *Monument aux ivres morts. Dans un dessin incisif qui* n'exclut ni la faconde ni le calembour, Zeimert peut être d'une férocité inouïe ou d'une tendresse sans pareille. Un des *meilleur surgeons* du groupe Panique.

Galerie Jean Briance, 23-25, rue Guénégaud, Paris 6e. Tél. : 43-26-85-51. Tous les jours sauf dimanche et lundi de *14 h 30 à 18 h 30.* Jusqu'au 14 novembre.

La sélection « Arts » a été établie par Harry Bellet.
« Architecture » : Frédéric Edelmann.
« Photo » : Michel Guerrin.





DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Tchaïkovski

Roméo et Juliette – Concerto pour piano et orchestre n° 1 – Cinquième Symphonie
John Ogdon (piano), Orchestre symphonique de Londres, Pierre Monteux (direction).

Créateur de *l'Oiseau de feu*, de *Petrouchka* et du *Sacre du printemps* de Stravinsky, de *Daphnis et Chloé* de Ravel, de *Jeux*, de Debussy, Pierre Monteux fut l'inlassable propagateur de la musique de son temps. Et, on le sait moins, un remarquable interprète de Beethoven, Brahms (son compositeur préféré) et Tchaïkovski, ainsi qu'en témoignent de nombreux enregistrements de studios réalisés pour Philips, RCA et Decca.

Né en 1875, mort en 1964, Monteux avait dix-huit ans lors de la mort de Tchaïkovski et eut l'occasion de jouer à Brahms l'un de ses quatuors à cordes. A cheval sur plusieurs cultures, il dirigeait à peu près toute la musique, de Bach aux contemporains, leur apportant la même attention, leur vouant le même respect. Le 31 mai 1963, il dirigeait, au Festival de Vienne, l'un de ses derniers concerts. Il avait quatre-vingt-huit ans et venait de signer un contrat de vingt-cinq ans avec l'Orchestre symphonique de Londres... un contrat renouvelable. Au programme de ce concert, miraculeusement enregistré dans d'excellentes conditions techniques, un poème symphonique, une symphonie et le célébrissime *Premier Concerto* de Tchaïkovski joué par John Ogdon, qui venait de remporter le Concours Tchaïkovski *ex aequo* avec Vladimir Ashkenazy. Des œuvres cent fois enregistrées, usées jusqu'à la corde, voire dénaturées par des légions d'interprètes peu scrupuleux. La dignité avec laquelle le vieux chef les dirige est fascinante, comme son refus de tout emportement héroïque superflu. Tempos larges, pulsion rythmique inflexible, dynamique étendue mais jamais sollicitée, tendresse ineffable : Monteux, par d'autres moyens, moins visibles, rejoignait l'approche anti-sentimentale que Markevitch pratiquait à la même époque, dans le même répertoire... et à la cravache! Monteux appartenait pourtant à une tout autre génération, souvent suspectée d'égocentrisme.

Un coffret de 2 CD Vanguard 08 8032 72. Distribué par Wotre Musique. Texte de présentation passionnant et documenté.

Prokofiev

Symphonie concertante pour violoncelle et orchestre

Tchaïkovski

Variations Rococo
Yo-Yo Ma (violoncelle), Orchestre symphonique de Pittsburgh, Lorin Maazel (direction).

Version définitive d'un concerto pour violoncelle et orchestre créé en 1938, la *Symphonie concertante* de Prokofiev est une pièce de bravoure rarement donnée en concert et peu souvent enregistrée : l'œuvre offre des difficultés immenses à un soliste dont le discours imbriqué à la partie orchestrale ne la rend pas commode à diriger.

Quelle pièce lyrique pourtant, parfois grandiloquente et roborative, mais tellement exaltante! Yo-Yo Ma la joue avec un aplomb technique renversant, une générosité expressive qui cloue sur place. Maazel est l'homme de la situation : ce chef n'a pas son pareil pour faire des bulles de savon avec une matière orchestrale à la trame serrée, si coruscante que, dirigée par d'autres, elle apparaît trop souvent comme un numéro de vaine virtuosité.

1 CD Sony SK 48 382.

A. Lo.

Jazz

Lou Levy

Lunarcy

De *How High The Moon*, simple chanson difficile à jouer simplement, Charlie Parker et Benny Harris avaient fait *Ornithology* : par petites touches : par imperceptibles changements d'accord, par un geste de renversement total. Lou Levy, pianiste secrètement aimé d'une poignée d'énergumènes depuis bientôt quarante ans, a procédé à quelques retouches supplémentaires pour en refaire *Lunarcy*. C'était à l'époque, dans le groupe Supersax, pour permettre à Warne Marsh de s'exprimer plus librement. Ici, Pete Christlieb au ténor, précisément connu pour ses duos avec Warne Marsh, reprend le rôle. Et c'est une leçon de saxophone, un modèle de chorus jusqu'à l'échelle finale aux accents monkiens. Allant vers une belle méditation dédiée à Al Cohn, ce disque est un enchantement, finement construit, ménageant savamment ses introductions et ses détours, jouant franchement le jeu. Peut-être fallait-il s'intéresser à un pianiste né à Chicago en 1928, pilier de Woody Herman (1948-1949), âme de la West Coast, aventuré dans les stupeurs et les facilités (musicien de studio, travail dans la publicité) pour gagner ce droit à l'affirmation. Ah oui, dernière preuve irréfutable, Lou Levy a « accompagné » Sarah Vaughan, Peggy Lee, Ella Fitzgerald et Frank Sinatra.

1 CD Emarcy 512 436-2.

Jackie McLean

Rythm of the Earth

Sax ténor à la sonorité dure et tranchante comme une lame, arrangements très complexes sans en avoir l'air, entourage de jeunes musiciens enfin libérés du rôle ordinaire de conscrits (Roy Hargrove), Jackie McLean flotte sur le temps et les étoiles. Même singularité que Lou Levy, même passion, même trajectoire. Le disque, au moment où sort chez Jean-Michel Place *la Langue secrète des Dogon*, est dédié justement aux Dogon du Mali. Et c'est une perfection.

1 CD Polygram. Birdology 513 916-2.

F. M.



D.R.

Jacques Haurogné.

Rock

Neil Young

Harvest Moon

Vingt ans après. En 1972, *Harvest*, album élégiaque, mélodique, respiration au bout de cinq ans de bruit et de fureur. Pour certains, *Harvest* était le signe que l'on pouvait se poser, s'installer, se la couler douce, et une partie de la critique américaine en voulut à Neil Young de cette trahison. C'était ne pas prévoir que Young était sur le point de s'embarquer pour un voyage en solitaire, de s'engager dans une guérilla individuelle. De *Tonight's the Night* en *Zuma*, de *Rust Never Sleeps* en *Freedom*, Young est devenu le parrain universel, dont la guitare folle bénit aussi bien les punks que la génération *grunge*.

Et voici venu le temps d'une nouvelle pause. *Harvest Moon* est presque le remake de *Harvest* : *You and Me* reprend un morceau de la mélodie de *Old Man*, *War of Man* ressemble beaucoup à *Words*. On y entend les Stray Gators, le groupe qui accompagnait Neil Young il y a vingt ans. Le Canadien a invité ses contemporains, Linda Ronstadt, James Taylor, a renoué avec l'arrangeur Jack Nitzche. Ce disque est une œuvre de consolation après des années de recherches parfois vaines (entre les merveilles citées plus haut, Young a enregistré quelques disques que l'on préférerait oublier), d'aventures à contre-courant. On y retrouve la facilité mélodique, l'élégance tranquille de *Harvest*, les accès de sentimentalisme bêta dont il n'a jamais pu se défendre. Et l'on a bonne conscience de se laisser aller au confort de cette musique, parce que Neil Young n'a plus rien à prouver.

Reprise/WEA : 9362-45057-2.

The Sundays

Blind

Harriet Wheeler et David Gavurin avaient disparu depuis deux ans, sans que personne s'en aperçoive vraiment. The Sundays, duo mélancolique britannique, avait surgi des brumes de l'hiver 1989. Un premier album, *Reading, Writing and Arithmetic*, parfaitement personnel (la voix haut perchée et doucement plaintive de Harriet Wheeler, les guitares ondoyantes de David Gavurin, des mélodies qui n'en finissaient pas d'aller nulle part), parfaitement pourri d'influences diverses (Smiths, Cocteau Twins). On rappelle ces circonstances, parce que les Sundays aiment à se répéter. Ils reviennent, aussi oubliés qu'ils étaient inconnus, *Blind* ressemble tant à *Reading*... que l'on pourrait s'amuser à mélanger les titres des deux disques pour combiner d'autres albums. On croit discerner un tout petit peu d'assurance, pas assez pour gâcher leur charme hésitant. Sans menace, sans angoisse, un disque passif qui dit que les Sundays, célèbres ou pas, sur un label indépendant, comme il y a trois ans, sur une major, comme aujourd'hui, *font de la musique* l'un pour l'autre et que l'on est invité, si le cœur nous en dit.

Parlophone/EMI 0777 7 80403 2.

Ned's Atomic Dustbin

Are You Normal?

Parmi les groupes qui ont hanté les festivals européens l'été dernier, Ned's Atomic Dustbin fut l'un des plus satisfaisants. Anglais fascinés par le mouvement grunge américain, un temps assimilé au mini-renouveau punk de 1990, on les sentait en pleine mutation, au seuil d'une identité.

Are You Normal? est l'album dont les concerts donnaient l'envie, un disque courageux et malin. Les Ned's présentent l'amusante particularité de faire jouer deux bassistes. Cette hérésie donne ici toute sa mesure, avec des contrastes de texture, des entrelacs rythmiques qui propulsent très énergiquement les compositions. Cet esprit de recherche se retrouve tout au long de l'album, sans systématisme, mais détonnant nettement dans une scène anglaise engourdie par une paresse intellectuelle dominante. Les textes adolescents et furieux, les hurlements de guitare font de *Are You Normal* (malgré les limites mélodiques évidentes), un disque de rock neuf, vivant.

Columbia 472633-2.

T. S.

Chanson

Jacques Haurogné

L'Album bleu

Enfin, enfin. Un album de Jacques Haurogné. Jeune chanteur doué et prometteur : le rôle devenait fastidieux à tenir, même si l'équilibre était atteint en scène. Haurogné est un personnage subtil, délicat, dont les prétentions sont celles de faire de la chanson d'aujourd'hui, c'est à dire un style où se sont réunis les courants qui traversent le paysage musical. Du jazz, du reggae, du rock, de l'afro-cubain, revus à l'expression française.

Les chansons, légères, plaisantes dans leur univers très légèrement décalé, un peu absurde, mais non exempt d'humour badin (*Swimming Pool*, *Allergique*) sont en majorité signées Jean Chavot. Haurogné, interprète à la voix sensible, au swing à fleur de peau, met parfois la main à la pâte pour une mélodie ou une phrase en glissements furtifs. L'ensemble se fourvoie encore dans une indéfinition de genre (un coup d'audace serait-il certainement bienvenu et éviterait-il quelques banalités), mais cet album en treize titres est une excellente surprise. Enzo Enzo et Julia Migenes prêtent leurs voix l'instant d'une réplique. Il en reste une idée réconfortante d'une famille un peu tendre, un peu mélancolique, certainement attentive.

1 CD Kondo Music 517274 distribué par Polydor.

T. S.

Phil Barney

Carnets de route

« Moi, je voudrais crier », dit-il en criant. Décidemment, la contestation politique à ras les pâquerettes, pratiquées par les nouvelles idoles des jeunes, de Patrick Bruel à Florent Pagny, avec son attirail de vie à réussir dans la camaraderie, avant la trentaine, est dans l'air du temps. Ces peurs cachées de jeunes gens à qui la vie n'a rien refusé ont quelque chose d'impudique, ces appels à la sincérité et au naturel sonnent faux. Le titre d'ouverture, *Ça me fait peur*, s'insurge contre une société qui laisse couler les sans-abri.

Phil Barney a bénéficié d'une production soignée, d'une bande de musiciens parfaitement au point, les meilleurs, de *songwriters* (Barney, Ansellem, Dune) rôdés. *Carnets de route* est pourtant d'une effarante banalité, résumé en douze titres de ce qui passe par ici en ce moment sans s'arrêter forcément. *« Son presque* live, *retour aux sources, peu d'ordinateurs »* : rien de faux, nous dit Phil Barney, qui a pensé *Carnets de route* comme un virage dans sa carrière, après deux albums à succès *« à base d'amours ratés »*. Les références musicales citées sont nombreuses. Encore fallait-il les enrichir et leur donner une âme, avant de s'aventurer dans des tentatives de différenciation.

1 CD Philips 512793.

V. Mo.

Musiques du monde

Touré Kunda

Sili Beto

L'image musicale des Touré Kunda s'est considérablement dégradée au cours des années d'errance des frères sénégalais en territoire de variétés internationales. *Sili Beto* est, s'il en était besoin, la preuve par neuf du bien-fondé des rumeurs. Le groupe s'est vidé de son énergie. La Casamance est devenue pour le coup un coin du monde vraiment « tranquille » (l'éthymologie du mot *mansa* en portugais). A prétendre au statut de seuls musiciens africains invités aux dimanches après-midi télévisés, les frères Touré restants (Ismaïla et Sixu Tidiane) ont perdu leur âme, même s'ils savent toujours jouer de la musique.

1 CD Trema 710405.

V. Mo.

L'opérette éditée chez Musidisc

Les bijoux d'Edmond Audran

Si la scène ne paraît pas bien armée pour nous faire redécouvrir le répertoire français d'opérette, comme la reprise récente à Paris des *Mousquetaires au couvent* en fait la démonstration, le disque, lui, a un rôle à jouer. Depuis un an, l'excellente collection « Gaîté-Lyrique », réalisée par Maurice Grosjean et publiée par Musidisc, explore les archives de l'INA et invite à la curiosité et à la redécouverte de tout un répertoire que la radio favorisait et faisait aimer dans les années 50-60. Ainsi, Charles Lecocq avec *le Jour et la Nuit*, *Giroflé-Girofla* et *le Cœur et la Main*, opéras bouffes presque aussi délirants que ceux d'Offenbach. A quand *la Petite Mariée*?

En 1880, l'année des *Mousquetaires au couvent*, Edmond Audran, un Lyonnais monté à Paris, connaissait un triomphe avec *la Mascotte*, sur un livret d'Alfred Duru et Henri Chivot traitant de façon comique l'un des tabous sociaux de l'époque : la virginité féminine. Au dix-septième siècle, à Piombino, une gardienne de dindons porte bonheur. Elle perdra son don de mascotte en même temps que sa virginité, que chacun, par intérêt, s'ingénie à préserver. « Gaîté-Lyrique » n'en donne que des extraits avec l'enregistrement de *Gillette de Narbonne*, créée en 1882, dans la foulée du succès.

Malins compères, Duru et Chivot s'inspirèrent d'une nouvelle de Boccace – qui avait déjà beaucoup servi – *la Femme courageuse*. Ils situèrent en Provence et en Italie, au temps du roi René d'Anjou, l'histoire de la belle Gillette de Narbonne. Fille d'un médecin, amoureuse de Roger de Lignolle, qui l'a épousée contraint et forcé, Gillette réussit à consommer son mariage et à gagner l'amour de ce grand coureur de filles, en se faisant successivement passer pour son frère jumeau, militaire du côté de Naples et pour une autre femme, Rosita, qui mène de son côté une aventure galante. Le prince Olivier, fils du roi René est un puceau rêvant de savoir ce que faisait Vénus avec Mars lorsque Vulcain les surprit (c'est son air d'entrée!) et de jeter son bonnet par-dessus les moulins.

Sous-entendus, situations lestes, mélodies entraînantes et charmeuses, chœurs du meilleur effet : ainsi, avec Duru, Chivot et Audran, l'opérette « Troisième République » se dévergondait-elle sans offusquer personne. On la rattacherait volontiers à l'histoire des mœurs. *Gillette de Narbonne*, petit bijou lyrique, fut encore surpassé par *le Grand Mogol* (1884), où les librettistes avaient inversé la situation de *la Mascotte*. En 1750, dans le royaume de Delhi, le prince Mignapour, héritier du trône des Grands Mogols, doit rester vierge jusqu'à sa majorité. Il porte un collier blanc, gage de son état. Mais si le collier devient noir, tout est fichu. Curieusement, *le Grand Mogol* signé du seul Chivot, avait été joué à Marseille en 1877, mais il ne triompha à Paris que sept ans plus tard, et après *la Mascotte*!

La musique de cette fantaisie flirtant allègrement avec les choses du sexe est fort peu orientale (les couplets du *Vin de Suresnes* célèbrent une spécialité bien française), mais que de grâce et d'entrain dans ces pages finement orchestrées et si bien défendues (comme dans tous les enregistrements de « Gaîté-Lyrique ») par des interprètes qui non seulement articulent parfaitement le français, mais encore savent ce que chanter l'opérette veut dire.

J. S.

★ *Gillette de Narbonne* : 2 CD Musidisc 20 2002 (avec des extraits de *la Mascotte*).

★ *Le Grand Mogol* : 2 CD Musidisc 20 1702.

★ Et pour ceux qui s'intéressent vraiment à l'opérette, une toute nouvelle parution, *les Mousquetaires au couvent* : 2 CD Musidisc 20 2262. Dans cet enregistrement de 1957, Gabriel Bacquier tenait le rôle de Brissac, et Louis Musy celui de l'abbé Bridaine.

MUSIQUE

Jules Massenet à Saint-Etienne

PAROLE A LA DÉFENSE

La musique de Jules Massenet bénéficie d'un regain d'intérêt dont témoignent la publication récente de ses écrits, de nombreux enregistrements discographiques et la création d'un festival organisé tous les deux ans à Saint-Etienne. Mais si le public et les interprètes redécouvrent aujourd'hui ses opéras, l'image « officielle » du compositeur n'a guère varié en près d'un siècle. Le musicologue canadien Steven Huebner s'attache à démonter les mécanismes qui ont conduit à imposer une image erronée d'un compositeur admiré de Debussy.



PAUL NADAR/CNMHS/SPADEM

Pensionnaire de l'Opéra-Comique où il chanta une centaine de rôles différents, le baryton Lucien Fugère interprète le rôle du Diable dans « Griselidis », lors de la création. Il est ici photographié par Paul Nadar en novembre 1901. Une exposition « Nadar l'œil lyrique » se tient jusqu'au 10 janvier, dans le cadre du « Mois de la photo », à l'hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris.

L*A REVUE ILLUSTRÉE* publiait, en 1893, une série de photographies prises dans les demeures de personnalités françaises en vue. Le compositeur Jules Massenet, alors à l'apogée de sa carrière, fut ainsi l'un des premiers à être photographié chez lui.

Formule journalistique révolutionnaire à l'époque, Une heure chez Massenet entraînait le lecteur dans son salon, sa salle à manger et son bureau, somptueusement décorés. L'interview jointe au reportage donnait à toute cette richesse un cadre en or : *« Je suis un laborieux, un modeste, un bourgeois qui a horreur de la foule et qui n'a du bonheur que dans l'intimité de sa maison. »* Personne, en effet, n'aurait pu accuser Massenet de ne pas travailler : il enseignait au Conservatoire, accouchait de grands opéras à un rythme effréné et parcourait en tous sens la France et l'Europe pour suivre les représentations de ses spectacles.

Malgré une liaison récente avec la soprano Sibyl Sanderson, qui avait fait trembler les fondements de la stabilité bourgeoise, les déclarations de Massenet dans *la Revue illustrée* marquèrent une fois pour toutes l'idée qu'on devait se faire de lui. Si son image, son train de vie lui avaient sans doute permis de gagner la sympathie du public bourgeois qui allait voir ses opéras et s'identifiait à lui (si hasardeux que puisse être ce genre de constatation historique), sa richesse ne l'aida guère auprès des critiques œuvrant pour la postérité : tout au long de ce siècle, la « cote Massenet » n'a, en effet, cessé de baisser.

A la fin du dix–neuvième siècle, la critique musicale occupait une place de choix parmi les dizaines de publications diffusées à Paris : tout nouvel opéra pouvait générer soixante articles. On accordait alors au style de composition et au style de vie une importance égale. L'image du commerçant bourgeois zélé encaissant le fruit de son travail devint donc la caricature favorite de ceux qui ne goûtaient guère le style de Massenet. Elle offrait, en outre, un contraste saisissant avec une avant-garde désargentée.

La situation financière d'un personnage du passé est sans doute d'un grand intérêt pour le biographe ou le critique, mais elle ne joue qu'un rôle secondaire dans l'histoire des genres musicaux. Mais, pour s'en tenir au seules considérations musicales et théâtrales, la plupart des œuvres de Massenet sont pleines de subtilités, dans le meilleur sens du terme. Leur écoute provoque des plaisirs discrets, vierges de tout épanchement pompeux ou d'aspiration à la transcendance, plaisirs débarrassés de toute spéculation sur l'importance (ou l'impotence !) de l'artiste dans le cours glorieux de l'histoire. Mais ces qualités objectives ne sont-elles pas niées par tout un discours officiel sur la musique ?

« Faire du Massenet » devint une expression péjorative. Le jour où la partition du *Parsifal* de Wagner fut disponible à Paris, Fauré se précipita pour l'acheter. Après avoir copieusement déjeuné en compagnie d'Emmanuel Chabrier, Henri Duparc et Vincent d'Indy, les trois hommes s'installèrent pour la lire. Le prélude austère de Wagner les surprit tant qu'ils s'écrièrent : *« Mais c'est du Massenet ! »* (*« à l'unisson »*, note Fauré). Exprimant avec force leur déception de se voir dépossédés de leur communion à la transcendance.

« Par la suite, nous sommes revenus sur cette opinion brusquée », continue Fauré. Entre 1880 et 1890, l'immense majorité des compositeurs français étaient ivres de Wagner (Massenet lui-même était de ceux-là). Les critiques français résistèrent un peu plus longtemps, mais, vers 1900, beaucoup avaient rejoint le concert de louanges. Ils avaient ainsi implicitement reconnu les implications des prolixes écrits de Wagner. Dans ceux-ci, le compositeur allemand avait pris soin de faire admettre son credo. Selon Wagner, l'art et la musique suivent un *« progrès »*. La propre carrière du patron de Bayreuth démontrait la vision historique qu'il défendait. Par *« progrès »*, Wagner entendait bien davantage que le simple progrès technique : l'affirmation d'une transcendance par rapport à l'opéra traditionnel.

On ne saurait nier que la capacité de se renouveler est une qualité admirable. Mais que dire d'un compositeur qui trouve tôt son style – ce fut le cas de Massenet et de quelques autres – et qui s'y tient jusqu'à la fin de sa vie ? Des compositeurs de la Renaissance tels que Johannes Ockeghem ou Josquin des Prés sont unanimement reconnus aujourd'hui, en dépit du manque de précision concernant la chronologie de leurs compositions. Henrich Schütz écrivit ses œuvres les plus académiques à la fin de sa vie : cela ne semble pas avoir diminué son importance. L'observation, même rapide, de l'histoire de notre siècle suffit à nous faire comprendre à quel point il convient d'être prudent lorsque nous mesurons le succès d'une œuvre d'art à l'aune de l'idéologie qui prévalait au moment de sa création... sans avoir au préalable examiné avec soin l'idéologie en question.

La composition d'un opéra était un exercice périlleux pour tous les compositeurs français du dernier quart du dix-neuvième siècle. L'influence musicale de Wagner faisait concurrence à la pression nationaliste née de la défaite de 1870. Des hommes comme d'Indy, Chausson ou Debussy tentaient, chacun à sa manière, de créer un opéra qui prît immédiatement comme point de départ la forme la plus à la mode – à savoir celle de Wagner – pour aboutir à une approche nettement française et résolument moderne. En travaillant de cette façon, Debussy obtint un succès remarquable avec *Pelléas et Mélisande*.

Massenet suivit un autre chemin. A la fois épris du style de Wagner et passionné par l'affirmation d'une identité musicale française, il aboutit à une fusion de l'ancien et du nouveau. Il décrivit lui-même cet hybride comme la synthèse de Wagner et des « Italiens », la synthèse du Nord et du Sud, le résumé de la culture française au sein d'une vénérable tradition ! Massenet n'abandonna pour antant ni le « numéro » musical ni les conventions liées au genre, de son premier grand succès, *le Roi de Lahore*, en 1877, jusqu'à *Cléopâtre*, présentée après sa mort, en 1914. Simultanément, il tentait d'établir une continuité et une certaine unité musicales dans ses compositions. D'un strict point de vue technique, la façon dont Massenet parvint à ce résultat – reprises habiles, changements de motifs ingénieux, plans tonals judicieusement choisis – est riche d'enseignements.

Bien sûr, la majorité des auditeurs ne perçoivent pas cette musique, ni aucune autre d'ailleurs, d'un point de vue technique. En vrai « sensualiste », Claude Debussy avait de bonnes raisons d'admirer son confrère. *« Massenet a compris le vrai rôle de l'art musical, la musique doit humblement chercher à faire plaisir »*, déclara-t-il un jour au critique Paul Landormy. Pour Debussy, et pour beaucoup de ses contemporains, le style de Massenet éveillait une gratification d'un type particulier : un plaisir teinté d'érotisme. Une autre fois, Debussy associa de façon explicite cette sensation à celle du corps de la femme : *« Les harmonies y ressemblent à des bras, les mélodies à des nuques... »*.

Tous les articles (hier comme aujourd'hui), attribuent à Massenet le même rôle, celui du « poète de l'amour ». Un amour non pas ardent, dynamique, ou dévorant (comprenez masculin), mais plutôt tendre, sensuel, et sentimental (comprenez féminin). Pour le critique d'aujourd'hui, il est indéniable que la sexualité féminine est pour le moins « refrénée » dans l'œuvre de Massenet, mais cette caractéristique pourrait s'appliquer à plus d'une centaine d'opéras célèbres du dix-neuvième siècle. Les héroïnes de Massenet empruntaient la voie d'une compréhension féminisée du style musical où elles évoluaient ; elles trouvèrent donc très vite leur place dans la conception du monde qu'entretenait, à l'époque, une critique exclusivement masculine. Après les digestifs, après les cigares, les chevaux et la politique, tombait invariablement un : *« Mademoiselle, je vous en prie, chantez-nous du Massenet ! »*

De la part d'une tradition critique prompte à mêler l'œuvre musicale et la personnalité du compositeur, il ne faut pas s'étonner de voir Massenet défini de façon sexuelle. Les contours du portrait androgyne se superposent aisément à ceux du profiteur bourgeois avide d'argent. *« Avec ce ragoût de sensualisme musical dont il a le secret, les partitions de Massenet plaisent sur le moment, charment les femmes ; mais elles ne font pas illusion aux connaisseurs... »*, écrivit Georges Servières. Pour ma part, et je pense ne pas être seul dans ce cas, j'éprouve un soupçon tenace envers ce genre d'attitude. Elle est pour moi liée à la désaffection qu'a connue Massenet au sein du répertoire mondial. Dans son cas, les stéréotypes usés du passé – ces vieilles constructions patriarcales – auraient bien besoin d'être révisés, à défaut de pouvoir les confiner définitivement dans la poubelle des idéologies désuètes.

La gêne qu'éprouvaient certains envers les compositeurs italiens qui « jouaient pour la galerie » avait en son temps terni la réputation de Rossini, Donizetti et Puccini pour plusieurs années – on ne les avait pas pour autant enfermés dans un cadre critique sexualisé. Pour un Nord-Américain, il est frappant de constater à quel point la réhabilitation de certains compositeurs du dix-neuvième siècle aura été rapide en Italie, et lente en France. Chez nos voisins transalpins, fondations et festivals continuent de perpétuer l'héritage du siècle dernier. En France, le travail du Musée d'Orsay et le Festival Massenet de Saint-Etienne – pour ne citer qu'eux – témoignent d'efforts importants, mais l'attente aura été autrement plus longue. Qui oserait pourtant affirmer sérieusement que la musique de Massenet, de Saint-Saëns ou de Chausson, est moins digne d'intérêt – et moins riche en plaisirs discrets – que celle de Donizetti ou de Puccini ? Il ne s'agit pas ici d'engager une analyse des divers contextes nationaux ; mais simplement d'observer, d'encourager, et d'espérer.

STEVEN HUEBNER

(Traduction d'Olivier Boasson)

★ Festival Massenet de Saint-Etienne : *Griselidis* (le 5 novembre, 20 heures) ; *Esclarmonde* (le 6, 20 heures) ; audition commentée d'*Amadis* (le 7, 17 heures), concert de musique symphonique (même jour, 20 h 30) ; *la Terre promise* (le 8, 15 h 30). Renseignements et réservations, tél. : 77-41-06-96. De 90 F à 240 F.

Discographie

Chérubin, comédie chantée en trois actes, avec Frederica von Stade (Chérubin), Samuel Ramey (le Philosophe), June Anderson (l'Ensoleillad), Dawn Upshaw (Nina), Chœur et Orchestre de la Radio bavaroise, Pinchas Steinberg (direction) : un coffret de deux disques compacts RCA 09026 60593-2.

Le Roi de Lahore, opéra en cinq actes, avec Luis Lima (le Roi), Joan Sutherland (Sitâ, prêtresse d'Indra), Sherril Milnes (Scindia, ministre du roi), etc., London Voices, Orchestre national philharmonique, Richard Bonynge (direction) : un coffret de deux disques compacts Decca 433 851-2.

Scènes alsaciennes ; Scènes pittoresques ; Don Quichotte, par l'Orchestre national de l'Opéra de Monte-Carlo, John Eliot Gardiner (direction) : un disque compact Erato 2292-45858-2.

Scènes dramatiques ; Scènes de féerie ; le Dernier Sommeil de la Vierge, par l'Orchestre national de l'Opéra de Monte-Carlo, John Eliot Gardiner (direction) : un disque compact Erato 2292-45858-2.